

## RÉGIONS

## SERVICES

### Congrès de la publicité

## Les deux géants américains de la publicité ont perdu d'importants budgets

Les deux géants de la publicité américaine, Ogilvy & Mather et McCann-Erickson, ont perdu d'importants budgets pour 1986. Les deux sociétés ont annoncé hier qu'elles avaient perdu des clients importants, dont certaines entreprises de la publicité elle-même. Les deux sociétés ont également annoncé qu'elles avaient perdu des clients importants, dont certaines entreprises de la publicité elle-même.

Les deux géants de la publicité américaine, Ogilvy & Mather et McCann-Erickson, ont perdu d'importants budgets pour 1986. Les deux sociétés ont annoncé hier qu'elles avaient perdu des clients importants, dont certaines entreprises de la publicité elle-même. Les deux sociétés ont également annoncé qu'elles avaient perdu des clients importants, dont certaines entreprises de la publicité elle-même.

Les deux géants de la publicité américaine, Ogilvy & Mather et McCann-Erickson, ont perdu d'importants budgets pour 1986. Les deux sociétés ont annoncé hier qu'elles avaient perdu des clients importants, dont certaines entreprises de la publicité elle-même. Les deux sociétés ont également annoncé qu'elles avaient perdu des clients importants, dont certaines entreprises de la publicité elle-même.

### Recherche américaine sur l'étranger

La recherche américaine sur l'étranger a connu une baisse de 15,8% en 1985. Les dépenses ont été réduites de 1,5 milliard de dollars par rapport à 1984. Cette baisse s'explique par une diminution des dépenses de recherche et développement, ainsi que par une réduction des dépenses de marketing.

La recherche américaine sur l'étranger a connu une baisse de 15,8% en 1985. Les dépenses ont été réduites de 1,5 milliard de dollars par rapport à 1984. Cette baisse s'explique par une diminution des dépenses de recherche et développement, ainsi que par une réduction des dépenses de marketing.

La recherche américaine sur l'étranger a connu une baisse de 15,8% en 1985. Les dépenses ont été réduites de 1,5 milliard de dollars par rapport à 1984. Cette baisse s'explique par une diminution des dépenses de recherche et développement, ainsi que par une réduction des dépenses de marketing.

### Dévaluation de 15,8%

La dévaluation du yen japonais de 15,8% par rapport au dollar américain a eu des conséquences importantes sur l'économie japonaise. Elle a entraîné une augmentation des exportations japonaises vers les États-Unis, mais a également entraîné une diminution des importations japonaises d'équipement américain.

### Baisse des taux d'intérêt

La baisse des taux d'intérêt a entraîné une augmentation des dépenses de consommation et des investissements. Les entreprises ont pu emprunter plus facilement, ce qui a permis de financer de nouveaux projets d'investissement.

La baisse des taux d'intérêt a entraîné une augmentation des dépenses de consommation et des investissements. Les entreprises ont pu emprunter plus facilement, ce qui a permis de financer de nouveaux projets d'investissement.

## Le triomphe de M. Nakasone

Le premier ministre japonais, M. Nakasone, a gagné le pari qu'il avait pris en provoquant des élections anticipées. Sa formation, le Parti libéral-démocrate (PLD), a en effet remporté la victoire dimanche 6 juillet un triomphe sans précédent depuis que le pays est une démocratie. Elle a reconquis, avec quelque 54 % des voix, beaucoup plus que les 47 % des élections de 1983, la majorité absolue des sièges à la Diète (Chambre basse). Le succès est aussi brillant à la Chambre haute, dont le renouvellement n'était que partiel.

Tous les sondages donnaient le PLD gagnant. La surprise vient de l'ampleur de sa victoire, succès personnel pour un premier ministre dont plusieurs collaborateurs disputent pour l'instant déjà la succession.

La confiance vient que le chef du PLD, et de ce fait, le gouvernement, cède la place au bout de quatre ans, à l'échéance du second mandat à la tête du parti. Dans le cas de M. Nakasone, l'heure de la « retraite » devrait donc sonner en octobre prochain. Ce départ semblait inévitable, car le premier ministre avait présidé en 1983 à une quasi-défaite et ne disposait pas, au sein du parti, d'une faction assez forte.

M. Nakasone avait, à un risque considérable, imposé, contre l'avis d'autre ténors du PLD, sa décision de convoquer les élections avec un an d'avance. Or les libéraux-démocrates enlèvent 300 sièges sur les 512 de la Diète, soit 50 de plus qu'il y a deux ans. Ce succès personnel en est encore accentué par le fait que le Parti socialiste, principale formation de l'opposition, avait axé sa campagne sur une dénonciation de la personne et des méthodes de M. Nakasone.

Les opposants n'avaient guère de solution convaincante à proposer pour résoudre les grands problèmes actuels du Japon, notamment le déficit budgétaire. L'électorat s'est en quelque sorte senti appelé à arbitrer de véritables « primaires » au sein du parti dominant.

Fort de son triomphe, M. Nakasone va donc maintenant entreprendre de renforcer son assise au sein du PLD pour obtenir un nouveau mandat de premier ministre au-delà d'octobre 1986, qu'il a fait modifier les règles internes au parti. Comme l'un de ses anciens ténors, M. Tanaka, dont la carrière fut brisée par le scandale puis par la maladie, il fait aujourd'hui figure d'« animal politique » de tout premier plan.

Les élections ont démenté avec éclat la baisse de popularité qu'on portait à son déclin à la veille du scrutin.

Le Japon aura besoin, sans aucun doute, dans les années qui viennent, d'un chef de cette dimension. Des choix douteux s'annoncent, notamment pour éviter une récession. La force du yen, dont la valeur devrait encore croître pendant quelques mois, va déséquilibrer encore davantage, au profit du Japon, une balance commerciale déjà largement excédentaire. Or l'honneur du Congrès américain est au protectionnisme. Tokyo devra en tenir compte, qu'il a libéralisé le marché intérieur et à remettre ainsi en cause certains équilibres traditionnels de la société japonaise.

## Les « époux Turenge » libérés avant le 25 juillet

### Dominique Prieur et Alain Mafart seront affectés à la base française de Hao, dans le Pacifique

M. Jacques Chirac a annoncé, ce lundi matin 7 juillet, les termes de l'accord conclu entre la France et le gouvernement néo-zélandais, sous les auspices du secrétaire général des Nations unies, qui doit aboutir à la libération des faux époux Turenge avant le 25 juillet. M. Denis Baudouin, porte-parole du premier

ministre, a indiqué que les deux officiers, condamnés à dix ans de prison après l'attentat contre le bateau de Greenpeace, seront transférés sur le sol français. Il a précisé que le commandant Mafart et le capitaine Prieur seront affectés, pour une durée de trois ans, à la base aérienne de Hao, en Polynésie française.

Enfin, les questions commerciales sont également soulevées par l'accord, à la demande de la Nouvelle-Zélande qui souhaitait que les accords commerciaux entre elle et la Communauté européenne soient maintenus.

M. Baudouin a rappelé que la France n'avait jamais exprimé de menaces, mais qu'il avait été difficile pour elle d'accepter que se poursuivent des marchés pendant que ses officiers demeuraient en prison. Il a donc été entendu que les importations pour les deux prochaines années seraient maintenues.

A. P.  
(Lire la suite page 4.)

Il a précisé qu'il prévoit notamment une lettre d'excuses, qui serait transmise au gouvernement néo-zélandais par la France, puis que le gouvernement précédent avait reconnu que les deux officiers avaient agi sur ordre.

L'accord conclu sous les auspices de M. Perez de Cuellar fixe également à 7 millions de dollars l'indemnité due par la France à la Nouvelle-Zélande, il rappelle que les Néo-Zélandais demandaient 9 millions de dollars, alors que les Français en offraient 4.

A. P.  
(Lire la suite page 4.)

### LA « BAVURE » DE LA RUE DE MOGADOR

## Tous les moyens ne sont pas bons

La reconstitution des circonstances de la mort de Lolo Lefèvre, vingt-huit ans, tué samedi 5 juillet à Paris par un CRS, a lieu dans la nuit de lundi à mardi. Gilles Burgos, vingt-neuf ans, gardien à la CRS 54, qui a tiré les coups de feu, a été inculpé de coups et blessures volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner et placé sous contrôle judiciaire. M. Chirac, évêque de Paris, a déclaré : « D'où qu'elle vienne, la faute doit être sanctionnée ».

par EDWY PLENEL

Le métier de policier n'est pas une science exacte. Il comporte des risques, suppose parfois l'improvisation, n'exclut pas la peur, les fautes, les mauvais réflexes. On l'admet, mais à condition d'y ajouter cet axiome premier : les policiers ont pour mission d'interdire les contrevenants, non de les exécuter. Or c'est bien cette règle qu'a transgressée, samedi 5 juillet, à Paris, le CRS qui, sans affolement notable, tuait un fuyard, un jeune homme de vingt-huit ans saisi par une peur panique de l'uniforme.

La justice tranchera. Mais que le CRS ait tué froidement, comme l'assurent certains témoins, ou qu'il se soit senti menacé, comme il le soutient, la leçon est la même : les policiers ne sauraient s'ériger en justiciers et violer la loi qu'ils ont en charge de faire respecter. C'est, à tout le moins, le commentaire que l'on est en droit d'attendre des responsables de l'Etat après un tel drame.

Aussi l'événement révèle-t-il les sensibilités des uns et des autres, ces réflexes qui disent des principes personnels autant que des convictions politiques. M. Edouard Balladur a ainsi trouvé les mots justes, dimanche, au « Club de la presse » d'Europe 1, en confiant sa « réaction de consternation », une réaction « humaine avant d'être politique », à-t-il précisé.

Ministre de l'Intérieur, M. Charles Pasqua n'a pas spontanément été saisi par la même émotion. Samedi, il trouva plus de mots pour menacer de poursuites ceux qui se livraient à « une présomption malveillante des faits », se contentant du simple rappel que, « s'il y a des fautes, elles seront naturellement sanctionnées ». Étonnante réaction d'un

## M. Mitterrand à Moscou : trois tête-à-tête avec M. Gorbatchev

Les entretiens porteront essentiellement sur le contrôle des armements  
PAGE 4

## Putsch avorté à Manille

Quelques dizaines de partisans de M. Marcos ont voulu porter M. Tolentino à la présidence  
PAGE 3

## Télévision : le Sénat refait la copie de M. Léotard



Sur les PDG de TF1 et de TDF, sur la « 5 » et « TV6 », la Haute Assemblée a imposé ses vues  
PAGE 10

## M. Kurt Waldheim intronisé président de la République d'Autriche

L'Etat au péril de son chef  
PAGE 6

## Le Monde ÉCONOMIE

- La stabilisation manquée des prix des matières premières.
- L'évolution des revenus en France.
- La chronique de Paul Fabra.

PAGES 27 à 29  
Débats : Mutation du syndicalisme (2) • Etranger (3 à 6) • Politique (8 à 10) • Société (11 et 26) • Sports (30) • Culture (12-13) • Communication (10) • Économie (31 à 37)  
Programmes des spectacles (14) • Radio-télévision (15) • Météorologie (15) • Mots croisés, Loterie nationale, Loto (16) • Carnet (16) • Annonces classées (17 à 25)

## Sports : la relève

Au cours d'un week-end sportif très riche, les vedettes ont senti la menace des générations montantes. Au Castellet, Alain Prost, champion en titre, a dû laisser filer l'Anglais Nigel Mansell, désormais deuxième au championnat du monde de formule 1. A Wimbledon, Boris Becker a confirmé son génie de champion en herbe contre l'actuel numéro un mondial, Ivan Lendl ; et il a fallu une super Navratilova pour contenir les ambitions de la jeune Mandlikova.

Quant à Hinault, contesté par ses propres équipiers en ce début de Tour de France, il devra peut-être se mettre au service de Greg LeMond, un lieutenant attiré par le pouvoir.  
(Lire page 30.)

### UN POINT DE VUE SUR NATIONALISATION ET PRIVATISATION

## Les avatars de la légitimité

par JACQUES DE FOUCHIER (\*)

La légitimité est le fondement de tout pouvoir, qu'il soit économique ou politique : c'est sur elle que repose le droit de passer outre aux oppositions minoritaires. Au moment où, succédant à des nationalisations qui ont brutalement déchiré le tissu élaboré jour après jour des légitimités anciennes pour y substituer d'un seul coup de formelles légitimités d'Etat, les privatisations vont devoir en révéler de toutes nouvelles. Cet aspect des problèmes qu'il leur faudra résoudre ne me semble pas assez souvent évoqué. Là se trouvent pourtant le cœur du sujet et le vrai critère des solutions adéquates.

Précisons-le tout de suite : ce n'est pas en fonction des seuls actionnaires que peut se définir (\*) Ancien président de la Compagnie bancaire puis de la Banque de Paris et des Pays-Bas.

Par la vertu de ce que j'appelle la paternité de création pour la distinction de la paternité d'adoption — que j'ai elle aussi connue, — j'ai pu, en tant que fondateur de la Compagnie bancaire, bénéficier avec mon équipe initiale d'une légitimité tenant en quelque sorte à la nature et acceptée comme allant de soit tant par le personnel que par les actionnaires d'origine. J'ai vécu aussi, lors de l'introduction en Bourse de la Compagnie, au début des années 60, la décisive confirmation apportée par le vote du marché et manifestée sans éclipse depuis lors à l'occasion de nombreuses opérations successives. J'avais enfin la conviction qu'il était possible de transmettre intacte cette légitimité à des successeurs, à condition de le faire en temps utile, encore en pleine possession de ses moyens et sans trace d'hésitation ou de regret. L'événement m'a pas démenti.  
(Lire la suite page 34.)

## L'anglais au sprint



Vous voulez parler l'anglais vite, très vite ? A vos marques ! Choisissez parmi les deux formules ILC réservées aux sprinters.

La semaine bloquée : 6 heures d'anglais chaque jour pendant une semaine. Un rythme féroce mais des progrès géants.

Les cours intensifs : 4 heures d'anglais par jour pendant deux semaines. Vos blocages n'y résisteront pas.

L'English Connexion  
ILC INTERNATIONAL LANGUAGE CENTRE  
20, passage Dauphine  
75006 Paris - Tél. 43.25.41.37

Rayonnage Bibliothèque  
LEROY



# débats

## Renouer avec l'idéologie de la solidarité

Adapter le syndicalisme, ce n'est pas assurer la pérennité de l'appareil d'une organisation mais relever le défi lancé à l'homogénéité de notre société

par JEAN-MARC GARDÈRE (\*)

Le monde du travail serait aujourd'hui désemparé. Le syndicalisme, c'est-à-dire la capacité des salariés de s'organiser pour défendre leurs intérêts communs, ne ferait plus recette; si « les cow-boys ne meurent jamais », ils semblent bien fatigués, à la limite de l'extinction. La question est de savoir si c'est un phénomène cyclique dont le monde syndical français est

familier, ou bien si cette démobilité s'agit d'une cause plus précise.

Prenons d'abord l'hypothèse selon laquelle le syndicalisme est moribond. Quelles raisons poussent à son agonie?

Le déclin qu'entrevoient aujourd'hui les travailleurs à l'égard du « politique » est incontestable. Ce phénomène s'est amplifié après l'arrivée de la gauche au pouvoir. Si avant 1981 le monde des salariés restait tant soit peu mobilisé, c'était aussi pour porter cette gauche au pouvoir, dans l'espoir qu'elle saurait parler et agir en leur nom. Cette espérance qui aura relevé du mythe avait au moins l'avantage de maintenir une pression face aux pouvoirs économique et politique.

C'était l'époque où le syndicalisme était encore en force de donner à ces pouvoirs une mauvaise conscience sociale. Est-ce encore vrai aujourd'hui? Attirés par les sirènes du camp réformiste, les responsables nationaux de la CFDT ont, de fait et volontairement (déclaration intempestive d'Edmond Maire sur la grève à propos d'une journée d'action CGT), marginalisé plus encore les formes traditionnelles de l'action syndicale.

La division syndicale a pris là un tour singulier qui aura sans nul doute impressionné les salariés pour les encourager dans leur indifférence inquiète.

L'aggravation de la division syndicale reflète celle qui existe au plan politique à gauche. C'est ainsi que les salariés, dans leur grande majorité, le perçoivent, sans doute à juste titre. La question posée est celle de l'indép-

modernistes » tiennent aujourd'hui pour fatale.

Les salariés sont touchés de plein fouet par une idéologie du chacun pour soi encouragée et amplifiée par la généralisation de la précarité de l'emploi.

Pour amortir tant soit peu les effets de la « crise » sur le mouvement ouvrier, il est urgent pour le syndicalisme de revendiquer un minimum vital pour les chômeurs, urgent de défendre un statut véritable du salarié qui, loin d'entraver tout progrès économique, serait de nature à permettre une mutation sans la crise sociale que nous connaissons actuellement et qui est aussi profonde et grave, quelle est pour l'instant silencieuse. Urgent pour le syndicalisme, en remobilisant les salariés pour une nouvelle prise de conscience, d'empêcher la société française de glisser vers un néolibéralisme dont on devrait reconnaître les ravages en Grande-Bretagne ou aux États-Unis.

Une grande partie du monde syndical français ferme les yeux sur ce péril. Bien sûr, il est de plus en plus difficile de mobiliser des salariés ou des chômeurs qui semblent avoir perdu tout espoir de l'influence positive qu'ils pourraient avoir sur la transformation d'une société qui voit grossir de jour en jour la masse de ses laissés-pour-compte.

L'adaptation du syndicalisme à ce qui se présente comme certains préceptes de la réponse pour assurer la pérennité de l'appareil d'une organisation qu'elle ne constitue la relève du grave défi lancé à l'homogénéité de notre société.

Localement, les conditions ne sont-elles pas partout réunies pour commencer à agir? Et d'abord sur le plan des idées, de manière à rappeler aux salariés que leur force est essentiellement solidaire, dans l'action, pour défendre des acquis sociaux qui sont aujourd'hui fortement remis en question.

C'est à certains États-majors syndicaux, au plan national, de susciter une dynamique qui réponde aux aspirations profondes des salariés. Il n'est peut-être pas trop tard.

### Des raisons manifestes

La CGT enfin est pressentie à tort ou à raison comme ayant fait coïncider le retour de ses revendications violentes avec le départ des ministres communistes.

Le non-respect, aux yeux des travailleurs, de l'indépendance syndicale a pu dégrader plus encore l'image de la gauche au pouvoir. Les salariés, d'un coup, ont pu se sentir orphelins. L'on se souvient, comme glorieux point d'orgue, de la bête satisfaction d'un Laurent Fabius au soir de la défaite du 16 mars. Faisait-il semblant de ne pas croire à l'application de la plate-forme UDF-RPR? Ou était-ce le dernier de ses soucis, bien après celui, très politique, du nombre des voix d'un Parti socialiste à ce point élargi et flexible qu'il continue à perdre toute référence au mouvement ouvrier.

Pourtant le mouvement ouvrier aurait de quoi se manifester. Ne serait-ce pas parce qu'il est en sommeil que la crise s'aggrave. Les mutations technologiques dont on nous rebat les oreilles ne sont pas négociées. L'heure est au néolibéralisme, à la « main invisible », à la société duale que des « syndicalistes adaptés »

(\*) Militant syndical.

### MUTATION DU SYNDICALISME

Il est de plus en plus difficile de mobiliser des salariés ou des chômeurs. Jean-Marc Gardère demande aux États-majors syndicaux de chercher un nouvel élan en écoutant de plus près les aspirations de ceux qu'ils représentent. De son côté, Jean-Maurice Verdier met en garde contre une évolution vers le « syndicalisme d'entreprise ».

## Le serpent de mer du « monopole syndical »

Le système représentatif des salariés français a une cohérence et il a fait ses preuves

par JEAN-MAURICE VERDIER (\*)

QUE le syndicalisme ait à s'adapter aux mutations économiques, technologiques et sociales, on en conviendra aisément, et des voix syndicales autorisées se font entendre en ce sens. Son histoire est du reste celle de constantes remises en cause et de recherches d'adaptation à des changements qui ont déjà à plusieurs reprises contraint les forces sociales à s'adapter; elle révèle même qu'il est de celles qui, depuis un bon siècle, ont su le mieux le faire.

Doit-il pour cela quitter sa « chrysalide », cesser d'être « institutionnel » et se transformer en « syndicalisme d'entreprise »? Le « papillon » n'est pas nouveau, ceux qui l'appelaient de leurs vœux ont été bien en peine d'en fixer les formes et les couleurs. Le syndicat devrait-il rétrécir ses horizons à ceux de l'entreprise — ou de l'établissement — au mépris des solidarités qui sont sa raison d'être? Il y perdrait son âme. Porter plus d'attention aux exigences de gestion, de productivité, de compétitivité, aux spécificités de chaque entreprise; aux aspirations modifiées, sinon nouvelles des travailleurs, culturellement plus avancés et de ce fait davantage en quête d'autonomie? Assurément.

Des réflexions syndicales, parfois inattendues, ont été en ce sens. Et les « lois Auroux » ont beaucoup fait aussi; en droit, puisqu'elles ont cherché à faciliter la mise en place des structures syndicales dans l'entreprise et à établir un lien entre elles et les conditions de la négociation; en fait, puisqu'il ressort des bilans déjà dressés que la négociation d'entreprise, à laquelle une bonne partie des employeurs étaient allergiques, a connu depuis lors des développements certains.

Mais faut-il pour autant briser une architecture juridique patiemment et difficilement construite? En particulier remettre en cause ce qu'on appelle improprement le « monopole syndical », serpent de mer émergeant périodiquement et bouc émissaire facile des maux dont souffrent les

relations collectives? Serait-il un « corset » archaïque, alors qu'il correspond à une expérience historique peu discutable et se retrouve, sous des formes ou avec des modalités diverses, dans tous les pays industriels, où ce sont les grandes organisations fédérées ou confédérées qui mènent avec le patronat un dialogue social sérieux?

Monopole des syndicats pour négocier? Qui songerait à le remettre en cause, surtout si on veut moins d'État et plus de syndicalisme?

### Pour la viabilité du pluralisme

Monopole des syndicats représentatifs? Laissera-t-on des organisations — voire une seule — momentanément en situation favorable engager l'ensemble des salariés par des accords refusés par les organisations responsables? Ou fausser le jeu des élections des représentants des travailleurs grâce à une entente discrète avec des directeurs d'entreprise hostiles aux grandes organisations? La représentativité exigée par la loi — dont les critères sont souples — est une condition de la viabilité du pluralisme syndical et le seul moyen d'assurer l'honnêteté des élections, au moins au premier tour, puisque la liberté est de mise au second.

Monopole des « cinq grands »? C'est là qu'il y a malentendu. Car ni pour la négociation des accords collectifs, ni pour la constitution des sections syndicales d'entreprise, ni pour le premier tour des élections des comités d'entreprise et des délégués du personnel, ils n'ont d'exclusivité. Tout simplement une dispense de preuve de leur « honorabilité », puisque les syndicats affiliés sont de plein

(\*) Professeur de droit du travail à l'université de Paris-X.

droit considérés comme représentatifs. Facilité en outre limitée à ces trois domaines, essentiels il est vrai.

Mais assurément aucun « monopole »: les autres syndicats jouissent des mêmes droits; à condition d'être effectivement représentatifs dans le champ considéré, c'est-à-dire capables d'établir — si cela est contesté — qu'ils remplissent certaines conditions d'audience et d'activité.

Le système représentatif des salariés français a une cohérence et il a fait ses preuves: la place faite aux syndicats et plus particulièrement à ceux qui sont représentatifs en est la pierre d'angle. Bredouille d'évolution? On peut en douter. Les élections prud'homales de 1979 et 1982 se sont déroulées dans le cadre des candidatures « libres ». On en sait les résultats: 95 % et 96 % des voix pour les listes des cinq grandes centrales. Ils ne permettent pas d'illusions. Les grandes organisations ont, malgré leurs difficultés, représentatives de la grande masse des travailleurs, qui s'y reconnaissent. Il faut les prendre telles qu'elles sont et ne pas rêver.

### « L'ARBITRAIRE FISCAL », de Pascal Salin

#### A la bordure de l'anarcho-capitalisme

Si vous êtes de gauche, ne vous récriez pas trop vite, et surtout n'arrêtez pas prématurément votre lecture sous le prétexte que le vocabulaire dont use l'auteur le disqualifie à vos yeux. « Tout impôt est une spoliation », écrit-il sans autre forme de procès, et encore: « L'existence même de l'impôt progressif peut être interprétée comme un signe de totalitarisme. » Mais son parti pris, s'il n'est pas toujours meilleur, n'est jamais pire que celui qui, pendant plus d'un quart de siècle, a animé la grande majorité des réflexions sur la fiscalité et des réformes qui s'en sont inspirées.

Pascal Salin prend le contre-pied du préjugé encore courant selon lequel la fiscalité n'est en fin de compte qu'une affaire de répartition. Les économistes de l'offre (supply-siders) américains, dont se réclame Salin, ont eu le mérite de montrer qu'en modifiant la répartition, et en taxant sévèrement le riche au profit supposé du pauvre, on finissait par réduire l'incitation à entreprendre, et donc à diminuer globalement le volume des richesses produites et distribuées.

Il critique avec véhémence cette autre hypothèse sous-jacente à bien des raisonnements, laquelle consiste à supposer que les revenus appartiennent en définitive à la nation et qu'en conséquence l'impôt, même confiscatoire, est légitime dès qu'il a été voté par une majorité. D'où aussi l'habitude de présenter tout aliénement comme un « cadeau » du fisc, remarque Salin.

phine sont de vraies questions. Elles font partie de celles qui dominent le débat politique. Il les traite sur un double registre. On peut regretter qu'il donne la plus grande place à des discours démonstratifs qui s'appuient à la fois sur la théorie économique (version néo-libérale), la doctrine de Hayek et la pensée des « libertaires » américains, les « anarcho-capitalistes ».

S'il condamne l'impôt progressif, il n'accepte qu'avec hésitation l'impôt proportionnel dans lequel il décèle comme des relents de progressivité cachée, et va jusqu'à citer la capitation (le même impôt pour tous) comme une solution possible.

On aimerait qu'il consacre de plus longs développements aux passages, souvent excellents, consacrés à l'analyse, ceux par exemple où il démonte la véritable nature de l'impôt sur les sociétés et les prétendues « charges » qui pèsent sur elles. Que le lecteur de droite veuille bien, ici, considérer à son tour les arguments de l'auteur.

Se thèse principale devrait retenir l'attention de tous. Elle se présente sous la forme d'un plaidoyer en faveur de l'impôt sur la consommation (qui exempte, provisoirement, le revenu épargné). C'est d'une réflexion sur les limites — dont ne parle pas Salin — d'un tel impôt que sont parties les auteurs de la réforme fiscale de grande envergure que plusieurs commissions du Congrès américain ont déjà approuvée à une très large majorité.

PAUL FABRA.

Les questions que pose le professeur de l'université Dau-

\* Robert Laffont, 277 pages, 89 F.



EUROPEAN  
UNIVERSITY  
OF AMERICA

LOVE MOUNTAIN CAMPUS, SAN FRANCISCO, CALIFORNIA

### MBA

Master of Business Administration  
Reconnu par l'État de Californie. Programme à San Francisco en 14 mois spécialisé en Management International, associant une pédagogie active à une expérience pratique par le projet personnel/professionnel.

### 3<sup>e</sup> CYCLE

Programme de 12 à 18 mois préparant au Master of Business Administration (M.B.A.) à Paris et à San Francisco.

### 2<sup>e</sup> CYCLE

Intensif: Cursus spécifique de deux ans préparant au Master of Business Administration à Paris et à San Francisco.

### AMS

American Management Studies  
Sessions de deux mois pour les diplômés de l'enseignement supérieur et les professionnels.

Informations et sélections: E.U.A.

3 Imp. Royer Collard (St. Lombray), Paris 75005 - (1) 46 34 66 06  
Centre pour l'Europe, 31 Galerie Montpensier, Paris 75001 France

## Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,  
75437 PARIS CEDEX 09  
Tél: MONDIPAR 68272 F  
Télécopieur: (1) 45-23-06-31  
Tél: (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. le Monde

Gérant:  
André Fontaine,  
directeur de la publication  
Anciens directeurs:  
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)  
Jacques Faure (1969-1982)  
André Laurens (1982-1985)  
Durée de la société:  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944.

Capital social:  
620 000 F

Principaux associés de la société:

Société civile  
« Les Rédacteurs du Monde »,  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde,  
Le Monde-Entreprises,  
M.M. André Fontaine, gérant,  
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général:  
Bernard Waut.

Rédacteur en chef:  
Daniel Vernet.

Correspondant en chef:  
Claude Salas.

Le Monde  
PUBLICITE

5, rue de Montmoyne, 75007 PARIS  
Tél: (1) 45-35-91-83 ou 45-35-91-71  
Tél: MONDIFUB 206 136 F

### ABONNEMENTS

BP 507 09  
75422 PARIS CEDEX 09  
Tél: (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 984 F 1 200 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)

L. - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 389 F

IL - SUISSE, TUNISIE

584 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne: tarifs sur demande.

Changement d'adresse définitif ou provisoire (deux semaines au plus): une abonnée est invitée à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire tous les numéros propres en capital d'impression.

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN: 0395 - 2037

### PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA; Maroc, 4,20 dir.; Tunisie, 400 m.; Allemagne, 1,80 DM; Autriche, 17 sch.; Belgique, 30 fr.; Canada, 1,75 \$; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA; Danemark, 9 kr.; Espagne, 120 pes.; Grèce, 55 p.; Italie, 120 lire; Israël, 90 p.; Italie, 1 700 L.; Liban, 328 F CFA; Malaisie, 9 fr.; Norvège, 8 kr.; Pays-Bas, 2 fl.; Portugal, 110 esc.; Royaume-Uni, 110 p.; Suède, 1,80 kr.; USA, 1,25 \$; USA (New York), 1,50 \$; Venezuela, 110 bol.

هذه امه الاصل







# DIPLOMATIE

## LA VISITE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE EN URSS

### La limitation des armements sera au centre des entretiens de MM. Mitterrand et Gorbatchev

Parti un peu avant 10 heures, ce lundi 7 juillet, de l'aéroport de Roissy où il avait été salué par M. Jacques Chirac, M. Mitterrand était attendu vers 15 heures à Moscou, où il sera accueilli par M. Gromyko, chef de l'Etat soviétique. Le président de la République devait avoir peu après son arrivée le premier des trois entretiens prévus avec M. Gorbatchev.

#### De notre envoyé spécial

Moscou. — Il n'est pas besoin d'être devin pour se faire une idée des thèmes que M. Gorbatchev va vouloir aborder avec M. Mitterrand au cours des trois entretiens qu'ils auront d'ici à jeudi prochain. Il s'agit avant tout de la limitation des armements, plus particulièrement des armes conventionnelles et chimiques, et du problème posé à l'URSS par la force de dissuasion française.

A l'heure où des « frémissements » sont perceptibles dans le dialogue américano-soviétique et où l'on repère de la possibilité d'un nouveau sommet Reagan-Gorbatchev avant la fin de l'année, le secrétaire général est bien décidé à enfoncer le clou et à obtenir au moins un début de réponse française à ses innombrables plans de paix.

C'est pour mieux en avoir le temps, dit-on ici, qu'il a prié M. Mitterrand de renoncer à

l'escapade initialement prévue en Géorgie : c'est à la place de ce déplacement dans une République jugée souvent à Moscou peu orthodoxe, que le troisième tête-à-tête a été prévu pour mercredi. M. Gorbatchev a également invité à dîner le président de la République ce jour-là ; il s'agira d'un dîner restreint de travail, le dîner officiel étant prévu pour ce lundi.

Deux invitations à dîner en trois jours : c'est exceptionnel ici ; mais il est vrai que M. Gorbatchev possède ce que n'avaient pas ses prédécesseurs, la santé. Pour cette même raison, le protocole soviétique ne fait plus aujourd'hui mystère du programme d'une visite de ce genre et mentionne noir sur blanc les participations du secrétaire général : hier encore, celles-ci étaient seulement suggérées par la prudente expression « temps libre ». C'est qu'un malaise alors était toujours à craindre.

On est satisfait du côté français de la volonté du secrétaire général de « pousser les feux ». Cela fait longtemps qu'on a compris à l'Elysée que M. Gorbatchev serait un adversaire bien plus redoutable que ses prédécesseurs ; parce qu'il est plus imaginatif, plus rapide, plus imprévisible. Reste à savoir s'il est plus réaliste.

M. Mitterrand paraît le penser, puisqu'il confiait, la semaine dernière, à Elie Weisel, lors d'un déjeuner à New-York, que M. Gorbatchev était le « premier

homme moderne » que l'URSS ait eu à sa tête ; un homme avec lequel il serait possible de négocier un accord sur le désarmement, car il n'a pas seulement en tête les intérêts militaires de son camp, mais aussi la volonté d'améliorer l'économie soviétique.

#### Paris et la « guerre des étoiles »

Cela ne veut pas dire, au contraire, que le président de la République aura la tâche facile. Jusqu'à présent, lorsque l'URSS avançait de mirifiques plans de désarmement nucléaire, Paris répondait : « Et les armes classiques ? Et les armes chimiques ? ». soulignant ainsi l'énorme supériorité soviétique dans ces deux domaines. Mais aujourd'hui que M. Gorbatchev n'écluse plus la question, il devient difficile pour la France de ne pas modifier sa position, de refuser d'entrer dans le dialogue proposé. La question de la prise en compte de la force de dissuasion française dans une négociation américano-soviétique est moins embarrassante à ce stade pour Paris, vu la disparité entre les arsenaux américains et soviétiques, d'une part, français (et britanniques), de l'autre.

Autre point délicat de ces conversations moscovites : l'initiative de défense stratégique (IDS) de M. Reagan. Il va sans dire qu'une condamnation du projet par M. Mit-

terrand serait douce aux oreilles du secrétaire général. Mais dans la mesure où le président de la République a mis au terme la pratique des communiqués communs et aux déclarations qui ponctuaient naguère ce genre de rencontre, on voit mal comment M. Gorbatchev obtiendrait satisfaction.

M. Mitterrand devra sans doute se contenter d'une réaffirmation de la position de l'Elysée : non à l'IDS, mais les entreprises françaises qui souhaitent s'y associer sont libres de le faire. Le chef de l'Etat français ajoutera sans aucun doute que la survie du traité ABM sur les antimissiles lui paraît infiniment plus importante que le respect du traité Salt 2, paragraphe à Vienne par M. Carter et Leonid Brejnev, mais jamais ratifié.

Le président de la République expliquera-t-il à cette occasion la position de son premier ministre ? Les différences de tonalité, si on le fonde, entre MM. Mitterrand et Chirac ne sont pas passées inaperçues ici, puisque la *Pravda*, après s'être réjouie de l'hostilité du président de la République à l'IDS, condamnant récemment « certaines personnalités françaises » qui jugent « inoffensif » le projet de « guerre des étoiles ».

Il y a à quelques jours à voir M. Mitterrand ainsi mis en valeur, alors que l'homme n'a jamais été ici en posture de sainteté. Quant à M. Chirac, s'il n'est pas nominalement désigné, il reste l'héritier officiel du gaullisme. Mais il est vrai que tous les arguments sont bons dans ce genre d'exercice.

#### Discretion sur les droits de l'homme

On le voit bien dans l'utilisation que font certains commentateurs soviétiques de l'accident de Tchernobyl. L'affaire est de plus en plus présentée comme l'argument qui plaide en faveur du désarmement. C'est un commentateur de l'agence soviétique Novosti qui écrivait récemment : « L'existence et le développement de l'énergie nucléaire pacifique sont incompatibles avec des projets de conflits militaires. Toute action armée, tout conflit en Europe — un continent qui abrite près de cinquante réacteurs atomiques — se transformerait inévitablement en malheur généralisé. Il suffirait en effet de quelques bombes d'artillerie classique pour créer un danger de radioactivité sur tout le continent ».

M. Gorbatchev reprendra-t-il l'argument, qu'on peut lire soit comme une crainte, soit comme une menace ? M. Mitterrand profitera-t-il de l'occasion pour s'enquérir de la

manière exacte de l'accident de la centrale ? Peut-être, mais on affirmait dans son entourage, avant de quitter Paris, que le président de la République n'avait pas l'intention de gêner M. Gorbatchev avec cette affaire.

De la même manière, disait-on, il ne fallait pas s'attendre à une « sortie » du président de la République sur la question des droits de l'homme. M. Mitterrand, qui aborde la question dans le discours qu'il doit prononcer ce lundi soir au Kremlin, ne nommera donc ni Sakharov ni quelque autre dissident, comme il

l'avait fait lors de son voyage de juin 1984.

On paraît vouloir revenir, du côté français, à une discrétion certaine, et c'est à M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères, qu'il appartiendra de remettre aux autorités soviétiques la traditionnelle liste des cas humanitaires. Elle comprend une cinquantaine de noms ; pour la moitié, il s'agit de personnes considérées comme françaises par la France, mais qui sont soviétiques pour l'URSS.

JACQUES AMALRIC.

## LES ÉCHANGES FRANCO-SOVIÉTIQUES

### Sous l'œil du COCOM

Les échanges commerciaux franco-soviétiques se caractérisent par une très grande stabilité. De 38,5 milliards de francs en 1983, ils sont passés à 39,4 milliards en 1984 et à 39 milliards en 1985. C'est dire qu'ils ont plutôt régressé en volume. Cette stabilité se retrouve dans l'évolution des importations et des exportations, le déficit que subit la France reste de l'ordre de 5 milliards de francs. Déficit difficile à combler, en raison de la nature de nos échanges.

L'Union soviétique, en effet, continue de nous fournir en priorité des produits énergétiques, ceux-ci représentant 87 % de la valeur totale (22 milliards) de leurs ventes. Le reste est principalement constitué (10,6 % du total) par des produits industriels.

La France, en revanche, a une gamme de fournitures beaucoup plus étendue, avec pour base les produits industriels et les produits agro-alimentaires. Toutefois, les ventes de biens de consommation ont vivement progressé en 1985 par rapport à 1984 (+ 54 %), tout en restant relativement marginales, puisqu'elles ne représentent encore que 8 % de nos exportations vers l'Union soviétique. Cette progression n'en est pas moins significative, dans la mesure où les autorités soviétiques prétendent vouloir développer ce secteur.

Il reste à savoir ce qui pourra être fait pour les produits de haute technologie. A l'occasion de la session de janvier de la grande commission, qui s'est tenue à Moscou, le gouverne-

ment soviétique, par la voie de son président du conseil, M. Nicolai Rykov, a beaucoup insisté sur ce point. Il a demandé à la délégation française, encore présidée à l'époque par M. Edith Cresson, de ne pas s'ingénier à promouvoir la vente de produits que les Soviétiques savent fabriquer. En revanche, les produits de haute technologie seront les bienvenus, a répété M. Rykov, tout en ajoutant que son gouvernement exhortait que les contrats soient respectés.

L'insistance mise à souligner ce dernier point, au cours de toutes les conversations (« Il nous faut des partenaires sûrs », avait déclaré sans ambages M. Arisov, ministre du commerce extérieur), n'a fait qu'accentuer le sens politique de la demande. Moscou ignore pas que la France se trouve paralysée par les directives du COCOM, organisme dont elle fait partie et qui est chargé de contrôler les exportations de haute technologie vers les pays de l'Est.

Les questions de financement ayant été pratiquement réglées au début de cette année, un des problèmes majeurs reste, avec celui qui pose le COCOM, le fret maritime, que la France voudrait pouvoir partager avec l'Union soviétique. Or celle-ci continue d'assurer le transport de plus de 90 % des fournitures qu'elle nous destine. Dans le contexte des difficultés que connaissent nos chantiers navals, ce déséquilibre est particulièrement ressenté.

F.S.

### Trois tête-à-tête

M. et M<sup>me</sup> Mitterrand étaient attendus, lundi 7 juillet, à Moscou, où ils devaient être accueillis par M. et M<sup>me</sup> Gromyko. Le président de la République, qui sera logé au Kremlin, aura un premier entretien avec M. Gorbatchev dans l'après-midi, après quoi le secrétaire général offrira un dîner en son honneur.

Un deuxième entretien avec M. Gorbatchev est prévu, mardi matin, après les traditionnels dépôts de gerbes au monument du Soldat inconnu et devant l'ancien siège de Normandie-Niemen. Le reste de la journée sera consacré à un entretien avec M. Gromyko, chef de l'Etat, à la réception de la communauté française à l'ambassade et à une soirée au Bolchoï.

Le troisième entretien avec le secrétaire général aura lieu mercredi matin, après une rencontre avec M. Rykov, chef du gouvernement soviétique. Une visite de la Cité des étoiles, le centre d'entraînement des cosmonautes soviétiques, aura lieu l'après-midi. Le soir, M. Gorbatchev offrira un second dîner, restreint celui-là, en l'honneur de M. Mitterrand.

Jeudi, M. Mitterrand quittera Moscou en fin d'après-midi, après une visite de la maison de

Toïstol, à Iasnaïa-Poliana, non loin de Toula. Le matin, il donnera une conférence de presse.

#### La délégation ne compte pas de représentant de Matignon

M. Mitterrand est accompagné par trois ministres : M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères, M. Michel Noir, ministre délégué du commerce extérieur, et M. Alain Devaquet, ministre délégué chargé de la recherche et de l'enseignement supérieur. Parmi les collaborateurs de l'Elysée figurent notamment M. Jacques Attali, conseiller spécial, M<sup>me</sup> Gendreau-Massoloux, porte-parole de la présidence, et M. Jean Muscatelli, chargé de mission. Aucun collaborateur de Matignon ne fait partie de la délégation. M. Roland Dumas, le prédécesseur de M. Raimond, sera là, en revanche, en tant que président du groupe d'amitié France-URSS à l'Assemblée nationale. M. Jacques Chauront sera également présent puisqu'il préside au Sénat le même groupe.

### UN APPEL DES PRIX NOBEL FRANÇAIS EN FAVEUR DE L'ACADÉMICIEN ANDREI SAKHAROV

Un appel signé par les prix Nobel français (1) a été adressé à M. Mikhaïl Gorbatchev, secrétaire général du PC soviétique, pour lui demander de mettre fin à l'exil de l'académicien dissident Andreï Sakharov et de sa femme Elena Bonner à Gorki, et leur permettre de rentrer à Moscou.

En effet, « ils considèrent que la situation faite aux époux Sakharov est contraire aux droits de l'homme, dont le respect est pourtant officiellement proclamé par l'URSS, co-signataire de la déclaration des droits de l'homme de l'ONU et des accords d'Helsinki ».

(1) Les professeurs Jean Dautet, François Jacob, André Lwoff, Louis Néel et Claude Simon.

## Les « époux Turenge » libérés avant le 25 juillet

(Suite de la première page.) En conclusion, M. Baudoin a déclaré que, dès son arrivée à l'hôtel Matignon, M. Chirac avait eu deux préoccupations qui constituaient réellement pour lui une obsession : le sort des otages français du Moyen-Orient, dont deux ont été libérés, et celui des officiers français emprisonnés en Nouvelle-Zélande.

De son côté, M. Chirac a fait lundi sur le ponton de l'hôtel Matignon la déclaration suivante : « Vous venez de prendre connaissance des dispositions du règlement adopté par M. Perez de

Cuellar, secrétaire général des Nations unies, pour mettre fin à l'affaire du Rainbow Warrior opposant la France et la Nouvelle-Zélande. Comme il a été convenu, le gouvernement français accepte les dispositions de ce règlement.

« Tous les Français se réjouiront avec moi que nos deux officiers, le commandant Mafart et le capitaine Prieur, puissent dans quelques jours quitter leur prison et rejoindre une installation militaire française dans le Pacifique sud où ils recevront une nouvelle affectation. Je dois saluer la dignité exemplaire avec laquelle

ces deux officiers ont accepté et subi leur détention.

« Je voudrais adresser mes remerciements à M. Lubbers, premier ministre des Pays-Bas, et à M. Perez de Cuellar pour l'aide décisive qu'ils ont apportée pour le règlement de ce délicat contentieux.

« L'exprime enfin le souhait que les relations entre la France et la Nouvelle-Zélande puissent dorénavant se développer dans la sérénité comme il convient entre deux pays qui ont tant de souvenirs communs. »

A. P.

## INFORMATIONS CONCERNANT LES VOLS D'AIR FRANCE DU MERCREDI 9 JUILLET 1986

Le programme des vols d'Air France pouvant être perturbé le mercredi 9 juillet, en raison d'arrêts de travail annoncés par les organisations syndicales représentant différentes catégories de son personnel, la Compagnie pense cependant pouvoir assurer certains de ses vols, essentiellement sur les lignes long-courriers.

Pour toute information concernant les vols de la journée du 9 juillet, Air France conseille à sa clientèle d'appeler le :

(1) 43.20.15.55 ou le (1) 43.20.14.44

ou encore le centre de réservation de la région de son domicile (pour Paris, le (1) 45.35.61.61).

La Compagnie regrette les inconvénients que cette situation pourra occasionner à ses passagers. Elle mettra tout en œuvre afin de les limiter.

## Le rôle du médiateur

La procédure adoptée avec le choix de M. Perez de Cuellar comme médiateur s'est donc révélée efficace. Le secrétaire général des Nations unies, avait fait parvenir aux dirigeants de Paris et de Wellington ses propositions de règlement du contentieux franco-néo-zélandais. Les deux capitales ayant annoncé à l'avance qu'elles se plieraient aux injonctions du médiateur, on pouvait espérer un rapide changement de statut des deux militaires français détenus depuis près d'un an en Nouvelle-Zélande.

La France et la Nouvelle-Zélande avaient adressé chacune au médiateur un mémoire dans lequel elles définissaient leurs positions minimales. Le « verdict » constitue en quelque sorte une synthèse de ces deux textes.

M. Lange n'oublie pas qu'il va au devant d'élections législatives en 1987, peut-être avant, et que ses adversaires conservateurs ne manqueraient pas de rappeler, pour les utiliser contre lui, ses compromissions d'il y a quelques mois, selon lesquelles Dominique Prieur et Alain Mafart purgèrent en Nouvelle-Zélande l'intégralité de leur peine.

Ce sont les innombrables tracasseries douanières utilisées par la

France à l'encontre de certains produits néo-zélandais (laine et ceruelles d'agneau, notamment) ainsi que la suspension des achats de moutons pour la Nouvelle-Calédonie qui ont contribué à persuader l'impulsif M. Lange de changer d'avis. D'autant plus que la France tenait une autre arme économique en réserve, à l'occasion du renouvellement, à la fin du mois de juillet, de l'accord Nouvelle-Zélande-CEE sur le beurre. Le premier ministre a pu mesurer la détermination française au cours de la tournée qu'il a effectuée dans plusieurs pays européens : la plupart de ses interlocuteurs, à l'exception peut-être de M<sup>me</sup> Thatcher, lui ont conseillé de transiger. C'est M. Lubbers, le premier ministre néerlandais, qui l'a convaincu d'accepter le principe d'une médiation, seul moyen pour lui de revenir avec élégance sur ses déclarations intransigeantes... L'accord se fit ensuite très vite sur la personnalité de M. Perez de Cuellar.

Que demandait M. Lange pour élargir Dominique Prieur et Alain Mafart ? Tout d'abord des excuses françaises, des indemnités et la normalisation des rapports commerciaux.

Le gouvernement français avait la volonté d'aboutir avant que ne vienne à échéance le vote européen sur le beurre néo-zélandais. Un accord entre Paris et Wellington ne signifie pas de toute façon une totale normalisation des relations franco-néo-zélandaises. Wellington n'a pas caché son intention de continuer à lutter pour la dénucléarisation du Pacifique sud, donc pour l'arrêt des essais nucléaires de Mururoa ; les Néo-Zélandais, d'autre part, ont déjà critiqué le coup d'arrêt donné par le gouvernement de M. Chirac aux réformes néo-calédoniennes et ont rappelé qu'ils sont favorables à l'indépendance de cette possession française. Bref, ce n'est pas demain que la France réussira à améliorer son image dans le Pacifique, où elle fait de plus en plus figure de puissance arrogante, insensible et ignorante des réalités. Peut-être tout de même l'affaire du *Rainbow Warrior* aura-t-elle fait comprendre aux dirigeants français que la Nouvelle-Zélande n'est pas peuplée de Britanniques, mais de puritains provinciaux, de ruraux, aussi sûrs de leur bon droit qu'ils sont crispés sur leur morale.

J. A.

هنا من الأصل



(Publicité)



**A les en croire,  
quand une caissière de super-marché  
vous la demande, c'est du commerce.  
Quand c'est un policier,  
c'est une atteinte aux Droits de l'Homme.**



Cette annonce n'émane pas d'un quelconque comité du genre : La Mémoire-Qui-Flanche, Les Yeux Mi-Clos, Espace 81, Là et Ailleurs. Elle est signée du Rassemblement Pour la République

**Rassemblement  
Pour la République**



URSS

**M. Mitterrand et Gorbatchev**

Paris, 7 juillet. Le président de la République, François Mitterrand, a reçu à l'Élysée le secrétaire d'État soviétique, Evguène I. Gorbatchev, pour une conversation d'une heure. Les deux chefs d'État ont évoqué les relations franco-soviétiques et les perspectives de coopération internationale. M. Mitterrand a souligné l'importance de la coopération entre la France et l'URSS dans le domaine de la culture, de la science et de la technologie. Gorbatchev a répondu que la Russie était prête à développer ces relations et à renforcer la coopération avec la France.

**LES ÉCHANGES FRANCO-SOVIÉTIQUES**  
**Sous l'œil du COCOM**

Les échanges commerciaux franco-soviétiques ont connu une grande stabilité ces dernières années. En 1985, les échanges ont atteint 20,5 milliards de francs, contre 19,8 milliards en 1984 et 18,5 milliards en 1983. Cette stabilité est due à la diversification des échanges et à la coopération dans le domaine de la culture, de la science et de la technologie. Les échanges ont été particulièrement importants dans le domaine de la culture, de la science et de la technologie. Les échanges ont été particulièrement importants dans le domaine de la culture, de la science et de la technologie. Les échanges ont été particulièrement importants dans le domaine de la culture, de la science et de la technologie.

**Les « libérés » avant le 25 juillet**

Le ministre de l'Intérieur, Jacques Foccart, a annoncé que les « libérés » seront avant le 25 juillet. Les « libérés » sont des personnes qui ont été libérées de la prison et qui sont maintenant sous surveillance. Les « libérés » sont des personnes qui ont été libérées de la prison et qui sont maintenant sous surveillance. Les « libérés » sont des personnes qui ont été libérées de la prison et qui sont maintenant sous surveillance.

**On va médiateur**

Le médiateur a été nommé pour résoudre les conflits entre les citoyens et l'administration. Le médiateur a été nommé pour résoudre les conflits entre les citoyens et l'administration. Le médiateur a été nommé pour résoudre les conflits entre les citoyens et l'administration. Le médiateur a été nommé pour résoudre les conflits entre les citoyens et l'administration. Le médiateur a été nommé pour résoudre les conflits entre les citoyens et l'administration.



## Une réponse à la politique antireligieuse du régime

WALTRAUD BABYLI

WALTRAUD BABYLI

## L'Etat au péril de son chef

# AMÉRIQUES

## Jean-Paul II plaide pour la justice sociale mais condamne toute violence

## DÉGRADATION DES RELATIONS ÉGLISE-ÉTAT

Dans une allocution prononcée le dimanche 6 juillet à Juigalpa, dans le diocèse même de Mgr Vega, le président Daniel Ortega a répondu que les deux prélats, Mgr Vega et Mgr Carvallo, avaient agi « ni en Nicaraguayens ni en chrétiens, mais en agents de Reagan et en ennemis du Christ ». — (AFP, Reuter, AP.)

**CEPES**  
CLASSE PRÉPARATOIRE  
**SCIENCES-PO** 2 centres :  
Quartier latin  
ou Neuilly

2 centres :  
Quartier latin  
ou Nanterre



# Et pendant ce temps-là... la Cinq progresse !

### La Chiesa in provincia dopo

[illegible][illegible][illegible][illegible]

## NICKTROUS

## Le pape condamne l'expulsion de Mar

[illegible]

1. Subject: Mr. J. Edgar Hoover  
 2. Address: Washington, D. C.  
 3. City: Washington, D. C.  
 4. State: D. C.  
 5. Zip: 20535  
 6. Phone: 202-452-4000  
 7. Telex: 202-452-4000  
 8. Radio: 202-452-4000  
 9. Mail: 202-452-4000  
 10. Other: 202-452-4000

[illegible]

1870  
 1871  
 1872  
 1873  
 1874  
 1875  
 1876  
 1877  
 1878  
 1879  
 1880  
 1881  
 1882  
 1883  
 1884  
 1885  
 1886  
 1887  
 1888  
 1889  
 1890  
 1891  
 1892  
 1893  
 1894  
 1895  
 1896  
 1897  
 1898  
 1899  
 1900



Interruption des films  
de cinéma.

**LA CINQ**  
**5**

**CEPES**  
CLASS PREPARATION  
**SCIENCES-P0**

**Graphique tiré du panel Nielsen.**



# politique

## LA COALITION RPR-UDF A L'ÉPREUVE DES BARRISTES ET DES SONDAGES

### Dynamiser l'électorat de droite

Le gouvernement et sa majorité sont en train de s'apercevoir qu'ils exercent vraiment le pouvoir. Après bientôt quatre mois marqués par une sorte d'incertitude diffuse, le doute n'est plus permis. L'insolite tient bon, le provisoire dure. Malgré une courte majorité à l'Assemblée nationale, malgré le président de la République, malgré un groupe socialiste nombreux, compétent et actif, M. Jacques Chirac gouverne, la majorité législative, l'administration applique. Les Français, qui sont maintenant 52 % (selon un sondage de la SOFRES pour le Point) à voir dans le premier ministre le vrai chef de l'exécutif, approuvent le système ainsi mis en place.

M. Chirac a bien raison de remercier comme il le fait le Conseil constitutionnel, et de saluer dans les décisions de celui-ci un « modèle » de sagesse. Il lui doit une fière chandelle. Grâce à l'assemblée du Palais-Royal, voilà la méthode des ordonnances transformée en procédure cohabitationniste par excellence. Le rôle d'arbitre du président de la République est à la fois officialisé et balisé : il lui revient de vérifier la conformité des textes que lui soumet le gouvernement aux critères de constitutionnalité énoncés par le Conseil.

Le débat — si débat il y a, vraisemblablement au conseil des ministres du 16 juillet — cesse d'être politique et n'est plus que juridique. Les objections éventuelles du chef de l'Etat deviennent pain béni pour le gouvernement. Ce ne sont plus des obstacles à combattre, mais des observations auxquelles M. Chirac — il le fait déjà par avance — peut se vanter de satisfaire, puisqu'elles n'ont pour but que d'améliorer les textes gouvernementaux. M. Mitterrand devient la butte témoin de la rigueur constitutionnelle et démocratique du gouvernement.

Le premier ministre gouverne. Le temps de la majorité de revanche tire à sa fin, d'autant plus sûrement qu'elle n'a guère eu de résistance à affronter. Les électeurs de droite, convaincus maintenant convaincus que les leurs sont au pouvoir et bien au pouvoir — au prix de quelques déceptions : Michel Polac est toujours là le samedi soir sur TF1 — sont invités à remplir leur part du contrat. Vient le temps de la majorité de redressement, qui n'a pas été ée seulement

PATRICK JARREAU.

### LE « BAROMÈTRE » SOFRES-« LE POINT »

#### La cohabitation et... M. Mitterrand plébiscités

Les Français aiment la cohabitation ! Selon un sondage réalisé par la SOFRES pour l'hebdomadaire *Le Point* publié, lundi 7 juillet (1), 71 % des personnes interrogées souhaitent que la cohabitation dure jusqu'à l'élection présidentielle, en 1988, contre 20 % qui préféreraient qu'elle s'arrête (9 % sont sans opinion). Pour 66 % des sondés, cette cohabitation constitue le chef de l'Etat et la majorité RPR-UDF fonctionnent « bien » alors que 24 % sont d'avis contraire (10 % sans opinion). Une légère majorité de Français (54 %) pensent que le « duo Mitterrand-Chirac » n'éclatera pas ; ils étaient 48 % en juin et 39 % en avril.

Si les personnes interviewées estiment pour 32 % d'entre elles que M. Chirac est le véritable chef de l'exécutif (30 % pensent que M. Mitterrand remplit ce rôle), il semble que de mois en mois, le président de la République en tire de plus en plus d'avantages. Ainsi, 68 % des Français approuvent l'action de M. Mitterrand (63 % en juin et 58 % en avril) mais surtout, comme le note *Le Point*, « le chef de l'Etat rejoint le premier ministre sur le podium des bénéficiaires de la cohabitation » : une proportion identique (39 %) considèrent que la période actuelle profite « d'abord » à l'un des deux champions. Cette remontée du locataire de l'Elysée se fait, selon *Le Point*, par l'intermédiaire de l'électorat UDF qui, pour la première fois, se retrouve plus nombreux derrière M. Mitterrand (39 %) que derrière M. Chirac (32 %).

L'autre facette de cette augmentation de bénéfice cohabitationniste au profit du président est l'évolution de l'ordre des priorités souhaitées par les Français dans le cas d'une rupture. Il sont 44 % à vouloir sa dissolution — 47 % en juin et 48 % en avril — alors que 41 % souhaiteraient une dissolution de

(1) Sondage effectué du 20 au 25 juin 1986, auprès d'un échantillon de mille personnes âgées de dix-huit ans et plus.

### DEVANT LE COMITÉ CENTRAL DU RPR M. Jacques Chirac est confiant dans sa réussite et exalte l'union de la majorité

« Le France, ça démarre », c'est par ces slogans que M. Jacques Chirac a conclu, le samedi 5 juillet, son discours devant le comité central du RPR. Ce nouveau slogan était point, pour la première fois en lettres en toile de fond derrière la tribune, à côté du bonnet phrygien frappé de la croix de Lorraine, emblème traditionnel du RPR. Pour la première fois également, un comité central de ce mouvement était ouvert à la presse et accueillait des représentants des formations politiques alliées. Ainsi, après M. Toubon, secrétaire général du RPR, Balladur, Pasqua et Mme Barzac, membres du mouvement, se sont exprimés MM. Chevannes, ministre délégué au commerce, membre du CDS, Longuet, secrétaire d'Etat aux PTT, représentant M. Léonard, secrétaire général du PR, et André Gossinot, ministre des relations avec le Parlement, président du Parti radical. Tous les orateurs, dressant un bilan de l'action de leur ministère, ont fait preuve de satisfaction et d'optimisme. Tous aussi se sont félicités de l'union et de la solidarité de la majorité.

M. Chirac a notamment évoqué la dernière campagne électorale et estimé : « La stratégie d'union doit être poursuivie et développée. Le 16 mars, il a fallu que l'opinion soit profondément émue par les socialistes pour que la majorité soit inversée. Hélas ! le débat sur la cohabitation a obscurci le déroulement de la campagne et fait douter un certain nombre d'électeurs. On a aussi assisté à l'émergence d'une extrême droite dans la conception de la politique et de la société est aux antipodes de la nôtre et qui a rassemblé des citoyens, souvent parmi les meilleurs, qui ont la tête près du bonnet. Mais les majorités les plus courtes sont souvent les plus solides et les plus responsables. Or, depuis trois mois, la majorité a été cohérente et déterminée. Pas une de ses voix n'a contesté le gouvernement.

« Je suis tout à fait persuadé qu'à la prochaine échéance politique, notre majorité sera confortée. Je suis persuadé que les présidentielles verront l'élection d'un président issu de notre majorité. Nous avons le temps. Nous ne devons pas agir et gouverner avec en arrière-pensée, les échéances électorales. Nous devons nous dégager des réflexes démagogiques et politiciens et ne pas être distraits par ces perspectives.

Le premier ministre a ajouté : « Nous avons deux objectifs. A long terme, il nous faut opérer une véritable rupture avec la tendance ancienne à l'insécurité, à l'incertitude, à l'absence de liberté, en supprimant les routines, en réduisant les contraintes, en développant la participation. A moyen terme, nous avons trois objectifs, qui ont tous une finalité sociale. Il faut lutter contre le chômage, cette inégalité développée massivement par les socialistes. Il faut maîtriser les dépenses sociales sans remettre en cause les structures de la protection sociale.

« En matière de niveau de vie, toutes les catégories de la population doivent accepter un minimum de discipline pour leurs revendications. Mais après deux ans de baisse du niveau de vie, nous sommes aujourd'hui en mesure de garantir leur niveau de vie à toutes les catégories : travailleurs, retraités, épargnants. Mais il ne faut pas en demander beaucoup plus. Nous voulons donc lutter non pas de façon incantatoire mais efficacement contre toutes les inégalités. Nous ne nous laisserons pas influencer par les raisonnements spéculatifs de quelques intellectuels

M. Balladur a manifesté une calme certitude et une totale confiance quant à la signature par le président de la République des ordonnances qui, il n'en doute pas, seront publiées avant la fin du mois de juillet.

Mais c'est naturellement le premier ministre qui s'est montré le plus sûr de lui et de sa majorité puisqu'il a affirmé : « Les majorités les plus courtes sont souvent les plus solides et les plus responsables. » Le plus confiant aussi dans l'avenir, en proclamant sa conviction que le prochain président de la République serait issu de l'actuelle majorité. « Il est là ! » s'est alors exclamé un auditeur tendant le doigt vers M. Chirac, bien que le président du RPR se soit gardé de personnaliser son vœu.

Tout au long de son propos, M. Chirac s'est montré sévère pour la gestion des socialistes, mais sans jamais citer M. Mitterrand. Il s'est efforcé de dissiper le doute, la morosité et la mauvaise image donnée par les sondages actuels. Pour le premier

ministre, l'action du gouvernement, qui se situe dans la longue durée, ne saurait être limitée à l'échéance électorale de 1988. Elle vise, a-t-il précisé, à rompre avec la « tendance ancienne à l'insécurité ». Mais elle concerne surtout le court terme avec trois objectifs clairement proclamés : la lutte contre le chômage, le respect de la protection sociale et le maintien du niveau de vie. Le premier ministre a souligné que son action avait déjà permis en trois mois une rentrée de capitaux de « notamment plus de dix milliards de dollars » et il a annoncé que la quasi-totalité de la dette de l'Etat serait remboursée à la fin de l'année.

M. Jacques Chirac, qui participera aux journées parlementaires du RPR à Epinal fin septembre, célébrera début décembre le dixième anniversaire du mouvement qu'il a fondé le 5 décembre 1976. Il compte faire de cette commémoration une grande fête politique et populaire qui consacrerait son autorité et constituerait une étape supplémentaire, du moins le souhaite-t-il, de sa marche vers l'Elysée.

M. Pasqua, ministre de l'intérieur, a assuré : « Les Français en revenant de vacances se rendront compte qu'entre-temps le paysage aura changé : le processus est engagé d'une manière irréversible. »

M. Jacques Toubon a fait remarquer que le gouvernement agit « bien et vite » et rappelle que « M. Badier avait mis deux ans pour abroger la loi « sécurité et libertés » alors que M. Chirac en trois mois a fait adopter quatre projets de loi ». Il a souligné que pour les sénateurs, le RPR privilégiait la stratégie d'union de la majorité.

Au début de la réunion M. Edouard Balladur, ministre d'Etat, chargé de l'économie, des finances et de la privatisation, avait indiqué que « quatre ordonnances devraient être publiées avant la fin de juillet : l'ordonnance-cadre sur la privatisation, l'ordonnance sur la « liberté de gestion des effectifs », l'ordonnance sur la participation des salariés, l'ordonnance sur le « développement de l'actionnariat populaire et de l'intéressement ».

L'ordonnance définissant le nouveau droit de la coentreprise sera publiée « un mois plus tard, en raison de la complexité des problèmes », qu'il analyse actuellement une commission présidée par M. Jean Dondieu de Vabres.

S'agissant de la libération totale des changes, le ministre de l'économie a annoncé que celle-ci interviendrait « avant la fin de l'année ».

Abordant la préparation du budget de 1987, le ministre a réaffirmé la priorité accordée par le gouverne-

ment à la réduction des dépenses publiques de 40 milliards de francs, du déficit budgétaire « de 15 à 20 milliards de francs » et des charges fiscales « d'au moins 20 milliards de francs ».

Le ministre d'Etat a sur ce point appelé les parlementaires de la majorité à « soutenir le gouvernement » lors du vote du budget, estimant que « les revendications catégorielles ou régionales devaient passer au second plan par rapport à l'objectif de réduction du déficit budgétaire ». « Le courage le plus difficile est celui que l'on montre vis-à-vis de ceux qui vous soutiennent. » « Tout ne peut pas être fait tout de suite. »

A ce propos, M. Balladur a de nouveau exclu toute nouvelle baisse des taux qui ne serait pas concertée avec les principaux partenaires de la France. Le ministre a toutefois estimé que les taux de crédit à la consommation devaient être réduits, et il a indiqué qu'il annoncerait des mesures dans ce sens « très prochainement ».

Il a enfin exprimé sa confiance dans l'avenir de l'économie française, sans se soucier, a-t-il dit, de l'« impopularité immédiate, qu'il ne faut pas craindre ». « Le temps de la maison est proche », a déclaré M. Balladur, précisant qu'il prévoyait dans les prochains mois une reprise de l'emploi, de l'investissement — qui atteindra, selon lui, « 4 % cette année et 5 % l'année prochaine » — et enfin de la croissance de l'économie française, qui se situera, a-t-il dit, autour de 2,5 % cette année et de 3 % l'année prochaine.

### M. Mestre juge le gouvernement « empêtré dans la cohabitation »

M. Philippe Mestre, député (UDF) de la Vendée, proche de M. Raymond Barre, affirme, dans une interview publiée par le quotidien *Midi-Libre* le lundi 7 juillet, son soutien au gouvernement, tout en réitérant « les plus vives réserves sur le principe de la cohabitation », qu'il juge « néfaste pour le pays ».

M. Mestre affirme notamment qu'il est « difficile » d'envisager des améliorations à court terme, sur le plan économique et social, non seulement à cause de l'ampleur des « déficits » socialistes, notamment en 1981 et 1982, mais aussi à cause de la cohabitation elle-même. Le député de la Vendée souligne : « Il est évident pour tout le monde,

aujourd'hui, que ce que nous annonçons hier se produit. Le président de la République, sous les apparences trompeuses de l'arbitrage, est en réalité le chef de l'opposition. Il freine l'action gouvernementale et dynamise celle du Parti socialiste. Cela ne permet guère d'espérer des résultats positifs à court terme (...). Le gouvernement s'efforce d'éviter l'enlèvement. Nous l'y aidons tous, puisque c'est l'intérêt du pays. Mais le gouvernement s'est trompé en croyant pouvoir passer le président de la République par-dessus. Il constate aujourd'hui son erreur, mais ne dispose pas de tous les moyens pour la réparer (...). La vérité, c'est que le gouvernement, empêtré dans la cohabitation, n'a pas les mains assez libres pour faire toute sa politique et ne dispose pas du temps nécessaire pour qu'en apparaissent les premiers résultats. »

A propos de l'état des relations entre le président de la République et le gouvernement, M. Mestre affirme : « Ce qu'on en voit au grand jour est, pour le moins, cocasse. Le président de la République et le premier ministre s'épient, se surveillent, se marquent. J'ai l'impression qu'ils passent une bonne partie de leur temps à se répéter l'un à l'autre et réciproquement : « Je t'aime... moi non plus ! ». Cette situation me paraît maladroite, notamment, dit-il, comparée à celle, si claire, de la deuxième partie du septennat. » (NDLR : M. Barre était, alors, premier ministre de M. Valéry Giscard d'Estaing).

M. Mestre évoque la popularité de M. Mitterrand dans les sondages, pour rappeler que les barrières avaient prédit que la cohabitation profiterait au président de la République et pour affirmer qu'il ne pense pas que « dans une compétition présidentielle ouverte, M. Mitterrand puisse compter sur des suffrages aussi nombreux ». « Car, tous ceux qui considèrent aujourd'hui qu'il joue bien son rôle dans la cohabitation ne sont pas nécessairement déterminés à voter pour lui. » M. Mestre affirme encore : « La cohabitation peut durer jusqu'à la

prochaine échéance présidentielle. Dans la mesure où elle marque une perversion de l'esprit de la Constitution et une déviation de sa pratique, je crois que la cohabitation laissera des traces dommageables. On ne pourra pas se contenter de la mettre entre parenthèses dans l'histoire de la V<sup>e</sup> République, car elle aura porté atteinte au prestige du président, dont le rôle primordial aura été diminué. »

Pour M. Mestre, le « silence » de M. Barre — qui ne sera pas « éternel » — est conforme à ce qu'avait annoncé l'ancien premier ministre. Il affirme que les baristes souhaitent « ardemment » une candidature de M. Barre à l'élection présidentielle et se préparent, dès maintenant, à « l'appuyer de toutes [leurs] forces ». M. Mestre juge enfin que « l'UDF ne devra soutenir qu'un candidat, faute de quoi sa division ne lui laisserait aucune chance de participer au second tour des présidentielles ». Selon lui, « une nette majorité de Français se réclamant de l'UDF souhaiteraient la candidature de Raymond Barre ».

### Comment J'ai réussi mon « bac » à l'Institut Guillaume Apollinaire.

On a tous envie de recevoir sa « collante » en criant : « oui, je l'ai ! ». Pour moi, ça a marché... J'ai (enfin !) appris à travailler avec plaisir à l'Institut Guillaume Apollinaire...

#### On nous aide

Avant, j'étais mal dans ma peau, je n'arrivais pas à me concentrer, je n'avais que des « sales notes ». Les cours de soutien à l'Institut m'ont appris à travailler avec efficacité. J'ai découvert le plaisir d'écrire, de lire le journal, de faire des maths, je me suis même surpris répondant en anglais à un étranger dans la rue... Maintenant, je suis à l'aise...

#### A l'Institut Guillaume Apollinaire, on ne s'ennuie pas...

J'ai été surpris de trouver à l'Institut tout un équipement « vidéo » pour aider à surmonter ma peur de parler devant tout le monde et de dire des bêtises. J'ai pris confiance en moi, je me suis proposé pour des

exposés... je réussissais ! Les entretiens que j'ai eus avec M. Rouyer, le Directeur, m'ont permis de continuer à progresser.

#### On travaille dans une bonne ambiance

Rien ne remplace les épreuves pour évaluer les progrès. On s'y habitue très vite à cause du rythme des contrôles et des « bacs » blancs. J'avoue que j'en avais besoin pour être régulier dans mon travail, et ça m'a réussi.

Pendant les épreuves du « bac », je me suis senti confiant : j'avais « boudé » le programme, j'avais même dépassé grâce aux exposés d'actualité, aux sorties culturelles, aux séjours linguistiques.

A la rentrée ? Je me suis prêt à m'inscrire à la « Prépa Sciences-Po » de l'Institut.

Je fais le bon choix.

La réussite, c'est aussi savoir choisir une équipe compréhensive et sérieuse...

Institut Guillaume Apollinaire — 45, rue du Faubourg Montmartre 75009 Paris — Tél. : (1) 47.70.63.12  
Enseignement Privé — 2<sup>e</sup> aux Terminales — Prépa Sciences-Po.  
Un trimestre en 2<sup>e</sup> : 5.200 F.

le journal mensuel de documentation politique

**après-demain**

Fondé par la Ligue des droits de l'homme

(non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

**DEVENIR FRANÇAIS**

Envoyer 33 F (timbres à 1 F ou chèques) à APRÈS-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolant, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 130 F pour l'abonnement annuel (80 F d'économies, qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro).

هنا من الأصل



هذا من العمل

# LES ET DES SONDAGES

## GENERAL DU RPR puissant dans sa réussite de la majorité

Le général de Gaulle est le plus puissant des hommes politiques français. C'est la conviction de la majorité de la population, selon un sondage réalisé par l'Institut de sondage de l'Université de Paris. Le général de Gaulle est considéré comme le plus grand leader politique de la France, devant Charles de Gaulle, Valéry Giscard d'Estaing et Jacques Chirac. Cette opinion reflète le profond attachement des Français à la figure du général de Gaulle, symbole de la République et de la liberté.

Le général de Gaulle est le plus puissant des hommes politiques français. C'est la conviction de la majorité de la population, selon un sondage réalisé par l'Institut de sondage de l'Université de Paris. Le général de Gaulle est considéré comme le plus grand leader politique de la France, devant Charles de Gaulle, Valéry Giscard d'Estaing et Jacques Chirac. Cette opinion reflète le profond attachement des Français à la figure du général de Gaulle, symbole de la République et de la liberté.

Le général de Gaulle est le plus puissant des hommes politiques français. C'est la conviction de la majorité de la population, selon un sondage réalisé par l'Institut de sondage de l'Université de Paris. Le général de Gaulle est considéré comme le plus grand leader politique de la France, devant Charles de Gaulle, Valéry Giscard d'Estaing et Jacques Chirac. Cette opinion reflète le profond attachement des Français à la figure du général de Gaulle, symbole de la République et de la liberté.

## Juge le gouvernement dans la cohabitation

Le gouvernement est jugé dans la cohabitation. Selon un sondage, la majorité de la population considère que le gouvernement actuel est inefficace et ne parvient pas à résoudre les problèmes du pays. Cette opinion reflète le mécontentement des Français face à la situation politique et économique du pays.

Le gouvernement est jugé dans la cohabitation. Selon un sondage, la majorité de la population considère que le gouvernement actuel est inefficace et ne parvient pas à résoudre les problèmes du pays. Cette opinion reflète le mécontentement des Français face à la situation politique et économique du pays.

Le gouvernement est jugé dans la cohabitation. Selon un sondage, la majorité de la population considère que le gouvernement actuel est inefficace et ne parvient pas à résoudre les problèmes du pays. Cette opinion reflète le mécontentement des Français face à la situation politique et économique du pays.

Le gouvernement est jugé dans la cohabitation. Selon un sondage, la majorité de la population considère que le gouvernement actuel est inefficace et ne parvient pas à résoudre les problèmes du pays. Cette opinion reflète le mécontentement des Français face à la situation politique et économique du pays.

# L'ENTRÉE ET LE SÉJOUR DES ÉTRANGERS

## Un projet rabeté

Appels, manifestations, grèves de la faim, jeûnes de solidarité... le projet de loi sur l'entrée et le séjour des étrangers en France n'a pas été vain : ce texte, déjà adouci par ses auteurs (le Monde du 12 juin), vient d'être encore amendé par la commission des lois de l'Assemblée nationale. Le père Christian Delorme, qui observe un « jeûne de solidarité » avec deux grévistes de la faim lyonnais, Nasser Zahr et Djida Tazdait, n'a pas caché sa satisfaction. Et les deux protestataires eux-mêmes semblaient être décidés, lundi 7 juillet, à cesser leur action.

## LA PROTECTION DES INTERETS MARITIMES DE LA FRANCE

L'Assemblée nationale, le 30 juin, a définitivement approuvé, après le Sénat, un projet de loi, préparé par le gouvernement de M. Laurent Fabius, améliorant la protection des intérêts de la France dans la « zone économique exclusive » de 200 milles au large de ses côtes. En vertu d'une loi de 1976, les pays riverains disposaient déjà d'un droit exclusif sur l'exploration et l'exploitation des ressources naturelles dans cette zone. Mais la conférence des Nations unies sur le droit de la mer, achevée en décembre 1982, étendait cette exclusivité à la recherche, la convention qui a alors été signée n'est pas encore ratifiée par suffisamment de pays pour entrer en vigueur. Sans attendre cette ratification, ce texte de loi donne au gouvernement français le droit d'effectuer des recherches dans la zone des 200 milles jouxtant les côtes.

## Propos et débats

### M. Edouard Balladur : aucune gêne

M. Edouard Balladur, ministre d'Etat, a estimé au « Club de la presse » d'Europe 1, le dimanche 6 juillet : « La situation actuelle est conforme aux vœux des Français, et les réconcilie, quelque peu avec la politique et les hommes politiques qui leur ont démontré qu'ils étaient capables de s'élever au-dessus d'eux-mêmes pour l'intérêt général. Ça profite à la France. C'est une situation ambiguë, inhabituelle sous la V<sup>e</sup> République, mais qu'il fallait bien connaître un jour et qui démontre la solidité et la souplesse de nos institutions. Y aura-t-il inflexion durable du rôle du président ? Je ne le crois pas du tout. Nous nous acheminons vers une application diverse de notre Constitution. Ou le président a une majorité et il se conduit comme un monarque républicain, ou il n'en a pas et il se conduit comme un arbitre.

### M. Laurent Fabius : retard à l'allumage

M. Laurent Fabius a déclaré, le dimanche 6 juillet, à Saint-Vincent-de-Tyrosse (Pyrénées-Atlantiques) : en réponse au slogan du RPR, « La France ça démarre » : « Je ne sais pas si vous êtes spécialistes en voitures. Mais il y a un mécanisme quelque chose qui s'appelle le retard à l'allumage. Vous connaissez ? » L'ancien premier ministre a ajouté : « La confiance dont parle M. Chirac n'existe pas. Elle exige un meilleur équilibre social. Je dis donc au gouvernement et au premier ministre : parlez un peu moins de la confiance et méitez-la davantage. »

### M. Michel d'Ornano : faire simple et faire savoir

M. Michel d'Ornano, président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, a déclaré, le dimanche 6 juillet, à R.M.-C. : « Si j'avais quelque chose à dire au gouvernement, voilà la formule que j'emploierais : faites simple, faites vite et faites savoir. A l'occasion du budget de 1987, le gouvernement devrait faire passer un message aux Français avec un budget pour l'emploi et qui fasse de fortes économies. Sur un budget qui fait un peu plus de 1 000 milliards, il faudrait faire une cinquantaine de milliards d'économies et les utiliser, à raison de 20 milliards à peu près, pour diminuer le déficit et une trentaine d'autres qui seraient consacrée à l'allègement des impôts, des charges, en particulier auprès des entreprises. »

## Le primat des pates

Entamée le 16 juin, la grève de la faim des deux jeunes Arabes lyonnais a eu d'autant plus d'écho que des autorités religieuses — chrétiennes, musulmanes et juives — se sont déclarées solidaires de leur protestation. Tout le monde a retenu, en particulier, la démarche de l'archevêque de Lyon, le cardinal Decourtray, acceptant de jouer le « médiateur » entre le « gréviste » et le gouvernement. Ce qui a valu au primat des Gauls — surnommé « le primat des pates » par l'hebdomadaire d'extrême-droite *Rivarol* — une petite phrase vengeresse de M. Pasqua à « L'heure de vérité ». Mais le ministre de l'intérieur a dû faire machine arrière sous la pression d'une partie des députés de la majorité, dont M. Michel Hanmon, président du groupe d'études RPR.

## Le gouvernement veut retoucher les lois de décentralisation

La « pause » de la décentralisation n'est pas qu'un mot. Elle va avoir des conséquences législatives et fiscales, si du moins le gouvernement est écouté par les responsables des collectivités locales. Au cours d'une conférence de presse, le jeudi 3 juillet, M. Charles Pasqua a en effet souligné que régions, départements et communes ont des besoins, sur le plan de la fiscalité, « s'engagent, sur le plan de la fiscalité, c'est-à-dire une certaine rigueur, une certaine pause fiscale, une diminution des charges ». « Pause » ne veut, pour autant, pas dire arrêt de la production de nouveaux textes législatifs et réglementaires, qui avait été une des conséquences de l'œuvre entreprise par Gaston Defferre. Bien au contraire, M. Charles Pasqua, le secrétaire d'Etat aux collectivités locales, a déjà trois projets en chantier, qui tous visent peu ou prou à revenir sur certaines décisions de la gauche, sans qu'apparaissent un réel mouvement de retour en arrière. Il s'agit, plutôt, en général, de donner satisfaction à quelques dispositions nouvelles. Il clarifie quelques règles de contrôle budgétaire. Il supprime l'obligation faite aux communes, par une loi de 1986, de désigner à la proportionnelle leurs représentants dans les conseils d'administration des centres communaux d'action sociale (anciens bureaux d'aide sociale).

## La retraite moderne : un vrai salaire différé

Sauf quand les entreprises et les cadres s'associent activement pour préparer ce capital-retraite : de l'argent placé, soustrait à l'impôt (grâce à une nouvelle disposition légale en 1985) et partiellement dispensé de charges sociales. Tout le monde y gagne en sécurité et en dynamisme. Les chefs d'entreprises modernes l'ont bien compris : un salarié assure d'une retraite confortable est un collaborateur heureux et dynamique. Or, l'actuel contexte économique et social sensibilise tout particulièrement les Français au problème de la retraite. Les cadres tout comme les non-cadres voudraient éviter que leurs revenus ne baissent lorsqu'ils cesseront leurs activités professionnelles. Et c'est pourquoi toujours le cas, dans une proportion d'autant plus grande que leur salaire a été plus élevé. Pour un cadre supérieur dont les revenus avoisinaient les 400 000 F par mois, la retraite ne représentera plus que 50 % du salaire, et si ce salaire atteignait 800 000 F, il n'en restera plus que 25 à 30 %. Une différence impressionnante. Cette différence est perçue d'autant plus nettement que les cadres ont toujours été les promoteurs d'une société de consommation dont la motivation première a été joliment décrite par François de Closets sous le vocable « Toujours plus » et ce précisément à l'époque actuelle où la montée du chômage a une incidence doublement négative sur l'assiette des cotisations à répartir : moins de rentrées, plus de sorties. Toujours en terme de société, la sécurité étant fortement à l'ordre du jour, cette double aspiration des cadres : plus de revenus disponibles, plus de sécurité deviennent des facteurs de motivation importants. Autant de bonnes raisons pour une entreprise de souscrire au Régime Supplémentaire de Retraite Collectif par Capitalisation (le R.S.R.C.), au

## Vos cadres savent-ils vraiment de quoi leurs lendemains seront faits ? Une faible retraite de la S.S. ? Des caisses complémentaires aux prestations limitées ? Les sondages le disent : les Français sont inquiets.

bénéfice de ses salariés. Cette épargne capitalisée doit être investie de façon sûre et rentable, et le groupe UAP, premier investisseur institutionnel après la Caisse des Dépôts et Consignations, est synonyme de sécurité et de rentabilité maximale. Bref, un choix excellent. Comment fonctionne le R.S.R.C. ? Pour chaque salarié participant, l'entreprise verse une quote-part de son salaire. Dès l'adhésion de l'entreprise à ce système de retraite, un compte individuel est ouvert au nom de chaque participant, et alimenté par des points représentant des droits acquis. Lors du départ à la retraite (à partir de 55 ans), ce capital accumulé donne droit à une pension de retraite si l'on observe l'évolution de la retraite dans son contexte historique. Il faut bien voir que le R.S.R.C. (supplémentaire) du régime R.S.R.C. témoigne d'une logique de complémentarité par rapport au système général de répartition qui a très largement fait ses preuves

### Le Cardinal RATZINGER

dans une Eglise divisée entre révolutionnaires et intégristes, peut-il rétablir l'unité, grâce à la confiance du Pape ?

### Michel AURILLAC

ami de Jacques Chirac, ministre de la coopération, critique les déclarations anti-américaines de Cancun et définit sa politique.

### Le ministre Alain DEVAQUET

va-t-il sauver l'université française de la domination de l'extrême gauche ?

### La Revue des Deux Mondes

15 rue de l'Université, Paris VII  
Tél : 42.61.2.149

Le numéro dans tous les kiosques : 30 francs. Abonnement 300 francs an.

### Le Monde

## MAGAZINE SPÉCIAL SICOB

Parution le 15 septembre 1986

Renseignements publicité : 45-55-91-82, poste 4196

## La retraite moderne : un vrai salaire différé

Tu vois... maintenant que je n'ai plus de travail, je me fais pour mes vieux jours !!

**Vos cadres savent-ils vraiment de quoi leurs lendemains seront faits ? Une faible retraite de la S.S. ? Des caisses complémentaires aux prestations limitées ? Les sondages le disent : les Français sont inquiets.**

depuis sa création au lendemain de la guerre. C'est, en effet, en 48 que les actuels des compagnies d'assurance, en liaison avec les partenaires sociaux, ont fondé les principes d'une assurance par répartition qui établissait une solidarité de fait entre des générations. Ce système, géré de façon patrimoniale, efficace et novateur, est d'ailleurs unique en son genre parmi l'ensemble des systèmes de retraite pratiqués dans le monde. Aujourd'hui les cadres n'en contestent nullement le fondement, ils en aperçoivent les limites et comptent tenu des progrès évidents et actuels réalisés en capitalisation, cette dernière méthode retrouve un regain de faveur mérité et de surcroît encouragé par l'Etat.

En 1985, l'Etat a voulu encourager ce système (en vigueur, rappelons-le, depuis plus de trente ans à l'UAP), en adoptant de nouvelles dispositions fiscales : ces cotisations qui déjà font l'objet de charges sociales

### Alors, quand on n'a rien à perdre et tout à gagner, il n'y a pas à hésiter. Appelez l'UAP/Assurances collectives au 42.72.22.

## après-demain

faite par les Français

## DEVENIR FRANÇAIS

100 % de Français







# société

APRÈS LA « BAVURE » DE LA RUE DE MOGADOR

## L'indispensable reconstitution

M. Édouard Balladur :  
« J'ai une réaction de consternation »

Interrogé au Club de la presse d'Europe 1, dimanche 6 juillet, M. Édouard Balladur, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, a déclaré à propos de la bavure policière de la rue Mogador : « Ma réaction est humaine avant d'être politique. J'ai une réaction de consternation. Ceci étant, de tels accidents se sont produits de tous temps. Le gouvernement et le premier ministre se sont préoccupés de faire se révéler la vérité et ont saisi tout de suite la justice. Des incidents de ce genre sont dus à la violence que connaissent toutes les sociétés occidentales. Nous n'avons

La Fédération professionnelle indépendante de la police (FPIP, proche de l'extrême droite) a soutenu sans réserve le CRS Gilles Burgos qui, dans la nuit du 4 au 5 juillet, a abattu dans le cadre de la lutte anti-terrorisme le nommé Loïc Lefèvre, connu des services de police pour de nombreux méfaits, notamment pour des vols de cycles, d'essence, coups et blessures volontaires et outrage à agent dans l'exercice de ses fonctions. (1). Pour sa part, le Syndicat indépendant de la police nationale (SIPN, proche de la droite) critique « une certaine presse qui aime à plaisir le corps des CRS dans une boue immonde ».

« Si les enquêtes diligentes démontrent qu'il y a faute, il faut naturellement que ceux qui l'ont commise soient sanctionnés », estime M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, qui ajoute néanmoins que « en revanche, s'il s'agit d'une exploitation calomnieuse, le ministre de l'Intérieur est tout à fait fondé à défendre l'honneur de la police et des policiers, au besoin en attaquant en justice ceux qui les ont calomniés ».

La police doit faire son travail, rien que son travail, estime en écho M. Michel d'Ornano, président (UDF) de la commission des finances à l'Assemblée nationale. « Si elle le fait, elle doit être couverte. Si, en revanche,

Enfin, le mouvement SOS-Racisme, qui estime simplement que « ce qui devait arriver est arrivé », appelle « tous ceux qui en ont assez des bavures policières » à venir déposer une fleur le mardi 8 juillet entre 17 heures et 19 heures à l'angle de la rue Mogador et de la rue des Victoires.

(1) Ces affirmations sont, pour l'instant, en contradiction avec les résultats de l'enquête.

## « Sécurité » et « insécurité »

Les manchettes des quotidiens parisiens du lundi 7 juillet dépeignent clairement la presse en deux camps : ceux qui lient la bavure au « climat de sécurité » de l'après-16 mars et ceux qui s'y refusent. « L'Etat insécuritaire », titre ainsi le *Matin*, dont l'éditorialiste, Richard Liscia, souligne que « la technique sécuritaire finit par angoisser même cette partie de la population qui l'approuve ». « Nous sommes gouvernés par les philosophes du sous-clouté et les ministres du mouqueton », renchérit Claude Cabanes dans *l'Humanité*, qui titre à la « une » sur « La méthode Pasqua ».

Dans *Libération* — qui titre « Les mains sales » — Jean-Noël Helwig ne « réclame plus seulement la liberté de sortir mutuellement dans

## Le communiqué de la préfecture de police

M. Jacques Barel, directeur du cabinet du préfet de police de Paris a donné, samedi 5 juillet, un communiqué relatif à la mort de Loïc Lefèvre. (Nos dernières éditions datées dimanche 6, lundi 7 juillet.) Voici le texte intégral de ce communiqué :

« Cette nuit à 0 h 45, une patrouille de CRS en mission de sécurité générale remarque une 2 CV qui circule, boulevard Haussmann, tous feux éteints et de manière dangereuse.

« Or des instructions ont été données et répétées ces derniers jours pour que les forces de police et de gendarmerie apportent une vigilance particulière aux infractions à la circulation routière, qui causent chaque année des dizaines de morts et des milliers de blessés, en particulier la nuit à Paris.

« La patrouille tente d'intercepter cette voiture dangereuse, qui essaie de lui échapper en heurtant le véhicule de police, en brûlant plusieurs feux et en s'engageant enfin rue de Mogador, dans un sens interdit où elle percute de face un véhicule roulant dans le sens de la circulation.

« Néanmoins l'interpellation a lieu. Le conducteur de la 2 CV s'est enfui. Au cours de la poursuite, il

« L'Union des syndicats catégoriels de la police « surprise » de la démission de M. Fougier. « L'USC de la police nationale, qui regroupe trois syndicats proches de la droite (SIPN, SCO, SGPN) est « surprise » de la réaction du préfet de police démissionnaire « après les déclarations du ministre de l'Intérieur qui n'a fait que rappeler les principes auxquels M. Fougier se référait constamment ».

### Le CRS a-t-il eu peur ?

1) Dans quelles circonstances les policiers ont-ils été conduits à s'engager à la 2 CV de Daniel Demange et Loïc Lefèvre ? Roulaient-ils véritablement tous deux éteints ? A-t-elle, comme l'ont dit les policiers, grillé un feu rouge ? C'est le démantèlement de l'affaire. « Vendredi soir, on avait décidé d'aller boire un coup

avec Loïc dans le quartier de l'Opéra, raconte Daniel Demange. C'est lui qui a pris le volant. On était en règle. Je ne sais pas ce qui s'est passé dans sa tête quand les policiers ont voulu nous contrôler. Il a foncé. On a eu un accident. Il est parti en courant de la voiture. Quelques heures après, j'ai appris qu'il était mort. » Si la victime présentait un taux d'alcoolémie de 1,55 gramme, en revanche l'alcoolémie de Daniel Demange montre qu'il n'avait presque rien bu.

On sait déjà que Loïc Lefèvre a été atteint dans le dos par l'une des deux balles tirées. 3) Le CRS a-t-il vraiment eu peur que le jeune homme dégage une arme ? Aucun relevé des empreintes digitales du jeune homme sur la bombe lacrymogène retrouvée à côté de son corps ne figure dans la procédure. Il n'est pas sûr que cette bombe lui ait appartenu. En effet, son ami, Daniel Demange, âgé de vingt et un ans, carrossier lui aussi, qui partageait un appartement avec la victime,

Le « gardien de la paix qui, dans l'exercice de ses fonctions, poursuivait seul, de nuit, l'auteur d'une tentative de vol, blessé celui-ci d'une balle de plomb, se trouve en situation de légitime défense, selon la jurisprudence. Deux conditions sont requises : d'abord, les actes de violence justifiés par la légitime défense ne doivent pas être commis « en l'absence d'un danger grave et imminent ». Ensuite, il faut que la riposte soit « proportionnée » à l'agression. En conséquence, les blessures infligées doivent être strictement nécessaires pour faire cesser le danger encouru par celui qui s'estime en état de légitime défense.

Juridiquement, la légitime défense est régie par les articles 328 et 329 du code pénal, et les arrêts de jurisprudence dont ils sont assortis. Ainsi « il n'y a ni crime ni délit lorsque l'homicide, les blessures et les coups sont commis par la nécessité actuelle de la légitime défense de soi-même ou d'autrui » (article 328).

### A PARIS

## Action directe revendique deux attentats contre les sociétés L'Air liquide et Thomson

Le mouvement clandestin d'ultra-gauche Action directe a commis, durant la nuit du samedi 5 au dimanche 6 juillet, à Paris, deux attentats à l'explosif contre des bureaux de la société L'Air liquide et de Thomson, deux firmes travaillant pour la défense nationale. Les deux explosions ont causé des dégâts matériels importants.

La première s'est produite à 4 h 40, 105, rue Castagnary, dans le 15<sup>e</sup> arrondissement, où est installée une petite unité informatique de Thomson. Selon un responsable de la sécurité de l'établissement, « les auteurs de l'attentat ont bien visé puisque le système d'alimentation électrique installé au sous-sol a été mis hors service ». Les bureaux du premier étage ont également été soufflés, a-t-il précisé.

La seconde explosion, survenue vers 5 heures à la société L'Air liquide, 75, quai d'Orsay, est plus importante. La charge explosive, qui serait évaluée à plus de 5 kilos, était

## Du gaz industriel à l'électronique

Avec un chiffre d'affaires consolidé de près de 20 milliards de francs et de confortables bénéfices, L'Air liquide est le numéro un mondial des gaz industriels. Oxygène, azote et argon restent ses produits de base, sans cesse renouvelés par des utilisations nouvelles. Avec plus de quatre cents usines dans cinquante-cinq pays, le groupe développe aussi des activités d'ingénierie.

C'est à ce titre qu'il participe au projet du lanceur Ariane (fabrication des structures cryogéniques, des réservoirs du troisième étage et pour la fourniture d'oxygène et d'hydrogène liquide ainsi que d'hélium gazeux). C'est aussi à ce titre que depuis 1979 L'Air liquide a construit pour l'Afrique du Sud plusieurs unités de production d'oxygène afin de permettre à l'usine Sasol de produire du carburant à partir du charbon et aider ainsi Pretoria à résoudre la difficulté que lui cause la quasi-absence de pétrole sur son territoire.

D'autre part, le groupe français Thomson, nationalisé en 1982, est principalement connu pour ses activités dans l'électronique grand public (électronique, TV) et l'électronique professionnelle (défense, avionique). Ces deux branches représentaient respectivement 33 % et 36 % de son chiffre d'affaires (59 milliards de francs en 1985) aux côtés de trois autres secteurs (industries et ingénierie, composants électroniques, équipements médicaux). Installé sur le continent nord-américain, en Europe et en Asie du Sud-Est, Thomson emploie cent sept mille personnes dont vingt-deux mille deux cents hors de France.

## Tous les moyens ne sont pas bons

(Suite de la première page.) C'est M. Robert Pandraud, proclamant, à la fin du mois de mai, que « tous les moyens sont bons » pour lutter contre le terrorisme et l'insécurité.

Flatter la police, lui laisser croire qu'elle serait hors du droit commun parce que luttant pour la bonne cause, c'est, paradoxalement, ne pas la tenir en main, s'exposer à d'invincibles bavures. Car ces petites phrases se traduisent en actes : le commandant de la CRS 54, à laquelle appartenait le CRS qui a tué, n'avait-il pas récemment écrit des lettres aux policiers, les félicitant pour leurs résultats, à plus d'initiative, ce qu'en langage policier l'on nomme « faire du crime » ?

M. Balladur raconte mais il n'est pas toujours — pas encore — écouté par ses collègues de la place Beauvau. Il y eut, samedi, en effet, un fait choquant : cette conférence de presse du chef de cabinet du préfet de police livrant la version policière de la bavure. Au parquet de Paris, des magistrats y voient une violation des dispositions du code de procédure pénale sur le secret d'une enquête contrôlée, en droit, par la justice.

Mais il y eut plus : ces allusions aux « accidents judiciaires » de la victime, alors qu'elle ne figure pas au fichier des personnes recherchées et ne commit, dans le passé, que des infractions au code de la route ; cette proclamation de la « légitime défense » invoquée par le CRS, alors que celle-ci suppose une riposte proportionnée à l'attaque ; ces insinuations sur la bombe à gaz paralysant trouvée près du jeune homme, alors que la justice se pose aujourd'hui des questions sur sa provenance exacte...

Si l'on y ajoute le bouclage sévère — après le drame — du quartier, au point de refouler les témoins potentiels, cette conférence de presse rappelle de mauvais souvenirs. N'est-ce pas « couvrir » que de livrer, avant toute investigation judiciaire, une version officielle, contredisant celle des témoins ? La droite n'a certes pas le monopole de ces erreurs : Gaston Defferre ne fit pas mieux, en 1982, lors de la bavure de la rue Rossini, à Paris, où une jeune fille trouva la mort. Mais, aujourd'hui, malgré des avertissements au sein de la majorité elle-même, certains semblent persister à signer.

On ne gouverne pas la police comme l'on dirige une campagne électorale. M. Pasqua passe bien, dit-on. Il a du culot, de l'humour,

AMNON SHAMOSH

Michel Ezra Safra et Fils

PROX JEANUSSEMENT DE LITTÉRATURE

PRINCE DE LA WIZO

1986

UNE SAGA ORIENTALE

1 vol. 352 pages, 98 F

Joseph Clémis

5 rue de la 2<sup>e</sup> 75001 Paris

Tél. 49155571 49155572

roman

## COMMUNICATION

## texte de M. Léotard

par la majorité absolue d'un conseil de direction privé. Mais, il est élu à l'unanimité.

En 1974, le CRS fut créé. Il est né de la volonté de l'État de rétablir la sécurité publique. Il est né de la volonté de l'État de rétablir la sécurité publique. Il est né de la volonté de l'État de rétablir la sécurité publique.

Ces quelques paragraphes s'adressent au public. Ils sont destinés à informer le public sur la situation de la police. Ils sont destinés à informer le public sur la situation de la police.

Une phrase survenue  
En France, on gaffait sur les bavures, passées par la loi.

## jeu culturel de TFI

Le jeu culturel de TFI est un jeu de hasard. Il est basé sur la chance. Il est basé sur la chance. Il est basé sur la chance.

Le jeu culturel de TFI est un jeu de hasard. Il est basé sur la chance. Il est basé sur la chance. Il est basé sur la chance.

Le jeu culturel de TFI est un jeu de hasard. Il est basé sur la chance. Il est basé sur la chance. Il est basé sur la chance.

Le jeu culturel de TFI est un jeu de hasard. Il est basé sur la chance. Il est basé sur la chance. Il est basé sur la chance.

Le jeu culturel de TFI est un jeu de hasard. Il est basé sur la chance. Il est basé sur la chance. Il est basé sur la chance.

Le jeu culturel de TFI est un jeu de hasard. Il est basé sur la chance. Il est basé sur la chance. Il est basé sur la chance.

Le jeu culturel de TFI est un jeu de hasard. Il est basé sur la chance. Il est basé sur la chance. Il est basé sur la chance.

Le jeu culturel de TFI est un jeu de hasard. Il est basé sur la chance. Il est basé sur la chance. Il est basé sur la chance.



# culture

## MUSIQUES

« Guercoeur », d'Albéric Magnard

### Un grand opéra sort de l'ombre

Michel Plasson, qui dirige l'orchestre du Capitole à Toulouse, a exhumé une œuvre d'Albéric Magnard, compositeur totalement méconnu. Son opéra, *Guercoeur*, n'avait pas été joué depuis sa création en 1931.

Paul Dukas, rendant compte, en 1899, d'un concert où avaient été créées deux symphonies d'Albéric Magnard, déplorait que ce dernier ne soit encore connu que d'un petit nombre (1). Il ne s'en étonnait pas : comment un compositeur, écrivant pour satisfaire un idéal élevé, sans souci des modes ni des effets éphémères, pourrait-il connaître la gloire à trente-quatre ans sans rien faire d'autre pour la chercher ?

Dix ans après, les choses commencent à changer : puis viennent la guerre et le geste tragique de Magnard qui signe son arrêt de mort en ouvrant le feu sur des soldats allemands venus perquisitionner. Il fallait que son œuvre possédât une force intrinsèque assez durable pour que les rares musiciens qui en connaissaient la valeur y aient puisé l'énergie nécessaire à leur régulier retour de l'oubli, où tout les destinait à sombrer, des partitions aussi exigeantes.

Ainsi *Guercoeur* fut-il créé à l'Opéra de Paris en 1931, dix-sept ans après la mort de l'auteur, grâce à Guy Ropartz, qui avait su reconnaître l'orchestration des actes I et II, le manuscrit ayant disparu dans la tourmente. L'ouvrage ne devait pas être repris, malgré le succès des représentations, mais Tony Aubin dirigea un enregistrement pour la radio il y a une trentaine d'années, longtemps le seul document disponible (récentement reporté sur disques : Bourg 4021/22), gâté cepen-

dant par de nombreuses coupures et une distribution inadéquate. Ces dernières années ont vu la réédition de la *Troisième symphonie*, dirigée par Ansermet (Decca 592-167), tandis que Michel Plasson et l'Orchestre du Capitole de Toulouse gravient la *Quatrième* et le *Chant funèbre* (EMI 173-1841) : et, en attendant l'enregistrement, confirmé mais lointain, des quatre symphonies par l'Orchestre national de France, le Nouvel Orchestre philharmonique a inscrit au programme de son concert du 23 juillet à Montpellier l'exécution de l'*Hymne à la justice* et, pour la prochaine saison, la *Deuxième symphonie*. Il faut signaler également le concert du 14 juillet des Rencontres musicales de Franche-Comté, à Arc-et-Senans, où l'on pourra entendre la *Sonate pour violoncelle et piano* et le *Quintette à vents*.

Ce regain d'intérêt permettait d'espérer, mais l'annonce, il y a quelques mois, d'un enregistrement intégral de *Guercoeur*, est venue surprendre les plus optimistes. Il faudra patienter encore quelques mois avant la parution de ce précieux coffret. Pourtant, Michel Plasson ayant eu l'heureuse idée d'inclure dans la saison de concerts de l'Orchestre du Capitole à la Halle aux grains une exécution de l'ouvrage, le public toulousain a pu prendre la mesure de cet opéra singulier et fascinant.

Magnard en écrivit lui-même le livret en prose dans une langue directe et précise où se révèle l'admiration de Flaubert. *Guercoeur* a libéré la cité du tyran qui la pressurait et institué une république. Il aimait Gislène et Gislène l'aimait lorsque la mort vint le frapper. Son amante lui jura une fidélité éternelle, et son disciple, Heurtal, promit de continuer l'œuvre commencée.

Lorsque le rideau se lève, *Guercoeur*, accueilli dans le séjour des justes — paradis symbolique où l'on oublie les faux semblants du monde — ne rêve que de retourner sur terre pour de l'amour de Gislène et de la reconnaissance de son peuple. On le lui accorde mais, revenu parmi les siens, il constate que Gislène brûle d'un amour bien plus fort pour Heurtal et que ce dernier s'apprête à être le « bon tyran » réclamé par un peuple fatigué d'une liberté mal employée. *Guercoeur* tente de s'y opposer, on le tue. La souffrance de cette double défection lui permet de voir enfin les vanités du monde et sa cruauté, il accepte à présent de mourir au sommeil éternel. L'œuvre s'achève sur l'espoir que l'humanité saura un jour être libre, pacifique et clivoyante mais ne cache pas que ce temps sera long à venir : il faut y travailler sans illusion.

#### Un itinéraire initiatique

Il s'agit, on le voit, d'un itinéraire initiatique plus proche des légendes indiennes, de Ramayana ou de la vie de Bouddha que des intrigues d'opéra traditionnelles. La distribution, divisée en personnages célestes, personnages humains et allégoriques, évoque à la fois le théâtre oriental et la Divine Comédie. Musicalement, la partition, achevée en 1901, se situe dans la descendance de Franck et Liszt plus que de Wagner, sa couleur harmonique la rapproche de Chausson et le souci contrapuntique du Schœnberg des *Gurrelieder* et du *Premier quatuor*. Son inquiétude rythmique et une certaine brusquerie dans la déclamation rappellent également le *Roi d'Ys* de Lalo, ou antérieurement sur *Ariane et Barbe-Bleue* de Dukas, mais c'est autre chose. On s'en rend compte en constatant que les détails et les grandes lignes s'impriment nettement dans la mémoire dès la première audition. La raison est que,

dans la musique comme dans le livret, tout est conséquent, presque systématique, tout est fort et voulu ; c'est un monument construit pour durer : on s'en aperçoit aujourd'hui. Comme la simplicité du sujet lui permettait de résister à des interprétations hardies et que la partition offre des rôles de baryton (*Guercoeur*) et de soprano (*Vérité*) dont l'éclat peut séduire des grands interprètes — sans que ceux du ténor (*Heurtal*) et de la mezzo (*Gislène*) soient insignifiants — les conditions semblent réunies pour former un ouvrage viable, sinon de répertoire. Il faut seulement un chœur solide car, paradoxalement, l'orchestre, avec les bois par deux, n'est pas considérable.

Perpétuant une collaboration inaugurée il y a treize ans, Michel Plasson a fait appel, pour les chœurs, à l'Orfèvre Donostia de San Sebastian : la clarté de ses voix fait merveille. Pour l'exécution en concert, légèrement abrégée, la distribution diffère pour les principaux protagonistes de celle réunie pour l'enregistrement : José Van Dam, Hildegarde Behrens et Nadine Denize, le ténor, Gary Lakes et les rôles secondaires étaient communs. Cela a permis à Frédéric Vassier, Hélène Garretti et Isabel Garciasu de jouer d'un succès bien mérité. L'Orchestre du Capitole a atteint une maturité qui le place parmi les meilleurs ensembles français, et si la passion avec laquelle Michel Plasson défend un répertoire négligé entraîne parfois à prendre à bras-le-corps ce qui mériterait un peu plus de ménagement, on ne saurait lui reprocher d'avoir les défauts de ses qualités.

GÉRARD CONDÉ.

(1) Parmi les rares documents sur Albéric Magnard, on signalera le livre de Gaston Carraud (1921), disponible aux éditions Salabert (325 p., 36,90 F), ainsi que le numéro 324/26 de la *Revue musicale* (1979) qui lui est en partie consacré.

Trois jours au Zénith

### Rod Stewart le rocker hollywoodien

Personnage historique du rock anglais (il fut le chanteur du Jeff Beck Group, puis des Faces, qu'il quitta en 1976, un peu après la défection de Ron Wood, qui rejoignait les Rolling Stones), au parcours anglo-américain, fabricant de tubes (*Do you think I'm Sexy*, *Baby Jane* et aujourd'hui *Love Touch*) et dandy hollywoodien, Rod Stewart fait partie de cette génération d'artistes qui ont commencé par imiter leurs idoles : les chanteurs noirs de blues et de rhythm and blues. Mais, à l'encontre d'Eric Burdon ou de Mick Jaggar, Stewart, né à Glasgow il y a quarante et un ans de parents aisés, n'a jamais joué qu'un rock léger, une musique simple, solide, facilement identifiable.

Tout change en concert, où il devient un de ces chanteurs capables de donner de l'émotion avec les thèmes les plus brutaux, une de ces bêtes de scène à l'énergie insaisissable. Souple, félin bondissant, virevol-

tant, allant chercher le public, jouant avec lui un jeu direct, sachant le transformer en un immense chœur, Rod Stewart prend du plaisir et en offre par gerbes flamboyantes.

De nouveau en tournée pour la promotion de son dernier album paru chez Warner Bros (*Another Heartsache*), Stewart présente trois concerts au Zénith à partir de ce lundi 7 juillet. Comme toujours, il fera donner le meilleur d'eux-mêmes à ses musiciens — les mêmes que ceux de son dixième album en solo — et, de sa voix rugueuse, un peu écorchée, chantera de la variété anglo-américaine, un peu de rock, un peu de soul et quelques chansons de ses confrères des années soixante, par exemple le très beau *In My Life* de Lennon et McCartney, qu'il vient d'enregistrer.

C.F.

\* Les 7, 8 et 9 juillet au Zénith à 20 h 30.

### Clubs : la route des saxes

Par sa rigueur, cette raideur aimable de l'attitude qui le distingue de l'image répandue des saxophonistes à l'ouvrage, et par cet engagement, indifférent aux modes, à tourner autour du motif, le sien, semblable aux recherches de la musique contemporaine, Antony Braxton a toujours occupé, dans l'histoire récente de l'alto, une place à part. Comme de bien entendu (c'est l'expression juste), on s'intéresse moins à lui aujourd'hui. C'est regrettable. Il précède, au *New Morning*, Chico Freeman.

Enfant béri des deux noirs de la musique, Chico est apparu une génération après celle de Braxton, à l'époque où Chicago savait mêler allègrement le blues, le rayonnement free de l'AACM (Association for the advancement of the creative music), celui précisément de Braxton et, quelques monstres sacrés dans le quartier sud comme Von Freeman, le père que Chico a contribué à rendre célèbre. Chico n'a eu aucun mal à s'imposer, à

New-York d'abord, en Europe et au Japon ensuite.

Plus mystérieux sont les passages occasionnels du Perit-Opportun, Charlie Rouse en premier lieu, compagnon de Thelonious Monk aussi fidèle que Johnny Griffin ; Sal Nistico ensuite, ancien ténor de chez Woody Herman, Tito Puente et Buddy Rich, saxophoniste de pupitre, ce qui est, d'une certaine façon les musiciens vous le diront la position la plus vraie, par sa discrétion même, que puisse tenir un instrumentiste.

Dernier de série, au Sunset, Barney Wilen (avec Philippe Petit, le guitariste), sa sonorité égarée et cette nonchalance érudite qui le rend reconnaissable et le colle définitivement à sa légende d'improvisateur génial (avec Miles Davis) de la bande-son d'*Ascenseur pour l'échafaud*. Il est des saxes qui saignent d'émotion pour un air de saxophone. Le saxophone, lui, a vécu depuis longtemps son âme au jazz.

FRANCIS MARMADE.

### La semaine du mélomane

Où qu'il se trouve, où qu'il aille, le mélomane ne saurait rester insensible au chant des sirènes festives qui proposent monts et merveilles à deux pas de sa résidence. Devançant l'appel, les amateurs d'opéra n'hésitent sans doute pas à faire le voyage pour la première française du *Coraire*, de Verdi, dans les arènes de Nîmes, avec une distribution prometteuse, l'orchestre et les chœurs du Liceo de Barcelone dirigés par Emmanuel Krivine, mis en scène par Jean-Louis Thamin, et un dispositif scénique conçu par Ricardo Bofill ; les 9, 10 et 11 juillet (tél. : 66-67-28-02). Puis à Orange, le 12, pour *Tannhäuser*, avec des artistes encore plus prestigieux.

A noter également la *Damnation de Faust*, à Carcassonne, sous la direction de Michel Plasson, le 12 (tél. : 68-25-33-13). Inversement, l'ensemble orchestral des solistes du Bolchoï sillonne la France à la rencontre des amateurs de programmes originaux : il sera à Laval (53) le 8 juillet ; à Buss-

set (03) le 10 ; à Blaye (33) le 11 ; à Bron (24) le 12 ; à Saint-Julien-Beycheville (33) le 13 ; à Issac (24) le 15 ; à Bordeaux les 16 et 17 ; à Saint-Sever-de-Russon (65) le 18 et à Lestrac-Moulis (33) les 19 et 20.

Autre festival voyageur, celui de Miracourt, célébrant les instruments à cordes, montre un faible pour les villes d'eaux et propose le *Quatuor Verlaino* à Plombières, le 8 ; Henri Lacroix à Contraxville, le 9 ; Michelle Contraxville, piano, et Peter Casaba, violon, à Vitte, le 11 ; le guitariste Frédéric Ben Attar, à Miracourt, le 12, et l'ensemble Ad Artam à Vonnecourt, le 18 (tél. : 28-37-37-37).

Signalons enfin que, sous l'impulsion de Christian Ivaid, la Sclème royale d'Arc-et-Senans n'engage plus que des musiciens. Des bons. On pourra les écouter chaque jour, l'après-midi et en soirée, jusqu'au 14 juillet (tél. : 81-57-48-11).

G.C.

## EXPOSITION

« Sur l'eau... sous l'eau » aux Archives nationales

### Les folles inventions de la marine en bois

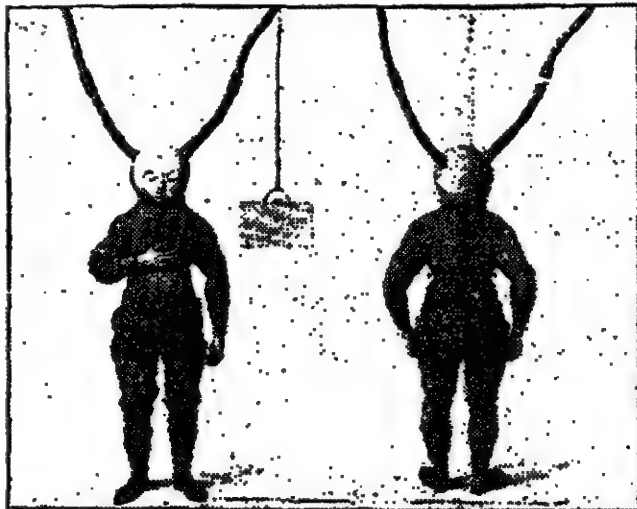
Les Archives nationales nous proposent une promenade digne de Jules Verne et du savant Cosinus.

En proposant un demi-siècle d'histoire des sciences et techniques de la marine (1680-1730), les Archives nationales ne renouent pas seulement avec le passé mais offrent aux curieux une promenade digne de Jules Verne. Certes, les manuscrits et croquis rassemblés dans une salle de l'hôtel de Soubise sont pour le chercheur une source inépuisable de réflexion, mais ils incitent surtout à la rêverie. Que penser de ces machines à cures les rudes ? De ces excavatrices à godets ? Ou encore de ce mémoire de 1712 où il est question « de la manière dont on fait

s'enfuir les bancs de sable, vase et rocaille avec le courant de la mer » ?

La trouvaille la plus singulière concerne le projet d'un certain Pierre Chevalier, galérien de son état, qui, dessin à l'appui, indique le moyen de hisser en un quart d'heure une voile de 500 mètres carrés pesant 3 tonnes. Il lui fut vertement répondu que « les meilleures machines qu'on puisse employer consistent dans les bras de la chiourme ». On citera à l'envie une liste de plongeurs domiciliés sur les bords de la Dordogne, ou l'équipement surréaliste de ce scaphandrier de 1714, œuvre du chevalier de Beauriv.

Le prix d'excellence de cette présentation revient très certainement au lavis d'un bâtiment destiné à aller sous l'eau de J.-B. Chabert. Sur les



Projet de chevalier de Beauriv pour l'équipement d'un plongeur (1715).

côtés de cet étrange *Nautilus* étaient fixés des manchons qui permettaient « aux occupants de sortir les bras et d'avoir accès à la paroi extérieure ». Les sous-marins de l'Ancien Régime pouvaient, grâce à ce dispositif ingénieux, couler impunément les bateaux ennemis.

BERTRAND RAISSON.

\* « Sur l'eau... sous l'eau. Imagination et technique dans la marine (1680-1730) ». Archives nationales, 60, rue des Francs-Bourgeois. Jusqu'en décembre. Le catalogue de l'exposition recueille l'essentiel de ces folles inventions. 63 p., 65 F.

**ABONNEMENTS**  
CONCERTS RADIO FRANCE TEL.42.30.18.18

SORTIE LE 9 JUILLET

**BARRY LYNDON**

STANLEY KUBRICK  
"RYAN O'NEAL" "MARISA BERENSON"  
PATRICK MAGEE - HARDY KRUGER - DIANA KOERNER - GAY HAMILTON  
Producteur: DAVID L. HARRIS

"C'est un émerveillement, l'apogée d'un genre, un acte de beauté... un chef-d'œuvre."

L'EXPRESSION



JUILLET 1986

Le Ballet de l'Opéra de Paris est aux Etats-Unis grâce à l'aimable participation de Philip Morris Inc.



مكة امه الأصل

AMERZAVOIS AL

avec Delta Air Lines et 100 villes en







# SPECTACLES

## théâtre

### Les salles subventionnées

**OPÉRA** (47-42-57-50), 19 h 30 : Salomée.  
**SALLE FAVART** (42-96-06-11), 19 h 30 : La Fille du roi.  
**COMÉDIE-FRANÇAISE** (40-15-00-15), 20 h 30 : Le Bourgeois gentilhomme.  
**NEAUBOURG** (42-77-12-33), 19 h 30 : Les Femmes savantes.  
**LES AUBERTS** (42-77-12-33), 19 h 30 : Les Femmes savantes.

### Les autres salles

**CENTRE CULTUREL DU XVII<sup>e</sup>** (43-32-92), 20 h 30 : Poquelin et les autres.  
**COMÉDIE DE PARIS** (42-81-00-11), 21 h : Poil de carotte.  
**CRYPTÉE SAINT-AGNÈS** (47-00-19-31), 20 h 30 : Poil de carotte.  
**ESPACE GAITÉ** (43-27-95-94), 21 h : Poil de carotte.  
**FONTAINE** (48-74-74-40), 20 h 30 : Les mystères du feu.  
**GRAND HALL MONTROUGE** (39-52-42-70), 20 h 30 : Les mystères du feu.  
**HUCHETTE** (43-26-38-99), 19 h 30 : La Cantatrice chauve.  
**LUCERNAIRE** (45-44-57-34), 19 h 30 : Les mystères du feu.  
**SUNSET** (42-61-46-03), 21 h : Les mystères du feu.  
**THEATRE D'OPÉRA** (43-22-11-43), 19 h 30 : Les mystères du feu.  
**TRISTAN-BERNARD** (42-02-08-40), 20 h 30 : Les mystères du feu.

### Music-hall

**POTINIERE** (42-61-44-16), 21 h : Les Aventures de la ganache perdue.

### Opérettes

**COMÉDIES MUSICALES**  
**RENAISSANCE** (42-08-18-50), 20 h 45 : La Capitaine Fracasse.

### Les chansonniers

**CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE** (42-78-44-45), 21 h : Touche pas à mon vote.

### Les cafés-théâtres

**AU BEC FIN** (42-96-29-35), 21 h 45 : En manches de chemise.  
**BLANCS-MANTEAUX** (48-47-15-40), 20 h 15 : Arsch - MCI ; 21 h 30 : Les

Démesses Loukes II, 22 h 30 : L'Effie des blouses.  
**CAFÉ D'OPÉRA** (43-20-85-11), 21 h 30 : Les Femmes savantes.  
**CAFÉ D'OPÉRA** (43-20-85-11), 21 h 30 : Les Femmes savantes.  
**CAFÉ D'OPÉRA** (43-20-85-11), 21 h 30 : Les Femmes savantes.  
**CAFÉ D'OPÉRA** (43-20-85-11), 21 h 30 : Les Femmes savantes.

### Jazz, pop, rock, folk

**BAISER SALÉ** (42-33-37-71), 23 h : Hot Cha Blues Band.  
**MONTANA** (45-48-93-08), 20 h 30 : Les mystères du feu.  
**MONTGOLFIER** (45-54-95-00), 22 h : S. et N. Robinson.  
**NEW MORNING** (43-35-31-41), 20 h 30 : A. Braxton Quartet.  
**PEITZ JOURNAL** (43-36-28-59), 21 h 30 : Alligator Jazz Band.  
**PEITZ JOURNAL** (43-36-28-59), 21 h 30 : Alligator Jazz Band.  
**PEITZ JOURNAL** (43-36-28-59), 21 h 30 : Alligator Jazz Band.

### Les concerts

**Grand théâtre de la Ville**, 21 h : Orchestre et Chœur de la Sorbonne (Requiem de Verdi, Sinfonia di Mozart) (dir. J. Gribouval).  
**Espace Kirov**, 19 h : J. Mathis (Berlioz).  
**Tour Eiffel**, 19 h : Groupe vocal de France (Schubert, Palestrina, Mendelssohn).  
**Festival du Marais** (48-87-74-31)  
 Centre culturel Wallois-Bruxelles, 20 h 30 : Les Exaltés.  
 Cave gothique de l'Église de la Madeleine, 20 h : Au perroquet vert.  
 Hôpital d'Amont, 21 h 30 : La Tour.  
 Chœur d'Elber, 20 h 30 : La Fédéra Prométhée.  
 Église des Bénédictins, 21 h 15 : Kammerchor de Mortis Musici (Wolf, Bruckner, De-vid).

## cinéma

Les films marqués (\*) sont interdits aux moins de 16 ans, (\*\*) aux moins de 18 ans.

### La Cinémathèque

**CHAILLOT** (47-04-34-34)  
 Rediff.  
**NEAUBOURG** (42-78-35-57)  
 17 h : Synonymes de R. Quise (v.o.) ; 19 h 15 : La Cinémathèque française présente : Daimis la môme, de J. Grémillon.  
**SALLE GARANCE**  
 11 h 14 h 30, 17 h 30, 20 h 30 : Le cinéma yérogasien (programmation détaillée au 42-78-37-29).

### Les exclusivités

**ABSOLUTE BEGINNERS** (Brit., v.o.) : Lucerne, 6 (45-57-34).  
**AFTER HOURS** (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94) ; UGC Normandie, 6 (45-42-20-40) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; V.F. : UGC Boulevard, 6 (45-74-95-40) ; UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44) ; Gaumont Paris, 14 (43-36-30-40).  
**AGILE DE FER** (A., v.o.) : Forum Orient-Express, 1 (42-33-42-36) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; Marignan, 6 (45-59-92-12) ; UGC Normandie, 6 (45-43-16-16) ; V.F. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Fawcett, 13 (43-31-56-86) ; Mistinguo, 14 (45-39-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14 (43-20-12-06) ; Gaumont Paris, 14 (43-36-30-40) ; UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44) ; Pathé-Clichy, 19 (42-22-46-01) ; Secrétan, 19 (42-41-77-99).  
**L'AMANT MAGNIFIQUE** (Fr.) (\*) : Forum Orient-Express, 1 (42-33-42-36) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; Marignan, 6 (45-59-92-12) ; UGC Normandie, 6 (45-43-16-16) ; V.F. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Fawcett, 13 (43-31-56-86) ; Mistinguo, 14 (45-39-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14 (43-20-12-06) ; Gaumont Paris, 14 (43-36-30-40) ; UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44) ; Pathé-Clichy, 19 (42-22-46-01) ; Secrétan, 19 (42-41-77-99).  
**LES ANGES SONT PLÉS EN DIEUX** (Afr. du Sud, v.o.) : Forum, 1 (42-33-42-36) ; Quinette, 5 (46-33-79-38) ; Marignan, 6 (45-59-92-12) ; V.F. : Imperia, 9 (47-42-72-52) ; Saint-Lazare, 9 (47-70-72-86) ; Bastille, 11 (43-07-54-40) ; Nation, 12 (43-43-04-67) ; Fawcett, 13 (43-31-56-86) ; Montparnasse Pathé, 14 (43-20-12-06) ; Gaumont Paris, 14 (43-36-30-40) ; UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44) ; Pathé-Clichy, 19 (42-22-46-01) ; Secrétan, 19 (42-41-77-99).  
**LES BALISES DU DÉSERT** (Tunis, v.o.) : Utopia, 3 (45-62-44-66) ; 33-00, 12 (45-70-72-86) ; Bastille, 11 (43-07-54-40) ; Nation, 12 (43-43-04-67) ; Fawcett, 13 (43-31-56-86) ; Montparnasse Pathé, 14 (43-20-12-06) ; Gaumont Paris, 14 (43-36-30-40) ; UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44) ; Pathé-Clichy, 19 (42-22-46-01) ; Secrétan, 19 (42-41-77-99).  
**BLAZE MIC-MAC** (Fr.) : Richelieu, 2 (42-33-56-70) ; Saint-Michel, 5 (43-26-79-17) ; George-V, 8 (45-62-41-46) ; France, 9 (47-70-72-86) ; Calais, 13 (45-60-18-03) ; Montparnasse, 14 (43-27-52-37).  
**BRAZIL** (Brit., v.o.) : Épis de Bois, 3 (43-37-57-47).

## Le Monde Informations Spectacles 42-81-26-20

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles (le 11 h 21 h sauf dimanches et jours fériés) Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club

### Lundi 7 juillet

**Gaumont Sud**, 14 (43-27-84-50) : Montparnasse Pathé, 14 (43-20-12-06) ; Mayfair, 16 (45-25-27-06).  
**HAYRE** (Fr.) : Latina, 6 (42-78-47-86).  
**HIGHLANDER** (Brit., v.o.) : George V, 8 (45-62-41-46) ; V.F. : Lumière, 9 (42-46-49-07).  
**L'HISTOIRE OFFICIELLE** (Arg., v.o.) : Denfert, 14 (43-21-41-01).  
**HITCHER** (A., v.o.) : Forum, 1 (42-37-53-74) ; Hauteville, 6 (46-32-79-38) ; Publicis Saint-Germain, 6 (46-22-72-80) ; Ambassade, 6 (43-59-19-08) ; George-V, 8 (45-62-41-46) ; Bourneville Montparnasse, 15 (45-42-25-02) ; V.F. : Richelieu, 2 (43-36-70-70) ; France, 9 (47-70-72-86) ; Nation, 12 (43-43-04-67) ; Fawcett, 13 (43-31-56-86) ; Galaxie, 13 (43-36-23-44) ; Mistinguo, 14 (45-39-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14 (43-20-12-06) ; Convention Saint-Charles, 15 (45-79-33-00) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Mailliot, 17 (47-48-06-06) ; Wopler Pathé, 19 (45-22-46-01).  
**I LOVE YOU** (Fr.) : Cinémas, 6 (46-33-10-82).  
**LE LIEN DU CRIME** (Fr.) : Elysée Lian, 6 (45-59-36-14) ; Parisienne, 14 (43-35-21-31).  
**LA MACHINE À DÉCOUDRE** (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6 (42-26-80-25).  
**MAINE OCEAN** (Fr.) : Luxembourg, 6 (46-33-97-77).  
**NEUF SEMAINES ET DEMIE** (A., v.o.) (int. - 13 ans) : Cinémas, 6 (46-33-10-82) ; La Triomphe, 6 (45-62-45-76).  
**OUT OF AFRICA** (A., v.o.) : Colisée, 3 (43-59-29-46) ; V.F. : Gaumont Opéra, 2 (47-42-56-31) ; Miramar, 14 (43-20-89-52).  
**PIRATES** (A., v.o.) : Gaumont Hall, 1 (42-97-49-70) ; V.F. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; Galté Boulevard, 2 (45-08-96-43) ; George-V, 8 (45-62-41-46) ; Galaxie, 13 (43-36-23-44) ; Gaumont Paris, 14 (43-36-30-40) ; Parisienne, 14 (43-35-21-31) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).  
**LES PLAISIRS DE LA CHAIR** (Jap., v.o.) : 14-Juillet Paris, 6 (45-58-58-00).  
**POURQUOI CE SONT UNE FILLE** (Fr.-It.), UGC Biarritz, 8 (45-52-20-40).  
**QUI TROP ÉMBARASSE** (Fr.) : Sodexo, 3 (47-70-72-86).  
**RECHERCHE SUSAN DESSEPERÉE** (A., v.o.) : Épis de Bois, 3 (43-37-57-47).  
**RÉGIME SANS PAIN** (Fr.) : Latina, 6 (42-78-47-86) ; Luxembourg, 6 (46-33-97-77) ; Olympia Émery, 14 (45-43-99-41).  
**ROSE BONBON** (A., v.o.) : George V, 8 (45-62-41-46).  
**LA ROSE POURPRE DU CAIRE** (A., v.o.) : Studio de la Harpe, 5 (46-34-72-80) ; 14-Juillet Paris, 6 (45-58-58-00).  
**RUNAWAY TRAIN** (A., v.o.) : Elysée Lian, 6 (45-59-36-14) ; Parisienne, 14 (43-35-21-31) ; V.F. : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Paris Ciné, 10 (47-70-72-86).  
**LE SACRIFIÈRE** (Franco-italien) : v.o. : Saint-André-des-Arts, 6 (42-26-80-25) ; Pagode, 7 (47-05-12-15) ; Ambassade, 6 (43-59-19-08) ; Bourneville Montparnasse, 15 (45-42-25-02).  
**SALVADOR** (A., v.o.) : La Triomphe, 6 (47-70-72-86).  
**SCHOOL GIRLS** (A., v.o.) : George V, 8 (45-62-41-46) ; V.F. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44) ; Gaumont Sud, 14 (43-27-84-50) ; Gaumont Paris, 14 (43-36-30-40).  
**SOLEIL DE NUIT** (A., v.o.) : Publicis Saint-Germain, 6 (46-22-72-80) ; V.F. : Opéra Night, 2 (42-96-62-56).  
**LE SOUL** : R. DE SATIN (Franco-portugaise) : v.o. : République Cinéma, 11 (48-05-31-33).  
**STOP MAKING SENSE** (A., v.o.) : Escorial Panorama, 13 (47-07-28-04).  
**THE SHOP AROUND THE CORNER** (A., v.o.) : Action Christine, 6 (43-29-11-30).  
**TENUE DE SOIRÉE** (Fr.) (\*) : Capri, 2 (45-28-74-87) ; Quinette, 5 (46-33-79-38) ; Miramar, 14 (43-20-89-52).

### LES FILMS NOUVEAUX

**DAKOTA HARRIS**, film américain de Colin Eggleston. V.o. : Forum Orient-Express, 1 (42-33-42-36) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; UGC Normandie, 6 (45-43-16-16) ; V.F. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Boulevard, 2 (45-74-94-94) ; UGC Gare de Lyon, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44) ; UGC Convention, 15 (45-79-33-00) ; Images, 19 (45-22-46-01) ; Secrétan, 19 (42-41-77-99) ; Gambetta, 20 (46-36-10-86).  
**LA NUIT DU RISQUE**, film français de Serge Goffi. Forum, 1 (42-37-53-74) ; Quinette, 5 (46-33-79-38) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; Marignan, 6 (45-59-92-12) ; Saint-Lazare, 9 (47-70-72-86) ; Bastille, 11 (43-07-54-40) ; Nation, 12 (43-43-04-67) ; Fawcett, 13 (43-31-56-86) ; Montparnasse Pathé, 14 (43-20-12-06) ; Gaumont Paris, 14 (43-36-30-40) ; UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44) ; Pathé-Clichy, 19 (42-22-46-01).  
**OPERA DO MALANDRADO**, film franco-brésilien de Ray Guerra. V.o. : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Bretagne, 6 (42-22-57-97) ; Hauteville, 6 (46-32-79-38) ; Colisée, 3 (43-59-29-46) ; UGC Boulevard, 2 (45-74-94-94) ; 14-Juillet Bastille, 11 (43-07-54-40) ; Émirates, 19 (45-06-50-50) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Mailliot, 17 (47-48-06-06) ; V.F. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; Saint-Ambroise, 11 (47-00-89-16) ; Pathé-Clichy, 19 (42-22-46-01).  
**POLICE ACADEMY III**, film américain de Jerry Paris. V.o. : Forum Orient-Express, 1 (42-33-42-36) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; Marignan, 6 (45-59-92-12) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; V.F. : Grand Rex, 2 (42-36-83-93) ; France, 9 (47-70-72-86) ; Bastille, 11 (43-07-54-40) ; Fawcett, 13 (43-31-56-86) ; Montparnasse Pathé, 14 (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Mailliot, 17 (47-48-06-06) ; Wopler Pathé, 19 (45-22-46-01) ; Gambetta, 20 (46-36-10-86).  
**SHOCKING ASIA II** (H.), film allemand de Edmund Foa (v.o.). UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Émirates, 6 (45-63-16-16) ; Lumière, 9 (42-46-49-07) ; UGC Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Gare de Lyon, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44) ; UGC Convention, 15 (45-79-33-00) ; Images, 19 (45-22-46-01).

**GOLDFINGER** (A., v.o.) : Arcades, 2 (42-33-54-58).  
**GREYSTOCK LA LÉGENDE DE TAZAN SEIGNEUR DES SINGES** (A., v.o.) : Boite à films, 17 (46-22-44-21).  
**LES GRANDES VACANCES DE DONALD** (A., v.o.) : Napoléon, 17 (42-67-43-42).  
**L'IMPORTANT C'EST D'AIMER** (Fr.) : Cinémas, 6 (46-33-10-82) ; Saint-Ambroise, 11 (47-00-89-16) ; Boite à films, 17 (46-22-44-21).  
**JAMES BOND CONTRE D'NO** (Ang., v.o.) : Gaumont Hall, 1 (42-97-49-70) ; Richelieu, 2 (43-36-70-70) ; Colisée, 3 (43-59-29-46) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44) ; Gaumont Sud, 14 (43-27-84-50) ; Montparnasse, 14 (43-27-52-37) ; Convention Saint-Charles, 15 (45-79-33-00) ; UGC Convention, 15 (48-28-42-27) ; Images, 19 (45-22-46-01).  
**LADY EVE** (A., v.o.) : Action Éclat, 3 (43-25-72-07).  
**LIEN DE PARENTÉ** (Fr.) : Espace Galté, 14 (43-27-95-94).  
**MASQUE FÉMININ** (Fr.) : Denfert, 14 (43-21-41-01).  
**MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS** (Ang., v.o.) : Studio Galand, 5 (43-21-72-71).  
**MIDNIGHT EXPRESS** (A., v.o.) (\*).  
**MONTY PYTHON LA VIE DE BRIAN** (A., v.o.) : Rialto, 19 (46-07-87-61).  
**MONTY PYTHON SACRÉ GRAAL** (A., v.o.) : Boite à films, 17 (46-22-44-21).  
**MY FAIR LADY** (A., v.o.) : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31).  
**NATTY GANN** (A., v.o.) : Napoléon, 17 (42-67-43-42).  
**NOBLESSE OBLIGE** (Ang., v.o.) : Reflet Logos, 5 (45-54-42-34).  
**NOSFERATU** (All., v.o.) (h. sp.) : Tempus, 19 (47-70-72-86).  
**ORANGE MÉCANIQUE** (A., v.o.) (\*) : Châtelet Victoria, 1 (45-08-94-14) ; Studio Galand, 5 (43-54-72-71).  
**ORFÈVE NEGRO** (Fr.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).  
**ON NE MEURT QUE DEUX FOIS** (Fr.) : Le Club, 9 (47-70-72-86).  
**PAPA EST EN VOYAGE D'AFFAIRES** (You., v.o.) : Lucerne, 6 (45-57-34).  
**PAS D'ORCHIDÉES POUR MISS BLANDISH** (A., v.o.) (\*) : Reflet Médias, 5 (43-54-42-34) ; Reflet Balzac, 9 (45-61-10-40) ; Reflet Lafayette, 9 (48-74-97-27) ; Parisienne, 14 (43-36-30-40) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79).  
**LA BELLE DE MOSCOW** (A., v.o.) : Luxembourg, 6 (46-33-97-77).  
**LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARDS** (A., v.o.) : Boite à films, 17 (46-22-44-21).  
**CENDRILLON** (A., v.o.) : Orient Express, 1 (42-33-42-36) ; Rex, 2 (42-36-83-93) ; 14-Juillet Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Ambassade, 6 (43-59-19-08) ; Saint-Lazare, 9 (47-70-72-86) ; Fawcett, 13 (43-31-56-86) ; Mistinguo, 14 (45-39-52-43) ; Gaumont Paris, 14 (43-36-30-40) ; Convention Saint-Charles, 15 (45-79-33-00) ; Napoléon, 17 (42-67-43-42) ; Gambetta, 20 (46-36-10-86).  
**COMMENT ÉPOUSER UN MILLIONNAIRE** (A., v.o.) : Gaumont Hall, 1 (42-97-49-70) ; Studio de la Contre-scarpe, 5 (46-34-72-80).  
**COMMANDO** (A., v.o.) (\*) : UGC Émirates, 6 (45-63-16-16) ; V.F. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Gare de Lyon, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44).  
**LE COUTEAU DANS L'EAU** (A., v.o.) : Pantheon, 5 (45-54-15-04).  
**LA DAME DE SHANGAI** (A., v.o.) : Châtelet Victoria, 1 (45-08-94-14).  
**LA DÉCHIRURE** (A., v.o.) : Rialto, 19 (46-07-87-61).  
**DELIVRANCE** (A., v.o.) (\*) : Tempus, 19 (47-70-72-86).  
**LE DIABLE AU CORPS** (Fr.) : Logos, 5 (45-54-42-34).  
**DIVORCE À L'ITALIENNE** (It., v.o.) : Latina, 6 (42-78-47-86).  
**DON GIOVANNI** (Fr.-It., v.o.) : Vendôme, 3 (47-42-92-52).  
**L'EMPIRE DES SENS** (Jap., v.o.) (\*) : Gaumont Hall, 1 (42-97-49-70) ; 14-Juillet Paris, 6 (45-58-58-00) ; Publicis Champs-Élysées, 6 (47-20-76-23).  
**LES ENFANTS DU PARADIS** (Fr.) : Rancière, 16 (42-88-64-44).  
**LE FAUCON MALTAIS** (A., v.o.) : Action Christine, 6 (43-29-11-30).  
**LA FEMME PUBLIQUE** (Fr.) (\*) : Saint-Ambroise, 11 (47-00-89-16) ; Espace Galté, 14 (43-27-95-94).  
**LA FORÊT D'Émeraude** (A., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).  
**LA FIÈVRE AU CORPS** (A., v.o.) : Utopia, 3 (45-62-44-66).  
**LA FUREUR DE VIVRE** (A., v.o.) : Lian, 6 (45-59-36-14) ; Parisienne, 14 (43-35-21-31).  
**GILDA** (A., v.o.) : Saint-Germain, 6 (46-22-72-80) ; UGC Biarritz, 8 (45-52-20-40).

### Les festivals

**L'AGE D'OR DE LA COMÉDIE AMÉRICAINE** (v.o.), 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) : M. Dold part pour Hollywood.  
**CINÉMA BRÉSILIEN** (v.o.), Olympia Émery, 14 (45-43-99-41) ; j.m. : Bye Bye Brésil. Il était une fois la chanchada. Quando a carnaval chegar.  
**CINQ FILMS POUR LE PRIX D'UN VITE LA REPRISE** (v.o.), Studio Bertrand, 7 (47-83-64-66) ; 16 h 20 : Le Visage ; 18 h 10 : La Mort aux trousses ; 20 h 15 : La Règle du jeu ; 22 h 15 : La Règle du jeu.  
**GENE TIERNEY** (v.o.), Action Éclat, 3 (43-25-72-07) : La route du tabac.  
**CINÉMA ÉGYPTIEN** (v.o.), Olympia, 14 (45-43-99-41) : Rivage de l'amour.  
**F. LANG** (v.o.), Reflet La Fayette, 9 (48-74-97-27) : La Vierge.  
**CINÉMA JAPONAIS** (v.o.), Studio 43, 9 (47-70-72-86) : Neiges flottantes.  
**LUBITSCH** (v.o.), Champso, 5 (43-54-51-60) : Le ciel peut attendre.  
**BOHEM**, République Cinéma, 11 (48-05-31-33) : 16 h : La Marquise d'O ; 18 h : Les Nuits de la pleine lune.  
**TARKOVSKI** (v.o.), République Cinéma, 11 (48-05-31-33) : 22 h : Nostalgie ; Denfert, 14 (43-21-41-01) ; 21 h : Stalker ; 19 h 20 : L'Enfance d'Ivan.  
**VOIR ET REVOIR BERGMAN** (v.o.), Olympia, 14 (45-43-99-41) : L'Adieu des femmes.  
**WOODY ALLEN** (v.o.) : Tempus, 19 (47-70-72-86) ; 18 h 15 : Zelig ; 20 h 15 : Touche pas à mon vote.

### Les séances spéciales

**BERLIN AFFAIRE** (All., v.o.) : Studio Galand, 5 (43-54-72-71), 18 h 10.  
**CABARET** (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1 (45-08-94-14), 19 h 45.  
**LES JOUES ET LES NUITS DE CHINA BLUE** (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1 (45-08-94-14), 20 h 15.  
**PARIS, TEXAS** (A., v.o.), Cinémas Saint-Germain, 6 (46-33-10-82), 21 h 40.  
**LE PAYS OU RÉVÈNT LES FOURMIS VERTES** (All., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1 (45-08-94-14), 16 h.  
**PINK FLOYD THE WALL** (A., v.o.) : Boite à films, 17 (46-22-44-21), 22 h 30.  
**ROCKY HORROR PICTURE SHOW** (A., v.o.) : Studio Galand, 5 (43-54-72-71), 22 h 25.  
**TAXI DRIVER** (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1 (45-08-94-14), 22 h 15.  
**LA VIE EST À NOUS** (Fr.) : Studio 43, 9 (47-70-72-86), 19 h.  
**WITNESSES** (A., v.o.) : Rialto, 19 (46-07-87-61), 21 h.

### PARIS EN VISITES

**MERCREDI 9 JUILLET**  
 - Saint-Germain des Prés et la maison de Diderot, 15 heures, métro Mabillon (M<sup>me</sup> Corine Sagave).  
 - Le Palais de Justice en activité, 14 h 30, 4, boulevard du Palais (A.I.T.C.).  
 - L'hôtel de Launay en l'île Saint-Louis, 15 heures, 17, quai d'Anjou (E. Roman).  
 - Tombes célèbres au cimetière du Père-Lachaise, 15 heures, entrée principale (M.-C. Lasserre).  
 - Les souterrains et les chapelles inconnues de Saint-Sulpice, 15 heures, entrée portail galilé et « La vie parisienne à travers les siècles dans un hôtel du Marais », 15 heures, 23, rue de Sévigné (Paris et son histoire).  
 - Les hôtels et l'église de l'île Saint-Louis, 14 h 30, sortie métro Saint-Paul.  
 - V.F. : Triomphe, 6 (45-62

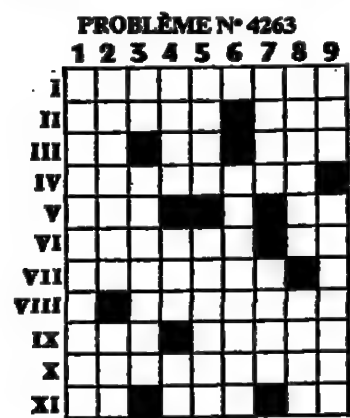






# INFORMATIONS « SERVICES » LE CARNET DU Monde

## MOTS CROISÉS



**PROBLÈME N° 4263**  
1 2 3 4 5 6 7 8 9  
I  
II  
III  
IV  
V  
VI  
VII  
VIII  
IX  
X  
XI

**HORIZONTALEMENT**  
1. Fournit toujours l'adresse avec le numéro. - II. Marche avec des pioches. Nul aux échecs. - III. Personnel. Indéfinit. Grain. - IV. Bouffe salement. - V. Blonde à demi. Inversé : a donc besoin d'être épongé. - VI. Tenue de « rigueur ». Note. - VII. En mer, c'est en ordre. - VIII. Est à ranger parmi les frivoles. - IX. Lettre grecque. Autant il peut être parfait pour le service, autant il est mauvais en cuisine. - X. Finira peut-être dans les choux. - XI. Personnel. Bon à mettre au panier. Est donc le fruit d'un certain travail.

**VERTICALEMENT**  
1. Une mise qui n'est plus de mise. - 2. Est aussi bonne pour la

soupe que pour la purée. Dame de choc. - 3. Négation. A toujours besoin d'un bon exercice pour rester saine. - 4. Pain sec. Un dérivé d'essence. Bien caché. - 5. Coule en URSS. Travaille donc avec une certaine coque. - 6. L'air du matin. - 7. Un vrai poison. Un point de vue qui fait souvent l'unanimité. - 8. Peut être parfaitement saisi lorsqu'on maîtrise bien sa langue. Plat provençal. - 9. On y apprécie le bain mais pas la douche. N'est donc pas au bout de sa peine.

**Solution du problème n° 4262**

**Horizontalement**  
1. Taphophilie. Ale. - II. Armateur. Budget. - III. Ut. Tons. Fi. - IV. Dantes. Os. Vé. - V. Air. Avé. - VI. Salée. Rétamages. - VII. Gène. Dramatique. - VIII. Zén. - IX. L'énigme. Fer. Li. - X. Noie. Th. Angle. - XI. C. Néronienne. - XII. Inflationniste. - XIII. Clio. Duetistes. - XIV. Il. Ruer. Arêtes. - XV. Lent. Sec. Esté.

**Verticalement**  
1. Taudis. Zinc. Cil. - 2. Artz. Agenouillé. - 3. P.M. Ralenti. Ni. - 4. Hattien. Renfort. - 5. Otorrée. El. - 6. Pène. Estrades. - 7. Huisards. Roture. - 8. Ir. Ver. Finie. - 9. Fatale. Jota. - 10. Ibis. Amer. Entre. - 11. En. Amas. Annie. - 12. Dévotionniste. - 13. Agde. Gin. Gestes. - 14. Les. Gesell. Test. - 15. Etna. Série. Es.

**GUY BROUTY.**

## GUIDE

**LES AILES DU TEMPS.** - Le guide de l'aviation apporte chaque année des renseignements mis à jour sur l'organisation et la réglementation de l'espace aérien, les dispositions relatives au vol à vue, les caractéristiques des stations de radio-navigation et de météo avec un lexique complet des termes et abréviations de l'aéronautique, les tableaux de coucher et lever du soleil, etc. Le guide 1986 comporte des rubriques concernant les parachutisme (avec une liste des centres-écoles), l'aéromodélisme, le réseau du sport de l'air, les ULM. Et, pour la région Sud-Ouest seulement, tout ce que l'on peut trouver à proximité des aéroports en matière de distractions. Un guide utile non seulement aux pilotes, mais aux milieux d'affaires.  
\* Éditions L'Édition, 20, rue de Léningrad, 75008 Paris. 782 pages, 185 F (vente par correspondance, 20 F de port en sus).

## VOYAGES-EXPÉDITIONS

**ITINÉRAIRES.** - Créé en 1983 par deux femmes, Itinéraires propose des voyages-expéditions qui entendent redonner un sens à l'expédition avec un parti pris délibéré d'initiative et de liberté dans une structure souple. La découverte s'organise au gré d'un circuit programmé, effectué par petits groupes de huit à quinze personnes, avec un accompagnateur. On utilise surtout les transports locaux. Parmi les suggestions de la brochure 88, un safari au Kenya (quatre jours pour 9 980 F), vingt-deux jours au Rajasthan, en Inde (10 830 F), vingt-quatre jours en Thaïlande-Siam (12 950 F), le Montagne des Azules aux Mayas (treize jours, 11 885 F) et un Pérou-Bolivie de vingt-six jours pour 15 700 F.  
\* Itinéraires, 5, rue Racine, 75006 Paris. Tél. : 43.26.02.00.

## Naissances

- **Jean-Louis VAN LAERE,** Michèle, née ATTOU, et Johann, ont la joie d'annoncer la naissance de Bertrand, le 30 juin 1986.  
53, rue Camille-Saint-Saëns, 80000 Amiens.

## Mariages

- **Elisabeth Richard** du MONTILLIER et Christian BOIRON sont heureux d'annoncer leur mariage, célébré à Saint-Foy-Les-Lyon, le 30 juin 1986.

- **Véronique GIE** et Olivier Calos ont la joie de faire part de leur mariage, célébré le 4 juillet 1986 à Paris.

11, rue Lacépède, 75005 Paris.

## Décès

- **M<sup>me</sup> Françoise Bery,** M. et M<sup>me</sup> Jacques Bery, Marie-Christine, Jean-François et Dominique Bery, ont la profonde tristesse de faire part du décès de

**M<sup>me</sup> Pierre BERY,** née Suzanne Flageolet, le 4 juillet 1986, à l'âge de quatre-vingt ans.

Les obsèques auront lieu le mardi 8 juillet, à 15 h 30, en l'église de Remiremont.

31, boulevard Thiers, 88200 Remiremont.

- **M<sup>me</sup> Maurice Collard,** son épouse, M<sup>me</sup> Aline Collard, Le docteur et M<sup>me</sup> Jérôme Collard, Bastien, ses enfants et petit-fils, M. et M<sup>me</sup> Bernard Pasquier, ses sœur et beau-frère, Les familles Duvois, Bourdais, Rousseau, Milanese, Ses nombreux amis Gode'Arts, Et ceux de la grande famille aéronautique, tout particulièrement SNECMA, Hispano, Wassmer-aviation, Société Bertin et Olier, ont la profonde tristesse de faire part du décès, survenu brutalement, de

**M. Maurice COLLARD,** ingénieur Arts et Métiers, licencié des sciences, diplômé de l'ESTA, le 24 juin 1986, dans sa soixante-quatrième année.

La cérémonie religieuse, célébrée le vendredi 27 juin en l'église Saint-Christophe, a été suivie de l'inhumation au cimetière de Châteaufort (Yvelines).

Le docteur et M<sup>me</sup> José-Luis Pico, ont la grande douleur de faire part de la disparition tragique de leur cher ami et précieux collaborateur,

**Antoine GOUTNER,** docteur en médecine, chargé de recherches à l'INSERM. Le décès est survenu brutalement le 27 juin 1986.

**PHOTOCOPIE COULEUR** SUR PAPIER ORDINAIRE / PAPIER PHOTO - RÉDUCTION / AGRANDISSEMENT **DIABOL** 75, RUE BAYEN 75017 PARIS - TEL. 45.72.41.46 +

**FAITS DIVERS -** **À Paris** **CINQ MORTS** **DANS UN INCENDIE** **DU A UN FEU DE POUBELLE**

Cinq personnes, dont un enfant, ont péri lors d'un incendie qui s'est déclaré à Paris, dimanche 6 juillet, vers 0 h 30 du matin dans un immeuble ancien situé 51, rue de Cléry, dans le deuxième arrondissement.

Peu après leur arrivée, les sapeurs-pompiers, qui ont maîtrisé le sinistre en moins d'une heure, ont découvert dans un appartement du cinquième et dernier étage de l'immeuble les corps de trois personnes, un couple, M. Razin Dumane, trente ans, son épouse Séville, vingt-six ans, et leur enfant, Sercan, quatre ans, tous de nationalité turque. Deux autres personnes, M. Constantin Hatzidimitriou et son épouse, Anthie, trente-huit ans, ressortissants grecs, ont été retrouvés mortes par asphyxie dans un autre appartement, également situé au cinquième étage.

Un sapeur-pompier a été légèrement intoxiqué par la fumée de l'incendie et un autre légèrement brûlé, tous deux ayant été soignés sur place.

Selon les constatations des sapeurs-pompiers et des techniciens du laboratoire central de la préfecture de police, le feu a pris dans une poubelle située au rez-de-chaussée de la cage d'escalier. L'incendie a ensuite atteint la colonne de gaz de l'immeuble, qui a fondu et explosé, communiquant le feu aux étages supérieurs. Les enquêteurs devront déterminer si le feu de poubelle a l'origine de l'incendie est accidentel ou d'origine criminelle.

## Anniversaires

- Il y a trois ans, le 8 juillet 1983, nous quittait.

Se famille, ses amis, tous ceux qui l'ont connu et estimé, gardent bien présent le souvenir de celui qui, toute sa vie, fut fidèle à ses amis, à ses idées, à son journal.

**Avis de messes**  
- Pour le deuxième anniversaire de la mort de

**M. François Domingo** de PIÉDADE, né en 1907, décédé à Abidjan (Côte d'Ivoire),

vous êtes priés d'assister, ou de vous unir en intention, à la messe qui sera célébrée le 9 juillet 1986, au soir, en l'église Saint-Amand, à Rodez (Aveyron).

Nos abonnés, bénéficiaires d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

**STERN** - GRAVEUR - depuis 1840 - CARTES DE VISITE - INVITATIONS - la distinction d'une gravure traditionnelle - nouveaux départements « Société » pour cartes et papiers à lettres de belle qualité - Atelier : 47, Passage des Panoramas, PARIS 2<sup>e</sup> Tél. 42.36.94.48-45.08.86.45

**OU TROUVER UN LIVRE ÉPUISÉ ?** Téléphones d'abord ou venez à la LIBRAIRIE **LE TOUR DU MONDE** 9, rue de la Pompe, 75116 PARIS 45-20-87-12

- Si le titre que vous recherchez figure dans notre stock (100 000 titres dans tous les domaines) : vous l'aurez en 24 heures.

- Si n'y figure pas : nous diffuserons gratuitement votre demande auprès d'un réseau de correspondants ; vous recevrez une proposition écrite et chiffrée dès que nous trouvons un livre.

AUCUNE OBLIGATION D'ACHAT

**SPERRY** VOUS SOUHAITEZ CONNAÎTRE LES PLUS RÉCENTS DÉVELOPPEMENTS SUR L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

inscrivez-vous à l'université d'été organisée à Saint-Paul-de-Vence

du 28 juillet au 1<sup>er</sup> août 1986

destinée aux utilisateurs potentiels comme aux spécialistes

synthèse des informations sur l'I.A. et les systèmes experts

panorama des possibilités d'applications

**CONDITIONS**

|               |                |                             |
|---------------|----------------|-----------------------------|
| Participant   | 13.000 F. H.T. | Hébergement et repas inclus |
| Universitaire | 7.000 F. H.T.  | Hébergement et repas inclus |
| Conjoint      | 5.000 F. H.T.  | Hébergement et repas inclus |

L'UNIVERSITÉ D'ÉTÉ "INTELLIGENCE ARTIFICIELLE" EST ORGANISÉE PAR L'INSTITUT D'EXPERTISE ET DE PROSPECTIVE DE L'ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE ET PAR LA SOCIÉTÉ SPERRY

**POUR RÉSERVER**

**ÉCRIRE** 3, rue Bellini - 92806 Puteaux

**TÉLÉPHONER** au (1) 47 78 14 60 - Poste 433

**JEU GAGNANT N° 46**  
**LOTTO SPORTIF**

| Equipe 1     | Equipe 2     | Equipe 1      | Equipe 2   |
|--------------|--------------|---------------|------------|
| 1 BREST      | GUINGAMP     | 9 METZ        | NANCY      |
| 2 RENNES     | NANTES       | 10 REIMS      | STRASBOURG |
| 3 ORLÉANS    | R.C. PARIS   | 11 ST-ÉTIENNE | CLERMONT   |
| 4 BORDEAUX   | TOULOUSE     | 12 SOCHAUX    | AUXERRE    |
| 5 CAEN       | LAVAL        | 13 TOULON     | MARSEILLE  |
| 6 PARIS-S.G. | LE HAVRE     | 14 SÈTE       | MARTIGUES  |
| 7 ABBEVILLE  | LENS         | 15 CANNES     | MONACO     |
| 8 LILLE      | VALENCIENNES | 16 BASTIA     | NICE       |

Tirage des "7 Numéros de la Chance" du Dimanche 6 Juillet 1986 : 4 5 6 8 9 15 16

**LOTTO N° 27** TIRAGE DU SAMEDI 5 JUILLET 1986

1 5 18 27 35 39 15

NUMÉRO COMPLEMENTAIRE

PROCHAINS TIRAGES : MERCREDI 9 JUILLET 1986 ET SAMEDI 12 JUILLET 1986

VALIDATION : JUSQU'AU MARDI APRES-MIDI POUR LES 2 TIRAGES DE LA SEMAINE

NUMÉRO DE GRILLES GAGNANTES RAPPORT PAR GRILLE GAGNANTE (POUR 1F)

6 BONS N° 0

5 BONS N° 28 118 985,00 F

5 BONS N° + complémentaire 1 261 8 300,00 F

4 BONS N° 74 690 140,00 F

3 BONS N° 1 517 615 10,00 F

BONUS DU SAMEDI 131 941

3 BONS NUMÉROS + COMPLEMENTAIRE : 10,00 F X 2 = 20,00 F

مكتبة الأصيل

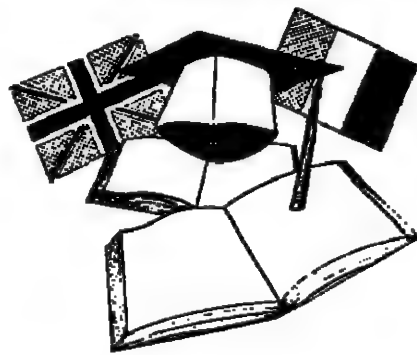
**Consultants ... Partenaires**  
centor  
Manager d'un des premiers par  
expérience hôtellerie / tourisme  
Bernard Julhiet Psychom  
Créer et manager  
votre futur département  
de communication  
interne



**Le Monde**  
**CADRES**



**France**



# INGENIEURS – TRADUCTEURS

### Nouvellement diplômé(e)s (anglais vers français)

**MISSION :** restituer dans un français clair et soutenu des brochures techniques et des logiciels.

**PROFIL:** dynamisme. Etudes scientifiques supérieures sanctionnées par un diplôme (Bac + 4).  
Une bonne culture générale et scientifique.

Une bonne culture générale en informatique est souhaitée. Bonne connaissance de l'anglais.

Une formation complète aux outils informatiques de traitement de texte est assurée dès l'embauche.

- Lieu de travail : PARIS — Nombreux voyages à l'étranger.
- Aucune expérience préalable en traduction n'est requise.
- Evolution de carrière : Ingénieur Commercial ou Technico-Commercial.

Merci de faire parvenir lettre de candidature et C.V. à **Marcus DORNBUSCH**  
IBM France Service 3424 - Tour Générale - 5, place de la Pyramide  
Cédex 22 - 92068 PARIS-LA DEFENSE (sous référence B 26).

# Consultant... ...Partenaire

**Vous connaissez l'image de sérieux et de compétence  
que nous avons acquise en 15 ans d'activité,  
dans la recherche de Cadres.**

**Si la réalité du partenariat que nous offrons vous séduit, Pierre BONZON, Président du Groupe CENTOR vous remercie de lui faire parvenir votre dossier de candidature.**

**EMPLOI**  
**center** 

**13 bis, rue Henri Monnier - 75009 PARIS.**

**Manager d'un des premiers parcs d'attraction d'Europe  
(expérience hôtellerie/tourisme/loisirs...)** HEC, ESCP

Nous préparons le lancement, en France, d'un des plus grands parcs d'attraction européens : manèges, toboggans, piscines, jeux, aires de détente, restaurants et magasins. Le projet est important, à la mesure du succès que nous en attendons. Ouverture prévue : printemps 1987. Nous recherchons dès maintenant le Manager qui va prendre en main ce projet, le mener à terme et en assurer ensuite la direction effective.

Dans un premier temps, avec l'appui de consultants américains spécialisés, vous préparez le plan marketing, définissez le budget de lancement, construisez l'organigramme du parc et mettez en place la structure. Homme de stratégie et d'action, vous coordonnez les différentes étapes du lancement. Ensuite, homme de l'opérationnel, vous gérerez la vie du parc et son développement.

Environ 40 ans, vous avez une formation supérieure, l'expérience significative de la direction d'une activité similaire réussie ou d'un complexe hôtelier ou d'une station intégrée de sports d'hiver. Ou bien, dans l'univers général du tourisme ou des services, vous avez dirigé un projet important. De nationalité européenne ou américaine, vous maîtrisez parfaitement le français et l'anglais.

Merci d'adresser lettre, CV, photo sous référence 8732 M. 1 rue de Berri 75008 Paris. Nous vous assurons confidentialité et réponse.

## Bernard Julhiet Psycom

**Membre de Syntec**

**Créer et manager  
notre futur département  
de communication  
interne**

Un challenge d'avoir pour un professionnel qui veut innover.  
 Filleul d'un des tout premiers groupes de communication, nous sommes leader dans nos domaines.  
 Notre expérience du conseil et de la réflexion nous engage aujourd'hui avec la même exigence dans cette nouvelle évolution.  
 Ouverts sur l'innovation, nous créons en effet, le département qui sera chargé de développer pour nos clients des actions de communication interne et recrutement selon patron.  
 Pour créer de nouveaux concepts, mettre en place de nouveaux produits, prospecter les entreprises, élaborer avec elles leurs futures stratégies de communication interne, préconiser une approche globale qui réponde aux besoins d'un management de pointe en matière d'information, de formation et de motivation, les moyens que nous vous proposons sont à la mesure de cette ambition. Ambition que nous allons développer comme responsable de cette nouvelle activité de notre groupe.  
 Une mission clé pour une personnalité de tout premier plan maîtrisant parfaitement les entreprises et leur culture.  
 Autonomie, mobilité et responsabilité de vos objectifs, vous donnerons une nouvelle dimension à votre carrière en contactant dès à présent notre conseil.  
 Merci d'adresser CV complet, lettre manuscrite, sous référence M 11007 F à Olivier Chammette, OC Conseil, 15 rue du Louvre, 75001 Paris, à qui nous avons confié cette recherche.

**OC conseil**  
Ressources humaines.

Ressources humaines.

**Présents dans 75 pays, forts de l'expérience de 26 000 collaborateurs, de la compétitivité internationale de nos produits, nous développons sur tous les marchés des solutions évolutives intégrant matériels, applications et services, pour donner à nos utilisateurs plus de liberté pour mieux entreprendre.**

Diplôme d'une grande école d'ingénieur (ECP, Mines...), vous êtes débutant ou bien déjà familiarisé avec les techniques modernes de gestion de production.

**Créatif, convaincant, vous êtes un homme (ou une femme) d'action qui savez mener à terme vos projets.**

**Venez relever le challenge que vous offre Bull en prenant la responsabilité d'un projet, dans un contexte d'ateliers flexibles à flux tendus pilotés en temps réel par des systèmes informatiques très puissants.**

**Vous bénéficiez, au sein de notre groupe, tant sur le plan professionnel que géographique, de larges perspectives d'évolution.**

Merci de faire parvenir votre dossier de candidature  
sous référence 2660 M à Anne Truc  
Service Recrutement Bull  
331 av. Patton, 49005 Angers Cedex.

# Bull





## Le Monde CADRES

Nous sommes un très Grand Groupe français à très haute technicité. Notre activité a un rayonnement international croissant qui nous oblige à augmenter nos effectifs d'ingénieurs et Cadres dans tous les secteurs, y compris pour l'étranger.

Pour mieux gérer nos Ressources Humaines, nous renforçons notre Fonction Personnel et recherchons :

### UN SPECIALISTE GESTION DES CARRIERES

En liaison avec les autres membres de l'équipe et avec les responsables hiérarchiques, il améliorera le système actuel de suivi des carrières et animera cette fonction vitale.

Vous avez environ 40 ans, une formation supérieure (Ingénieur ou Gestion) et au minimum 8 années d'expérience de ce métier dans une grande entreprise de technicité évoluée.

Vous êtes un vrai professionnel qui a réalisé des opérations de recrutement d'ingénieurs, mis en place des systèmes de gestion prévisionnelle, d'évaluation, de suivi de carrière, effectué des études de fonction, etc. Vous aimez travailler en structure croisée (opérationnels-fonctionnels), et faire avancer efficacement les projets. Référence 2701 M

### UN RESPONSABLE FORMATION

Il construira le Plan de Formation à partir de l'analyse des besoins, attentes et projets, en liaison avec les autres membres de l'équipe et les responsables hiérarchiques. Il en assurera la mise en œuvre et l'optimisation en mobilisant des moyens et des méthodes pédagogiques modernes et en s'assurant de la qualité des retombées.

Vous avez 30-35 ans, une formation supérieure (Ingénieur ou Maîtrise Scientifique), et au moins 5 années d'expérience vous ayant permis de maîtriser tous les aspects politiques, économiques, administratifs et pratiques de la Formation en entreprise.

Vous êtes passionné par cette fonction-clé du développement des Ressources Humaines qui nécessite beaucoup de disponibilité, d'écoute et un esprit inventif, innovateur. Vous serez amené à vous déplacer dans nos Etablissements en France et à l'étranger. Vous parlez couramment l'anglais. Référence 2702 M

### UN GESTIONNAIRE DES EXPATRIES

Il aura la responsabilité de l'ensemble de la gestion des personnels expatriés (détachés et coopérants), tant sur le plan administratif que sur le plan gestion de carrière, en liaison avec les autres membres de l'équipe et la hiérarchie. Il intervient au nom de la Société pour les problèmes dans les pays d'expatriation.

Vous avez environ 30 ans, une formation supérieure type Bac + 3 (option Gestion du Personnel), et au moins 3 années d'expérience dans ce domaine, par exemple en tant qu'expatrié Responsable Administratif du Personnel sur un site industriel. Vous êtes mobile et bilingue français-anglais. Vous avez un bon diagnostic des situations, vous savez résoudre les problèmes, mieux, vous savez les anticiper... Référence 2703 M

Ces trois postes sont à pourvoir dans une équipe déjà existante et prête à accueillir des professionnels désireux d'apporter leur savoir-faire à un Groupe qui leur offre de nombreuses opportunités d'évolution.

Si ces perspectives vous intéressent, merci de transmettre votre dossier de candidature (avec photo et prétentions), en indiquant la référence du poste choisi, à notre Conseil ACTIMAN qui vous garantit une discrétion absolue.

20 rue Pergolèse - 75116 Paris

**Actiman**

NANCY

Dans le cadre de la mise en œuvre de son nouveau plan informatique, une importante société industrielle et commerciale (2 milliards de F. de C.A.), recherche

### ORGANISATEUR

Sous la responsabilité directe du Directeur du système d'information, il aura pour mission de traiter les problèmes d'organisation générale, d'en définir les limites et le contenu et d'animer les groupes de travail pour la recherche de solutions.

Intervenant au niveau du cahier des charges, sa mission s'étendra au-delà des projets jusqu'à la validation des résultats.

Pour ce poste, nous souhaiterions rencontrer un candidat de formation supérieure, de fort potentiel ayant une expérience confirmée des problèmes d'organisation.

La connaissance du milieu industriel (et notamment de la production) sera un atout important mais le dynamisme et les qualités relationnelles seront déterminants.

Nous vous remercions d'écrire avec photo et prétentions sous réf. 770 en indiquant si vous souhaitez être reçu à PARIS ou à NANCY, à :

**HLA conseil**

J.F. ALLIX

17, rue de la Baume  
75008 PARIS - 43.59.77.55

AFRIQUE FRANCOPHONE  
Un groupe aux activités diversifiées recherche le

### Directeur

de l'une de ses filiales africaines spécialisée dans la vente

D'ACCESSOIRES ET PIECES DETACHEES AUTOMOBILES.

Vous serez responsable : de développement commercial de la gamme de produits, de l'animation de l'équipe d'expatriés et d'Africains, de la gestion budgétaire et financière de la société.

Si vous avez : exercé des responsabilités de direction dans des secteurs d'activités similaires, un caractère de battant, adressez lettre manuscrite, avec CV et photo sous référence 1368 à :

**Organisation et Publicité**

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

### Avis de recrutement Le conseil général de la Loire

recrute par voie de détachement ou de mutation

#### DIRECTEUR DES FINANCES

responsable de la préparation et du contrôle de l'exécution des budgets, de la gestion de la trésorerie, de la dette et des garanties d'emprunts.

#### ATTACHÉ

pour le poste d'adjoint au chef des services des affaires scolaires et communales, des nouvelles compétences des départements dans le domaine des collèges.

Une expérience de ces fonctions et de l'intérêt pour les méthodes modernes de gestion (informatiques) est nécessaire.

Les candidatures devront être adressées avant le 25 juillet 1986 à : Monsieur le Président du Conseil Général Direction Générale des Services Hôtel du Département, 42022 ST-ETIENNE CEDEX.

### L'Assemblée nationale

recrute par concours externe

#### 3 ADMINISTRATEURS DES SERVICES

Fonctionnaires de l'Etat, les administrateurs des services ont des fonctions et une carrière comparables à celles des administrateurs civils.

Ce concours est ouvert aux candidats de nationalité française, titulaires de l'un des titres ou diplômes exigés des candidats au concours externe de l'ENA et âgés de 20 à 40 ans (sous réserve d'éventuels reculs des limites d'âge).

DATE DE CLOTURE DES INSCRIPTIONS : 15 septembre 1986.

ÉPREUVES D'ADMISSIBILITÉ : 6, 7, 8 octobre 1986.

ÉPREUVES D'ADMISSION : janvier 1987.

Pour tous renseignements, s'adresser au service du personnel de l'Assemblée nationale, 233, boulevard Saint-Germain, 75007 PARIS. (Adresse postale : 75355 Paris Cedex 7.) Téléphone : 42-97-87-07 et 42-97-87-20.

Compiègne

### FUTUR RESPONSABLE DE PRODUCTION



La position de la BISCUITERIE NANTAISE dans son secteur est due notamment à un appareil de production des plus performants en Europe et à une importante politique d'investissements. Le Directeur de l'usine de Compiègne recherche un ingénieur afin de lui confier, dans un premier temps la responsabilité globale de la fabrication (120 p). Il collabore étroitement avec les services techniques du siège (R & D, B.E., Méthodes...) et participe à la conception et à la réalisation sur le site des nouveaux projets. Il optimise sa structure tant sur le plan humain que technique. A terme, il doit devenir le véritable bras droit du Directeur d'Usine et superviser le service entretien. Nous souhaitons rencontrer pour ce poste évolutif, un ingénieur diplômé Agrégé, chimiste ou équivalent qui justifie de 3 à 5 ans d'expérience de la fabrication de produits alimentaires ou similaires, dans des secteurs où la qualité revêt une importance primordiale. Il devra apporter la preuve de sa capacité de communication et d'animation des hommes.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous réf. M 7850 AB à :

**EGOR TECHNOLOGIES**  
19, rue de Béri - 75008 PARIS

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE  
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUISSELDORF LONDON MADRID MONTREAL TOKYO

**egor**



Avec un effectif de 2.000 personnes et plus de 600.000 comptes clients, notre établissement est l'un des plus importants organismes spécialisés dans le financement de l'immobilier.

Vous êtes diplômé de l'ESC, Sciences Po, EDHEC... Vous pouvez être le

### jeune responsable

que nous recherchons pour un secteur d'activité en développement - si un poste d'encadrement vous intéresse, - si vous souhaitez évoluer dans une structure qui vous assure un salaire motivant et une évolution de carrière intéressante. Votre mission sera d'animer et d'organiser le suivi et la gestion des comptes courants clientèle liés aux opérations de promotion immobilière. Un stage spécialisé dans les opérations de banque vous sera proposé. Ce poste est à pourvoir à notre siège à Paris.

Merci d'adresser vos lettre manuscrite, CV et prétentions sous réf. RBM au

Discretion assurée.

**cog hébert conseil**

Poissonnière Commercial Building  
11, rue du Faubourg Poissonnière  
75009 PARIS.

### REUTER

RECHERCHE  
POUR PARIS

### AGENTS TECHNIQUES

Confirmés BTS/DUT  
Pour installation et maintenance matériel et logiciel  
de système de base de mini et micro-ordinateurs.

ANGLAIS INDISPENSABLE

Envoyer c.v. avec photo à :  
REUTER MONITOR-GIE  
101, rue Réaumur, 75002 Paris  
SERVICE DU PERSONNEL

GRUPE FINANCIER PARIS  
dans le cadre d'une création d'activité, la Direction Commerciale d'un important groupe financier, recherche :

### L'INFORMATICIEN

qui sera chargé des fonctions d'analyse-programmation de cette nouvelle activité, - intégré à l'équipe de ce nouveau département commercial et en relation avec un consultant extérieur et le service informatique du groupe, il assurera le suivi de l'implémentation et du développement du système informatique, - sa formation supérieure (DUT - MIAGE) et une expérience de 3 à 5 ans environ lui permettront d'apporter une compétence technique immédiate, - en outre, une expérience des applications informatiques en analyse statistique de bases de données commerciales favorisera l'évolution d'un candidat à fort potentiel.

Adresser votre dossier de candidature s/réf. 2521 à : Lévi Joumay/Asscom 31, Bd. Bonne Nouvelle 75083 PARIS CEDEX 02, qui transmettra.

Compagnie Française de Produits Industriels  
(Chiffre d'Affaires 730 MF - 800 personnes) recrute pour son  
Centre de Recherche et de Développement

### INGENIEUR CHIMISTE Traitement de surfaces métalliques

Intégré au sein d'une équipe de développement vous participerez à la création et à l'essor de nos gammes de produits de traitement de surfaces avant peinture et déformation.

Voire expérience de 3 à 4 ans dans un domaine similaire, et de préférence votre connaissance de l'anglais, vous permettront d'adresser votre candidature manuscrite avec c.v. détaillé sous référence 2898 à



CFPI  
Direction des Relations Humaines,  
28, boulevard Carnélat, 92233 Gonneville-sur-Mer.  
Discretion totale garantie.

مكتبة الامن الاصل



هنا من الأصل

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde  
CADRES

**SOLFIN**  
PARIS

### Une étape de votre développement : ... la création d'une fonction

Vous connaissez bien la Fonction Formation sous tous ses aspects (social, juridique, financier, administratif).  
Vous êtes à l'écoute des besoins réels que vous savez bien sûr analyser et traduire en actions individuelles ou collectives avec les prestataires de votre choix.  
Votre formation supérieure, votre vive intelligence, votre sens de l'opérationnel vous aideront :  
- à proposer un projet complet de formation dont l'intérêt est majeur pour l'entreprise,  
- à mettre en place un Département Formation autonome au sein de la Direction du Personnel et des Relations Sociales.  
La Direction Générale et 600 personnes, dont 400 vendeurs, seront très attentifs à vos conseils et recommandations.  
Nous vous remercions d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions), sous référence C/FOR/UM, à notre Conseil Didier LESUEUR, qui vous garantira la discrétion la plus absolue.

**Raymond Poulain Consultants** 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

### Vendre à très haut niveau

**Management consulting** 400 000 +

Paris. Ce groupe international a pour vocation la mise en place de systèmes de réduction des coûts d'exploitation visant à améliorer les performances des entreprises. Depuis 40 ans, plus de 10.000 sociétés dans le monde ont bénéficié de ses interventions. Implantée depuis 15 ans en Europe, la filiale européenne recherche un commercial de très haut niveau capable de promouvoir ses prestations auprès des dirigeants des entreprises françaises.

Le candidat souhaité, de formation supérieure, est âgé d'environ 40 ans. Il maîtrise parfaitement l'anglais et si possible l'espagnol ou l'italien. Il a l'expérience des affaires, une bonne connaissance des milieux décisionnaires des entreprises et a exercé des fonctions impliquant des responsabilités opérationnelles à haut niveau, en France ou à l'étranger. Il a un excellent contact, le goût du challenge et apprécie les méthodes rigoureuses.

Le poste est doté d'une large autonomie et exige de fréquents et courts déplacements. Assorti d'un salaire très motivant et de primes de performances, ce poste peut être le point de départ d'une remarquable évolution de carrière au sein du groupe.

Merci d'adresser votre C.V. avec lettre manuscrite et prétentions sous référence G003/M, à Danièle FOSSAT qui traitera votre dossier confidentiellement.

**SEMA-SELECTION** 16, rue Barbès 92126 MONTROUGE Cedex.  
Paris - Lille - Lyon - Marseille - Toulouse

### A LA MESURE de vos ambitions

Depuis plus de trente ans, nous cultivons avec soin notre image de marque : produits de pointe et qualité de service.  
Spécialistes du crédit, aux professionnels comme aux particuliers, nous prenons une place toujours grandissante sur les marchés financiers.  
Nous recherchons aujourd'hui de jeunes "personnalités", plusieurs cadres à fort potentiel, dotés d'une grande capacité d'analyse et qui soient... à la hauteur de leur ambition.

**CARRIÈRES COMMERCIALES**  
HEC, ESSEC, débutants dotés d'un sens réel du contact. Pour le siège et pour le réseau.

**CARRIÈRES FINANCIÈRES**  
Sup. de Co + DECS pour la comptabilité, ou BAC + 4 et spécialisation mathématiques financières pour la finance pure et les études, débutants dans les deux cas.

**CARRIÈRES INFORMATIQUES**  
Ingénieurs ou E.S.C., possédant 3 ans d'expérience en informatique de gestion.

Banque La Henin - Service Recrutement  
16, rue de la Ville l'Evêque - 75008 PARIS

**BANQUE LA HENIN**  
La Banque-orchestre de l'immobilier

### Spécialiste Recrutement

Ses responsabilités :

- participer aux entretiens de sélection d'ingénieurs informaticiens hautement qualifiés et expérimentés.
- Evaluer après entretiens les candidatures présentant un intérêt pour le Centre Technique en appréciant les capacités d'intégration des candidats au sein d'un environnement international de haute technologie.
- Assurer avec les services demandeurs un suivi des candidatures et de leur évaluation.

Nous recherchons des candidats de formation supérieure ayant de préférence une expérience de 3 à 5 ans acquise soit chez des constructeurs de matériel informatique, soit des Sociétés de Service ou des Cabinets de Recrutement, maîtrisant parfaitement l'anglais et capables de l'utiliser au cours des entretiens de sélection, notre programme de recrutement ayant une visibilité européenne. Leur dynamisme et leur potentiel leur permettront d'évoluer dans le moyen terme vers d'autres fonctions de la Gestion du Personnel.

Merci de faire parvenir votre candidature à Jean-Jacques LETANG, DIGITAL EQUIPMENT, Centre Technique (Europe) - BP 29 - Sophia-Antipolis 06861 VALBOISSE CEDEX FRANCE.

### IMPORTANT GROUPE FINANCIER

recherche pour son  
DÉPARTEMENT CRÉDIT-BAIL IMMOBILIER

#### ATTACHÉ COMMERCIAL

30 ANS ENVIRON

Diplômé de l'enseignement supérieur ayant l'expérience des contacts clientèle dans le milieu bancaire.

Ecrire avec CV manuscrit et prétentions :  
**LE MONDE** Publié sous le n° 7409,  
5, rue de Montessuy, Paris 7.

### REVUE PROFESSIONNELLE SPÉCIALISÉE

LEADER SUR SON SECTEUR

#### CHEF DE PUBLICITÉ

Libre rapidement.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et prétentions à :  
CEP IP Sandra Da Rocha  
1, cité Berghère, 75009 Paris.

### CADRE ÉDUCATIF RESPONSABLE

INTERNAT FÉMININ

Expérience souhaitée.  
Logement de fonction (couple possible).

Env. C.V. au FOYER DES PTT  
36 av. du Président-Wilson,  
94230 CACHAN.

Société d'expertise comptable et commissariat aux comptes recherche

#### COLLABORATEURS CONFIRMÉS

Ecrire avec C.V., prétentions sous référence LG à SODIP, 60, r. du Rendez-Vous, Paris-12.

### CONSEILS ASSOCIÉS S.A.

cabinet d'expertise comptable  
membre de DFK international

recherche

#### SENIORS

Profil recherché : Ecole Supérieure de Commerce, Orientation Expertise Comptable, Compétences en Conseil Finance et Informatique Appréciables.

Envoyer C.V. + lettre manuscrite + photo à Monsieur DE BLIGNIERES,  
33, rue Darné, 75008 PARIS.

Une banque française à taille humaine recherche un :

### Exploitant clientèle institutionnelle

Paris 200 000 F +

Sa responsabilité sera - en relation avec le responsable du département - de démarcher et développer la clientèle d'institutionnels.

A 28 ans environ, vous avez une parfaite connaissance de la conception des produits financiers et des nouveaux instruments monétaires, ainsi que des nouvelles techniques financières (MATIF...).

Veuillez contacter Yves Boissonnat au 19.44.1.831 0431 ou envoyer s/réf. P 1147 un dossier complet (CV + photo + salaire actuel) à Michael Page International, 39-41, Parker Street, Londres WC2B 5LH, Royaume-Uni.

**Michael Page International**  
Specialists in Finance Recruitment  
London - Brussels - New York - Sydney

### U.S. BANK

Une des premières banques américaines recherche pour le marché obligataire français son :

### Responsable du Marché Primaire

Paris Excellent salaire

Après 3 ou 4 ans d'expérience au sein du département obligataire d'une banque française, vous avez une bonne connaissance des instruments obligataires, de la clientèle institutionnelle et du montage des émissions.

Vous aurez la responsabilité :

- du montage et du développement des opérations,
- des placements,
- des relations avec les émetteurs, les investisseurs et les banques chefs de file.

Veuillez contacter Yves Boissonnat au 19.44.1.831 0431 ou envoyer s/réf. P 13581 un dossier complet (CV + photo + salaire actuel) à Michael Page International, 39-41, Parker Street, Londres WC2B 5LH, Royaume-Uni.

**Michael Page International**  
Specialists in Finance Recruitment  
London - Brussels - New York - Sydney

Une banque française performante recherche un :

### Gérant de patrimoine

Paris 250 000 F +

Au sein du département de l'Exploitation Financière, il aura en charge la gestion du patrimoine d'une clientèle haut de gamme.

Agé d'environ 30 ans, de formation supérieure, vous avez une bonne expérience de la gestion de titres, une bonne connaissance des produits bancaires et de solides bases juridiques et fiscales.

Veuillez contacter Yves Boissonnat au 19.44.1.831 0431 ou envoyer s/réf. P 1148 un dossier complet (CV + photo + salaire actuel) à Michael Page International, 39-41, Parker Street, Londres WC2B 5LH, Royaume-Uni.

**Michael Page International**  
Specialists in Finance Recruitment  
London - Brussels - New York - Sydney

### Compagnie

#### FUTUR RESPONSABLE DE PRODUCTION

La société de la SOCIÉTÉ NATIONALE d'Équipement de l'Industrie et de l'Aéronautique recherche un responsable de production pour la fabrication de pièces d'aviation en titane.

Le titulaire de cette fonction devra être capable de gérer une équipe de 150 personnes, d'assurer la production de 100.000 pièces par an, d'assurer la qualité et le respect des délais.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme d'ingénieur ou d'un diplôme équivalent, avoir une expérience de 5 à 10 ans dans la production de pièces d'aviation en titane.

Envoyer votre dossier complet (CV + photo + lettre de motivation) à :  
SOCIÉTÉ NATIONALE d'Équipement de l'Industrie et de l'Aéronautique  
144, rue de la République, 93000 PARIS.

### ne responsable

Après un séjour de 2.000 personnes et plus de 600.000 comptes clients, notre établissement est l'un des plus importants organismes financiers dans le département de l'Industrie.

Un département de l'ES, Sciences Po, EDHEC... vous offre :

**ne responsable**

Après une expérience de 3 à 5 ans dans la gestion d'un portefeuille de titres, vous avez une bonne connaissance des produits financiers et des nouveaux instruments monétaires, ainsi que des nouvelles techniques financières (MATIF...).

Veuillez contacter Yves Boissonnat au 19.44.1.831 0431 ou envoyer s/réf. P 1147 un dossier complet (CV + photo + salaire actuel) à Michael Page International, 39-41, Parker Street, Londres WC2B 5LH, Royaume-Uni.

**Michael Page International**  
Specialists in Finance Recruitment  
London - Brussels - New York - Sydney

### REUTER

RECHERCHE  
POUR PARIS

#### AGENTS TECHNIQUES

Candidats ETS/ETC  
Pour travailler en environnement international et de manière autonome, vous devez être capable de gérer un portefeuille de titres.

**AGENTS TECHNIQUES**

Recherche de candidats pour le service de gestion de portefeuille de titres.

Recherche de candidats pour le service de gestion de portefeuille de titres.

Recherche de candidats pour le service de gestion de portefeuille de titres.

### L'INFORMATICIEN

Recherche de candidats pour le service de gestion de portefeuille de titres.

Recherche de candidats pour le service de gestion de portefeuille de titres.

Recherche de candidats pour le service de gestion de portefeuille de titres.

Recherche de candidats pour le service de gestion de portefeuille de titres.

### CHIMISTE

Recherche de candidats pour le service de gestion de portefeuille de titres.

Recherche de candidats pour le service de gestion de portefeuille de titres.

Recherche de candidats pour le service de gestion de portefeuille de titres.

Recherche de candidats pour le service de gestion de portefeuille de titres.



**Le Monde**  
**CADRES**

Groupe Informatique International

## RESPONSABLE RELATIONS SOCIALES

Nous sommes un des leaders mondiaux de l'informatique. La Direction du Personnel de notre réseau commercial souhaite renforcer son action dans le domaine de la législation sociale et des relations industrielles en intégrant un jeune Cadre de haut potentiel.

Il prépare les réunions des C.E. et D.P. et y participe. Il informe, conseille la hiérarchie et assure la cohérence de la politique sociale dans les établissements. Il développe les procédures, à l'aide de l'outil informatique.

Diplômé d'études supérieures en Droit Social, vous avez une expérience de 5 ans en entreprise ou dans un cabinet juridique. Vous souhaitez aujourd'hui élargir vos responsabilités et vous préparer à des fonctions de Responsable de Personnel.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V., photo et rémunération actuelle, sous réf. M 25/874 AM à :

**EGOR S.A.**

8, rue de Belfort - 75008 PARIS

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE  
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA GENEVE LONDRE MADRID MONTECARLO TOKYO

**egor**

comia-fao

*Partagez notre succès!*

Spécialisés dans la fourniture de biens d'équipement agro-industriels, nous réalisons 20 % de notre C.A. à l'export, et dans le cadre de notre croissance - 60 % en 2 ans, nous recherchons de

## jeunes ingénieurs d'affaires

Vous avez un très fort potentiel commercial, une disponibilité totale, un esprit rigoureux et méthodique, une formation Arts et Métiers ou équivalent. Nous vous proposons la responsabilité d'un secteur géographique au sein de notre département industriel. Vous négocierez au plus haut niveau la réalisation d'équipements lourds dans le domaine agro-industriel.

Merci d'envoyer C.V., + lettre + photo sous référence **FLM/120** à Geneviève FERRE - COMIA FAO  
27, boulevard de Chateaubriant - 35502 VITRE CEDEX.

Le Groupe Roullier, de dimension internationale, est leader en agro-fourniture et emploie 2.100 personnes. Son C.A. est de 2,4 milliards de F.



## Conseil études stratégie développement

Au sein de Bernard Julhiet Conseils, importante société de conseils en développement commercial, 140 consultants, le département Etudes & Stratégie a une activité en progression constante auprès de clients d'activité et de taille variées mais visant en priorité des clientèles professionnelles.

Les missions sont centrées sur des problèmes liés au développement de l'entreprise : diversification, stratégie marchés-produits-applications, potentiels, organisation... qui exigent des consultants implication et disponibilité en même temps qu'une large autonomie.

Celui ou celle qui rejoindra notre équipe aura un profil à son image : une formation supérieure et l'expérience de l'entreprise, si possible industrielle, un tempérament ouvert au commercial, un sens de la communication écrite et orale. Une bonne pratique des études acquise en entreprise ou en cabinet est très souhaitée. Il ou elle s'attachera à développer de nouvelles méthodologies d'analyse et d'étude et sera donc prêt(e) à s'investir sérieusement dans des applications sur micro-informatique (IBM et Apple).

Si vous êtes disposé(e) à vous engager auprès d'une équipe performante et ambuleuse, si le travail bien fait vous tente, alors adressez-nous sans tarder votre dossier à Bernard Julhiet Conseils, sous référence UES Bu M, 18 boulevard Belle-Rive - 92300 RUEIL-MALMAISON.



**BERNARD JULHIET CONSEILS**

Membre de Syntec

## Recruter des cadres en région Rhône-Alpes

Nous appartenons à un très grand groupe international de conseil.

Parmi nos activités : le recrutement du "middle management". Une approche originale du marché, une forte exigence qualitative, des prestations complètes et uniques ont permis un développement rapide de notre activité en région Rhône-Alpes.

L'homme ou la femme qui nous rejoindra nous aidera à poursuivre ce développement, dans les domaines du recrutement par annonces et de l'approche directe.

Nous vous demandons une formation supérieure et une première expérience du recrutement de cadres, en entreprise ou en cabinet. Notre caractère international implique que vous maîtrisiez l'Anglais. Cette offre est une réelle opportunité, car votre évolution accompagnera la nôtre dans une ambiance à la fois très professionnelle et très agréable.

Si vous aimez un travail varié et recherchez l'autonomie, vous pouvez nous adresser votre dossier de candidature sous référence 1353 à :

**Organisation et Publicité**

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

Aucun contact ne sera pris avec votre employeur actuel sans votre accord.

## Votre autonomie : la source de notre progrès

L'objectif de GSI (Général de service informatique) avec 2350 personnes en Europe, une croissance annuelle de 20 %, est de créer et de faire vivre des systèmes d'informations directement liés à la Gestion des Entreprises.

La véritable décentralisation des pouvoirs de décision, l'autonomie, l'échange, le travail d'équipe sont les bases de notre réussite.

Pour notre filiale **MARKETING SYSTEMS**, leader européen dans les systèmes de prévisions, nous recherchons :

**UN INGENIEUR COMMERCIAL FRANCE**

Confirmé

Vos interlocuteurs : les Directeurs Marketing des sociétés de grande consommation. Votre objectif : leur vendre nos systèmes d'études prévisionnelles avec le soutien d'une équipe de techniciens.

De formation HEC, ESC... vous avez une expérience en cabinet international d'organisation et/ou vous connaissez l'utilisation en entreprise des outils d'aide à la décision.

L'esprit de compétition, le sens de l'organisation sont vos « plus » pour réussir avec nous.

**UN RESPONSABLE ETUDES PREVISIONNELLES**

Débutant ou confirmé

Vous collectez les informations concernant le marché automobile auprès des organismes officiels (INSEE, chambre syndicale...). Vous élaborez un rapport prévisionnel sur l'évolution de ce marché et participez à sa présentation face à notre clientèle internationale.

De formation ENSAE ou équivalent, vous maîtrisez parfaitement les statistiques et l'économie. C'est votre sens du contact et votre personnalité qui feront la différence.

Pour ces 2 postes, l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre candidature à Didier WEITZMAN - GSI 25, Bld de l'Amiral Bruix, 75782 Paris Cedex 16 - ou tél. : 45.02.73.49.

media-system

**Le Conseil Général  
de la Haute-Vienne**

recrute

## SON DIRECTEUR DES INTERVENTIONS SOCIALES ET DE LA SOLIDARITÉ DÉPARTEMENTALE

Il est responsable de la politique sociale départementale de 230 agents et d'un budget de 350 MF.

C'est un cadre de haut niveau ayant une expérience dans un poste de responsabilité et si possible dans le domaine social.

Emploi à pourvoir :

**PAR VOIE DE DÉTACHEMENT OU CONTRACTUELLE**

Adresser lettre de candidature + C.V.

**AVANT LE 30 JUILLET 1986**

à Monsieur le Président du conseil général,

43, avenue de la Liberté, 87031 LIMOGES Cedex.

**SOCIÉTÉ D'AVOCATS  
INTERNATIONALISTES**  
de 18 personnes dont  
5 avocats étrangers (Américain,  
Canadien, Colombien, Allemand,  
Belge) avec filiales à New-York,  
RECHERCHE pour Paris  
une office manager

## CHARGE DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE

(contrats, approvisionnement,  
investissements, supervision  
comptable et fiscale) et de la  
gestion prévisionnelle financière  
et de trésorerie.  
Expérience 1 à 2 ans  
souhaitée : poste évolutif.

Env. C.V. à :  
**THÉRIFF ASSOCIÉS**  
2, rue Dufrenoy, 75118 Paris.

**FÉDÉRATION NATIONALE  
DES MUTUELLES  
DE FONCTIONNAIRES  
ET AGENTS DE L'ÉTAT**

recherche pour son service  
Information - Communication

## UN(E) JOURNALISTE

(connaissant le russe en plus)  
pour participer  
à l'élaboration d'une revue  
interne et d'une lettre d'informa-  
tion périodique + diverses  
tâches de rédaction  
au sein du service.

Formation : IUT de journalisme  
ou équivalent ou expérience  
dans le domaine.

Env. C.V. + présent. **FIMFAE**,  
17, avenue de Choisy,  
75013 PARIS.

comia-fao  
**AGRO-INDUSTRIE**

- une mission passionnante
- un produit valorisant
- des collaborateurs de haut niveau.

## chef de produits séchoirs industriels

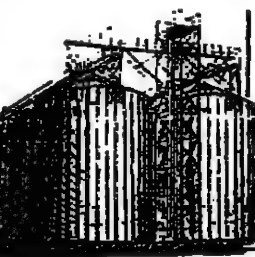
De formation supérieure technique (AM ou équivalent) vous avez 30-35 ans et environ deux ans d'expérience dans un poste similaire. Vous pratiquez l'anglais et si possible une autre langue.

Votre mission :

- Optimiser le marketing mix de notre gamme séchoirs.
- Dynamiser, former et épauler nos ingénieurs d'affaires dans l'action.
- Définir les orientations en matière d'évolution des gammes.
- Agir de concert avec les autres chefs de produits dans le cadre de la politique commerciale définie par la direction.

Envoyer C.V., lettre manuscrite et photo à **Nelly ALLARD** sous réf. **F.MO.131**  
**COMIA FAO - 27 boulevard de Chateaubriant - 35500 VITRE.**

Le Groupe **ROULLIER** de dimension internationale, est leader en agro-fourniture et emploie 2.100 personnes. Son C.A. est de 2,4 milliards de F.



## L'ÉTABLISSEMENT TECHNIQUE DE BOURGES recrute :

### INGENIEUR

(réf. 86/06)

**VOUS POSSEDEZ :** • une formation de physicien : Ecole d'ingénieurs ou Université 3<sup>e</sup> cycle, • le sens de l'analyse, • le goût du travail en équipe et le sens des contacts humains, • un esprit méthodique et rigoureux.

**CHARGE :** • de l'étude, du développement et de l'utilisation des modèles d'efficacité terminale de systèmes d'armes aéromotrices, • des évaluations diverses à partir de modèles de simulation.

**CE POSTE IMPLIQUE :** • la participation à divers groupes nationaux et internationaux traitant de la vulnérabilité et de l'efficacité des systèmes d'armes, • des déplacements fréquents de courte durée. Une expérience en informatique serait un plus. Anglais courant lu et parlé.

### INGENIEUR

(réf. 86/05)

responsable des affaires internationales "qualité"

**VOUS POSSEDEZ :** • Un diplôme d'ingénieur (mécanique-électricité) • Une expérience : - dans le domaine de la maîtrise de la qualité - de bureau d'études ou/et fabrication. • Une bonne maîtrise de l'anglais.

**CHARGE :** • d'effectuer des tâches d'analyse de documents, de suivi de contrôle de travaux dans l'industrie française, • d'élaborer des directives, rapports, compte-rendus, • d'assurer des contacts avec les directions de programme coopérantes étrangères.

### INGENIEUR ELECTRONICIEN

(réf. 86/04)

pour son Centre d'Essais

**RESPONSABLE :** • d'études et de réalisation de chaînes de mesures électroniques dans le domaine de la métrologie balistique • de la définition et de la réalisation d'essais dans le domaine de la compatibilité électromagnétique (champs forts).

Connaissances en logique câblée - microprocesseurs actions en basses fréquences et hyperfréquences appréciées. Débutant accepté, une expérience en bureau d'études électroniques serait un plus.

Pour ces trois postes la nationalité Française est exigée.

Envoyer C.V. manuscrit détaillé avec photo et prétentions (en précisant le réf. du poste choisi) à :  
Monsieur le Directeur de l'ÉTABLISSEMENT TECHNIQUE DE BOURGES  
Carrefour de Zéro-Nord - Route de Geny - BP 711 - 18015 BOURGES.

## Ingénieur travaux cap sur notre carrière Rhône-Alpes

Société internationale de BTP, nous sommes le leader de l'industrie routière.

Trouver de nouveaux débouchés à nos produits, suivre la gestion et assurer la supervision de la production de notre carrière de Haute-Savoie, telles sont les responsabilités opérationnelles que vous prendrez dès votre arrivée.

Vous êtes titulaire d'un diplôme d'ingénieur (Mines, Ensam, Ecam...) et une première expérience de 3/4 ans vous a permis de vous familiariser avec ce type de matériel.

Vous aimez les contacts et êtes un habile gestionnaire.

A moyen terme, vous pourrez évoluer vers des responsabilités élargies au sein de notre groupe, au niveau de nos industries ou de nos centres de travaux. Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence **LM 10** à :

**Service Recrutement Formation**

39 rue du Collège  
75006 Paris

**COLAS**

مكتبة الأصل



Le Monde  
CADRES

Grand quotidien régional

responsable  
SECRÉTARIAT RÉDACTION

H/F

d'une des éditions décentralisées

LA MISSION :

Ce secrétaire de rédaction est responsable de la qualité rédactionnelle et de la présentation de l'ensemble des pages départementales et locales ; il exerce cette mission en liaison avec les services rédactionnels et techniques du siège et du département.

Il anime et coordonne une équipe de trois secrétaires de rédaction.

LE CANDIDAT :

C'est un secrétaire de rédaction confirmé. Il a impérativement une expérience de plusieurs années dans la P.Q.R., notamment en rédaction locale.

C'est un homme de contact et de décision.

Le poste est à pourvoir dans la préfecture.

Adresser lettre manuscrite, CV détaillé, photo récente et

prétentions en indiquant la date de disponibilité éventuelle sous n° 7408, LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montessuy, Paris-7.

Important Groupe de Sociétés  
d'Investissement Immobilier à  
caractère Industriel et Commercial

jeune cadre

pour son département gestion

Il assurera le suivi d'une partie du patrimoine (en location simple et crédit bail) sur les plans administratifs, financiers, juridiques et fiscaux (assurances, négociations et modifications des contrats, rapports avec les gérants, syndics et divers mandataires).

Le candidat retenu sera diplômé d'enseignement supérieur (Sciences-Po, ESCP, Maîtrise en Droit ou équivalent, etc.).

Une première expérience professionnelle sera appréciée.

Adresser lettre manuscrite avec Curric-Vitae, photo et prétentions à

Mme ROBIN-37, rue de Surène-75008 Paris

Maintenant mon avenir  
j'en suis sûr!



LE GROUPE DE PARIS  
La plus performante des sociétés privées  
d'Assurances recrute :

Jeunes Diplômés  
de l'enseignement supérieur

ESCAE, Sciences Eco, Droit  
Venez rejoindre notre Département Commercial. Après une solide formation, il vous sera confié des fonctions d'encadrement et d'animation du réseau de distribution.

Ingénieurs - Formation Electromécanique  
Venez rejoindre l'équipe chargée au sein de nos départements techniques de notre développement sur le marché des Risques d'Entreprises.

Envoyez-nous votre candidature avec photo et prétentions, sous référence 1951 A. à : Service Recrutement Cadres Assurances du Groupe de Paris - 21, rue de Châteauneuf 75447 PARIS CEDEX 09.

Ville d'Argenteuil  
95 000 habitants  
cherche  
pour septembre 1986

CONTRÔLEUR DE GESTION  
DÉBUTANT

Ecole de Commerce option  
contrôle ou DESS  
contrôle de gestion

MISSION :  
Dans le cadre de la procédure  
budgétaire, aider les services à  
construire leurs programmes,  
bilans et tableaux de bord d'acti-

vidité.

Première intervention :  
audit de gestion demandé  
par le service municipal.

Motivité  
d'une forte motivation pour un  
travail en milieu public.

Envoyer lettre, C.V. avec photo  
et prétentions de salaire à :  
Monsieur le Député-Maire,  
Hôtel de Ville  
(Service Etudes  
et Programmation),  
12-14, bd Lénine-Past,  
95 100 Argenteuil.

Important cabinet d'ingénieurs conseil  
en propriétés industrielle

Juriste

Diplômé DESS propriété industrielle ou CEPI, vous serez notamment chargé de recherches et procédures en matière de marques françaises et étrangères. Vous aurez de préférence 2/3 ans d'expérience dans ce domaine. Anglais lu, écrit indispensable. Allemand souhaité. Dans un cadre libéral, vous disposerez d'une large autonomie d'action et d'initiative, d'importantes facilités de formation. Merci d'adresser lettre man., C.V. détaillé, et rémunération souhaitée sous référence 72088/M à J.P. LE MASSON, S&C-CEGOS, Tour Chénoua, 204, Rond Point du Pont de Sèvres 92516 BOULOGNE CEDEX.

séle  
CEGOS

Ingénieur?  
pourquoi pas commerçant?

Vous êtes un ingénieur d'une grande école et avez complété votre formation par un diplôme de gestion MBA, INSEAD, IAE ; vous avez résolument orienté votre carrière vers le commercial. A 35 ans, vous avez exercé avec succès pendant 5 ans des responsabilités dans la vente de produits ou services industriels notamment à l'export. Nous sommes une division technique, comptant déjà 600 personnes, d'un grand constructeur français leader en son domaine et nous voulons continuer à développer notre activité auprès de nos clients étrangers et français. C'est l'objectif que nous fixons à notre adjoint

du Directeur Commercial sans compter le marketing, l'administration des ventes et l'animation de nos équipes.

Votre pratique de la langue anglaise est bien entendu courante et celle de l'espagnol pourrait être un atout supplémentaire dans la fonction.

Ce poste qui implique des voyages à l'étranger est basé dans une importante ville du Sud-Est de la France.

Vous écrivez à Média-System, 55 place de la République, 69002 Lyon, en précisant en toute confidentialité votre expérience et votre rémunération actuelle, sous référence AS/HD.

GROUPE DE PRESSE

publiant une TRENTAINE D'HEBDOMADAIRES  
ET PERIODIQUES recherche

CADRE  
DE FABRICATION

B.T.S. Ecole ESTIENNE minimum.

2 à 5 ans d'expérience exigée dans la presse hebdomadaire et/ou périodique.

Adresser CV, lettre manuscrite et photo à  
Jacques LAIZET - D.R.H. - Réf. A. 205  
6, rue Anceille - 92525 NEUILLY CEDEX

INGÉNIEURS DÉBUTANTS

diplômés Grandes Ecoles ou DEA Universitaire pour

TRAVAUX DE RECHERCHE BATIMENT

Plusieurs postes disponibles  
PARIS-PROVINCE

Domaines : thermique, mécanique des fluides, mécanique des sols, matériaux, informatique et robotique.  
Durée : 1 an.

Adresser C.V. à : IRRAT  
242 bis, boulevard Saint-Germain, 75007 PARIS.

COLLABORATEUR  
SERVICE CONTENTIEUX

Titulaire d'une maîtrise de droit, option droit des affaires et justifiant d'une expérience de 2 à 3 ans dans un cabinet d'avocat ou une étude d'huissier.

Le candidat retenu sera nécessairement un homme rompu aux procédures judiciaires de recouvrement, doté d'un esprit d'analyse et de synthèse avec le sens du contact et de la communication. Poste basé à Nantes.

De réelles perspectives d'évolution sont envisageables pour un élément de valeur.

Adresser candidature avec lettre manuscrite, CV et photo à : C.R.C.A.M. de Loire-Atlantique

Monsieur le Chef du Personnel  
La Garde, Route de Paris  
44076 NANTES Cedex



Les bons sens priment chez vous

Jeunes Ingénieurs Chimistes :  
Développer et innover résolument

Nous sommes, avec 4500 personnes, la principale filiale d'un Important Groupe Industriel.

Nos produits - très techniques et diversifiés - sont utilisés dans des secteurs d'activités les plus évolués : automobile, ferroviaire, spatial, armement...

C'est dire combien nous devons répondre à des exigences multiples, mettre au point - à un rythme accéléré - de nouvelles applications et concevoir les produits de demain.

C'est la mission que nous vous confions.

Vous êtes diplômé d'Ingénieur (Physique-Chimie), votre spécialisation (Hauts Polymères...), votre connaissance (appréciée) de la micro-informatique et - pourquoi pas - une première expérience, vous garantissent de bonnes possibilités d'évolution dans notre activité "Recherche-Développement" ou vers d'autres filières professionnelles à l'intérieur du Groupe.

4 postes sont à pourvoir dans nos unités industrielles du Centre de la France. Nous vous remercions d'adresser votre dossier à notre Conseil SEFOP sous référence KL 682.

SEFOP

11 rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTIC

CABINET DIEBOLD FRANCE

recherche

ingénieur commercial

H/F

MISSION : Promouvoir, conseiller et négocier auprès des Directeurs des systèmes d'information, deux des activités leader du cabinet :  
• Programme de Recherche (veille technologique) type séminaire.  
• Conseil risk management et sécurité informatique.

PROFIL : Formation supérieure. Connaissance de l'informatique, bureautique et télématique. Expérience réussie de la vente à haut niveau. Age minimum 28 ans.

La rémunération motivante est composée d'un fixe - primes sur objectifs. Evolution de carrière possible au sein d'un groupe dynamique.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV., photo à Madame AICH DIEBOLD - 56, rue de Londres - 75008 PARIS. Tél. 42 93 04 11



Ressources & Développement

la vraie synergie d'une équipe novatrice.

B2 - Création de Ressources & Développement.

B3 - 1<sup>ère</sup> annonces couleur dans la presse.

B4 - Création de CV PLUS (01 43.59.40.25).

B5 - Création de son département Communication animé par Françoise MENDEL.

B6 - Renforcement de son département Recrutement par l'intégration de Philippe SAMET, auparavant Directeur au sein d'un grand cabinet de recherche de cadres.

Ressources & Développement

Conseil en Ressources Humaines

6, n. Casimir Delavigne - 75006 Paris - (01) 43.54.15.62

JEUNE CONTROLEUR  
DE GESTION

Appartenant au secteur Mesure et Régulation de Schlumberger, notre ligne de produits, Régulation, Vannes et technologie spécialisée dans le contrôle industriel, la robotique et la technologie de la sous-traitance recherche pour une de ses unités un jeune contrôleur de gestion.

Le contrôleur de gestion d'une unité opérationnelle fait partie intégrante de l'équipe de direction. Il a la responsabilité directe de la comptabilité (généraliste et analytique), la charge de l'établissement des budgets et de leur suivi.

De formation supérieure en gestion, complétée par un DECS, ayant 1 ou 2

ans d'expérience en entreprise ou en cabinet, notre « challenge » vous intéresse.

Nous confierons ce poste en priorité à un candidat qui ayant en plus des qualités d'autonomie et de souplesse n'hésitera pas à prendre des initiatives.

Basé dans un premier temps à Massy (91), la mobilité et l'anglais sont indispensables.

Envoyez votre dossier de candidature sous référence 232 M à la Direction du Personnel de SEREG, 100 rue de Paris, 91342 MASSY Cx.

SEREG

Schlumberger

SOCIÉTÉ SERVICE ET CONSEIL INFORMATIQUE  
recherche URGENT

2 INFORMATIENS

Maîtrise ou DEA Informatique, débutants ou 1 an d'expérience, PASSIONNÉS PAR LA PÉDAGOGIE ET L'ÉAO (Réf. 201)

1 INGÉNIEUR

Ayant expérience de Réalisation en E.A.O. (Réf. 202)

1 INGÉNIEUR

Grande Ecole, même débutant, connaissant l'Informatique, pour REWRITING ET CONTRÔLE TECHNIQUE DE DOCUMENTS INFORMATIQUES dans les domaines de pointe (Réf. 203).

Envoyer CV, photo et prétentions sous n° 7401.

Le Monde publicité, 5, rue de Montessuy, Paris-VII.

ETABLISSEMENT DE CREDIT  
DE SEINE-ET-MARNE  
recherche

RESPONSABLE DE SON  
SERVICE COMPTABILITE

Niveau DECS ou bien expérience professionnelle. Pratique de l'informatique souhaitée.

Adresser CV, photo, lettre et rémunération motivante sous n° 8000 M.

LE MONDE PUBLICITE  
5, rue de Montessuy, Paris-7.

VILLE DU HAVRE  
recrute

pour mission d'études au sein d'une équipe pluridisciplinaire, selon les conditions suivantes.

Traitements : 1<sup>er</sup> année : 6 898,62 F ; 2<sup>e</sup> année : 8 068,10 F.

JEUNE INGÉNIEUR  
DIPLOME

ayant une formation complémentaire IESTD/IAE ou motivée par la recherche de solutions adaptées aux problèmes d'organisation des administrations.

Envoyez :  
DION PERSONNEL, maître, BP 51, 76084 Le Havre Cedex.

LE MONDE PUBLICITE  
5, rue de Montessuy, Paris-7.

ASSOCIATION GESTIONNAIRE  
de foyers d'hébergement pour  
travailleurs immigrés.

RECHERCHE pour ses foyers

CHEFS DE CENTRE  
ADJOINTS

CHEFS DE CENTRE

ayant le sens du contact. Gestion informatique.

Logement de fonction sur foyer ou appartement confortable.

Envoyez CV détaillé, lettre manuscrite et photo sous n° 1951 A. à : A.D.E.F.

16, rue de la Fière, 75004 Paris.

COLAS



## Le Monde CADRES

**multiconsult**



**CABINET CONSEIL INTERNATIONAL**  
Membre de Deloitte Haskins  
and Sells International  
recherche

### Consultant en systèmes de consolidation

Assisté d'une équipe de réalisation, vous serez chargé de la conception et de la mise en place chez nos clients de systèmes de consolidation financière, à l'aide des logiciels les plus performants pour micro-ordinateurs. Diplômé d'une grande école de gestion, vous avez deux ans d'expérience comptable en entreprise ou en cabinet d'audit, avec une pratique de la micro-informatique.

Ce poste, basé à Paris, implique des déplacements en province de courte durée. Il requiert un goût affirmé des contacts humains et du travail en équipe, des qualités de rigueur et de méthode, un bon esprit d'analyse et de synthèse ainsi que de fortes capacités d'adaptation.

Merci d'adresser lettre manuscrite + CV détaillé + photo  
sous réf. M 8671 à Chantal Maheux  
**MULTICONSULT**  
94, avenue de Villiers - 75017 Paris



**SECRÉTARIAT D'ÉTAT  
AUX POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS  
DIRECTION GÉNÉRALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS**  
Dans le cadre de sa mission interministérielle et internationale  
La Direction des Affaires Industrielles et Internationales : DAI  
RECHERCHE

### UN CADRE CHARGÉ D'ÉTUDES ÉCONOMIQUES INTERNATIONALES

Il sera chargé d'animer une équipe assurant le suivi des principales sociétés étrangères du secteur des télécommunications et de l'activité de l'industrie française à l'étranger.

#### PROFIL RECHERCHÉ :

- Formation type ESC, SC, PO, 3<sup>e</sup> C. Eco ou gestion ;
- Connaissance nécessaire des secteurs télécom et télématique ;
- Bonne aptitude à la synthèse et à la rédaction ;
- Pratique de la langue anglaise indispensable ;
- Expérience de travail sur micro-ordinateur souhaitée.

Envoyer lettre et c.v. à :  
DGI/DAI/SAI/A.G.  
7, boulevard Romain-Rolland, 92128 MONTROUGE CEDEX.

La notoriété de notre Cabinet, spécialisé jusqu'ici, dans les missions temporaires de Cadres de haut niveau ainsi que dans la recherche de Dirigeants, est excellente. Notre CA, en progression constante (8 Millions de Frs en 85), en est la preuve. Nous voulons nous développer en créant deux nouvelles activités :

- le Conseil en recrutement,
- le Conseil en réinsertion professionnelle

C'est pourquoi nous recherchons des

### Consultants de haut niveau,

ayant quelques années d'expérience dans l'une ou l'autre de ces disciplines. Cet acquis professionnel leur permettra de démarrer et développer rapidement l'une de ces activités, de façon autonome, tout en bénéficiant d'un soutien logistique efficace. Nous sommes prêts à envisager toute forme d'association. Nous les remercions de nous adresser un CV détaillé avec photo et d'y joindre une courte note expliquant leur motivation ainsi que les moyens qu'ils envisagent pour participer au succès de nos projets de développement.

**CENAS**

Tour Neptune - Cédex 20,  
92086 PARIS LA DEFENSE.

Bourgogne

## Directeur de clinique

Prendre en charge la gestion, l'organisation et l'exploitation courante de l'établissement en appliquant la politique définie par la Direction Générale. C'est la mission complète que souhaite vous confier cette polyclinique très performante (40 M<sup>2</sup> de CA, 230 personnes, 110 lits). Diplômé de l'enseignement supérieur, âgé de 35 ans minimum vous bénéficiez d'une expérience de la Direction d'un établissement acquis de préférence dans une clinique et souhaitez valoriser vos qualités d'ouverture, de dialogue et d'organisation. Les perspectives d'évolution vers une Direction Générale sont concrètes, le poste est basé à proximité de Dijon.

Merci d'adresser CV complet, lettre manuscrite, sous réf. M 512 A à Eienne Simonnet  
OC Conseil, 34 Bd Hausmann, 75009 Paris,  
à qui nous avons confié cette recherche.

**OC conseil**  
Ressources humaines

PARIS - LYON

## UNIVERS DE LA GESTION

### IMPORTANTE BANQUE PRIVEE PARIS 9<sup>me</sup> recherche

### CHARGE DE CLIENTELE ENTREPRISES Classe VVI

Profil du candidat :  
- Etudes Supérieures,  
- 5 ans ou minimum d'expérience en exploitation,  
- bonne connaissance des opérations de crédit et du risque PME.

Le candidat devra être un homme de contact, rompu à la négociation à haut niveau.

Merci d'adresser CV, photo et prêt. sous réf. 9781 à Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Affaire industrielle de 1000 p., avec une dizaine d'établissements, nous avons l'ambition de mettre en œuvre une politique de personnel novatrice et dynamique et cherchons notre nouveau

### responsable des ressources humaines

pour prendre en main toute la fonction (recrutement, formation, carrières, communication interne, salaires, administration, social) à partir d'un service bien informatisé.

Homme des relations humaines, vous avez à 35 ans environ une expérience complète de la fonction, pour avoir exercé en établissement industriel et en siège ; vous pouvez aujourd'hui assumer des responsabilités importantes à notre siège situé à 150 km à l'Ouest de Paris et jouer un rôle majeur auprès des directeurs de nos établissements. (réf. 4866 LM)

Notre consultant, J.P. DOURY, vous remercie de lui écrire



**ALEXANDRE TIC S.A.**  
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS  
LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES

MEMBRE DE SYNTec

## Etudes et organisation comptables

Au sein du Département concerné de notre Direction Financière, vous serez chargé de :

- participer à l'étude et à la mise au point des méthodes et procédures comptables,
- concevoir, développer et mettre en place, en liaison avec l'informatique et les utilisateurs, des systèmes automatisés de traitement des opérations comptables,
- effectuer toute mission d'organisation, d'assistance, d'étude ou de conseil au sein de la Direction des Services Comptables ou auprès des Sociétés du groupe, Françaises et Etrangères.

Ce poste très relationnel et évolutif, nécessite une formation supérieure type grande école de commerce, une expérience d'environ trois années acquise en entreprise ou dans un cabinet d'audit ou d'organisation, la pratique de l'Anglais et si possible d'une deuxième langue, un intérêt certain pour l'informatique et une bonne disponibilité.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, C.V.) sous réf. 108M à Jacqueline JOIN-DIETERLE - Direction du Développement et de la Gestion des Cadres - 35, bd. des Invalides, 75007 PARIS.

**ROUSSEL UCLAF**

## Informatique Bancaire

- Vous êtes informaticien et vous avez acquis une première expérience professionnelle dans des entreprises ou des SSI importantes
- ou bien vous êtes Auditeur informatique et souhaitez élargir vos compétences.

L'Inspection Générale de la Confédération Nationale du Crédit Mutuel, à Paris, recherche

### 2 Auditeurs

Vous serez chargés d'effectuer, seuls ou en petite équipe, des missions dans nos Centres de traitement de l'information situés en Province et dotés de matériels puissants et variés.

Vos interventions porteront essentiellement sur le contrôle interne de la fonction informatique, la sécurité des applications et des sites.

Pour réussir dans ces fonctions, il est nécessaire d'être disponible (déplacements fréquents), d'avoir le contact facile et le souci de la rigueur. Les premiers entretiens auront lieu dès la fin juillet.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 989 à Michel Herth, C.N.C.M., 68, rue Cardinet 75017 Paris.

**Crédit Mutuel**

Le Département  
du Val-de-Marne  
recrute  
par voie de concours sur titres  
ou par voie de détachement

pour l'Arrondissement  
Fonctionnel de l'Eau  
et de l'Assainissement

#### ADJOINTS TECHNIQUES

- dans les spécialités suivantes :  
- Surveillance de Travaux de Génie Civil ;  
- Technicien en Electronique ;  
- Technicien en Génie Civil d'Assainissement ;  
- Technicien de maintenance en Electronique et Electronique ;  
- Technicien d'Etudes de Pollution.

- Conditions à remplir :  
- Être âgé de 45 ans au plus au 1<sup>er</sup> janvier 1986 ;  
- Être de nationalité française ;  
- Être titulaire de l'un des diplômes suivants :  
• Baccalauréat de Technicien  
• Brevet de Technicien  
• Brevet de Technicien Supérieur  
• Diplôme Universitaire de Technologie  
• Ou tous diplômes ou titres reconnus équivalents.

Transmettre les candidatures accompagnées :  
- d'un CV détaillé ;  
- de la photocopie des diplômes ;  
- d'une photographie d'identité ;  
- de deux enveloppes indéchirables portant nom et adresse du candidat au plus tard le vendredi 15 août 1986, dernier délai, le cachet de la poste faisant foi ;

**HOTEL DU DÉPARTEMENT  
DU VAL-DE-MARNE**  
Direct. du Personnel Département  
Bureau du Recrutement, pièce 404,  
av. du Général-de-Gaulle,  
94000 CRETEIL CEDEX 11.

Parlementaire  
recherche

**COLLABORATEUR(ES)**  
diplômé(e) St. Po., Sc. Eco.  
Poste à pourvoir rapidement  
dans la région lyonnaise.  
Ad. cv let. man. à n° 7 404  
**LE MONDE PUBLICITE**,  
5, rue de Montessuy, Paris-7<sup>e</sup>.

Intégrer  
recrute  
pour stages de et préparation  
annuelle Sciences Po.

profs. Géographie, Anglais,  
Allemand, Espagnol,  
Culture Générale.  
Tél. 45-77-35-90  
10 heures - 17 heures.

Vous avez minimum 25 ans.  
Vous êtes diplômé des O.M.  
Vous avez un niveau d'études  
équivalent au DUT (gestion  
des entreprises) ou licence  
de sciences économiques. Une  
exp. prof. est souhaitable.  
Vous pouvez devenir :

#### ASSISTANT TECHNIQUE DES MÉTIERS

Après une formation rémunérée  
de 6 mois (début du stage  
le 22 septembre 1986).  
Vous assurerez une fonction  
d'animation et d'assistance  
technique à l'artisanat.

2 postes à pourvoir à PARIS  
(avec déplacement)  
en PROVINCE  
(1 responsable National  
Formation et 1 responsable  
développement économique).

Envoyer c.v. avec photo et  
présentations à :  
Fédération Nationale  
des Artisans du T. T. T.,  
102, avenue Simon-Bolivar,  
75019 Paris  
(env. let. 5-7-85 dernier délai).

**Sté INFOLOGIE**  
36, rue des Eaux-Général  
Télématique, Bureautique  
recherche pour son  
Département Technique  
de Versailles

**AGENT TECHNIQUE**  
Labo pour diagnostic  
sous ensemble

- Dégagé O.M.
- Sans bases électroniques.
- Sal. de déb. 5 500 mens.
- Avantages sociaux.

Michel CUGNOT 39-51-10-11.

**STAJ Aus. Nat.**  
Jeunesse et Education  
postale  
27, rue du Château-d'Eau,  
75010 Paris  
cherche pour 3/4 tps  
8300x15 inséré dans une  
équipe nationale.

**COORDONNATEUR(ES)**  
projets locaux et régionaux  
Exp. responsabilité associative  
et professionnelle exigées.

**ORGANISME DE FORMATION  
RECHERCHE**  
PROFESSEUR DE  
COMMERCES INTERNATIONAUX  
DIPLOME SUPERIEUR  
+ EXPERIENCE  
ADRESSER C.V. A E.C.E.  
17, PLACE JACQUES-AMYOT,  
77000 MELUN.

Cherche ingénieur pour enseigner des matières et technologies en S.T.S.A. « machine agricole ». (bas + 21.  
Contacter J. CAFFARI  
au 21-07-14-20.

Urgent, Théâtre  
Centre Dramatique National S.A.  
recherche

comptable unique qualifié(a).  
(comptabilité informatisée).  
Fermeture de l'entreprise  
du 1<sup>er</sup> au 31-05-86.

Envie avec c.v. et présentations  
au théâtre Gérard-Philipe  
59, boulevard Jules-Guesde,  
93207 Saint-Denis Cedex.

Scolarité internationale  
études de marché  
dans le domaine des technologies  
de l'information  
recherche

**JEUNE ASSISTANTIE**  
DE NIVEAU  
avec connaissances informatiques  
anglais indispensable  
pour la saisie des données et  
l'organisation de la gestion de  
son fichier on-line.

Env. c.v. + prêt. s/n° 7 412  
**LE MONDE PUBLICITE**  
5, rue de Montessuy, Paris-7<sup>e</sup>.

هنا من الأصل







## UNIVERS DE LA GESTION

### EXPERTISE COMPTABLE

Diplômé(e) de l'enseignement supérieur, vous avez acquis une première expérience de 2 à 4 ans dans un Cabinet d'Expertise Comptable. Nous vous proposons de participer à la définition, l'élaboration, la mise en place et la maintenance des procédures comptables informatisées. Pour ce faire, vous entretenez des relations avec les services fonctionnels de la banque, et devrez prendre en compte les différents aspects de la réglementation bancaire et de la normalisation comptable.

Nous vous offrons la possibilité de développer vos compétences et de saisir de nombreuses opportunités d'évolution tant dans la banque qu'au sein du Groupe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo) sous réf. JV 32

Banque Indosuez  
Service recrutement, carrières, formation  
9 rue Louis Murat 75371 Paris Cedex 08



BANQUE INDOSUEZ

Tout un monde d'opportunités

### Responsable Audit

Toulouse

De formation supérieure, vous possédez un DECS et le certificat supérieur de révision comptable ou vous êtes Expert-Comptable.

Vous avez acquis une expérience de 5 ans dans une fonction similaire. De bonnes connaissances de la réglementation bancaire et de la fiscalité seraient appréciées.

Au sein de la Direction Générale, vous animeriez une équipe de 5 collaborateurs chargée d'effectuer l'Audit des 40 Agences du Sud-Ouest et les révisions comptables en vue de la certification des comptes.

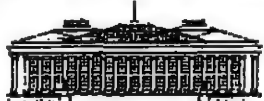
Merci d'adresser votre candidature sous référence 5990 à Bernard GARRIGUE - Crédit Mutuel Midi-Atlantique 6 Rue de la Tuilerie - BP 58 - 31132 - BALMA Cedex.

Crédit Mutuel

Midi-Atlantique

### Débuter ou progresser...

avec le marché des capitaux...



La Compagnie des Agents de Change (600 personnes aux services centraux, 3 200 dans les charges d'Agents de Change à Paris et en Province) jouit d'une très forte notoriété, tant nationale qu'internationale et se développe rapidement. L'évolution « explosive » des marchés financiers la conduit à renforcer ses structures et à accueillir, en particulier, comme

### Opérateur sur le marché monétaire

un jeune CADRE (niveau ITB, BTS, DUT compte-finances) débutant ou possédant de préférence une première expérience bancaire, pour la DIRECTION FINANCIÈRE des SERVICES CENTRAUX. Intégré à cette Direction, vous exercerez des fonctions d'opérateur sur le Marché Monétaire élargi (Achats et Ventes de créances négociables et montage de diverses opérations de trésorerie).

Les possibilités d'évolution sont larges, au sein d'un milieu professionnel situé « au cœur » du monde économique.

René DAGIRAL, notre conseiller, attend votre dossier complet (lettre manuscrite + C.V.), sous réf. V/MAR/LM, pour entamer le dialogue.

AFCCOREM



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS



### Auditeurs expérimentés

Les AGF renforcent leur équipe d'Auditeurs rattachée à la Direction Générale. Nous recherchons divers niveaux d'expérience.

Le profil "type" : être diplômé d'une grande école d'ingénieurs ou de commerce (ou de formation actuarielle), avoir une bonne maîtrise de l'anglais et une connaissance satisfaisante des outils informatiques.

Mais nous valoriserons surtout l'expérience que vous nous apporterez soit dans le domaine des assurances, soit par votre pratique de l'audit interne.

L'équipe ainsi renforcée aura pour mission de déterminer la qualité d'exécution des opérations financières,

comptables, techniques, administratives et commerciales des différentes unités du Groupe, en France et à l'étranger. Des perspectives d'évolution à l'intérieur du Groupe sont possibles, après une période de quelques années au sein de l'équipe audit.

Basés à Paris, vous devrez prévoir de fréquents déplacements.

Merci d'adresser lettre, CV et prétentions à notre Conseil, sous la référence AGF/7 M. Dès le premier contact une présentation complète du poste et de la société vous sera faite : INFRAPLAN - 83, boulevard Raspail - 75006 Paris.

MEMBRE DE SYNTHEC

INFRAPLAN



COGEMA  
GROUPE CEA

Importante Société du secteur nucléaire (9600 personnes) recherche pour son siège social de VELIZY (78) un

### cadre gestion/finances H/F

Il assistera le Responsable de la gestion administrative et financière d'une branche technique de notre Société pour le suivi et le contrôle des filiales dépendant de cette branche.

Il devra en particulier suivre et analyser les budgets et résultats de ces filiales, et participer directement à la gestion de certaines d'entre elles.

Par ailleurs, il sera amené à effectuer des études ponctuelles et variées dans le domaine financier.

Pour ce poste, nous recherchons des candidats de formation Ecole de Commerce, Maîtrise de Gestion ou Sciences Eco, avec 2 à 3 ans d'expérience dans un secteur de gestion à dominante comptable et financière, en milieu industriel.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions, sous référence MP 492 à Pascale BEAUCHENE  
COMPAGNIE GENERALE DES MATIERES NUCLEAIRES  
2, rue Paul Dauter - B.P. 4 - 78141 VELIZY-VILLACOUBLAY Cedex.

FREUDENBERG S.A.

4 sites en France, 800 personnes, filiale d'un puissant

Groupe Ouest-Allemand,

spécialisée dans la fabrication de pièces de précision en élastomère et en plastiques, dans le domaine de l'automobile et de la mécanique, recherche pour son siège social de

MACON (71)

Freudenberg

### TRÉSORIER

Formation HEC, ESSEC, Ecole Supérieure de Commerce ou équivalent, 1 à 2 ans d'expérience.

Rattaché à la Direction Financière, le titulaire aura la charge de toutes les opérations de financement à court terme de la Société.

Anglais ou Allemand souhaité.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à la Direction des Relations Sociales de FREUDENBERG S.A. 170, rue Branly, 71000 MACON.

### BANQUE PRIVEE PARIS-9<sup>e</sup>

Importante banque privée, notre progression est appuyée par un puissant groupe financier. Le développement de nos opérations de trésorerie nous conduit à recruter un

### TRESORIER FRANCS

A 30 ans environ, vous êtes issu des secteurs bancaire, assurance ou industrie. Dans tous les cas, votre expérience confirmée des opérations de Trésorerie (5 ans minimum), ainsi que vos compétences techniques (enregistrement, comptabilité) vous rendent immédiatement efficace et autonome sur les marchés monétaires, B.O.N., bons du Trésor, swaps, etc., à court et à long terme.

Sous la responsabilité de notre Sous-Directeur, votre capacité d'adaptation et votre esprit d'équipe vous ouvrent d'intéressantes perspectives d'évolution.

Pour les concrétiser, contactez ALLO-CARRIERES au 16 (1) 42.96.15.16 du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h 30 et de 13 h 30 à 17 h (en précisant la réf. 416) ou adressez votre dossier de candidat,

sous la réf. 416/LM,  
à ALLO-CARRIERES  
9, bd des Italiens  
75002 PARIS,  
qui transmettra.



RADIAL

Société de composants électroniques leader Européen dans sa spécialité recherche

### CONTROLEUR DE GESTION FILIALES

- formation école de gestion, option finances, informatique  
- anglais courant  
- expérience 2 à 5 ans, si possible en cabinet d'Audit  
Possibilité d'évolution intéressante pour candidat de valeur.

Envoyer C.V. et prétentions  
101, Av. Philibert Hoffmann - 93116 ROSNY-SOUS-BOIS

### Bendix Electronics

"la course en tête"

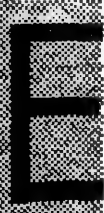
Contrôleur de gestion  
Analyste financier

Bendix Electronics, l'un des premiers constructeurs mondiaux d'équipements électroniques pour l'automobile dont la division européenne de 900 personnes est à Toulouse, recrute dans le cadre de son développement :

le candidat, âgé d'environ 35 ans, sera diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce ou ingénieur + D.E.C.S.  
Il aura une expérience de 5 à 10 ans en :  
- études de prix et de rentabilité,  
- comptabilité/contrôle budgétaire,  
- organisation comptable, mise en place de systèmes de gestion.  
La connaissance de la comptabilité anglo-saxonne est très appréciée. Anglais indispensable.

Adresser C.V. avec photo récente et prétentions à :  
Bendix Electronics, service 0411 - BP 1149 - 31036 Toulouse Cedex.

ALLIED Automotive



Une très IMPORTANTE ORGANISATION, prestataire de services, résoutiment INNOVATRICE, recherche un jeune

### Expert Comptable

Il aura pour mission de participer à la réflexion et à la mise en œuvre créative et impliquée d'outils comptables, financiers et de gestion.

De réelles qualités d'initiative et d'autonomie alliées à une forte capacité de travail sont indispensables pour s'intégrer au sein d'une équipe de PROFESSIONNELS.

Ce poste représente une réelle opportunité d'évolution à moyen terme.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo, prétentions, sous référence 2532 M, à préciser sur l'enveloppe, à l'Agence AFFLUENTS, 49, avenue Trudaine 75009 Paris, qui transmettra.







## SOCIÉTÉ

## Désunions libres

Près de cent dix mille divorces ont été prononcés en France l'an dernier, c'est-à-dire deux fois plus qu'en 1975 et trois fois plus qu'en 1965. Spectaculaire ? Sans doute, mais archiconnu et d'ailleurs provisoire : cette courbe finira tôt ou tard par se stabiliser, ne serait-ce qu'en raison de la baisse du nombre des mariages. Le sujet ne passionne déjà plus les sociologues qui commencent à se pencher sur un autre phénomène, autrement plus difficile à appréhender : les « désunions libres », comme dit Sabine Chalvon-Demersay, chercheur au CNRS, dans un excellent dossier de l'Association française des centres de consultation conjugale (1).

La France compte déjà plus d'un million de couples non mariés. Ce concubinage — mot désuet — n'est plus, comme au dix-neuvième siècle, « le mariage du pauvre ». On a choisi et on l'affiche. Touchant désormais toutes les catégories sociales, il constitue, pour une majorité de jeunes citadins, la première forme de vie commune.

Ces « couples sans papiers » ne sont pas plus solides que les autres. Au contraire : le fait même de s'être inscrits dans le provisoire, avec l'idée permanente d'une possible séparation, leur donne une certaine fragilité. Les statistiques le montrent bien en Suède et en Norvège, où le phénomène s'est développé depuis longtemps : la moitié des couples non mariés neurent pas plus de deux ans et 60 à 80 % d'entre eux ont rompu au bout de cinq ans maximum de vie commune.

Ces couples se défient encore plus discrètement qu'ils s'étaient formés. Mais souvent dans les larves. On a beau vanter la « rupture-coup », la « rupture-cleau », les choses sont beaucoup moins simples le jour venu. L'irruption d'une tierce personne est encore plus traumatisante que dans un couple marié : ici, la concurrence est directe, la relation ressemble à celle qu'elle vient perturber, puisque l'union libre ne repose en principe que sur les sentiments. La jalousie n'en est que plus vive et le désarroi plus grand.

Se séparer ? Rien de plus simple en théorie, mais cette séparation, qui n'est ni légalisée ni authentifiée par des tiers, « n'est donc jamais indiscutable », constate Sabine Chalvon-Demersay. « Un rituel, quel qu'il soit, sépare et tranche. Il crée de

l'irréversible ». Là, les positions sont facilement réversibles. On part et on revient. Ce sont souvent des ruptures interminables, mais, comme pour un divorce, l'homme se « recase » plus facilement que la femme et celle-ci, souvent sans autonomie financière, est la plus lésée.

Si le divorce est réglé dans ses moindres détails par le législateur, la rupture d'union libre, elle, se heurte à un vide juridique. « Les concubins se passent de la loi, la loi se désintéresse d'eux », disait Bonaparte en rédigeant le code civil. La mort d'un concubin ne permet pas à l'autre d'hériter de ses biens (sauf testament préalable, mais il faut alors payer les droits de succession correspondants). Une femme abandonnée ne bénéficie en principe d'aucune pension alimentaire. Le père, lui, verra les enfants lui échapper, même s'il les a reconnus : en cas de séparation, l'autorité parentale est exercée par la mère seule.

## Chez le conseiller conjugal

A y regarder de plus près, on s'aperçoit que la « désunion libre » n'échappe pas entièrement à la loi. Les tribunaux ont été amenés à statuer à diverses reprises sur les plaintes de concubins. Cette jurisprudence est exposée dans un ouvrage très complet que vient d'édition le Centre de droit de la famille, en liaison avec le CNRS (2).

En principe, une concubine abandonnée n'obtient réparation que dans des cas très limités : si le mariage lui avait été explicitement promis ou si elle avait été bernée par un « séducteur ». Mais les tribunaux, accordant, de plus en plus, une indemnité au survivant en cas de décès accidentel de son compagnon ou de sa compagne, s'ils vivaient ensemble depuis un certain nombre d'années. A la même condition, des régimes de retraite acceptent une réversion de pension. Chaque fois, c'est la durée de vie commune qui est déterminante. On assimile ainsi de plus en plus le couple concubin au couple marié. La Suède, toujours en avance, vient de réviser la « désunion libre » à peu près comme le divorce, avec un partage des biens.

Il est paradoxal que ceux qui avaient volontairement ignoré la loi

au moment de former un couple en viennent à la réclamer lorsque celui-ci se défait. Mais ils rejoignent ainsi la majorité des Français : selon une enquête du CREDOC, 92,2 % de la population estime que les pouvoirs publics doivent intervenir dans les affaires de divorce (3).

Le législateur peut-il se désintéresser de l'union libre ? Celle-ci concerne non seulement plus de deux millions d'adultes mais aussi six cent mille enfants et adolescents. Juridiquement, les enfants de concubins sont assimilés à des enfants naturels. Peu de couples non mariés songent à réclamer l'exercice conjoint de l'autorité parentale qui peut être obtenu par décision de justice. Ce qui fait qu'au moment de la séparation l'autorité parentale est exercée entièrement par la mère, même si l'enfant a été reconnu par son père. Une situation très discutable : avoir deux parents, séparés ou pas, ex-mariés ou ex-concubins, apparaît comme un besoin, sinon comme un droit.

La « désunion libre », qui n'est finalement pas si libre que cela, souligne à quel point les modèles familiaux sont en train de se transformer. Couples mariés et couples non mariés se ressemblent de plus en plus. Les concubins ne sont plus au ban de la société et s'installent progressivement dans une certaine légalité. En cas de difficulté, certains n'hésitent pas à s'adresser à des conseillers conjugaux. Quant aux conjoints, ils considèrent souvent le mariage comme une simple formalité et instaurent entre eux des relations très libres. Dans les deux cas, on assiste à une « privatisation » de l'amour : le contrôle social est de moins en moins supporté. Mais dans les deux cas, il y a un besoin grandissant de sécurité... Modèles mouvants qui obligent à inventer de nouveaux comportements, de nouvelles classifications et sans doute de nouveaux mots.

ROBERT SOLÉ.

- (1) De l'union libre, *Dialogues*, n° 92, AFCC, 19, rue Lavoisier, 75014 Paris. Tél. : 45-42-12-73.
- (2) Les concubins, approche socio-juridique, éditions du CNRS, 13, quai Anatole-France, 75700 Paris.
- (3) Famille, par Michel Grignon, *Consommation*, n° 3, 1985-1986.

## ÉDUCATION

## Socrate révoqué

Accusé de corrompre la jeunesse, Jean-Pierre Blache n'a pas été condamné à boire la ciguë. On lui a tout de même préparé une potion bien amère pour un philosophe qui vit du métier d'enseignant : la révocation. Avec deux bons motifs à la clé : « Atteinte à la laïcité de l'enseignement et manque de respect de la liberté de conscience des élèves. » La commission disciplinaire lui a ainsi définitivement fermé la porte des écoles.

C'est le 24 octobre 1983, au lycée Pierre-Brossolette de Villeurbanne, que les ennemis de M. Blache ont commencé. Au Liban, les armées française et américaine venaient d'être victimes d'attentats. M. Blache, militant pacifiste, s'empare alors du panneau d'expression libre pour y exprimer librement son point de vue : « Armée française hors du Liban. » Cinq mots de trop. L'administration attendait depuis longtemps M. Blanche au tournant. Elle va en profiter pour cogner au nom de l'armée française outragée. M. Blache dérange, exaspère.

« Je suis différent, c'est vrai, et je revendique ce droit », se défend notre philosophe interdit, qui n'en était pas à son premier essai.

Quelques années plus tôt, voulant renouer avec une vieille tradition populaire, M. Blache était venu à l'école le visage masqué le jour du carnaval. Les élèves avaient ri, mais les adultes avaient grincé des dents. Hostile au cours magistral, M. Blache s'était fixé comme objectif de développer l'esprit critique des jeunes. Au lieu de grimper sur l'estrade et de professer, il distribuait des livres et, pendant la classe, les élèves lisaient Descartes, Marx ou Freud. « Ils n'ont pas le temps de le faire chez eux »,

précisait-il. Après les lectures, la classe se transformait en véritable forum — capharnaüm disait l'administration — où chacun pouvait discuter, débattre, et tenter de philosopher.

C'était sans compter avec certains parents d'élèves qui, inquiets de tant de laisser-aller demandèrent une inspection. Toutefois, les rapports administratifs qui en suivirent sont nuancés, car les élèves de M. Blache obtiennent des résultats convenables au baccalauréat. Il fallut donc imaginer d'autres recours. Et si le philosophe était fou ? Cela arrive. Le recteur l'envoie alors se faire examiner par un psychiatre. Mais le médecin conclut à sa parfaite santé morale. Nouvel échec de l'adversaire.

Qui est donc ce M. Blache ? Un provocateur, un original, un marginal ? Ou, plus simplement, essaie-t-il tant bien que mal de vivre en harmonie avec ses convictions ? « A dix-huit ans, les élèves de terminale ont le droit de vote. Est-ce un crime de les considérer comme des adultes ? » s'interroge le révoqué. L'un de ses élèves cité à la commission disciplinaire devant laquelle il a fallu comparaître note : « Grâce à lui nous étions placés non plus en demandeurs de cours magistraux, mais en apprentis philosophes autonomes. »

Aujourd'hui, M. Blache, qui s'est beaucoup battu, est amer. Passant des hauteurs du politique aux contingences de la politique. Et ose cette analyse : « La gauche a usé à mon égard d'une procédure d'exception là où le dialogue aurait dû prévaloir. Jamais la droite n'aurait agi ainsi parce qu'elle n'a pas de citadelle laïque à défendre. »

E. D.

## Le congrès des personnels de l'éducation nationale

## LA CGT RÉAGIT CONTRE LE « RACOLAGE » DE LA FEN

(De notre correspondant.)

Limoges. — Retour à l'orthodoxie, mais aussi illustration des divergences internes qui secouent actuellement la CGT. Ainsi peut se résumer le cinquième congrès national du Syndicat général des personnels de l'éducation nationale-CGT (SGPEN), qui s'est réuni à Limoges du 1<sup>er</sup> au 4 juillet. Cinq des sept secrétaires nationaux ont démissionné en raison d'un désaccord profond avec la « maison mère », l'Union générale des fédérations de fonctionnaires-CGT (UGFF). Le secrétaire général sortant, M. Roger Eddy, lui-même sortant, est remplacé par M. Daniel Mangione.

Le SGPEN, qui revendique dix-huit mille adhérents et 25 % des voix parmi les quelque cent soixante-dix mille non enseignants de l'éducation nationale, avait déjà exprimé des désaccords avec la CGT lors du quarante-deuxième congrès confédéral. Depuis, les divergences se sont cristallisées : et pour la direction de l'UGFF, qui avait délégué M. Thérèse Hirsberg au congrès de Limoges, le SGPEN est coupable de « réformisme » et de privilégier des revendications catégorielles aux dépens d'une stratégie « anti-crise » globale.

Pour M. Yvette Bellet, l'une des secrétaires nationales démissionnaires, « c'est le problème de l'indépendance de la CGT par rapport au PCF qui est posé » ; alors que du côté de l'UGFF on craint que ces divergences ne soient liées aux « tentatives de racolage » de la FEN, pour un syndicalisme sous influence socialiste.

Dans une situation aussi tendue, les deux cent trente congressistes ont apparemment tenu à éviter le clash. Sur dix-huit mille mandats, l'activité de la direction sortante, contestée par les démissionnaires, a été approuvée seulement par 51,3 % des mandats (contre 43,7 % et 5 % d'abstentions). Mais la nouvelle orientation, « profondément modifiée » dans le sens de la vigueur anti-socialiste, a recueilli 82,10 % des mandats contre 14,92 % et 2,96 % d'abstentions. Deux votes successifs et apparemment contradictoires, que plusieurs délégués au congrès appréciaient comme une manière prudente de réserver l'avenir.

GEORGES CHATAIN.

## RELIGIONS

## AU SYNODE GÉNÉRAL DE L'ÉGLISE ANGLICANE

## Une défaite des partisans de l'ordination des femmes

De notre correspondant

Londres. — L'Eglise anglicane est placée devant l'un des choix les plus difficiles de son histoire. Le rapprochement avec le Vatican est l'un des enjeux du débat qui la divise actuellement sur la question du sacerdoce des femmes. Réuni à York, le synode de l'Eglise d'Angleterre doit décider, le mardi 8 juillet, à un vote à ce sujet, mais, bien que majoritaires, les partisans de l'ordination des femmes semblent avoir perdu espoir de l'emporter. Le samedi 5 juillet, ils ont subi une défaite qui pourrait être déterminante.

Il s'agissait de se prononcer sur un « premier pas », une motion qui aurait permis que des femmes ordonnées à l'étranger — dans d'autres Eglises anglicanes (1) — puissent célébrer la messe en Angleterre. Cette résolution a été approuvée par

303 voix contre 195, mais n'a pas recueilli la majorité requise des deux tiers dans deux des trois collèges qui composent le synode : celui des représentants des laïcs et celui de la base du clergé. Seul le collège des évêques a fourni le nombre de voix suffisantes (23 pour, 12 contre).

En 1975, le synode avait admis qu'il n'y avait pas d'objections théologiques fondamentales à l'accession des femmes à la prêtrise. En 1984, il donnait le feu vert à l'élaboration de textes nécessaires. C'est un rapport sur la procédure définitive qui est mis aux voix mardi.

L'archevêque de Cantorbéry est lui-même très partagé sinon déchiré. Le Dr Robert Runcie a défendu le texte présenté samedi et a déclaré avant le vote : « Si nous n'adoptons pas cette résolution, nous mettrons en péril l'unité de la confession anglicane. » Il a ajouté que cette

adoption « ne devrait pas faire de différence significative dans nos relations avec Rome ».

Mais rien n'est moins sûr, le Dr Runcie le sait. Son affirmation relevait, si l'on peut dire, d'un vœu pieux, surtout depuis que le Vatican lui a rappelé son opposition au sacerdoce des femmes (*Le Monde* du 2 juillet).

Cruel dilemme pour l'archevêque de Cantorbéry, qui a toujours été un artisan passionné du rapprochement avec les catholiques. C'est pour cette raison que, sans être opposé — en principe — à l'ordination des femmes, il a longtemps voulu différer une décision sur ce point, l'occuménisme lui semblant plus important.

Mais il ne peut ignorer l'évolution et les difficultés que connaît son Eglise. Ceux qui refusent la proposition de sacerdoce des femmes ont

mené ces derniers mois une campagne de résistance très active et n'ont pas manqué d'évoquer les risques de « déviation », voire de « schisme », au cas où l'assemblée « sauterait le pas ». Les féministes ont exprimé les mêmes craintes, soulignant le danger de voir des communautés de l'étranger rompre avec l'Eglise d'Angleterre et estimant qu'en Grande-Bretagne même — où le nombre des fidèles pratiquants diminue continuellement — beaucoup des « éléments les plus fervents et dynamiques, notamment les jeunes », seront tentés de se désolidariser de la communauté officielle.

FRANCIS CORNU.

- (1) 743 femmes ont déjà été élevées à la prêtrise aux Etats-Unis, au Canada, en Nouvelle-Zélande, au Kenya, en Ouganda et au Brésil.

## Feu vert pour la loi Devaquet.

Le projet de loi sur l'enseignement supérieur, préparé par M. Alain Devaquet, a été soumis le 4 juillet à l'examen du Conseil supérieur de l'Education nationale, qui l'a approuvé par 36 voix contre 28 et 4 abstentions. L'avis consultatif, mais obligatoire, du CSEN avait été sollicité par le Conseil d'Etat. Ce texte pourrait donc être présenté au conseil des ministres du 11 juillet.

## TOURISME

## LES VACANCES DES FRANÇAIS

## Moins de départs en août et davantage au printemps

A en juger par les résultats de la dernière enquête bi-annuelle de l'INSEE sur les départs en vacances des Français, la tendance, après une longue période de croissance lente, est à la stabilisation. Sur l'ensemble de l'année 1985, on enregistre un taux de départ de 57,5 % contre 57,4 % en 1984, 58,3 % en 1983 et 57,2 % en 1980. En été, un peu moins de 54 % de la population a pris des vacances hors de son domicile (24,9 % au cours de l'hiver 1984-1985).

Cette stabilité n'affecte pas de la même façon les différentes catégories sociales. Ainsi, tandis que les cadres partent davantage en vacances (entre 82 % et 86 %), confortant ainsi leur avance sur les autres catégories, les agriculteurs ont été bien plus nombreux que l'été précédent à rester chez eux : 82,3 % contre 77,8 %.

La durée des vacances d'été, stabilisée depuis quelques années à environ vingt-cinq jours en moyenne, est beaucoup plus élevée chez les Parisiens (trente-cinq jours en 1985), les cadres supérieurs, les ménages à très haut revenu, les personnes âgées et les inactifs (une trentaine de jours). A l'inverse, la durée des vacances est très faible (une douzaine de jours) pour les

rouaux et les ménages vivant de l'agriculture.

En général, l'allongement de la durée des vacances va de pair avec un plus grand fractionnement. Reste que près des quatre-cinquièmes des séjours ont lieu en juillet et août. Toutefois, depuis trois ans, la part des « séjours » a tendance à diminuer (de 46,6 % à 39,4 %), au profit des vacances de printemps. La voiture est le mode utilisé pour les déplacements des trois-quarts des séjours de vacances avec, cependant, un léger regain du train. Les vacanciers optent d'abord pour la mer, puis pour la campagne et la montagne.

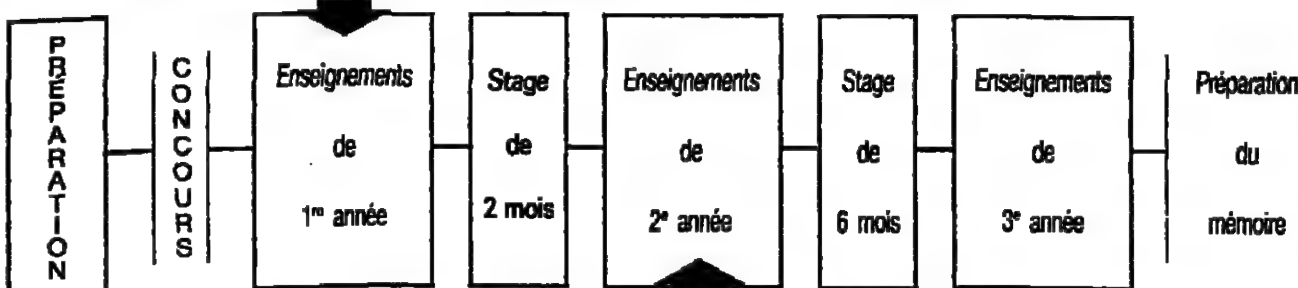
Quant à la part des séjours à l'étranger, elle varie peu par rapport aux années précédentes (16,7 %), mis à part 1983, année du contrôle des changes renforcé. Toujours en tête du hit-parade des vacances, l'Espagne et le Portugal (34,8 %) et l'Italie (13,2 %), moins fréquentées cependant qu'en 1984. En progression, la Grèce, Monaco et la Turquie, les îles Britanniques et les circuits, ainsi que les autres pays de l'Europe de l'Ouest (14,5 %).

P. FR.



Diplôme visé par le Ministère de l'Éducation Nationale

Vous désirez poursuivre vos études dans une grande école de commerce dynamique. L'ISC vous propose :  
ENTRÉE EN 1<sup>re</sup> ANNÉE : titulaires d'un D.E.U.G. (sciences économiques, droit...), d'un D.U.T. (gestion, commerce...) ou d'un B.T.S.



ÉPREUVES D'ADMISSION - Tests - Entretiens - Oral d'anglais.  
En 1<sup>re</sup> ou 2<sup>e</sup> ANNÉE : 8, 9 et 10 septembre 1986 - Date de clôture des inscriptions : 18 juillet 1986.

## ADMISSIONS PARALLÈLES A L'INSTITUT SUPÉRIEUR DU COMMERCE

22, boulevard du Fort-de-Vaux, 75017 PARIS  
Téléphone : 42.70.34.80 et 42.70.90.95

مكتبة الأصيل







## La chance des consommateurs

(Suite de la page 27.)

Tout d'abord comment réaliser la répartition «équitable» évoquée plus haut : les États-Unis n'acceptent certainement pas d'entériner la diminution de leurs exportations, ni la CEE de limiter son potentiel. Il suffit de se souvenir des problèmes liés à la répartition «équitable» des parts du marché du pétrole ou du café ! Mais une fois ces «quotas» négociés, comment serait-il possible de les faire respecter : le GATT (1) n'a pas, en la matière, de résultats bien probants. A l'heure où tous les cartels ou arrangements internationaux éclatent et se déchirent, mettre sur pied et faire fonctionner un système de répartition des marchés c'est à dire un miracle.

A l'opposé, les États-Unis proposent une grande mise à nu des systèmes de protection et de subvention et la négociation d'un calendrier permettant d'aboutir à leur suppression complète. Mais, là aussi, les obstacles sont nombreux : le système des restitutions à l'exportation de la CEE se prête mal à un tel scénario, car très vite on en arriverait à remettre en cause les fondements de la PAC. De leur côté, les États-Unis sont-ils vraiment prêts à remettre en cause leurs principes de prix d'objectifs (target price) et de versements de déficits (deficiency payment).

### Fausse abondance

Au fond, au travers de la réduction de leur conflit agricole, les États-Unis, la CEE et ses États membres sont-ils prêts à remettre en cause les fondements mêmes de leurs politiques agricoles ? On peut raisonnablement en douter. Mais, à l'heure où la négociation ne porterait plus que sur les subventions directes à l'exportation apparues depuis quelques mois. Un moindre objectif serait de parvenir à supprimer le «double marché» qui existe aujourd'hui. Mais là encore à quel prix ? Serait-ce à quel prix ?

Curieusement, il y a un siècle à peu près, des conférences comparables à celle de Bruxelles se tenaient à Bruxelles, à Paris ou à Amsterdam pour essayer de résoudre un problème en tout semblable à celui qui est rentré dans les annales de la diplomatie sous le nom de «question des sucres». Comme il fallut à peu près quarante ans pour lui trouver une précaire solution, son évocation ne manquera pas d'intéresser pour les négociateurs modernes (voir encadré).

A un siècle d'écart, le parallèle entre les deux époques est saisissant. Il permet de relativiser les efforts unilatéraux des exportateurs pour se partager ou «moraliser» leur marché. En tout état de cause, on voit mal les consommateurs venir jouer le rôle de la Grande-Bretagne à Bruxelles en 1902. A y bien réfléchir pourtant, ils pourraient y avoir intérêt. En effet, la guerre agricole actuelle, si elle permet à court terme de résoudre les problèmes de quelques importateurs, risque à long terme de peser dangereusement dans les choix politiques et économiques de nombreux pays.

Quel intérêt y a-t-il en effet à poursuivre une stratégie d'autosuffisance avec du blé à 80 dollars la tonne quand on ne vous en fait même pas cadeau en utilisant avec largesse le concept d'aide alimentaire ? L'abondance, ou du moins l'apparence de l'abondance — car la pauvreté alimentaire reste une cruelle réalité pour la moitié de la population mondiale — ne risque-t-elle pas de nous plonger dans une pénurie plus grande ?

Qui peut jouer ce rôle de gardien du marché céréalière ? Dans leur fonctionnement actuel, le GATT, ni la CNUCED (2), ni le Conseil international du blé n'en

sont capables. Parmi les grands importateurs, on voit mal l'URSS s'ériger en arbitre ! Quant aux gouvernements du tiers-monde, soumis à des contraintes à court terme, ils ne peuvent que profiter de l'aubaine, en espérant qu'elle durera longtemps encore.

Le problème céréalière mondial trouvera donc difficilement une solution rapide. Quelle que soit la portée d'un accord auquel on pourrait parvenir, on voit mal comment il pourrait être applicable sans possibilité de sanction, sans contrainte extérieure. La seule contrainte est pour l'instant budgétaire au niveau de la CEE et des États-Unis, mais il ne semble pas qu'elle doive jouer dans un proche avenir.

Paradoxalement, ce devrait être aux consommateurs de prendre l'initiative, un peu comme l'avait fait la Grande-Bretagne en 1902. Leur intérêt est en effet, plus que de gagner quelques subventions supplémentaires, de conforter la situation qu'ils détiennent sur les marchés, d'en devenir les arbitres, de se garantir des prix proches des niveaux actuels sur le long terme.

Ne pourraient-ils, en échange d'un engagement de contrôle des systèmes de primes et de subventions (et au fond même d'un prix minimal d'importation), obtenir des exportateurs un engagement de prix maximal de livraison en cas de crise ?

Les marchés ont en effet la mémoire courte : dans cinq ans les consommateurs chercheront peut-être désespérément à s'approvisionner sur des marchés en folie, à n'importe quel prix. Leur chance

est-elle pas aujourd'hui d'être en position de proposer aux exportateurs un pacte «équitable» ? Parler d'accord international en 1986, à l'ombre de l'étain, du cacao ou du café, peut paraître une gageure. En matière de céréales, pourtant, il y a là une chance à saisir, mais loin de Vancouver, la parole est dans le camp des consommateurs et particulièrement des consommateurs du tiers-monde.

PHILIPPE CHALMINE.

(1) GATT : Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce.

(2) CNUCED : Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement.

## Il y a un siècle, le sucre

Au début du dix-neuvième siècle, et surtout à partir de 1830, la culture de la betterave à sucre connaît un essor remarquable en Europe continentale : empires d'Allemagne, d'Autriche-Hongrie, France, Belgique et plus tard Russie devinrent, en quelques décennies, d'importants producteurs de sucre. De 1850 à 1890, la production européenne passa de 160 000 tonnes à 3,4 millions de tonnes. Mais la consommation ne suivit pas : l'usage du sucre était encore peu répandu et, vers 1875, le continental moyen n'en consommait pas plus de 7 kilogrammes par an.

Seuls les marchés d'exportation pouvaient garantir l'équilibre de la nouvelle agro-industrie. Or le principal marché se trouvait de l'autre côté de la Manche : la Grande-Bretagne consommait en effet plus de 30 kilogrammes par an et, en plein libre-échange, appliquait les principes de la «free breakfast table». Il était ouvert à toute importation, ne protégeait ni sa production (et donc n'en avait pas), ni celle de sucre de canne de ses colonies. Bon an, mal an, les importations britanniques représentaient 1,5 million de tonnes.

Il s'agissait d'un marché capital pour les producteurs européens qui, dès 1850, commençaient à se le disputer : les prix en souffrirent qui passèrent de 20 shillings le quintal vers 1860 à 7 shillings au tournant

du siècle. Pour soutenir la concurrence, les différents États concernés en étaient venus à subventionner de manière directe ou indirecte leurs exportations. Cela devint rapidement tellement onéreux que, dès 1863, les producteurs essayèrent de conclure entre eux un modus vivendi : il fallait parvenir à supprimer ou au moins à réduire ces malencontreuses subventions dont seul bénéficiait le consommateur britannique.

### En pleine absurdité

De nombreuses conférences internationales furent réunies qui aboutirent à la signature de conventions en 1863, 1877, 1888, sans pour autant que les subventions s'en réduisent. En 1901 l'économiste français Yves Guyot pouvait écrire : «Toute l'industrie du sucre européen est basée sur le système des primes. Toutes les législations européennes sur les sucres ont un caractère commun : pousser à la production de sucre, en limiter la consommation intérieure, provoquer la consommation étrangère...» La suite, on le voit, est en soi pleine d'absurdité. Il était clair que les pays exportateurs européens étaient incapables de trouver entre eux un terrain d'entente.

Il fallait que la Grande-Bretagne participe aux négociations et accepte par la suite le rôle de gen-

darme en imposant des droits compensateurs (countervailing duties) aux importations en provenance de pays qui continueraient à subventionner leurs sucres. Mais en plein credo libre-échangiste les Britanniques ne voulaient pas de ce qu'un parlementaire de l'époque appelait «un impôt sur la nourriture du peuple».

Il fallut l'effondrement des économies coloniales basées sur le sucre, les pressions des milieux de l'industrie du raffinage sucrier, elle aussi très menacée, pour qu'en 1902 la Grande-Bretagne accepte de participer à de nouvelles négociations qui aboutirent à la fameuse Convention de Bruxelles. Signée en mars 1902, celle-ci prévoyait pour le 1<sup>er</sup> septembre 1903 la suppression de toutes les primes directes ou indirectes à la production.

La Convention de Bruxelles fut relativement efficace. Néanmoins, elle fut l'objet de nombreuses polémiques en Grande-Bretagne — avec une «Free Sugar League» — et pratiquement en 1907, lors de sa renégociation, perdit l'essentiel de sa substance avec la décision britannique de ne plus taxer les sucres primés. En fait, la question des sucres ne s'éteignit vraiment qu'en 1914 lorsque la guerre coupa la Grande-Bretagne de ses approvisionnements continentaux.

P. C.

## L'évolution des revenus en France

(Suite de la page 27.)

Sur la période 1982-1985, le pouvoir d'achat agricole hors prestations sociales baisse de 9 %, soit de 3 % par an en moyenne. Mais les revenus fluctuent très fortement d'une année à l'autre, on peut aussi dire que le pouvoir d'achat est resté stable sur la période de quatre ans 1981-1985.

Le niveau de vie des agriculteurs a évolué très différemment suivant les productions. Pour les quatre produits de base (céréales, vins de table, lait, viande), les revenus baissent ou se maintiennent difficilement depuis le début des années 80. Pour les producteurs de betteraves, d'oléagineux, de légumes, de fleurs, de fruits, de vins de table, de porc, les revenus réels ont évolué positivement.

### LES REVENUS DES PROFESSIONS INDÉPENDANTES : les garagistes sacrifiés.

Pour les professions de l'alimentation, du commerce non alimentaire (habillement et chaussures) ainsi que pour les pharmaciens, on constate généralement une progression ou le maintien du pouvoir d'achat — cotisations sociales personnelles déduites — entre 1982 et 1985. Cette conclusion vaut également pour les prestataires de services du secteur des hôtels, cafés et restaurants. Toutefois, les résultats de la dernière année diffèrent sensiblement d'un cas à l'autre : redressement récent (pharmaciens...), ou au contraire, retournement à la baisse (boucheries...).

Pour les autres prestataires de services étudiés par le CERC (réparateurs automobiles, coiffeurs, taxis), on observe dans l'ensemble une diminution — parfois sévère — du pouvoir d'achat des revenus de 1982 à 1985. Pour ces professions, la dernière année prolonge généralement une tendance antérieure de recul du pouvoir d'achat.

Le revenu des artisans du bâtiment demeure généralement inférieur en pouvoir d'achat à ce qu'il était en 1982, en dépit d'un redressement sensible en 1985. Cette amélioration n'a pas suffi, sauf dans le cas des plombiers, à compenser les pertes précédentes, très importantes en 1982 et en 1983 pour les maçons, mais aussi — quoique dans une moindre mesure — pour les menuisiers, les serruriers, les peintres, les plâtriers, les carreleurs.

Le pouvoir d'achat des professions de santé a progressé entre 1982 et 1985, sauf pour les chirurgiens-dentistes, qui ont connu une baisse importante de leurs revenus, surtout en fin de période.

L'amélioration du pouvoir d'achat est la plus marquée pour les professions paramédicales, phénomène qui s'explique surtout par des augmentations importantes de l'activité, c'est-à-dire finalement de la durée du travail. L'amélioration du niveau de vie est encore nette pour les médecins spécialistes qui n'ont connu un exercice médiocre qu'en 1984. Pour les omnipraticiens le pouvoir d'achat s'est maintenu ou a progressé : 1985 année favorable compensant 1984, année très défavorable.

### LES REVENUS DE PLACEMENTS : les obligations en vedette.

Les revenus courants (loyers, fermages, dividendes, intérêts) ont diminué en termes de pouvoir d'achat pendant la période 1982-1985, mais les disparités sont fortes : hausse des revenus d'obligations, baisse sensible des revenus tirés de l'épargne liquide.

Si l'on ajoute aux revenus courants les plus-values éventuelles, on constate que, en francs constants, les revenus des valeurs mobilières ont progressé de façon exceptionnelle par rapport à la période 1977-1982.

## Les tribulations de l'impôt sur les grandes fortunes

Institué en 1982, l'IGF a rapporté en quatre ans plus de 20 milliards de francs. Faut-il regretter sa disparition en 1987 ?

par LOUIS FAURE (\*)

Parlement, provoqua chez les futures victimes une vive émotion dont on n'a pas encore décelé si elle venait de la taxation projetée ou de l'angoisse de devoir évaluer dans des déclarations détaillées, et fort bien conçues, l'inventaire de leurs richesses.

Dès 1981, le nombre de donations et de donations-partages grimpait en flèche, au quadruple de ce qu'il était en année normale, chacun hâtant la répartition de sa fortune entre ses futurs héritiers. Il est vrai que la perspective de suppression simultanée de l'avantage de 20 % sur les droits dus sur les donations-partages (c'est-à-dire, en fait, sur les droits de succession) contribuait à accélérer ce processus, la suppression de l'abattement de 20 % intervenant en effet par une loi du 3 août 1981.

A la faveur de cette sorte d'évasion légale et de l'exonération des biens professionnels, il y eut, dès 1982, moins d'assujettis que prévu : environ 100 000 pour un produit de quelque 3 milliards de francs. En 1983, le produit fut de 3,9 milliards, en 1984 de 4,8 milliards. Le nombre de redevables a oscillé, en définitive, entre 90 000 et 100 000. Des corrections régulières et annuelles des tranches d'imposition ont conduit en 1985 à exonérer les patrimoines inférieurs à 3,5 millions de francs mais, en contrepartie, l'impôt est porté à 2 % au-delà d'une valeur déclarée de 20 millions. En outre, fut instituée, cette année-là, une majoration dite conjoncturelle de 8 % de l'impôt dû.

### Un label de respectabilité

En 1985, la cotisation moyenne ressort, compte tenu de la majoration conjoncturelle, à 48 000 F, ce qui représente un patrimoine moyen de 8,65 millions, partie exonérée incluse.

Le produit de l'impôt a franchi le cap des cinq milliards avec un nombre quasi constant de redevables. La chute continue depuis 1982 du produit des droits de donation témoigne que les répartitions anticipées de fortune qui étaient possibles ont été réalisées et qu'on a fini par préférer payer une cotisation, en général modique, plutôt que des droits de donation au tarif plein. On a laissé donc aux futurs héritiers le soin de s'arranger, le moment venu, avec le fisc, au besoin par la vente de certains actifs.

Il convient de ne pas oublier que si la forme en est nouvelle, l'imposition du patrimoine existe depuis toujours et pas seulement par la voie des droits de vente, de succession ou de donation : les impôts sur les ménages perçus au profit des collectivités locales ne sont, en effet, pas autre chose qu'un prélèvement sur la partie la plus visible du capital, dettes, terrains et bâtiments. Ils sont certes rangés formellement parmi les impôts directs, au même titre que l'impôt sur le revenu, non pour avoir été naguère établis par l'ancienne administration des contributions directes mais surtout en vertu de l'artifice qui préside à leur calcul. C'est en effet le foyer fiscal (la valeur locative) que ces biens sont censés produire, et non directement le capital qui est taxé. Il en va ainsi pour les deux taxes foncières et l'on peut admettre que le raisonnement vaut pour la taxe d'habitation sous la réserve que celle-ci frappe non la propriété mais la simple jouissance. En tout cas, pour les 50 % de Français propriétaires de leur logement, la superposition de deux taxations du même bien est évidente. On les taxes foncières ont rapporté en 1985 aux collectivités locales 42,4 milliards de francs et la taxe d'habitation, 31,5 milliards. Ces chiffres relativisent les résultats de l'impôt sur les grandes fortunes bien que celui-ci se veuille à la fois plus circonscrit et plus exhaustif.

Quoi qu'il en soit, pour la grande majorité des redevables (80 %), qui se situent sous la barre des dix millions, l'impôt est une sorte de cotisation annuelle, relativement légère, au club des privilégiés de la fortune. Il confère un label de respectabilité. En 1985, un patrimoine déjà coquet de 3,5 millions de francs, ne coûte pas, un patrimoine de 5,8 millions paye, certes, 12 520 francs, mais seulement 0,22 % de sa valeur, ce qui ne compromet guère sa rentabilité. De plus, contrairement à ce que les adversaires de l'IGF avouent, cette tâche nouvelle à mettre en œuvre de puissants moyens et il est faux de dire que cet impôt coûte plus qu'il ne rapporte. Les choses auraient pu, semble-t-il, en rester là sans bouleversement.

Mais cette appréciation mérite d'être nuancée quand on examine la composition des patrimoines taxés et, surtout, le rapport revenu-capital détenu, relatif à chaque redevable. Tout d'abord, l'exonération des œuvres d'art et de collection et son corollaire, l'évaluation du patrimoine mobilier, dont le contrôle est fort difficile et incertain, peuvent conduire à un transfert partiel de patrimoine productif vers des objets de valeur et vers des biens dont le caractère d'objets d'art est discutable sans qu'il soit possible au fisc d'établir cette substitution. Elle incite à porter l'argent disponible vers tout ce qui, de près ou de loin, relève du domaine des antiquités et de la joaillerie. Elle encourage la fuite devant l'investissement immobilier, viable mais socialement rentable, au profit de la thésaurisation, sans intérêt collectif, ou les consommations de luxe.

### Des situations délicates

Mais plus sérieux est le problème de la proportion nécessaire entre le patrimoine et le revenu du contribuable pour que ce revenu puisse payer l'impôt sur le capital. Celui-ci, combiné à l'impôt sur le revenu, conduit parfois à des situations délicates proches de la confiscation des ressources. Un célibataire, détenteur d'un patrimoine de 10 millions, ne peut gagner moins de 120 000 F par an s'il n'est pas salarié et veut conserver 10 000 F pour vivre. S'il se marie, il lui faudra un revenu de 200 000 F par an. Or une rentabilité

de 2 % brut, de celles qu'on rencontre pour un capital en biens agricoles donnés à ferme est considérée comme minimale.

L'apparition de l'impôt sur les grandes fortunes semble bien donner le coup de grâce à un certain nombre de propriétaires fonciers, gentils-hommes campagnards.

Cependant, c'est pour des ménages aux revenus plus importants qu'on rencontre, à certains niveaux de richesse, des cas qui, en théorie du moins, se présentent comme indéniablement critiques. Pour les couples (deux parts) dont le revenu annuel imposable s'échelonne entre 500 000 F et 1 500 000 F, la charge du seul impôt sur le revenu varie entre 42 % et 57 % du revenu imposable. La possession d'un patrimoine de 10 millions de francs, assorti d'une cotisation IGF assez modeste (57 780 F) conduit à un prélèvement global qui s'échelonne de 53 % à 61 % du revenu imposable.

Si l'on possède 25 millions, on ne peut gagner moins de 1 million par an si l'on veut éviter de donner à l'impôt plus de 85 % de son revenu.

On aurait tort de penser que les situations évoquées n'intéressent que quelques dizaines de familles. Toutes les études font ressortir, en effet, que les fortunes se répartissent sensiblement par moitié autour de la moyenne théorique de 8,6 millions et que, si les possesseurs de plus de 35 millions ne représentent que 1 % des foyers taxables, 10 % des déclarants évoluent néanmoins entre 13,5 millions et les sommets, c'est-à-dire quelque dix mille foyers.

Pourquoi s'être donné tant de mal pour créer un impôt sur les grandes fortunes qu'une simple majoration des tranches les plus élevées du barème de l'impôt sur le revenu aurait avantageusement remplacé ?

(Publicité)

UNIVERSITÉ DES SCIENCES SOCIALES (TOULOUSE I)  
UNIVERSITÉ PAUL SABATIER (TOULOUSE II)

### MAGISTÈRE ÉCONOMISTE-STATISTICIEN

Une formation d'excellence vous est offerte : devenez des Économistes-Statisticiens de haut niveau. Admission : Bac + 2.

RENSEIGNEMENTS : Université des sciences sociales  
Secrétariat du Magistère  
Place Anatole-France  
31042 TOULOUSE CÉDEX  
Tél. : 61-23-11-45, poste 497



**MBA University**

- Programme 3<sup>e</sup> cycle créé et développé par l'Institut Franco-Américain de Management (IFAM) en association avec PACE UNIVERSITY (New York)
- 11 mois d'études : 7 à Paris, 4 à New York  
Septembre 86 - Août 87
- 2 diplômes : MBA de PACE UNIVERSITY  
Certificat IFAM 3<sup>e</sup> cycle
- Admission : diplôme 2<sup>e</sup> cycle (grande école, maîtrise...) et ou expérience professionnelle + épreuves d'admission
- Renseignements : IFAM-MBA university  
19 rue Cépèrè 75015 Paris  
Tél : 47.34.38.23




établissement international d'enseignement supérieur privé



هذا من الأصل

## L'évolution des revenus en France

[Suite de la page 28]

Sur la période 1963-1985, le revenu d'origine agricole hors prestations sociales a baissé de 9 %, soit de 3 % par an en moyenne. Cette baisse est due à la baisse du revenu agricole net, qui a baissé de 10 %, et à la baisse des prestations sociales, qui ont baissé de 10 %.

### LE REVENU DES PROPRIÉTAIRES NON AGRICOLTES

Pour les propriétaires de l'immobilier, le revenu net a baissé de 10 % sur la période 1963-1985. Cette baisse est due à la baisse du revenu brut, qui a baissé de 10 %, et à la baisse des prestations sociales, qui ont baissé de 10 %.

Pour les autres propriétaires, le revenu net a baissé de 10 % sur la période 1963-1985. Cette baisse est due à la baisse du revenu brut, qui a baissé de 10 %, et à la baisse des prestations sociales, qui ont baissé de 10 %.

## les grandes fortunes

ne plus de 20 milliards en 1987 ?

Les grandes fortunes en France ont baissé de 10 % sur la période 1963-1985. Cette baisse est due à la baisse du revenu brut, qui a baissé de 10 %, et à la baisse des prestations sociales, qui ont baissé de 10 %.

Les grandes fortunes en France ont baissé de 10 % sur la période 1963-1985. Cette baisse est due à la baisse du revenu brut, qui a baissé de 10 %, et à la baisse des prestations sociales, qui ont baissé de 10 %.

Les grandes fortunes en France ont baissé de 10 % sur la période 1963-1985. Cette baisse est due à la baisse du revenu brut, qui a baissé de 10 %, et à la baisse des prestations sociales, qui ont baissé de 10 %.

## La chronique de Paul Fabra

### Faut-il supprimer le Plan ?

**O**SERA, osera pas ? Il est à craindre qu'il n'ait pas, puisqu'il a d'embolie raté l'occasion de le faire sans risque et sans tapage, malgré le bénéfice qu'il aurait probablement tiré de sa facile audace. Qu'est-ce qui a poussé Jacques Chirac, quand il a constitué son gouvernement, à emboîter le pas à ses prédécesseurs, et en particulier à son prédécesseur immédiat, en ordonnant à son poste de ministre délégué chargé de la fonction publique et du plan ? Rien, sinon la force des préjugés ambiants et de l'habitude. Cependant le premier ministre n'avait sans doute pas bien mesuré le chemin parcouru dans les esprits.

Trois mois après son installation à l'hôtel Matignon, une mission d'étude nommée par Edouard Balladur, pour lui faire rapport sur les mesures à prendre en vue d'alléger la haute administration, s'attaque à plusieurs « vaches sacrées » de la mythologie économique-politique administrative de la France moderne, dont la fameuse institution de la rue de Martignac. La mission Belin-Gisserot (le Monde du 5 juillet) ne se contente pas de recommander une sérieuse cure d'amincissement pour le commissariat général du Plan. Elle pose, sans prendre de précautions particulières, la question de savoir s'il est vraiment utile de maintenir en vie cet organisme, réputé structure légère, mais qui emploie quelque trois cent dix agents, dont cent soixante permanents.

La mission se sent d'autant plus à l'aise pour remettre en cause l'existence de l'institution-fétiche, à laquelle on attribue un peu vite le « miracle français » des années 60 (le Plan, disait Jacques Rueff, c'est Chateaubriand qui croit lever le soleil en chantant), que parmi les personnes consultées, dont des hauts fonctionnaires connus pour leur « sensibilité » de gauche, il ne s'en est trouvé aucun pour la défendre.

Il est des aveux implicites dont la signification échappe souvent, au moment, mais qui, une fois faits, changent du tout au tout l'aspect d'une question.

De qui pouvait-on encore attendre une tentative de résurrection du Plan dont l'effacement paraissait déjà consommé depuis la grossière erreur de diagnostic — s'inscrivant à la suite de beaucoup d'autres — commise par les auteurs du VIF du nom (1976-1980), qu'il fallut réviser de fond en comble dix-huit mois après son « entrée en vigueur », parce que la crise, dont la fin joyeuse avait été annoncée, loin de reculer, gagnait au contraire en profondeur et en virulence (stagflation et chômage) ? Le retour en grâce, on ne pouvait bien sûr l'attendre que d'une majorité de gauche dont l'idée de planification était restée un des chevaux de bataille, malgré les évidents signes de fatigue donnés par l'animal. Or que s'est-il passé ? François Mitterrand, contraint d'offrir à Michel Rocard un poste de ministre d'Etat, lui attribua le Plan. S'il s'était agi d'un rouage essentiel de la politique économique, peut-on imaginer que le nouveau président de la République l'aurait réservé à l'homme qu'il voulait écarter des véritables responsabilités ?

Le Plan intermédiaire, rédigé à la hâte pour la période 1982-1983, en schéma de discrédit l'institution. Michel Rocard a beau prétendre qu'il avait fait passer quelques vérités dans ce document, celui-ci n'a pas résisté plus de quelques mois à l'épreuve du temps. On y lit notamment : « Le gouvernement tient à rappeler avec force l'objectif à moyen terme qu'il retient : fin 1985, la durée du travail hebdomadaire effective et moyenne hors congés annuels et jours fériés sera égale à trente-cinq heures par salarié. »

Quelle tâche pourrait même accomplir le commissariat général du Plan qu'on ne pourrait confier à un autre organisme ? A cette question, personne n'est en mesure de répondre sauf à se

persuader que le Plan, parce qu'il est le Plan, a une aptitude particulière à tracer les voies de l'avenir. La France a déjà, grâce à Valéry Giscard d'Estaing, le rare bonheur de disposer, au ministère des finances, d'une direction de la prévision, aux effectifs il faut bien le dire surabondants : plus de trois cents personnes. Elle dispose, avec l'INSEE, d'un des meilleurs ensembles de statistiques du monde. Elle a donc autant de chances de se tromper ou d'avoir raison que n'importe lequel des autres grands pays, étant entendu que la justesse des prévisions, surtout en période troublée (les seules où il serait utile d'en faire de bonnes) dépend avant tout non pas de la « sophistication » des modèles, mais de la pertinence des hypothèses retenues.

On se trouve donc en face du cas typique d'un organisme qui a peut-être eu jadis sa raison d'être sinon son utilité, mais qui n'en a plus aucune pour se survivre en dehors de la force de l'inertie. Cependant, une autre considération intervient : « Ce n'est pas nous, dit un haut fonctionnaire proche du RPR, qui pouvons supprimer le Plan, auquel le général de Gaulle voulait donner le caractère d'une ardeur obligatoire. » On pourrait soutenir que, même du temps (en 1962) où le général prononça ces belles paroles, elles n'avaient guère de sens. La planification à la française, qu'on qualifiait de « souple », n'était qu'indicative. Un chercheur américain des années 60 s'était donné pour tâche de démontrer qu'ou bien les chefs d'entreprise français ignoraient les indications du Plan, ou bien, lorsqu'ils s'y conformaient, c'était parce qu'ils auraient de toute façon pris la décision. Ses arguments étaient suffisamment troublants pour qu'on fût, en France, le silence sur sa thèse.

Le gouvernement Chirac a envisagé de transférer le commissariat du Plan au Conseil économique et social. Mais cela

est paru encore trop irrespectueux pour le vieux symbole. Le rapport Belin-Gisserot lui offre l'occasion de trancher dans le vif. Il ne serait pas glorieux de régler l'affaire à la sauvette en transformant, pour reprendre le mot d'un autre bon connaisseur de la fonction publique, le commissariat en « coquille vide », autrement dit en le privant progressivement de ressources budgétaires tout en lui conservant son nom. A supposer, toutefois, qu'il renonce à prendre la seule décision qui s'imposait, il faudrait qu'il prenne au moins celle d'épargner pour l'avenir à ce pays le ridicule de donner force de loi — par un vote solennel du Parlement — à un document qui n'est, dans la meilleure des hypothèses, qu'un catalogue de bonnes intentions. Qui peut encore penser que la France a besoin pour se préparer aux années 90 d'un X<sup>e</sup> Plan ?

**U**NE autre « vache sacrée » est la DATAR ou délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale, un organisme frappé de longueur depuis plusieurs années, et dont la crise pose pareillement au gouvernement un délicat problème politique. C'est pour essayer de le résoudre avec le maximum de ménagements qu'il a confié à Olivier Guichard, un des « barons » du gaullisme, qui a joué un rôle de premier plan dans la définition il y a vingt-deux ans de la politique d'aménagement du territoire, le soin de présider une « commission de réflexion » sur les moyens de la relancer (voir notamment le Monde du 20 mai dernier).

Approuver la mission Belin-Gisserot de poser, à propos de la DATAR, la même question ontologique (to be or not to be) qu'à propos du commissariat général du Plan n'implique aucunement qu'on se désintéresse de l'aménagement du territoire en tant que tel. Ni du développement des régions. La France pour-

rait sans doute multiplier son potentiel de création dans tous les domaines si elle choisissait — le choix anti-gaullien par excellence — de jouer à fond la région contre le département, et le développement de quelques grandes villes propres à offrir aux hommes et aux femmes de talent, ou d'ambition, des carrières comparables à celles qu'ils pouvaient espérer trouver à Paris.

Mais l'aménagement du territoire version DATAR n'est pas une affaire de décentralisation (Olivier Guichard, actuellement président RPR du conseil régional des Pays de la Loire, est contre). Son objectif est plus modeste, même si son action s'inspire d'une doctrine, ou plutôt d'une attitude générale devant l'économie qui ne l'est pas. La DATAR, c'est, ou en tout cas c'était, l'instrument technocratique de ce qu'on pourrait appeler le « volontarisme géographique ». C'est délibérément, dans le courant des années 60, que les pouvoirs publics de l'époque ont orienté vers l'Ouest (Rennes pour Citroën, Le Mans pour la régie Renault) les nouvelles usines de l'industrie automobile. Il est plus que probable que, spontanément, les constructeurs se seraient installés en Lorraine, à proximité des aciéries et des grands marchés de la CEE. Mais, à l'époque, la Lorraine paraissait trop pauvre.

Les industriels qui décident du lieu de leur implantation en fonction des primes offertes par la DATAR ne cèdent-ils pas parfois au mirage d'un avantage immédiat qu'ils risquent de payer par un inconvénient durable ? Les procédures en vigueur peuvent s'analyser comme un processus de sélection à rebours, où l'on sélectionne non pas les meilleurs, mais les moins mauvais. La principale critique qu'on saurait tenter de leur adresser est la suivante, cas typique de la dégradation bureaucratique : en présence d'un projet, la DATAR a du mal à se défendre contre le réflexe qui consiste à découvrir le biais, fût-il artificiel, par lequel elle pourra s'introduire auprès de ceux qui prendront la décision.

## Notes de lecture

par Alfred Sauvy

ALAIN AZAOU et ROBERT MAGNAVAL

### Silicon Valley, un marché aux puces.

La Californie, attachée aux Mémoires, est, depuis longtemps, le domaine du rêve. De l'Est à l'Ouest, après la première guerre, rêve concret d'ailleurs, réalisations « somnantes et tribulantes », dont les plus récentes nous sont présentées ici, encore que sans ordre excessif, par deux ingénieurs de Grenoble et de Lyon.

Faut-il voir dans le nouvel essor, est-il suggéré, un effet vital de la souffrance créatrice, une répercussion cinglante de la défaite du Vietnam ? Tout est permis ici, excepté l'ignorance des performances réalisées. Aucune ressource naturelle ne nourrit l'activité. Peut-être Montesquieu y trouverait-il une riche confirmation de sa théorie des climats.

C'est en 1947 que fut découvert le transistor, et c'est dans les dernières années que se place l'essor de la puce, chacune contenant un million de transistors. La Silicon Valley tire son nom du silicium, composant élémentaire de base de la « galette », base du circuit intégré.

63 % des lecteurs de disquettes et 40 % des ordinateurs personnels sont élaborés dans un espace très réduit. Equipements militaires et spatiaux (« guerre des étoiles ») ne sont pas plus en dehors du jeu que la biotechnique. A cette éruption de matière grise participent les dix-neuf campus de l'université d'Etat de Californie. Important, du reste, dans cette fièvre libérale, le rôle de l'Etat, fédéral ou local.

La description technique des performances — propres à troubler nos esprits épris, certes, de stabilité, mais aussi de merveilleux — est suivie de commentaires économiques pleins d'attraits, notamment sur l'emploi. Le simplisme habituel, en cette matière, est assorti de vus plus pénétrantes, encore que sommaires, concernant les répercussions techniques sur d'autres secteurs. Une rareté.

Les syndicats ne jouent, dans cette fièvre, aucun rôle et sont même simplement ignorés. Par contre, bien présente la menace japonaise, qui conduit à rappeler le déficit de la balance des paiements d'un pays aussi créateur.

Une source vive de questions et de réflexions.

\* Ramsay, Paris, 1986. 21 cm. 237 pages, 92 F.

ALAIN CH. MARTINET et AHMED SILEM

### Lexique de gestion.

Nous disposons déjà de dictionnaires économiques, de lexiques de banque et de Bourse, etc. Un manuel propre à la gestion non agricole nous est offert cette fois par Moramès (« le » professeur... en cette matière à l'IAE de l'université Jean-Moulin (Lyon III) et le directeur de laboratoire CNRS-IRPEACS, avec le concours de seize spécialistes de diverses disciplines.

Dans ce lexique, qui va largement au-delà de la gestion interne figurent de nombreux termes économiques ou financiers pouvant intéresser un chef d'entreprise.

PAUL BAIROCH

### De Jéricho à Mexico. Villes et économie dans l'histoire.

Un grand voyageur, dans le temps et l'espace, nous emmène, infatigable et sans ménagement, mais avec sûreté, dans le monde urbain, que l'on ne saurait se représenter sans son complément.

Quatre parties : la première porte sur les origines du phénomène urbain, lesquelles, comme le néolithique, remontent constamment en arrière. Pas plus que les touristes à Venise ou à Delhi, il n'est question de nous attarder. « Goûtez et donnez rapidement votre avis, car l'image suivante est là ! » Invités à reconstituer, nous devenons docilement des constructeurs, c'est-à-dire des hommes vite chargés de regrets. Voici Mari et ses vingt-cinq mille tablettes, une halte sommaire, car, déjà, nous voilà dans l'Egypte, sans villes.

Pout-êtr Athènes et Rome forment-elles un peu la plume et l'esprit, mais nous devons nous faire violence pour passer au gros morceau, c'est-à-dire à nous-mêmes. De la chute de Rome au dix-huitième siècle, une série d'aventures qui conduisent nos pères et nous-mêmes, lecteurs, à la révolution industrielle semée de richesses et de cruautés.

Quelque peu sévèrement traité d'ailleurs, notre passé récent : tant pour l'industrie du dix-neuvième que pour la colonisation, nous retrouvons les thèses acoustiques, propres à libérer notre conscience.

Vient à point la chute de la natalité en Europe, mais sans son curieux déclenchement grâce au procès d'Annie Besant. Les voies du démon seraient-elles plus impénétrables encore que celles du Seigneur ? Plus original, plus actuel aussi, le débat sur la dimension optimale ou maximale des villes : Toulouse, Niçois, restez-en là ! Vous ne gagnerez individuellement pas à la croissance de votre nombre.

Connaissiez-vous les « zones de peuplement urbain non réglementées » ? Mais oui, ce sont les bidonvilles familiaux, condamnés ici d'une plume sans indulgence.

Une somme immense, un ensemble précieux, qui gagnerait à une forme plus élaborée.

Biographie riche, où l'on a dû s'efforcer de trouver le nom de l'urbanologue D. Courgeau.

\* Arcades Gallimard, Paris 1985. 19 cm. 708 pages. 90 F.

PIERRE GOUROU et GILBERT ETIENNE

### Des labours de Cluny à la révolution verte.

#### Techniques agricoles et population

Elle prend sa place dans l'histoire, cette si décriée « révolution verte », tout en en laissant souhaiter d'autres.

En dehors des deux directeurs de jeu précités, dix auteurs ont concouru à ce précieux document, dont le sous-titre évoque bien la matière.

Sur le passé, deux études concernent nos régions et deux sont consacrées à la Chine. A propos de celle-

ci, le spécialiste Michel Cartier nous montre l'étendue du décal qui peut s'écouler entre une innovation agricole et la réponse en termes de population. Sont en jeu, en effet, non seulement la diététique, mais des facteurs politiques.

A Claude Aubert, de l'INRA, nous devons les conditions agro-alimentaires de la Chine contemporaine, décrites en prenant appui sur les remarquables vues d'Esther Boserup concernant la difficulté créatrice. Sort évoquées, en outre, la chute de la production agricole en 1960 et la famine qui l'a suivie. Si ces deux faits sont aujourd'hui si bien établis, c'est qu'ils sont suffisamment éloignés des générations au pouvoir, pour qu'on puisse les reconnaître sans crainte, ironie du sort, le « grand bond en avant » s'est mesuré en milliers de morts.

Aussi à l'aise dans la vallée du Gange que chez lui, rue du Mont-Blanc à Genève, Gilbert Etienne parvient à démêler le complexe de classes, de castes, de droits, dans une région où le nombre de calories est loin de satisfaire les besoins et où les plus hauts placés dans la hiérarchie ne sont pas toujours les mieux pourvus.

Deux remarques en fin d'ouvrage : tout en évoquant la loi de King, aussi redoutée que la SIDA par les cultivateurs français en situation exodante, Philippe Bourcier de Carbon rappelle que l'explosion démographique est loin d'avoir eu les effets néfastes annoncés, pour les pays pauvres, par les pays riches. Un « usage » confirme l'absence de corrélation entre accroissement de la production et accroissement de la production agricole par habitant ; mais A. Lefebvre et J.-C. Chesnais, plus précis encore, sont une fois de plus publiés.

Quant à Pierre Gourou, il critique les méthodes suivies dans cet ouvrage, en dénonçant le simplisme excessif de la liaison entre techniques agricoles et population ; l'encadrement joue un rôle essentiel, pour le meilleur comme pour le pire.

\* PUF, Paris 1985. 24 cm. 258 pages, 280 F.

JEAN LOYRETTE

### Dénationaliser

Une pleine actualité, traitée par un financier que l'éditeur n'a pas jugé utile de nous présenter, mais dont l'intérêt est vital.

Il est rare qu'une telle opération, dans un sens ou dans l'autre, ne soit pas présentée par l'auteur avec quelque faveur ; mais à aucun moment le ton ne devient, ici, polémique ou affectif.

Parmi les motifs invoqués en faveur de l'opération, le terme « dénationalisation » a une singulière résonance car, si vive que soit la faveur accordée par le public aux miracles financiers, il n'y a jamais eu « enchantement ». Des images présentées en 1981 en haut lieu sont rappelées ici, sans malice excessive. Les sondages ne permettant d'ailleurs pas, malgré leur infériorité, de parler de retournement massif.

Un profane pourrait a priori juger la nationalisation plus difficile que l'opération inverse, puisqu'elle oblige l'Etat à trouver les ressources nécessaires. Tel n'est cependant pas le cas : c'est que la capitalisation boursière des actions ne représente, est-il dit, que 10 % du PIB, contre 40 à 50 % dans d'autres pays.

Comme en tout problème financier, le chercheur embarrassé finit par écouter le sirène de l'imitation fiscale. Quant au si tentant appel à l'étranger, il risque de subir le reproche de « bradage du patrimoine ».

La place la plus intéressante est consacrée à la participation des salariés, sans mention cependant du fameux « amendement Vailion », compromis si tentant qu'il avait, au Conseil économique, été... repoussé tant par les syndicats que par le patronat.

Nous nous trouvons, en somme, aussi loin aujourd'hui de Jean Jaurès que de Jacques Rueff : des opérations se déroulent, que l'opinion ne saisisse bien, que les intéressés eux-mêmes subissent, sans toujours bien les percevoir. Objection possible du lecteur : la dénationalisation devant, est-il estimé, prendre toute la législation, peut-on imaginer le pays consacrant, à chaque législature, l'essentiel de ses forces à défaire ce qu'il vient de construire ?

Bibliographie sélective contenant les décisions du Conseil constitutionnel.

Une très opportune mise au point.

\* Dunod, Paris, 1986. 22 cm. 192 pages, 85 F.

### Le Carnet des Entreprises

BENNES MARREL

La présidence du directoire pour René Destrade. Jean d'Assignies assume désormais les fonctions de président du conseil de surveillance.

René Destrade, trente-huit ans, ingénieur INSA de Lyon, prend le titre de premier groupe européen de Bennes et équipements pour poids lourds.

Bennes Marrel réalise un chiffre d'affaires de 800 millions de francs (dont plus de 50 % à l'exportation) et emploie deux mille personnes.

Le groupe a assuré sa diversification dans le monde de l'hydraulique pour travaux publics, le matériel de mine, les équipements aérospatiaux, l'ingénierie civile et militaire.

Liste des installateurs : au 42-33-44-85 +

### VENDEZ TOUTE L'ANNÉE LIVRES, DISQUES

SACELP, société d'achat de la LIBRAIRIE

JOSEPH GIBERT

2, rue de l'Ecole-de-Médecine angle 26, BOULEVARD Saint-Michel

Tél. : 40-46-02-45, 75006 Paris

MP Odéon - RER Luxembourg

Bouquins - Douviers par milliers

### Rayonnages Bibliothèques

au prix de fabrication du kit au sur mesure

LEROY FABRICANT

équipe votre appartement bureaux, magasins, etc. 25 années d'expérience Une visite s'impose 208, avenue du Maine, Paris (14<sup>e</sup>) 45-40-57-40 - MP Alés

### PICARD

LES ASSUREURS ONT TRANCHÉ !

4 gammes de services PICARD se sont vu décerner la note maximum « 3 Etoiles » par l'Assemblée Plénière des Sociétés d'Assurances

Liste des installateurs : au 42-33-44-85 +



# sports

## TENNIS

### LES INTERNATIONAUX DE WIMBLEDON

#### Le canonier Becker

Martina Navratilova, tenant du titre depuis 1982, et Boris Becker, tenant du titre depuis l'année dernière, se sont respectivement imposés à Wimbledon pour la cinquième et la deuxième fois, à l'occasion du centième tournoi qui a accueilli plus de quatre cent mille spectateurs. L'Américain, qui a battu en finale son ex-compatriote Hans Mandli-

kova, a dépassé les dix millions de dollars de gains en compétition. L'Allemand de l'Ouest, qui a dominé le Tchèque Ivan Lendl, est le premier tenniste millionnaire en dollars à 18 ans. Pura amateurs des années 20, Mrs Goodie McKane et Jean Borotra, tous les deux champions en 1924 et 1926, leur ont remis leurs trophées.

#### De notre envoyé spécial

Wimbledon. — Un tournoi centenaire ne pouvait pas accoucher d'un champion ordinaire. Et Boris Becker est bien un extraordinaire bébé. Hercule au berceau étranglant le serpent! A la différence que le jeu de tennis moderne est bien plus dangereux qu'un gros reptile. Depuis 1968, l'Open anglais est un broyeur de champions dans ses anneaux qui vadrouillaient ainsi en culottes courtes en quête de la gaité du grand prix. Des prestigieuses même! Comme Björn Borg qui gagna cinq années consécutives mais que la contestation permanente a fini par épuiser. Le Suédois avait accédé à la gloire à dix-neuf ans. Il l'a assumée six années. Becker n'avait que dix-sept ans l'an dernier. Quelques semaines avant Wimbledon, il était simplement considéré comme un espoir bien nourri au lait de Germain.

Ce fut le vent de folie. L'Allemagne fédérale l'a accueilli comme un héros national. Les contrats et les sollicitations sont devenus innombrables. La Deutsche Bank, Coca Cola, BMW, Puma, ont payé des sommes vertigineuses pour associer leur nom à son nom. Il devenait le premier tenniste de dix-huit ans à avoir gagné plus d'un million de dollars sur le court. Et dix fois plus en contrats divers. Or, la «Beckermania», cette énorme pyramide du succès, était posée en équilibre précaire sur son nom. La victoire surprise en 1985 à Wimbledon.

Un an après être devenu le plus jeune champion du tournoi, le premier vainqueur non classé tête de série, l'Allemand de l'Ouest allait-il être en mesure de résister à cette redoutable pression? Il a vite répondu à la question dimanche. En deux petites heures, il a en effet

battu Ivan Lendl, le numéro un mondial. Sans laisser planer le moindre doute sur sa capacité à transcender pareil événement. Car contrairement à Henri Leconte en demi-finale, le Tchèque n'a pas sursauté, tout au contraire. Numéro un depuis neuf mois, Lendl entendait bien montrer, après ses victoires à Flushing Meadows et à Roland-Garros, qu'il dominait son sujet aussi bien sur l'herbe que sur le ciment et la terre battue. Il a joué sans mouiller son meilleur tennis, celui que lui a savamment inoculé l'Australien Tony Roche: service-volée. Le filet pris à l'abandon. Sans jamais caler devant les périls de l'opération.

#### Lapalissades

D'ailleurs, Becker se trouve en danger. Mais chaque fois, l'Allemand de l'Ouest reprenait le dessus. A peine Lendl arrivait à se détacher, un énorme élastique invisible semblait le renvoyer brutalement en arrière et le priver d'une partie de ses moyens. En fait, il suffisait pour cela qu'il passe un petit peu moins bien sa première balle de service. Becker répliquait à coups de massue. Il assomma ainsi cinq fois Lendl pour mieux lui dérober son jeu de service. Le coup le plus favorable fut sans conteste porté au troisième set quand il revient de 40-0 avec cinq énormes cécques pour égaliser 5-5.

Le Tchèque n'a pas eu une explication simple comme bonjour: deux semaines pour passer de la brique pilée au gazon, ce n'est pas suffisant pour qu'il adapte son jeu. L'idéal serait donc qu'il se dispensât de passer par Roland-Garros. Mais il ne saurait en être question puisque, pour prétendre être le meilleur du monde, il faut faire ses preuves sur toutes les surfaces. Or il est

numéro un. Et Becker n'est encore que numéro quatre. Lapalissades d'après match car au fond de lui-même, le Tchèque ne devait pas être dupé. Joueur tout terrain, il peut l'être puisqu'il figure au livre des records pour avoir gagné trois tournois en trois semaines sur trois surfaces différentes. Et grand chasseur à gages, il avait parfaitement su sortir, avant cette finale, des griffes de fauves comme Tim Mayotte et Slobodan Zivonjovic. Mais dimanche, il s'est bien retrouvé en face d'un monstre de tennis.

Becker est définitivement un phénomène. Les chiffres de cette finale le prouvent: il a passé 15 aces et 16 services gagnants à Lendl, qui en a réussi respectivement 6 et 20, soit un crédit de 5 points, l'équivalent d'un jeu. Il a aussi expédié des boules chronométrées à 250 kilomètres-heure.

Mais une simple réaction a été beaucoup plus probante: Becker servait pour le match à 15-30. Lendl ajusta alors un passing de revers. Becker plongea à gauche mais la balle, qui avait touché le filet, rebondit sur la ligne. Prompt comme un chat, l'Allemand se releva alors pour placer une demi-volée imparable dans le carré de Lendl. Quel sang-froid! Quel réflexe! Quelle maîtrise! Voilà pourquoi Becker ne pouvait pas être battu dimanche.

En le félicitant pour ce deuxième titre, la duchesse de Kent lui a demandé s'il avait l'intention de gagner cinq années consécutives, comme Borg. Avec un aplomb monumental, il lui a simplement donné rendez-vous dans trois ans.

ALAIN GIRAUD.

## AUTOMOBILISME

### LE GRAND PRIX DE FRANCE DE FORMULE 1

#### Toute la gomme!

L'Anglais Nigel Mansell (Williams) a remporté, dimanche 6 juillet, le 72<sup>e</sup> Grand Prix de France de formule 1 qui se disputait sur le circuit Paul-Ricard au Castellet (Var). Parti en tête, Mansell a dominé toute la course, pour terminer avec 17 secondes d'avance sur le Français Alain Prost.

Le grand perdant de cette épreuve est le Brésilien Ayrton Senna, qui a dû abandonner et se trouve ainsi relégué à la troisième place au classement du championnat du monde des conducteurs, dont la première place est occupée par Alain Prost.

#### De notre envoyé spécial

Le Castellet. — La fante à la météo. Un de ces méchants changements de temps qui fait succéder à une semaine torride un ciel couvert. Ces nuages au bord de la Méditerranée ont bouleversé les prévisions et les hypothèses échauffées de la veille.

Pendant deux jours d'essais, les pilotes avaient souffert dans leur machine. Ayrton Senna, le top-shirt humide et la combinaison rouillée sur les hanches, avait même affirmé vendredi que la victoire dans ce Grand Prix de France reviendrait plus aux fabricants de gommes qu'aux pilotes. Et tout le monde, ces mécaniciens spécialistes, accueillait les nuages de la fin des jours, à la recherche de la meilleure adhérence sur une chaussée surchauffée.

Pauvre Ayrton Senna! Vedette des stands durant les essais, chouchou des spectateurs, le jeune Brésilien n'a pas figuré longtemps dans la course. Dès le troisième tour, le bolide noir et or quitta la piste. Accablé, mais saul, le leader du championnat du monde regagnait son stand à pied. Cruelle déception pour ce pilote qui, quelques heures avant, essayait avec succès ses monoplace et choisissait d'effectuer le parcours avec le moteur Renault turbo équipé de nouvelles culasses.

«La consommation devrait être moindre», assurait-il, optimiste. Le sort et l'huile répandue sur la piste en ont décidé autrement. Exit Senna. Son compagnon du team Lotus, Johnny Dumfries, l'a d'ailleurs rejoint avant la fin de la

course, lui aussi ayant dû quitter la piste pour s'en aller rouler sur le bas-côté, soulevant la poussière en un gros nuage de désespoir. Dommage pour le moteur Renault. Surtout qu'un autre utilisateur du V6, Philippe Streiff, sur sa Tyrrell, a dû abandonner précipitamment son véhicule en feu, au quarantième tour. Un incendie pas assez rapidement maîtrisé.

#### Mauvais temps

Heureusement pour la marque française il y avait l'écurie française. Les belles bleues attirèrent les curieux lors des essais. Le public se pressait autour du stand Ligier-Gitanes pour voir le nouveau look de René Arnoux ou boire les paroles de Jacques Laffite. Le Grenoblois Arnoux, comme pour fêter dignement ses trente-huit ans, s'était adjugé un très bon temps samedi. Si son compère Laffite ne l'avait pas gêné, il aurait même pu obtenir une meilleure place pour le départ du grand prix. Rapide samedi, très rapide dans les derniers tours hors compétition, Arnoux souriait. L'air d'un enfant qui prépare un bon coup. De rares mèches échappées des ciseaux du coiffeur se dressaient sur sa tête comme pour renforcer son air espiègle. Mais dimanche, le sourire avait disparu. Cette météo capricieuse venait de chambouler les belles espérances. «Le rafraîchissement de la température gêne les utilisateurs de pneus Pirelli qui pensaient bénéficier d'un avantage avec la chaleur», commentait alors un concurrent de la marque italienne. Arnoux, se moquant des

situations difficiles, s'est lancé dans la poursuite. Il a tenté de s'accrocher à la deuxième place mais, dépassé par Prost, il a dû regagner son stand à la recherche de «gommes supérieures». Chaussées de neuf, les deux Ligier réussirent à reprendre leurs places dans le peloton de tête et à terminer la course en cinquième et sixième position.

Car dans la poursuite pour rattraper la Williams de Mansell, qui s'est engagé dès le départ, il y avait d'autres bolides plus rapides que les Ligier. Les McLaren par exemple. Et Prost allait jeter dans la course toute son habileté de tacticien confirmé pour tenter de grignoter les secondes indispensables. Dans les nouveaux virages construits pour réduire la distance du circuit, et surtout pour limiter la vitesse des voitures après la ligne droite des stands, il put négocier des passages en finesse. Mais rien n'y fit. La Williams tourne plus vite, se payant même le luxe d'améliorer le record du tour. Entre les bas-côtés peints en bleu, dernier caprice du Ricard, elle a joué les hors-bord.

La deuxième Williams, celle de Piquet, roulait aussi très vite. Dans les derniers tours, le Brésilien réussit à doubler Keke Rosberg et à se rapprocher de Prost. Le pilote français, fatigué, reconnaissait à sa descente de la tribune officielle que dans le championnat, «la lutte allait maintenant être serrée entre les deux écuries». Et il ajoutait que, à son avis, les Williams étaient «plus au point en ce qui concerne la consommation».

SERGE BOLLOCH.

## TOUR DE FRANCE CYCLISTE

### Le «Blaireau» sur trois pattes

Image de la mondialisation du cyclisme: Davis Phinney, de la sélection 7 Elites, l'un des meilleurs routiers sprinters des États-Unis, a obtenu son premier succès européen en remportant, dimanche 6 juillet, la troisième étape Levallois-Perret-Liévin, du Tour de France. La veille, un jeune Canadien de Vancouver, Alex Stieda, incorporé au même groupe, s'était provisoirement installé en tête du classement général. Mais le Français Thierry Marie a repris le maillot jaune, son sans avoir été menacé par son propre équipier Charly Mottet.

#### De notre envoyé spécial

Liévin. — Fignon-Hinaut. On en parlait depuis longtemps. C'était le match idéal. Un match opposant le moderne à l'ancien, «l'intellectuel» à l'autodidacte, le calculateur au cabochard, le blond au brun comme ce fut déjà le cas pour Anquetil-Poulidor, et l'homme de Guimard à celui de Tapie. Deux tempéraments, deux conceptions, presque deux mondes.

Cette grande rivalité dont le Tour a besoin avait commencé en 1984. Laurent Fignon, qui bénéficiait alors d'une condition physique éblouissante, s'était joué d'un Bernard Hinault incomplètement remis d'une intervention chirurgicale consécutive à une tendinite. Par une troublante coïncidence, il devait ensuite ressentir les effets d'un mal identique et le Breton profita de son absence, l'année passée, pour

conquérir son cinquième maillot jaune.

Aujourd'hui, les deux anciens équipiers devenus concurrents se dressent à nouveau l'un contre l'autre, dans le cadre d'un duel incertain. Hinault a pris l'avantage d'entrée, à l'occasion du prologue de Boulogne-Billancourt. Mais Fignon s'est empressé de renverser la situation dès le lendemain puisque, dans le test contre la montre collectif de 56 kilomètres, entre Meudon et Saint-Quentin-en-Yvelines, son équipe a laissé celle du «Blaireau» à près de deux minutes.

Première surprise. On n'imaginait pas la formation Système U aussi puissante. Privé d'éléments de valeur tels que Marc Madet ou Pascal Poisson, Cyrille Guimard avait dû engager à la hâte deux «intérieurs», Biondi et le Suisse Gavigliet pour compléter, nous allions écrire, replâtrer, son effectif. Or, Fignon, Thierry Marie et leurs partenaires ont survolé la course. Mieux, ils ont encore accentué leur pression dimanche, au cours de l'étape de Liévin où Mottet et Biondi se sont montrés extrêmement incisifs.

Deuxième surprise. L'équipe La Vie Claire, qui paraissait la plus forte sur le papier, a subi en permanence la loi de l'adversaire. Et si elle a perdu cette bataille importante, sa responsabilité en incombe précisément à Hinault. Un Hinault très inférieur pour une fois à sa réputation de rouleur. Il faut évidemment replacer l'événement dans ses limites. Le Tour ne fait que débiter, et l'épreuve constitue la montre constitutive d'un exercice particulier, dont les effets sont remis en question dans une semaine, quand le peloton abordera les Pyrénées.

En outre, Bernard Hinault, qui ajoute la hargne à l'expérience, n'est pas l'homme à rester sur un échec. Mais il doit agir rapidement s'il ne veut pas être contesté au sein de sa propre équipe où Greg Lemond se découvre des ambitions nouvelles et attend son heure. Impatiemment semble-t-il. A moins que le Français, toujours leader en titre de La Vie Claire, ne décide de se mettre au service de l'Américain, ainsi qu'il l'avait promis la saison passée.

JACQUES AUGENDRE.

## ATHLÉTISME

### La reine Ingrid



Sur la piste fétiche d'Oslo, devant son public, la Norvégienne Ingrid Kristiansen a pulvérisé son propre record du monde à 10 000 m en 30 mn 12 s 74 après avoir doublé au moins une fois toutes ses adversaires, dont la Française Loizeau qui battait néanmoins le record de France de la distance en 32 mn 43 s 81.

## GOLF

### Les balles d'argent de Ballesteros

L'Espagnol Severiano Ballesteros a remporté dimanche 6 juillet, pour la deuxième année de suite et la quatrième fois dans sa carrière, l'Open de France de golf. Sur le parcours de 6 067 mètres de La Boule, Ballesteros, avec des cartes de 65, 66, 69 et 69, termina à 19 ans-dessous du par, en 269.

Quelle série impressionnante! L'Espagnol a maintenant remporté les quatre derniers tournois: le Masters britannique, l'Open d'Irlande, l'Open de Monte-Carlo et maintenant l'Open de France. Cela constitue un record sur le circuit européen. Le dernier triplé fut accompli il y a trois ans par le Britannique Faldo qui commença précisément sa séquence euphorique, à La Boule.

Les joueurs, que ce soient les champions comme Lyle ou Faldo, ou de jeunes Américains comme Stetten et Commans, sont conscients de côtoyer avec Ballesteros une légende. «Il est d'un tout autre métal que nous», assure Commans. Pour l'avoir suivi à la fois à Monte-Carlo où, parti avec cinq coups de retard le dernier jour, il lança une charge tout en surmenant,

en agressivité maîtrisée, à tel point qu'il fut le seul des dix prétendants à la victoire à ramener une carte vierge de tout «bogey», et à La Boule, où il devait se maintenir en tête après avoir mené de bout en bout, on peut affirmer que Ballesteros sait maintenant comme personne attaquer dans l'allégresse et défendre dans l'apreté.

Quelle décennie prodigieuse depuis sa première victoire sur le circuit européen en 1976, année où il termina, à dix-neuf ans, premier sur la liste des gains! Le jeu de l'Espagnol a énormément gagné en sûreté depuis l'époque où les Américains, déconcertés par tant de hardiesse, l'avaient surnommé «le champion des parkings». «L'homme des hors-limites». Mais il a encore l'aura du risque. Il est là pour gagner. D'où l'empressement des organisateurs à s'aligner sur ses exigences. La somme de 50 000 dollars qu'il aurait touchée pour se présenter à La Boule est devenue son prix de base. En huit tournois européens, cette année, Ballesteros a remporté 235 000 dollars de prix. Chaque fois que son club frappe la petite balle blanche, cela lui rapporte 100 dollars. Il n'a jamais terminé au-dessous de la quatrième place.

Ces chiffres indiquent sa valeur marchande et ses processus techniques. Ils n'évoquent nullement le génie galvanisé qui fait courir les foules et dont les privilèges évoquent, dans un demi-siècle encore, la belle série.

### Navratilova entre dans la légende

#### De notre envoyé spécial

Une guirlande sacrée sur le gîte d'anniversaire du tournoi centenaire, voilà ce que devait être la finale dames Navratilova-Mandlikova! Samedi 5 juillet, l'ombre a été noyée par la pluie et le gazon du All England Club bien frisant pendant une quinzaine saharienne, est devenu méchamment glissant pour cette ultime période. Cela s'est-t-il été la clé de ce match, rendez-vous raté? L'une et l'autre ont eu du mal à trouver leurs appuis et à contrôler les balles alourdies par l'humidité. Le pire étant qu'elles n'y parvinrent pas en même temps. Car Martina est entrée dans le match quand Hana en est sortie. La Tchèque n'a pas eu une explication simple comme bonjour: deux semaines pour passer de la brique pilée au gazon, ce n'est pas suffisant pour qu'il adapte son jeu. L'idéal serait donc qu'il se dispensât de passer par Roland-Garros. Mais il ne saurait en être question puisque, pour prétendre être le meilleur du monde, il faut faire ses preuves sur toutes les surfaces. Or il est

décidé 7-1. Et elle maintint la même cadence durant toute la deuxième manche.

En fait, les deux femmes ne furent au diapason que pendant le dernier jeu. Martina servit alors à 30-40 mais c'était trop tard pour Hana, qui avait déjà laissé passer sa chance au cinquième jeu.

Ce ne fut pas une finale inoubliable. Elle fera pourtant date dans l'histoire du tennis. En remportant pour la cinquième fois consécutive le titre féminin des Internationaux de Grande-Bretagne, Navratilova a égalé un vieux record que Suzanne Lenglen avait établi entre 1919 et 1923. Mais en triomphant de tableaux comptant 128 joueuses, la championne du monde, qui a remporté 135 matches d'affilée à Wimbledon, a fait mieux que la Divine au temps du Challenge-Round. D'ailleurs, cette septième à Wimbledon en fait bien la plus grande joueuse de tous les temps: Navratilova totalise 14 titres du grand chelem et dépasse les 10 millions de dollars de gains sur les courts.

A. G.

## LES RÉSULTATS

### Athlétisme

#### Victoire de la France

L'équipe de France a remporté, dimanche 6 juillet à Monaco, le match quadrangulaire qui opposait à l'Italie, la Pologne et l'Espagne.

#### Record de France

Martine-Cristine Cazier a battu, samedi 5 juillet à Epinal au cours du match France-Pologne-Espagne remporté par les Polonaises, le record de France du 200 m en 22 s 52.

#### Record d'Europe

Le Soviétique Robert Emmanin a battu, dimanche 6 juillet à Moscou, le record d'Europe du saut en longueur avec un bond de 8 m 61, tandis que son compatriote Andreï Porokofev égalait le record d'Europe de Guy Druet sur 110 m haies en 13 s 28.

### Automobilisme

Grand Prix de France. — 1. Mansell (Williams-Honda), 305,040 km en 1 h 37 mn 19 s 27 (184,062 km/h); 2. Ayrton Senna (McLaren-TAG-Porsche); 3. Prost (McLaren-TAG-Porsche); 4. à 37 s 54, Piquet (Williams-Honda); 5. à 48 s 70, Rosberg (McLaren-TAG-Porsche); 6. à 1

### Basket-ball

#### CHAMPIONNAT DU MONDE

La France a pris un mauvais départ. Battus de peu (80-84) par l'Espagne, l'un des favoris, samedi 5 juillet, les Français ont perdu la plupart de leurs espoirs en s'inclinant dimanche 6 juillet face à la Grèce (84-87). La qualification pour les demi-finales passe par une victoire contre le Brésil, mardi 8 juillet.

### Football

#### COUPE DE LA LIGUE

Brest b. Guingamp 3-0  
Nantes b. Rennes 2-1  
Bordeaux et Toulouse 1-1  
RC Paris b. Orléans 2-1  
Cam b. Laval 1-0  
Paris-SG b. Le Havre 2-0  
Lille et Valenciennes 0-0  
Lens b. Abbeville 1-0  
Metz b. Nancy 2-0

### Haltérophilie

#### RECORD DU MONDE

Le Soviétique Leonid Tchenchenko a battu, dimanche 6 juillet à Liptsk (URSS), le record du monde du total olympique (catégorie plus de 110 kilos) en soulevant 467,5 kilos.

### Motocyclisme

#### CHAMPIONNAT DU MONDE DE MOTOCROSS

En gagnant dimanche 6 juillet le Grand Prix d'Allemagne de cross 250 centimètres cubes, le Français Jacky Fimond s'est adjugé le titre de champion du monde.

#### CHAMPIONNAT DU MONDE DE VITESSE

Le Grand Prix de Belgique a été remporté dimanche 6 juillet par l'Américain Randy Mamola (Yamaha) sur 250 centimètres cubes et par l'Espagnol Sito Pons (Honda) sur 250 centimètres cubes.



هنا من الأصل

# économie

## REPÈRES

### Fiscalité : réforme mexicaine

Le gouvernement mexicain a adopté un plan de réforme fiscale destiné à « encourager la croissance économique », a indiqué, le vendredi 4 juillet, M. Guillermo Prieto, fonctionnaire du ministère des finances. Ce plan comprend la réduction de l'impôt sur les revenus des personnes physiques, la déduction de certaines prestations sociales, celle des pertes de change, l'assouplissement du régime d'imposition des intérêts des placements à l'étranger et des incitations directes à l'investissement.

### Recette : plus d'un milliard de dollars pour le canal de Suez

Les revenus du canal de Suez pour l'année fiscale, qui va du 1<sup>er</sup> juillet 1985 au 30 juin 1986, ont dépassé, pour la première fois, le milliard de dollars, a annoncé, le samedi 5 juillet, M. Mohamed Ezzat, président du Suez Canal Authority. Les droits de trafic provenant du transit par la voie d'eau - troisième source de revenus en devises après les envois d'argent par les Égyptiens expatriés et les recettes du pétrole - ont atteint 1 026 millions de dollars, contre 920 millions de dollars l'année précédente (+ 13,7 %). La progression des revenus du canal est due, notamment, à l'augmentation du tonnage (+ 2,3 %) des navires qui l'ont emprunté et au développement du trafic pétrolier (+ 13 %) pendant le second semestre de l'année fiscale. M. Ezzat a indiqué que la hausse des tarifs (3,5 % en moyenne), appliquée à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1986, avait eu un impact limité sur les recettes, les gros navires bénéficiant d'un tarif réduit. — (AFP.)

● **Aerolineas argentines : licenciement de la totalité des pilotes.** — Les cinq cent soixante et un pilotes de la compagnie aérienne argentine Aerolineas argentinas, en grève depuis cinq jours pour réclamer des augmentations de salaires, ont été licenciés le samedi 5 juillet, a annoncé le président de la société, M. Horacio Domingorena. Les pilotes réclamaient une augmentation de 50 % de leurs salaires pour qu'ils soient alignés sur ceux de leurs collègues de la compagnie Austral, rachetée par l'Etat il y a cinq ans. Aerolineas argentinas a aussitôt fait publier dans la presse des avis d'embauche et a reçu pour l'instant deux cent trente candidats. Un commandant de bord de Boeing-747 d'Aerolineas argentinas perçoit environ 1 200 dollars par mois, soit six à onze fois moins que ses collègues de compagnies européennes ou nord-américaines, selon des sources syndicales. — (AFP.)

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

# SOLVAY en 1985: Une nouvelle année positive pour le groupe

Les résultats se maintiennent au niveau de 1984. 1985 a été une année positive pour l'ensemble de l'industrie chimique européenne et Solvay a maintenu ses résultats de 1984. Le chiffre d'affaires consolidé n'a toutefois que faiblement progressé, 225,4 milliards de FB en 1985 contre 223,7 milliards de FB en 1984. De leur côté, le cash flow et le résultat net consolidé atteignent des montants aussi favorables que ceux de 1984.

Cette situation s'explique par la combinaison d'une croissance satisfaisante du chiffre d'affaires de la santé humaine et de la transformation avec un comportement assez ternes des produits traditionnels dont les ventes ont pourtant augmenté en volume de 4 à 5 %. Les fluctuations des changes et celles de certains prix de ventes sont responsables de cet effet négatif, compensé toutefois par des répercussions similaires sur le prix de revient. Le groupe bénéficie aussi des effets cumulés de la politique d'économie d'énergie qu'il a menée depuis plusieurs années.

**Une meilleure implantation sur des marchés plus rémunérateurs.** Dans divers secteurs, des efforts importants ont été consentis en vue d'améliorer l'implantation du groupe sur des marchés plus rémunérateurs. Ainsi, dans le domaine des matières plastiques, une plus grande spécialisation de la production Solvay la rend moins sensible aux aléas conjoncturels, de même, en santé animale, le rachat des activités

américaines de Squibb & Sons élargit à de nouveaux produits la gamme d'activités du groupe dans cette branche et renforce sa position sur le marché américain.

Dans le même ordre d'idées, Solvay a commencé à réaliser un effort d'implantation en Asie du Sud-Est: une équipe installée sur place y coordonne et développe les activités de la société.

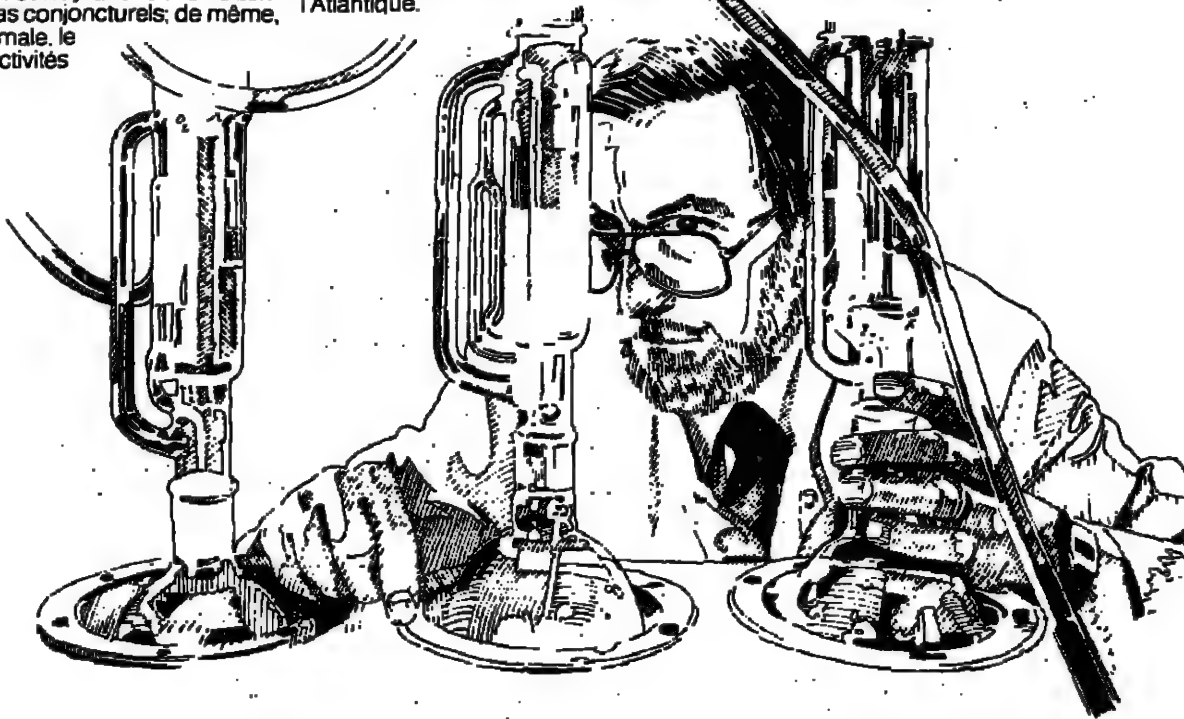
**Une modernisation sans cesse croissante des procédés de fabrication.** En 1985, Solvay a introduit, dans ses électrolyses, un système de régulation permettant des économies d'énergie électrique. De même, le développement de l'informatique dans ses procédés de fabrication lui permet désormais d'assurer une meilleure reproductibilité de la qualité des produits et d'améliorer la fiabilité de marche des installations sur de nombreux sites d'implantation du groupe.

**Une nouvelle voie pour l'expansion du groupe.** L'année 1986 voit la poursuite d'un programme d'investissements important, ainsi l'acquisition par Solvay de Reid-Rowell aux Etats-Unis ouvre le marché américain à ses produits pharmaceutiques d'Europe. Elle montre que Solvay a entrepris de faire de son activité en santé humaine une de ses grosses lignes de produits des deux côtés de l'Atlantique.

**La dividende en hausse.** La rémunération nette des actions Solvay pour 1985 proposée à l'assemblée générale est de 300 FB par titre entièrement libéré, c'est-à-dire supérieure de 30 FB à celle de 1984.

| Chiffres-clés                     |         |         |
|-----------------------------------|---------|---------|
| en millions de FB                 |         |         |
|                                   | 1985    | 1984    |
| Chiffre d'affaires                | 225 443 | 223 695 |
| Frais de recherche                | 7 828   | 7 321   |
| Frais de personnel                | 53 868  | 51 842  |
| Depenses d'immobilisations        | 13 984  | 10 397  |
| Résultat net consolidé du groupe  | 8 140   | 8 050   |
| Résultat net de Solvay & Cie S.A. | 7 940   | 4 905   |
| Résultat à affecter               | 5 052   | 3 707   |
| en unités                         |         |         |
| Personnel occupé                  | 44 461  | 43 527  |

Le rapport annuel de Solvay & Cie est disponible en langues française, néerlandaise, anglaise et allemande sur demande au Secrétariat Général de Solvay & Cie, Rue du Prince Albert 33, B-1050 Bruxelles.



## SIDÉRURGIE

### « Sacilor n'a plus besoin d'aide de l'Etat »

nous déclare M. Dollé, PDG du groupe

« M. Gandois, dans le rapport qu'il a remis au premier ministre, estime que les groupes sidérurgiques ne parviendront pas à atteindre leur objectif d'équilibre à la fin de 1987. Pour combler les pertes, il faudra de nouvelles aides publiques. Or, de votre côté, vous avez déclaré que Sacilor était en avance sur ses objectifs à moyen terme. Alors, qu'en est-il ? »

« L'évolution de notre résultat courant ou résultat d'exploitation est conforme à notre tableau de marche et nous sommes même, en effet, sur le premier semestre, plutôt en avance. Par rapport à notre objectif qui était de parvenir à l'équilibre à la fin de l'année 1987 et sur l'ensemble de l'exercice 1988, nous n'avons effectivement pas besoin de financement supplémentaire. Les 12,8 milliards de francs attribués par le gouvernement à la fin de 1985 à Sacilor suffisent. »

« Votre groupe n'a donc plus besoin de l'argent de l'Etat ? »

« Non, mais cela n'a rien à voir avec la reconstitution du capital social par conversion des avances versées depuis huit ans qui est, elle, indispensable. Cette opération budgétaire n'apportera aucun argent supplémentaire aux groupes. »

« Et dans l'avenir, après 1987 ? »

« Tout dépendra, comme dans toute entreprise, de l'évolution des marchés. Mais, tel que nous pouvons les appréhender aujourd'hui, en juin 1986, il ressort que nous pourrions nous passer d'aide. La société a gagné son autonomie. Elle doit être maître de ses investissements et de ses restructurations, comme une entreprise normale. Il faudrait que la sidérurgie cesse, enfin, d'être un problème politique. Après tous les efforts consentis par le contribuable, c'est aujourd'hui possible. Ne ratons pas l'occasion. »

« M. Gandois s'opposerait à la reprise de la société allemande Arbed Saarstahl par Dilling, le filiale que vous détenez déjà en RFA. Vous estimez cette opération nécessaire ? »

« Je n'ai vraiment pas l'esprit à me livrer à la moindre polémique, car la question est effectivement très difficile. Il s'agit seulement d'une opportunité qui me paraît stratégique pour Sacilor. J'ai la conviction que les aciéries, sans exception, ne sont plus des produits de croissance. Nous devons, à l'avenir, faire face à des stagnations, ou même à des régressions. Notre marché n'est plus mondial. Croire que l'on va continuer durablement à vendre du fil machine à 215 dollars la

tonne en Chine ou des bobines à chaud en Inde ou au Zimbabwe contre les Coréens est illusoire. Ce n'est plus rentable. Ces produits se banalisent. Mais d'un autre côté, se limiter à la France serait suicidaire. Le marché français est trop faible, les industries françaises de transformation, en aval de la sidérurgie, ne sont ni puissantes ni vraiment en bonne santé. »

### L'évolution européenne

« Reste alors l'Europe. Nous y avons des avantages de qualité et de proximité par rapport à la sidérurgie du tiers-monde. Je suis convaincu que nous pouvons prétendre à une très bonne place. Nos adaptations encore nécessaires, nous devons donc les faire en cherchant des accords sous toutes les formes avec les sidérurgistes européens. »

« Saarstahl représenterait une entrée sur le marché allemand ? »

« Le marché ouest-allemand reste le principal d'Europe avec une industrie en aval qui est très forte et il est, pour Sacilor, dont certains sites sont à 50 kilomètres de la frontière, tout proche. La RFA est une ouverture naturelle. En outre, il y a encore certainement des surcapacités sidérurgiques. Dans ce contexte et compte tenu des restructurations futures, il faut préparer les années 90 avec des partenaires européens plutôt que repliés à l'intérieur de nos frontières. »

« Pour Saarstahl, je souhaite d'abord voir. Il y a déjà des liens entre Dilling, notre filiale en RFA, et Saarstahl. Cette entreprise a de bons atouts techniques et commerciaux. Elle a des productions voisines ou complémentaires des nôtres. Mon idée est alors, sans engagement aucun, d'observer pendant quelque temps si le redressement est possible, un an par exemple, puis d'étudier ce que nous pourrions faire ensemble. Mais il est hors de question de se charger d'une entreprise moribonde. »

« Mais cette entreprise n'est-elle pas directement concurrente de votre filiale française Unimetal, de vos usines de Gandrange ? »

« Raison de plus ! Il y aura forcément des évolutions en Europe. Je préfère, si cette entreprise se redresse, l'avoir comme partenaire plutôt que comme concurrente. Sur tout au cas où elle serait reprise par tel ou tel groupe sidérurgique ouest-allemand. Si restructurations il y a dans le futur, elles seront plus faciles à mener. Nous pourrions utiliser les meilleurs outils d'Unimetal »

## CONSTRUCTION NAVALE

### A DIEPPE

### Les chantiers de la Manche menacés à leur tour de fermeture

La crise des chantiers navals ne touche pas seulement les grandes entreprises comme Normed. Ce qu'il est convenu d'appeler les « petits » chantiers sont, eux aussi, frappés.

#### De notre correspondant

Dieppe. — La fermeture à brève échéance des Ateliers et chantiers de la Manche à Dieppe, annoncée le mercredi 3 juillet au personnel, au cours d'une réunion du comité d'établissement, a provoqué un vif émoi dans le port de la Manche, dont le taux de chômage est déjà de 13,9 %. Le chantier naval local, qui abrite le siège social des ACM, avait pourtant retrouvé une bonne santé, comparé à l'ensemble des

chantiers français. Avec les deux autres sites du groupe, à Saint-Malo et Grand-Quevilly, près de Rouen, les plans de charge offraient des perspectives normales pour la deuxième moitié de 1986. D'autres commandes pouvaient venir, d'ici là, s'ajouter à celles de deux chantiers marocains et d'un navire océanographique pour l'Indonésie. Actuellement, se trouve sur cale un troisième chalutier-usine surcongélateur de la série Snekkar.

La surprise a été d'autant plus vive que les collectivités locales, dont le conseil général présidé par M. Jean Lecanuet (UDF), ont beaucoup contribué à ce que ce chantier soit construit aux ACM, symbolisant une volonté de soutenir l'économie locale. EDF, dans le cadre de la procédure après-chantier de la centrale nucléaire de Paluel, toute proche, a même participé au financement.

Pour les trois cents employés du chantier dieppois, la décision prise par M. Guy Roux, PDG des ACM, semble motivée par le seul désir de profiter d'un mouvement national d'allègement des effectifs et des sites.

Dès mercredi, deux cent cinquante ouvriers ont manifesté dans les rues de Dieppe. Le lendemain, ils décidèrent de bloquer deux chantiers récemment lancés, qui doivent être livrés au cours de ce mois à un armateur de Boulogne-sur-Mer.

E.B.

## AUTOMOBILISME

### DE FRANCE DE FORMULE 1

### la gomme !

La grande part de cette opération est la gomme. Les équipes de la Formule 1 ont dû abandonner et se sont retirées de la troisième place du tableau des championnats du monde des conducteurs dont la première place est occupée par Alain Prost.

Les équipes de la Formule 1 ont dû abandonner et se sont retirées de la troisième place du tableau des championnats du monde des conducteurs dont la première place est occupée par Alain Prost.

### Manque de gomme

Le manque de gomme est la cause de la défaite des équipes de la Formule 1. Les équipes de la Formule 1 ont dû abandonner et se sont retirées de la troisième place du tableau des championnats du monde des conducteurs dont la première place est occupée par Alain Prost.



La reine Ingrid

### GOLF Les balles d'argent de Balles-terre

Les balles d'argent de Balles-terre sont les balles d'argent de Balles-terre. Les balles d'argent de Balles-terre sont les balles d'argent de Balles-terre.



## FINANCES

## FRAUDES BOURSIÈRES ET DÉLITS D'INITIÉS

## Un double camouflet pour la COB

Toutefois, méfiance à son revers et l'extraordinaire essor des marchés financiers internationaux depuis quatre ans s'est accompagné, dans le même temps, d'une intense spéculation, ouvrant la voie à des abus. Ceux-ci sont d'autant plus facilités que les autorités boursières ont déjà bien du mal à faire face à la simple vérification de l'activité quotidienne et aux OPA qui se succèdent en rafales. De plus, elles n'ont souvent ni les moyens humains suffisants ni les techniques nécessaires pour contrecarrer l'action des initiés, c'est-à-dire de ses personnages qui, grâce à leurs activités professionnelles ou leurs contacts personnels, disposent d'informations privilégiées inconnues du public, lequel se trouve lésé.

Les États-Unis, où ce phénomène a été récemment illustré par l'affaire Dennis Levine, ne sont pas seuls dans ce cas. Sans remettre en cause la vaste entreprise de déréglementation des grandes places financières mondiales, l'Allemagne fédérale, la Grande-Bretagne et les Pays-Bas, pour ne citer que les exemples les plus récents, s'emploient à lutter contre les fraudes et abus de confiance (y compris ceux commis par des dirigeants) tout en cherchant à limiter les fuites d'informations confidentielles. Le tout avec des textes législatifs qui, de toute évidence, sont inadaptés ou dépassés face à cette nouvelle forme de délinquance en col blanc qui prend de

l'ampleur et que les tribunaux ont bien du mal à condamner.

La France n'échappe pas à ce qui risque d'apparaître comme une règle ainsi qu'en témoignent deux affaires qui ont été récemment examinées par les tribunaux après investigation menée par la Commission des opérations de Bourse et plainte déposée auprès du procureur de la République (voir ci-dessous). Dans le premier cas, AMREP, le président n'a été condamné qu'au maximum de la peine prévue par le code de commerce pour la publication de faits faux (un an de prison avec sursis et 60 000 F d'amende), alors qu'il y avait manifestement volonté de tromperie. « Si des dirigeants inclinent des faits faux dans

une note visée par la COB avec volonté de la tromper, nous n'avons pas de possibilités de sanctions pénales adaptées », déplore-t-on au siège de cet organisme.

Dans le second cas - Thomson-CSF - le jugement est encore plus surprenant puisqu'il conclut à l'innocence des inculpés alors que l'instruction avait démontré l'existence d'un faisceau d'éléments prouvant que l'on était, de toute évidence, dans le cas classique d'une opération d'initiés.

SERGE MARTI

## Thomson-CSF et le contrat saoudien : relaxe pure et simple

Souvenez-vous : c'était le « contrat du siècle ». En discussions depuis quatre ans avec les autorités saoudiennes, la société Thomson-CSF signait le 3 janvier 1984 avec Ryad un contrat d'armement de 4 milliards de dollars, soit 30 milliards de francs de l'époque (dont 50 % pour le groupe d'Alain Gomez), dont le contenu devait être rendu public huit jours plus tard. Sur le plan commercial, l'opération « Elit de faucon » - c'était le nom du contrat Shabine 2 - avait été un succès complet. Mais, en Bourse, il y eut quelques ratés qui mirent la puce à l'oreille à la Commission des opérations de Bourse.

Entre décembre 1983 et janvier 1984, le cours de l'action Thomson-CSF avait grimpé de 50 %, passant de 180 F à 275 F. Entre le 9 et le 13 janvier, le titre s'enflamma, gagnant près de 20 % en une semaine pour retomber comme un soufflé, suite confirmée la nouvelle. Dépêchés en hâte, les « gendarmes » de la COB mettaient la main sur Jean-Marie Carnet, ingénieur en chef de l'armement, et Jean-Pierre de Baritault de Carpi, PDG de la société Baritault et disposant, à cette occasion d'informations privilégiées - sur la marche financière de Thomson-CSF.

Fort de son titre de sous-directeur des affaires internationales au ministère de la défense et chargé des relations avec l'Arabie saoudite, M. Carnet participait à plusieurs réunions sur ce contrat, la dernière en date ayant lieu au Trésor le 13 janvier. La veille, l'ingénieur en

chef, « qui manifestait jusque-là un certain scepticisme » sur l'issue des négociations avec Ryad, avait brusquement changé d'avis, puisqu'il s'était précipité chez son agent de change, où il détenait une « position vendeur » découvert de 850 actions Thomson-CSF - pour « racheter d'urgence sa position » et donner ordre « d'acheter en plus 5 000 à 6 000 titres de cette société », la plupart de ces valeurs étant revendues par la suite.

Joueur confirmé  
en Bourse

Spécialisé dans le recrutement de cadres de haut niveau, Jean-Pierre de Baritault, « joueur confirmé en Bourse », passa, dans les trois jours précédant l'information capitale, des ordres d'achat portant sur plus de 11 000 actions Thomson-CSF, après avoir eu des « contacts », durant la semaine du 9 au 13 janvier 1984, « avec les initiés Coutard et Henin », respectivement directeur général et directeur de la trésorerie et des changes de ce groupe.

Saisi par la Commission des opérations de Bourse sur plainte du procureur de la République, le tribunal décidait pourtant le 13 mai 1986, de prononcer la relaxe de ces deux personnes. Pour Jean-Marie Carnet, dédouané par ses chefs de toute « faute contre l'honneur », les juges ont estimé qu'il subsistait un doute sur l'exploitation d'une information privilégiée.

Quant à Jean-Pierre de Baritault, le tribunal a été sensible aux arguments développés par l'intéressé. Celui-ci « a expliqué de façon plausible qu'il avait été amené à opérer... sur l'action Thomson, parce qu'il considère qu'il s'agit d'une valeur d'avenir et même de la seule valeur d'urgence du marché français ». Les entretiens qu'il a pu avoir avec Noël Coutard les 10, 11 et 13 janvier 1984 se sont limités « à des problèmes de recrutement de financiers », et Jean-François Henin, autre responsable de Thomson-CSF, interrogé téléphoniquement par M. de Baritault sur le fait de savoir si la société « ne venait pas de signer un contrat de 1 milliard de francs », avait répondu « de façon évasive et n'avait à aucun moment donné l'information sur ce contrat ». De ces faits, le tribunal a retenu que la preuve de la culpabilité n'était pas apportée.

S. M.

## AMREP : au bénéfice de l'âge

AMREP : un des plus grands scandales du siècle - avions-nous pu titrer le 1<sup>er</sup> janvier 1985 en dressant le bilan d'une année boursière riche en événements, dont celui-ci qui apparaissait le plus négatif pour la communauté des épargnants. On se souvient que la société AMREP, qui regroupait à l'époque une trentaine de filiales spécialisées dans les recherches par pétrolières, faisait état, courant 1983, de perspectives d'ensemble plutôt favorables à la veille d'une émission d'obligations convertibles importante (115 millions de francs). Il fallut attendre mars 1984 et la publication des comptes consolidés pour comprendre l'ampleur du désastre : une perte de plus de 820 millions de francs pour 1983, un déficit de 300 millions pour l'année suivante et un « trou » de 200 millions à excompter pour 1985.

Face à cette déconfiture due pour l'essentiel aux déboires subis par la principale filiale d'AMREP, l'Union

industrielle et d'entreprises (UIE), sur certains chantiers au Brésil et au Nigeria, la dégringolade du titre était à la hauteur de la déconvenue : de 1 100 francs durant l'été 1983, le cours de l'action chutait à moins de 100 francs un an plus tard, et le tribunal de commerce de Nanterre était contraint de prononcer en juillet 1984 le démantèlement du groupe, lequel devait être repris en partie et sous réserve d'inventaire par Bouygues.

Le 18 juin 1984, le PDG d'AMREP, M. André Miller, âgé de soixante-quatorze ans, était inculpé d'infraction à la législation sur les sociétés pour avoir publié des informations fausses (préalablement à un appel public à l'épargne). Deux anciens dirigeants, Maurice Thireau et Bernard Langlois, étaient inculpés de « complicité de publication de faits faux en vue d'obtenir des souscriptions » tandis que les deux commissaires aux comptes,

Henry Charrier et Pierre Levasseur étaient accusés d'avoir visé des « informations mensongères ».

Dans ses attendus, le tribunal qui s'est prononcé le 6 mai dernier sur cette affaire retrace avec précision le déroulement historique de cette « conspiration du silence » pour aboutir à la conclusion suivante : « André Miller doit être déclaré coupable du délit de publication de faits faux pour obtenir des souscriptions ; Langlois, qui l'a aidé dans les actes ayant préparé ou facilité l'infraction, doit être retenu comme son complice ; que par contre Thireau qui, bien que parfaitement au courant des faits, s'est borné à se taire sans accomplir d'acte positif favorisant l'entreprise de tromperie, doit être relaxé du chef de complicité ».

Incité à tenir compte de l'âge de Miller « et de sa qualité de délinquant primaire », le tribunal le condamnait au maximum prévu par la loi, soit un an d'emprisonnement avec sursis et 60 000 francs d'amende. Langlois était condamné de son côté à 50 000 francs d'amende tandis que les deux commissaires aux comptes, accusés d'avoir certifié « sans réserves » les comptes consolidés d'AMREP alors que leurs collègues chargés de la filiale UIE refusaient le projet de bilan présenté au conseil d'administration, étaient condamnés chacun à 20 000 francs d'amende. Ce jugement a été frappé d'appel, tant de la part des deux commissaires aux comptes que du parquet.

S. M.

## ÉNERGIE

● Gaz : contrat de fourniture franco-suisse. - Gaz de France et la société helvétique Gaznat ont signé, vendredi 4 juillet, un contrat prévoyant la fourniture pendant vingt ans, de 1987 à 2007, de gaz naturel venant de France à la Suisse romande. Quelque 150 millions de mètres cubes de gaz par an transiteront par le gazoduc Annecy-Annamasse. La Suisse a déjà signé des contrats analogues avec la RFA

et les Pays-Bas pour assurer son approvisionnement jusqu'à la fin du siècle. - (AFP.)

● Pétrole : nouvelle découverte au Gabon. - Une nouvelle découverte de pétrole a été faite au Gabon sur le permis terrestre de Ougou-Seto-Cama, situé à 90 kilomètres de Gamba, par la société Shell-Gabon, associé au groupe ELF-Aquitaine. Le puits, qui a débité lors des essais

plus de 3 100 barils d'huile par jour, semble faire partie du gisement découvert à Rabi l'an dernier. Les réserves contenues dans ces deux sites seraient, indique un communiqué de Shell-Gabon, « le plus grand champ jamais découvert au Gabon et certainement le résultat le plus important de ces dernières années ». Le Gabon, le plus petit producteur de l'OPEP, extrait actuellement environ 200 000 barils/jour de pétrole brut.

## NUMÉRO SPÉCIAL :

# LE PALMARÈS DES UNIVERSITÉS



Le classement des universités, pour les formations scientifiques d'avenir (informatique, électronique, chimie, sciences de la vie). Les meilleures écoles nationales supérieures d'ingénieurs. La sélection en médecine faculté par faculté. Les formations gagnantes pour devenir publicitaire. Le bilan du Comité National d'Évaluation des Universités.

Les diplômes les plus efficaces pour faire face à la crise.

Les pièges de la première inscription en fac : un dossier pratique et une enquête minutieuse sur les critères officiels - et officieux - d'admission dans les universités.

ÉGALEMENT AU SOMMAIRE : ● Pratique : les cours de rattrapage scolaire pendant l'été : la liste complète par département, les tarifs, les dates des sessions, les matières enseignées. ● Utiles : lecture de vacances pour les enfants : une large sélection des meilleurs ouvrages récemment parus. ● Nouveau : la maîtrise d'économie et de gestion du sport de Paris IX Dauphine.

Numéro de juillet-août, chez votre marchand de journaux





## CONJONCTURE

### Le relèvement de la cotisation vieillesse permettra de tenir deux ans

déclare M. Balladur

« La décision d'appliquer ou non la contribution sociale de 0,4 % sur tous les revenus lors du dernier trimestre provisionnel de 1986 sera prise dans les prochains jours », a déclaré, dimanche soir 6 juillet, à l'Europe 1 M. Balladur, ministre d'Etat, chargé de l'économie, des finances et de la privatisation, interrogé au cours du « Club de la Presse », M. Balladur a par ailleurs indiqué que la hausse de 0,7 point de la cotisation vieillesse à partir du 1<sup>er</sup> août permettrait de « tenir deux ans ».

« L'abaissement de l'âge de la retraite à soixante ans a été une très mauvaise décision », a déclaré M. Balladur. Les deux tiers du déficit de la Sécurité sociale sont dus, selon le ministre, au régime vieillesse, et la plus grande part du déficit de celui-ci est la conséquence de l'abaissement de l'âge de la retraite. « Il faudra mettre des incitations, pour permettre le travail après soixante ans », a ajouté M. Balladur.

Interrogé sur la privatisation, M. Balladur a répondu qu'il serait « le défenseur des petits poissons » en défendant l'actionnariat du personnel et du public par des « facilités d'achat, de paiement différé », et des actions gratuites pour le personnel qui achèterait une partie du capital de leur société. M. Balladur a affirmé en outre qu'il n'était pas opposé à l'idée que le produit de la vente de TF 1 serve à alimenter un fonds pour la création.

En ce qui concerne l'accord conclu dans le secteur des télécommunications entre la firme française COE et le groupe américain ITT, M. Balladur a seulement souligné que l'affaire était en cours d'examen et que la décision du gouvernement serait prise dans quelques semaines.

### SOCIAL

● **Condamnation d'un ancien responsable CGT de Renault-Douai.** — L'ancien secrétaire du syndicat CGT de l'usine Renault à Douai, M. Jean-François Caré, a été condamné, le mardi 1<sup>er</sup> juillet, par le tribunal correctionnel, à verser 8000 F à la direction (6000 F de liquidation d'astreintes et 2000 F de dommages et intérêts) pour être entré dans l'entreprise à plusieurs reprises en dépit de son licenciement intervenu le 12 décembre 1985. Par ailleurs, le tribunal a déboulé la CGT de la plainte qu'elle avait déposée après la dernière élection du secrétaire du comité d'établissement : selon le tribunal, il n'était pas interdit à la direction de participer au scrutin quand elle le désirait. — (Corresp.)

● **La réforme de l'ANPE.** — La réorganisation de l'Agence nationale pour l'emploi doit être « pragmatique », a déclaré M. Arthuis, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales, dans une interview publiée le samedi 5 juillet par l'ouest-France. M. Arthuis ne veut pas que l'on « fiche le bazar pour un simple effet d'annonce ». Il souhaite « un mode de rémunération qui tienne compte de efforts et mérites de chacun » et un « contrôle interne du travail des employés », par exemple par des « contrôles inopinés » de représentants de la direction générale, pour vérifier l'exécution des « objectifs prioritaires » : accueil des chômeurs, évaluation de leurs compétences et placement correspondant. Enfin, M. Arthuis affirme que « les suppressions d'emploi ne seront pas plus importantes à l'ANPE que dans les autres administrations : 1,5 % du total, soit cent quatre-vingt employés ».

## Empruntez. C'est le moment.

Pour exporter plus et mieux, il faut investir.

Aujourd'hui, la BFCE vous propose des prêts avantageux, à taux fixe, de 3 à 12 ans. Avec nous, sachez profiter de la baisse des taux. Appelez-nous. Nous étudierons la formule qui vous convient.

NUMERO VERT 05.23.99.04

AMIENS 22.91.21.67 - BAYONNE 90.25.69.10 et 11  
BORDEAUX 36.12.21.00 - CERGY-PONTOISE  
(1) 30.38.11.22 - CRÉTEIL LECHAT (1) 43.77.11.88  
DIJON 80.43.81.34 - GRENOBLE 76.44.22.81  
LE HAVRE 35.22.45.24 - LILLE 20.30.60.82  
LIMOGES 55.79.94.77 - LYON 78.27.71.60  
MARSEILLE 91.51.81.00 - NANCY 83.30.80.87  
NANTES 40.47.08.33 - NEUILLY  
(1) 47.47.50.00 - ORLÈANS 38.42.09.10  
PARIS LA DÉFENSE (1) 47.96.61.11  
PARIS NORD/EST BLANC-MENIL  
(1) 46.65.44.38 - REIMS 26.40.44.40  
ROUEN 58.98.27.87 - RUELLE  
MALMAISON (1) 47.49.10.92  
ST-QUENTIN-EN-YVELINES (1) 30.44.02.27  
STRASBOURG 88.32.48.80 - TOULOUSE  
61.62.11.31 - VELIZY-VILLACOUBLAY  
(1) 39.46.97.52



BANQUE FRANÇAISE DU COMMERCE EXTERIEUR. Siège social : 21, boulevard Haussmann - 75009 PARIS CEDEX 09 - A L'ETRANGER : SUITE UNIFORME LUNDI, MEXICO, NEW YORK, HONG KONG, SAN FRANCISCO, SINGAPOUR - BUREAUX DE REPRESENTATION : BRUXELLES, COPENHAGUE, DUBLIN, GENEVE, LONDRE, LA CAPE, MELBOURNE, MOSCOU, NEW YORK, ROME, SAO PAULO - DELÉGATIONS COMMERCIALES : BOGOTA, DUBAÏ, JERUSALEM, PEKIN, TAIPEI.

**LIBRAIRIE ANCIENNE**  
**L'ARBRE DE VIE**  
11, rue de Colombe, Figeac 46100  
CATALOGUE SOUS PRESSE  
EGYPTOLOGIE - EMPIRE OTTOMAN  
Envoi sur demande

### BENNETON

Graveur-Héraldiste  
Papier-lettre - Cartes de visite - Faire-part de mariage  
Chevalières gravées  
75, bd Malesherbes - Paris 8 - tél. : (1) 43.87.57.39

## MARCHÉ COMMUN

### Le conseil des ministres et le Parlement européen cherchent à doter la CEE d'un budget pour 1986

L'Assemblée européenne de Strasbourg, dont ce sera la dernière session avant les vacances, va de nouveau voter, jeudi 10 juillet, sur le budget européen pour 1986. Pour le moment la Communauté n'a plus de budget et fonctionne selon le régime des « douzièmes provisoires », qui permet d'appeler les contributions des Etats membres en fonction des dépenses mensuelles constatées en 1985.

Une première fois par une ordonnance de référé en mars dernier, une seconde fois le 3 juillet, la Cour européenne de justice a annulé la décision de président Pierre Pflüger d'arrêter définitivement le budget 1986, alors que le conseil des ministres et l'Assemblée n'étaient pas parvenus à un accord. La procédure va reprendre au niveau du vote en

deuxième lecture effectué en décembre dernier, d'un budget supérieur de 629 millions d'ECU (1 ECU = 6,55 F) au budget proposé par le conseil des ministres. Une nouvelle concertation entre les trois institutions - Parlement, Conseil et Commission - sera tentée mercredi 9 juillet. La crise cependant risque de n'être pas dénouée car la quasi-totalité des groupes politiques a exprimé son refus de revenir sur un vote acquis en décembre. Les socialistes ont indiqué que le projet de budget du Conseil « ne respectait même pas ses obligations financières légales » pour financer une Communauté de douze membres au lieu de dix. Les libéraux estiment que les douzièmes provisoires sur lesquels la CEE serait condamnée à vivre, faute d'accord, étaient déjà épuisés aux trois quarts. D'ailleurs, la Commission a confirmé cette insuffisance en présentant un budget supplémentaire de 2,5 milliards d'ECU (s'ajoutant au projet initial de 32,7 milliards d'ECU), portant le budget total bien au-delà de celui adopté par l'Assemblée (33,3 milliards d'ECU).

Ainsi, est-il clair que la décision de la Cour européenne de justice porte sur le respect de la procédure budgétaire et que pour les cinq Etats membres, dont la France, qui avaient introduit le recours, est l'essentiel. Mais le contentieux sur le fond demeure. Le Parlement estime en effet que les dépenses non obligatoires concernant les autres politiques que la politique agricole, c'est-à-dire essentiellement le fonds social et le fonds régional, sont nettement insuffisantes. D'ailleurs, la répartition du budget supplémentaire lui-même, entre les dépenses agricoles en croissance continue, du fait de la baisse du dollar, et les « politiques structurelles » peut provoquer un nouveau conflit entre le Conseil et l'Assemblée.

### ÉTRANGER

#### PIZZA PLACE ROUGE

L'émigration a fait le succès de l'alimentation italienne à travers le monde. Mais à Moscou, l'apprentissage de la pizza est conçu comme un véritable transfert de technologie. Une société italienne Ital Food Trading vient de conclure, selon le quotidien italien la Stampa, un contrat de 8 millions de dollars avec la municipalité de Moscou pour y établir trente-six pizzerias, dont la première sera installée, dès octobre prochain, près de la place Rouge. Ces restaurants pourront servir cinq mille repas par jour et le contrat prévoit que les chefs italiens devront apprendre à leurs collègues soviétiques l'art du pizzaiolo et des macaroni al dente.



ANGLO-SAXON  
ACCOUNTING METHODS  
AND FINANCIAL MANAGEMENT  
4 - 15 AOUT 1986

LONE MOUNTAIN CAMPUS, SAN FRANCISCO, CALIFORNIA

Avec la participation de l'Ordre des Experts-Comptables et des Comptables Agréés.

Séminaire pour 20 participants.  
10 places réservées à l'Ordre. 10 places disponibles.

Niveau requis : Experts-Comptables ou expérience équivalente.  
Cadres Financiers.

Clôture des inscriptions le 10 Juillet 1986.

Informations uniquement sur rendez-vous :  
European University of America  
Centre pour l'Europe, Tél. (1) 42.96.43.11



### Vous recherchez une école privée ?

renseignements sur place ou par téléphone au  
Centre d'Information et Documentation sur l'Enseignement  
1, rue de Choiseul - Tél. : (1) 42 96 16 68  
sur Minitel : (1) 42 96 80 06 - connexion

## COUP DE FIL-COUP DE FOUDRE.



LE BONHEUR, C'EST SIMPLE COMME UN COUP DE FIL.

TELECOMMUNICATIONS



### TIÉS

### COB

Le COB (Comité d'Orientation Budgétaire) a été créé par le COB pour étudier les problèmes budgétaires. Le COB a été créé par le COB pour étudier les problèmes budgétaires. Le COB a été créé par le COB pour étudier les problèmes budgétaires.

### au bénéfice de l'âge

Le COB a été créé par le COB pour étudier les problèmes budgétaires. Le COB a été créé par le COB pour étudier les problèmes budgétaires. Le COB a été créé par le COB pour étudier les problèmes budgétaires.

Le COB a été créé par le COB pour étudier les problèmes budgétaires. Le COB a été créé par le COB pour étudier les problèmes budgétaires. Le COB a été créé par le COB pour étudier les problèmes budgétaires.

Le COB a été créé par le COB pour étudier les problèmes budgétaires. Le COB a été créé par le COB pour étudier les problèmes budgétaires. Le COB a été créé par le COB pour étudier les problèmes budgétaires.

Le COB a été créé par le COB pour étudier les problèmes budgétaires. Le COB a été créé par le COB pour étudier les problèmes budgétaires. Le COB a été créé par le COB pour étudier les problèmes budgétaires.

### SPECIAL:

## MARÈS

## EXSITÉS

Le COB a été créé par le COB pour étudier les problèmes budgétaires. Le COB a été créé par le COB pour étudier les problèmes budgétaires. Le COB a été créé par le COB pour étudier les problèmes budgétaires.

Le COB a été créé par le COB pour étudier les problèmes budgétaires. Le COB a été créé par le COB pour étudier les problèmes budgétaires. Le COB a été créé par le COB pour étudier les problèmes budgétaires.

Le COB a été créé par le COB pour étudier les problèmes budgétaires. Le COB a été créé par le COB pour étudier les problèmes budgétaires. Le COB a été créé par le COB pour étudier les problèmes budgétaires.

Le COB a été créé par le COB pour étudier les problèmes budgétaires. Le COB a été créé par le COB pour étudier les problèmes budgétaires. Le COB a été créé par le COB pour étudier les problèmes budgétaires.



## AFFAIRES

## Nationalisation, privatisation : les avatars de la légitimité

(Suite de la première page.)

Appelé à assumer en 1989 la présidence de Paribas - institution centenaire - à l'issue d'une crise de confiance entre le titulaire en exercice et son conseil d'administration, j'ai reçu la démonstration in vivo, à cette occasion, du rôle déterminant de cette instance et de certains de ses membres les plus représentatifs, pour assurer dans des conditions admissibles par tous la transmission de flambeau. Et j'ai pu éprouver ensuite comment une légitimité encore fragile et d'essence différente de celle que donne la création se confortait peu à peu dans le mouvement en avant communiqué à l'entreprise d'adoption. Quant à la confortation qu'y peuvent apporter les marchés financiers, j'en ai reçu là aussi des témoignages probants.

En octobre 1981, quelques mois avant la nationalisation, s'est révélée, au sommet de Paribas, une divergence de conceptions, fondamentale il est vrai, mais ne mettant pas en cause l'estime réciproque des protagonistes, quant à la hiérarchie des obligations d'une équipe de direction et son devoir - absolu selon moi en toute circonstance, hormis toutefois l'occupation du territoire par une armée étrangère - de maintenir dans son intégrité l'instrument de travail à elle confié. J'ai dû sortir pour un temps de ma retraite. Mon souci presque exclusif fut alors

d'obtenir la nomination à la tête de Paribas de celui auquel je pensais depuis plusieurs années déjà pour y prendre, le moment venu, le relais de mon successeur immédiat. Sirot que j'eus obtenu, par un concours de circonstances dont je m'étonne encore, l'accord écrit du gouvernement d'alors sur ce point vital, je remis mon siège à la disposition du conseil pour que l'intéressé pût en recevoir l'onction. J'avais précisé par lettre à celui-ci que sa mission serait de conduire la maison intacte par le biais d'une traversée du désert que je pensais de durée limitée. Cette mission a été depuis lors menée à bien. Légitimité doublement assurée.

## Un vice fondamental

Ainsi l'expérience m'a-t-elle démontré que le pouvoir politique est moins qualifié que tout autre pour fonder la légitimité du pouvoir d'entreprise. Alors qu'en régime autoritaire le premier stérilise les facultés d'adaptation du second, en régime démocratique son prurit d'alternance ne peut que déstabiliser des équilibres et des stratégies reposant sur la continuité et sur la durée. L'idée contraire appartient au répertoire simpliste des concepts les plus archaïques selon lesquels l'Etat serait le dépositaire exclusif de l'intérêt général et, par voie de conséquence, les grandes entreprises ne

pourraient être dotées que par lui d'un exécutif légitime.

C'est, bien au contraire, le vice fondamental de la nationalisation que d'avoir pour conséquence la nomination et le renouvellement périodique par les soins du gouvernement des présidents des entreprises les plus importantes du secteur concurrentiel et de la plupart des grandes banques françaises. Et ce fut, à vrai dire, un spectacle navrant que de l'y voir procéder naguère en quelques semaines et dans l'euphorie factice d'un état de grâce déclinant.

La présent gouvernement, pour avoir hérité des biens acquis de façon si contestable par ses prédécesseurs, se trouve confronté, à son corps défendant, à un défi analogue. Malgré l'incongruité quasi surréaliste d'avoir à concentrer sur un bref espace de temps des choix de personnes aussi nombreux (quelque soixante-dix, en fait) et d'importance aussi capitale, il ne saurait longtemps les différer sans dommages sérieux pour les entreprises concernées. Pour être de signe politique opposé, les risques d'erreurs n'en sont pas moins pour lui aussi redoutables qu'ils le furent lors de la première tournée.

## Desseins ambitieux

Demain, les présidents confirmés ou nouvellement nommés ne jouiront pas d'emblée de la légitimité dont

aucun gouvernement ne saurait, en ce domaine, détenir les aces. Leur premier impératif sera de maîtriser assez bien les processus de privatisation qu'ils leur permettront d'en créer les solides assises. Au profit de qui ? D'aucuns posent en principe que ce ne saurait être d'eux-mêmes. C'est là un point de vue que l'on peut aisément comprendre de la part de candidats - évoués ou non - à l'exercice d'une influence, voire d'un contrôle, sur telle ou telle entreprise en cours de privatisation et soucieux, en conséquence, de ne pas voir, le moment venu, leurs ambitions trop vite perçues, puis contrariées par un président poursuivant d'autres desseins.

Par contre, une position analogue manquera à l'évidence de réalisme si elle était le fait de gouvernements soucieux d'assurer la mise en place des hommes idoines. Il ne s'agit pas, en effet, de désigner je ne sais quels officiers ministériels en charge de la régularité de procédures juridiques sans implication avec les stratégies d'affaires. Bien au contraire, des hommes de grande expérience et capables de desseins ambitieux sont ici nécessaires.

De tels hommes ne sont pas légion dans notre pays. En trouver un nombre adéquat à celui des postes à pourvoir représentera déjà une difficile gageure. Prétendre au

surplus exiger d'eux l'absence d'engagement personnel dans les projets d'avenir en fonction desquels ils devront piloter leur entreprise à travers un si difficile passage serait affronter de façon délibérée la quadrature du cercle.

## Droit de préférence

De quelle gamme de moyens les présidents d'entreprises en cours de privatisation pourront-ils disposer pour parvenir à cette conquête de la légitimité ?

La nationalisation a eu pour premier effet de couper chacune des firmes qui en a été victime de ses racines historiques. Ce n'est pas en quelques mois qu'il sera possible de leur redonner une existence réelle. Tout président justement soucieux de renouer le plus grand nombre possible de fils rompus devra donc, à mon sens, chercher à donner à certains anciens actionnaires français « de tradition », certes sans avantage de prix, un droit de préférence, proportionné à leur ancienne participation, pour la souscription d'une partie des titres remis à la disposition du public.

Un droit de préférence analogue sur une part notable du nouveau capital devrait être consenti dans le même temps aux membres du personnel. Si le principe de telles préférences peut être admis par le Conseil constitutionnel comme ne constituant pas des privilèges au sens où il a entendu les interdire, leur mise en œuvre devrait permettre de faire revivre des racines anciennes et d'en susciter de nouvelles, les unes comme les autres capables de sécréter leur part de légitimité, celle-ci du meilleur aloi.

Sans doute de nouveaux conseils, désignés dès maintenant par les mêmes voies que les présidents, ne pourraient-ils ne pas souffrir des mêmes tares originelles. Ce n'est pourtant pas seul qu'un président de firme en voie de privatisation pourra progresser sur la voie difficile qui lui est assignée. Encore faut-il se garder d'instaurer au départ des situations conflictuelles au sommet des affaires concernées.

Il faut enfin parler du marché. C'est bien lui qui se révélera en fin de compte le véritable juge de paix. J'ai eu, pour ce qui me concerne, trop d'occasions d'apprécier les vertus de son appui pour être le moins du monde tenté de sous-estimer son importance. Celle-ci, bien sûr, est décisive. Elle le demeure, dans un contexte en rapide évolution, à travers un processus d'internationalisation croissante déjà largement amorcé. Faut-il pour autant lui confier dès maintenant, sans garde-fous et multiples précautions préalables, le soin de rendre à nos firmes un actionariat digne de ce nom ? Qui pourrait le croire et qui aurait le courage d'en assumer le risque ?

Les organismes complexes que sont nos grandes entreprises ont été débarrassés depuis plusieurs années des circuits viraux auxquels il s'agit

aujourd'hui de les reliair à nouveau. Leurs réflexes traditionnels ne pouvaient que s'endormir. Avant que ceux-ci ne soient pleinement réveillés, ces vastes ensembles seront donc vulnérables. Quelques années seront donc nécessaires avant qu'elles puissent affronter sans protection les turbulences d'un environnement dont l'imprévisibilité ne peut que s'accroître.

Reconnaissons-le, la remise sur le marché, dans un espace de temps limité, de la plus grande partie de nos barques et de quelques-uns de nos plus grands groupes industriels est une aventure, à l'échelle française, proprement inouïe. Le marché financier de Paris n'a encore ni l'ampleur ni les moyens de défense de celui de Londres, sur lequel pourtant le gouvernement de M<sup>me</sup> Thatcher ne s'est pas hasardé sans précautions dans l'exécution d'un programme qui fait précédent pour le nôtre. Des mesures tendant à empêcher d'aboutir toute tentative de prise de contrôle de nos firmes à la faveur d'une situation d'exception sont donc d'absolue nécessité. Ce n'est pas vrai seulement de la limitation de nos cessions de titres à des étrangers, tout le monde comprenant qu'une privatisation qui se traduirait par un contrôle extérieur serait intolérable. C'est vrai aussi à tout le moins pour des maisons comme les grandes compagnies financières dont l'indépendance vis-à-vis de tout autre groupe présente une importance vitale - des limites à imposer à la concentration entre les mêmes mains, fussent-elles essentiellement françaises ; de quelques blocs d'actions de dimensions significatives.

Les contraintes provenant d'accords internationaux n'ont pas ici grand-chose à voir. Il s'agit de la cession en bloc d'entreprises tombées un jour, pour des raisons d'ordre politique, entre les mains d'un Etat. Pas plus que pour la cession de tout autre élément du patrimoine de ce dernier, les autres Etats ne sauraient prétendre s'immiscer dans la détermination des modalités suivant lesquelles il peut choisir, un autre jour, de s'en défaire. C'est là un problème de droit interne.

Un sévère parcours d'obstacles attend les présidents désignés des entreprises en voie de privatisation. Ceux qui sauront y accomplir un sans-faute seront crédités de ce qu'on peut apprécier d'avance comme une sorte de fait d'armes « légitimant ». Les nouvelles instances mises en place sous leur impulsion n'en auront pas moins pour première tâche de prendre parti sur l'opportunité de les confirmer ou non dans leurs fonctions. Ce faisant, ce n'est pas seulement sur eux qu'elles porteront un jugement mais sur les décisions du pouvoir politique. Ce dernier et ceux qu'il aura nommés seront donc, tout au long du processus aujourd'hui engagé, solidaires devant l'opinion. Pour le reste, seul le temps pourra consacrer sans ambiguïté les nouvelles légitimités.

JACQUES DE FOUCHIER.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Toutes ces obligations sont vendues. Le présent avis est publié à titre d'information uniquement.



AIR FRANCE

FF 600.000.000

Obligations Série A à taux révisable annuellement 1986-1996  
permettant d'acquiescer par échange des  
Obligations Série B 7¼ % 1986-1996

Prix d'émission des obligations Série A: 101 %

## Crédit Commercial de France

Crédit Lyonnais • Algemene Bank Nederland NV  
BankAmerica Capital Markets Group • Bankers Trust International Limited  
Banque Bruxelles Lambert S.A. • Banque Française du Commerce Extérieur  
Banque Indosuez • Banque Internationale à Luxembourg S.A.  
Banque Nationale de Paris • Banque Paribas Capital Markets Limited  
Caisse des Dépôts et Consignations • County NatWest Capital Markets  
Crédit Agricole • Crédit Industriel et Commercial de Paris  
Crédit Suisse First Boston Limited • Daiwa Europe Limited  
Deutsche Bank Capital Markets Limited • Dresdner Bank Aktiengesellschaft  
Genossenschaftliche Zentralbank AG Vienna • Istituto Bancario San Paolo di Torino  
Kredietbank International Group • LTCB International Limited  
Samuel Montagu & Co. Limited • Morgan Guaranty Ltd  
Morgan Stanley International • Salomon Brothers International Limited  
Société Générale • Union Bank of Switzerland (Securities) Limited  
Westdeutsche Landesbank Girozentrale • Westpac Banking Corporation

Nouvelle Emission • le 7 juillet 1986

SOCIÉTÉ ITALIENNE, Constructeur de  
"MOTEURS DIESEL"  
(INDUSTRIELS, AGRICOLES ET MARINS)

Recherche Sociétés intéressées pour  
être son importateur en France, ou sur  
plusieurs départements.

Une profonde connaissance du marché  
et une bonne introduction auprès des  
"OEM" sont demandées.

Toute réponse sera confirmée, et,  
si nécessaire, une rencontre sera fixée  
avec les intéressés.

Prière de s'adresser à :  
A. DEXMIER, 26, rue Linois, 75015 Paris.

(Publicité)

RÉPUBLIQUE HÉLÉNIQUE - SOCIÉTÉ FONCIÈRE DE L'ÉTAT  
APPEL D'OFFRES POUR L'ALIÉNATION D'UN IMMEUBLE A BRUXELLES

La Société foncière de l'Etat se propose d'aliéner l'immeuble (B.K. 38) sis avenue de Tervuren et avenue Maréchal de Visschers à Bruxelles, propriété de l'Etat Hellenique et acceptée des offres écrites et cachetées jusqu'au 16 juillet 1986, aux bureaux de la représentation permanente/CE à Bruxelles, 1040, avenue de Cornberg, n° 71.

Le prix de référence de l'immeuble à aliéner est fixé à la somme de 60 000 000 FB.

Les offres, qui doivent être déposées directement et non par l'intermédiaire de bureaux de courtage en opérations immobilières, devront être accompagnées d'une lettre de garantie d'une banque reconnue, d'un montant de 5 000 000 FB.

L'immeuble à aliéner est situé sur un terrain d'une superficie de 8 183 m² et la surface totale des bâtiments (bancs principaux, dépendances et bâtiment annexes) est de 1 267,02 m². Il s'agit d'une superbe villa, d'un style architectural caractéristique de l'Europe du Nord de l'entre-deux-guerres et de parfaite construction. L'immeuble est vendu dans l'état où il se trouve.

Pour des informations supplémentaires et des données techniques, s'adresser à M<sup>me</sup> Alexandra Kikilos et Panagiotis Kalloulis à la représentation permanente/CE à Bruxelles, tél. : 00322/7358086.

Athènes, le 12 juin 1986.  
La présidente du conseil d'administration  
cachet. - sign. Papi Nicolaou.

مكتبة أمية الأصل



# AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## Banque Demachy & Associés

A l'initiative de la Banque Demachy & Associés et avec le concours d'entreprises et d'investisseurs institutionnels, a été constituée

### RIVOLI PLUS

Sicav Obligataire au capital de 200 millions de francs. Rivoli Plus s'adresse à la clientèle des particuliers, des entreprises et des investisseurs institutionnels.

Son portefeuille sera composé principalement d'obligations françaises de première catégorie garanties par l'Etat ou assimilées, et accessoirement d'autres obligations françaises ou étrangères à caractère dynamique. La gestion du portefeuille sera orientée vers la recherche dynamique et active de plus-values à moyen terme et long terme en capital. Le gérant aura la possibilité d'effectuer des opérations sur le MATIF et d'utiliser toute la gamme des instruments financiers. Il tiendra le meilleur parti de la nouvelle réglementation impliquant la mobilisation en coupons courus des obligations détenues par les OPCVM.

A la suite des réunions de constitution et du premier conseil d'administration tenu le 24 juin 1986, Rivoli Plus est composée de la manière suivante :

#### FONDATEURS :

Banque Demachy & Associés ; Cogema ; Compagnie Financière de Suez ; Compagnie Générale des Eaux ; GPA-Vie Groupe des Populaires d'Assurances ; Pechelbroun ; Préservatrice Foncière-Vie ; Presses de la Cité ; Rondeleux-Oudart S.A. ; Worms & Cie.

#### CONSEIL D'ADMINISTRATION :

M. Claude Zeller : président, directeur général adjoint du Groupe Rhin & Moselle ; M. Henri Bouvartier : administrateur, directeur général adjoint de la Banque Demachy & Associés ; M. Pierre Delage : administrateur, directeur adjoint de la Compagnie Financière de Suez ; M. Jean-Marie Espaloux : administrateur, chargé de mission auprès du président de la Compagnie Générale des Eaux ; M. Alain Marcheteau : administrateur, directeur financier d'Air France ; Banque Demachy & Associés, administrateur, représentée par M. Didier de Bonvouloir, sous-directeur ; Cogema : administrateur, représentée par M. Olivier Girard, trésorier ; GPA-Vie Groupe des Populaires d'Assurances : administrateur, représenté par M. Henri de Termont, directeur ; Worms & Cie : administrateur, représenté par M. Yves de Torsiac, secrétaire général.

#### COLLÈGE DE CENSEURS :

M. Jean-Luc Lépine : administrateur, directeur général de la Banque Demachy & Associés ; M. Gérard Stevenin, directeur général adjoint de Rondeleux-Oudart S.A. agent de change ; M. Jacques Charvin, chef du service trésorerie EDF.

#### DIRECTION :

La présidence de la SICAV a été confiée à M. Claude Zeller ; la direction générale à M. Henri Bouvartier. La gestion du portefeuille sera assurée par M. Robert Pessy, sous-directeur à la direction des marchés de la Banque Demachy & Associés.

Rivoli Plus sera ouverte au public dès que les formalités de constitution seront terminées.

223, rue Saint-Honoré, 75001 PARIS  
Tél. : (1) 42-60-32-63



Le 30 juin 1986, la valeur liquidative de la SICAF « VALEURS DE FRANCE », Société d'investissement à capital fixe gérée par la BRED, était de 340,65 F (contre 335,73 F le 13 juin).

« VALEURS DE FRANCE » cotait à cette même date 334 F, et le droit de souscription 5 F (contre respectivement 332 F et 3,50 F le 13 juin).

#### L'ACTIF DE LA SICAF ÉTAIT COMPOSÉ COMME SUIT :

- Actions : 42,01 %
- Disponibilités : 1,10 %
- Obligations : 30,90 %
- Titres intermédiaires (1) : 25,99 %

(1) Titres participatifs, certificats d'investissement, bons de souscription d'actions et d'obligations...

## COMPAGNIE GÉNÉRALE DE DÉVELOPPEMENT IMMOBILIER



Société Anonyme au Capital de 90.000.000 Francs  
Siège Social : 12, rue Rouquière - 75008 PARIS  
R.C.S. PARIS B 632 016 010 (S 3 B 1601)  
SIRET N° 632 016 010 00019

L'Assemblée Générale des actionnaires de COGEDIM s'est tenue le 18 juin 1986 sous la présidence de Michel MAUER.

Le rapport sur le marché immobilier en 1985, et plus précisément sur la vente de logements neufs aux particuliers, donne des appréciations très contrastées : abstraction faite de la "pénurie parisienne" qui se traduit par la disparition des stocks et par la hausse des prix, l'activité est restée très faible en province.

Malgré ce contexte, et avec l'appoint des "ventes en bloc" aux investisseurs institutionnels, COGEDIM a réalisé un placement global de près de 2 milliards de francs, en croissance de 30% sur l'exercice précédent, et représentant 1900 logements et 33.000 m<sup>2</sup> de bureaux.

Le bénéfice consolidé 1985 avant intéressement du personnel et impôt sur les sociétés s'élevait à 30,3 MF.

L'année 1986, dont les résultats sont en grande partie acquis, sera marquée par une nouvelle progression du chiffre d'affaires (1,8 milliard de francs déjà réalisé au 30 juin 1986) et des profits.

L'Assemblée a décidé la distribution d'un dividende de 9 F par action, avoir fiscal compris.

## stemi

L'Assemblée générale des actionnaires de la STEMI, réunie le 25 juin 1986 sous la présidence de M. Raymond de Bégiers, a approuvé les comptes de l'exercice 1985.

Les produits d'exploitation se sont élevés à 132,3 millions de francs, contre 116 millions de francs pour l'exercice précédent, soit une progression de 14 %, dont une partie provient de l'exploitation des importants investissements réalisés courant 1984 (74,2 millions de francs) et 1985 (67,2 millions de francs).

Après des amortissements globaux qui passent de 37,7 millions de francs à 42,7 millions de francs, le bénéfice net après impôts ressort à 25,8 millions de francs, contre 19,5 millions de francs en 1984. Ce résultat est encore obtenu en majeure partie par les parcs de wagons mais se trouve déjà sensiblement conforté par l'exploitation, dans de meilleures conditions de rentabilité, du parc de conteneurs-clients et par le revenu des filiales françaises et africaines. Les comptes consolidés du groupe font apparaître un chiffre d'affaires de 169 millions de francs, dont un tiers dû aux conteneurs, contre 156,2 millions de francs, et un bénéfice, part du groupe, de 32,7 millions de francs contre 23,8 millions de francs, dont l'accroissement de 37 % résulte en partie de la politique de désengagement des filiales industrielles.

L'Assemblée a décidé la mise en distribution d'un dividende de 30 francs par action, assorti d'un avoir fiscal de 15 francs, soit un revenu global de 45 francs, en progression de 15 % sur celui de l'exercice précédent.

Un acompte de 15 francs ayant été payé en décembre 1985, le solde de 15 francs sera mis en paiement à compter du 29 juillet 1986.

L'Assemblée a enfin renouvelé les mandats d'administrateurs de MM. Marc Fournier et Florent Wenger.



### Forte augmentation du dividende et renforcement des fonds propres.

L'Assemblée Générale Ordinaire s'est réunie le 30 juin 1986 sous la présidence de Monsieur Bernard MERLIN, Président-Directeur Général. Elle a approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 Décembre 1985 qui se soldent par un résultat d'exploitation de 26,9 Millions de Francs, soit 8,60% du Chiffre d'Affaires hors taxes contre respectivement 8,2 Millions et 7,57% en 1984.

MERLIN IMMOBILIER, poursuivant sa politique de rigueur, a ajouté à ses trois critères traditionnels de gestion : emplacements de premier ordre, meilleur rapport qualité/prix, effort publicitaire, la recherche de stations de prestige.

| Répartition géographique : |  |                       |
|----------------------------|--|-----------------------|
| Région                     | Chiffre d'Affaires TTC en millions de Francs | Nombre d'appartements |
| Normandie                  | 116.138                                      | 517                   |
| Vendée                     | 73.830                                       | 300                   |
| Landes/Bretagne            | 62.580                                       | 258                   |
| Côte d'Azur                | 86.398                                       | 339                   |
| Montagne                   | 23.002                                       | 175                   |
|                            | 371.378                                      | 1.600                 |

Le résultat exceptionnel de 4,4 Millions de Francs concerne pour l'essentiel la plus-value réalisée à la suite de la cession d'actifs immobiliers. Le bénéfice net de l'exercice ressort à 17,08 Millions de Francs.

La distribution globale aux actionnaires atteint 9,7 Millions contre 7,3 Millions au titre de l'exercice précédent. Les capitaux propres de la Société augmentent de 6,7 Millions et s'inscrivent à 140,5 Millions.

Le dividende par action s'élève à F. 18,50, assorti d'un avoir fiscal de F. 9,25, en hausse de 32% sur le dividende de 1984. Il sera mis en paiement à partir du 15 Juillet 1986.

Le montant des ventes signées au cours du premier semestre de l'exercice 1986 reste comparable à celui de la même période de 1985.

# SEFIMEG. L'ATOUT PIERRE.

Rendement, plus-value, sécurité, liquidité.  
L'Immobilier selon Sefimeg.

Une action Sefimeg, c'est une part d'une Société Immobilière d'Investissement, spécialiste de la construction et de la gestion locative, dont le patrimoine s'étend à 7600 appartements et 102.000 m<sup>2</sup> de locaux à usage commercial situés pour l'essentiel à Paris et dans sa région.  
C'est un rendement assuré dans un contexte de relance immobilière.

## AUGMENTATION DE CAPITAL

par émission de 1254309 actions nouvelles de F 100 nominal à souscrire :

- au prix de F 370 (dont F 270 de prime d'émission),
- à raison de 1 action nouvelle pour 6 anciennes (souscriptions à titre réductible admises),
- jouissance : 1<sup>er</sup> juillet 1986.
- Souscription ouverte du 7 juillet au 28 juillet 1986 au siège social de Sefimeg, 4, place Rio-de-Janeiro, 75008 Paris, à ses bureaux, 64, rue de Lisbonne, 75008 Paris, et auprès de tous les intermédiaires financiers habilités.

Une note d'information (visa COB n° 86-236 en date du 24 juin 1986) est tenue sans frais à la disposition du public.  
BALO du 30 juin 1986.



“... et je suis aujourd'hui à même de confirmer les chiffres que j'ai avancés précédemment, c'est-à-dire que le bénéfice net de l'exercice 1986 sera au moins triple de celui de l'exercice précédent...”

*Signature*

Extrait de l'allocation de M. Jean-Marc VERNES  
Président, prononcée lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 18 juin 1986.

## EMISSION DE CERTIFICATS D'INVESTISSEMENT

- Les certificats d'investissement possèdent les mêmes droits que les actions (dividendes, avantages fiscaux, etc.), à l'exception du droit de vote.
- Emission de 2010150 certificats d'investissement.
- Droit préférentiel de souscription (UN certificat pour TROIS actions) réservé aux actionnaires.
- Prix d'émission : F 250. Jouissance : 1<sup>er</sup> janvier 1986.
- Délai de souscription : du 1<sup>er</sup> juillet au 22 juillet 1986 inclus.
- Emission dirigée par la Banque Indosuez, la Banque Nationale de Paris, et la Banque Industrielle et Commerciale du Maroc.

BALO du 23 juin 1986. Une note d'information est tenue sans frais à la disposition du public (visa COB n° 86-230 du 19 juin 1986).



**SOCIÉTÉ ITALIENNE COGNAC**  
**MOTEURS DIESEL**  
INDUSTRIELS AGRICOLES  
Ingénierie Société  
Une société importateur en France  
de moteurs agricoles  
Une gamme complète  
de moteurs industriels  
et agricoles  
Tous types  
et puissances  
A. DEMACHY, 28, rue de la République

**SOCIÉTÉ ITALIENNE COGNAC**  
**MOTEURS DIESEL**  
INDUSTRIELS AGRICOLES  
Ingénierie Société  
Une société importateur en France  
de moteurs agricoles  
Une gamme complète  
de moteurs industriels  
et agricoles  
Tous types  
et puissances  
A. DEMACHY, 28, rue de la République



# AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



COMPAGNIE DE RAFFINAGE  
ET DE DISTRIBUTION TOTAL FRANCE

Le conseil d'administration de la Compagnie de raffinage et de distribution Total France a décidé d'utiliser l'autorisation qui lui a été donnée par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 17 juin 1986 d'augmenter le capital social de la compagnie pour le porter de 766 947 850 F à 1 333 895 700 F par l'émission de 15 338 957 actions nouvelles de 50 F nominal à souscrire en numéraire.

Ces actions seront émises au prix unitaire de 120 F et pourront être souscrites du 15 juillet 1986 au 4 août 1986 à raison d'une action nouvelle pour une action ancienne détenue.

Cette augmentation de capital renforcera les capitaux propres de CRD Total

France affectés par les moins-values sur stocks : elle mettra la compagnie en état de poursuivre son programme de modernisation et de tirer parti des perspectives encourageantes qui apparaissent pour le raffinage et la distribution des produits pétroliers.

Total Compagnie française des pétroles, qui détient 59,18 % du capital de CRD Total France, a indiqué son intention d'exercer à titre irréductible l'intégralité de ses droits.

Une note d'information concernant cette opération, visée par la Commission des opérations de Bourse, sera disponible dès le début de la période de souscription.

stemi

La STEMI informe qu'elle a vendu sa participation de 18,50 % dans le capital de la SATI au prix de F 750 par action, dégageant ainsi une plus-value de F 14 936 000.



L'Assemblée Générale, réunie le 27 Juin 1986, sous la Présidence de Vincent BOLLORÉ, a approuvé les comptes de la Société arrêtés au 31 Décembre 1985.

La perte d'exploitation avant plus-values a été ramenée de 121 MF en 1984 à 45 MF en 1985. Le bénéfice net au bilan ressort à 18,5 MF; au niveau consolidé, le bénéfice au bilan est de 26,6 MF; la part de la SCAC s'élevant à 23,9 MF.

Le Président Vincent BOLLORÉ et le Directeur Général Christian BLANCKAERT ont affirmé leur volonté de poursuivre et d'accroître le développement de SCAC TRANSPORT INTERNATIONAL, en France, en Afrique bien sûr à travers les SOCOPAO, mais aussi en Europe, en Amérique, en Extrême-Orient, et de consacrer tous les moyens financiers nécessaires à leur développement.

Par ailleurs, les trois divisions de la SCAC, SCAC COMBUSTIBLES, SCAC BRICORAMA, SCAC VOYAGES FRIEDLAND demeurent actuellement et sans équivoque, chacune dans son métier, à l'intérieur du périmètre de la SCAC.

Ils ont souligné l'importance du réseau international de la SCAC - 12.000 collaborateurs dans 50 pays - plus de 16 milliards de F facturés dont 70 % à l'étranger et la forte position occupée dans les différents métiers qu'exerce la SCAC. Ils ont indiqué leur détermination et leur confiance dans l'avenir des résultats.

Le rapport d'activité de la SCAC est disponible en français et en anglais à la Direction de la Communication 30, Quai de Dion-Bouton, 92806 Puteaux.

(Publicité)

## DIPLOMES DE LANGUES pour la vie professionnelle

Tous ceux qui ont étudié une langue (anglais, allemand, italien, espagnol, russe, grec), quels que soient leur âge et leur niveau d'études, ont intérêt à compléter leur qualification par une véritable formation en langues, décisive dans la vie professionnelle, confirmée par un des diplômes suivants :

- Charte de commerce étrangères, compétences valorisantes dans tous les secteurs du commerce et des échanges;
- BTS traducteur commercial attestant une formation de spécialiste de la traduction et de l'interprétation;
- Université de Cambridge (anglais), certificats de l'information, de l'édition, de la recherche;
- Examen chaque année dans les principales villes de France;
- Endosse, cadres commerciaux et administratifs, ingénieurs, techniciens, secrétaires, représentants, comptables, etc., profitent de cette opportunité pour améliorer leur compétence et leurs chances.

Documentation gratuite sur la préparation et les avantages de ces diplômes sur demande à LAINGLIS & AFFAIRES, service 4475, 35, rue Coligny, 92303 Paris-Levallois, Tél. : (1) 42-70-81-85 ou (1) 42-70-73-63 (répondra à distance).

## SITUATION AU 3.06.86

La situation au 3 juin 1986 s'élève à 731.988 millions contre 743.286 millions au 2 mai 1986.

En passif, les comptes d'Émission, Trésor Public, Comptes Courants Postaux se chiffrent à 37.193 millions de francs et les comptes d'Institutions Financières à 280.236 millions de francs. Les ressources louées par la Clientèle totalisent 249.171 millions de francs.

A l'actif, les comptes d'Institutions Financières s'élèvent à 257.492 millions de francs, les Crédits à la clientèle à 262.602 millions de francs et les comptes ordinaires débiteurs de la Clientèle à 36.140 millions de francs.

Européennes : Banco di Roma, Banca Nazionale del Lavoro, Comptabank.

CREDIT LYONNAIS

## BILAN 85

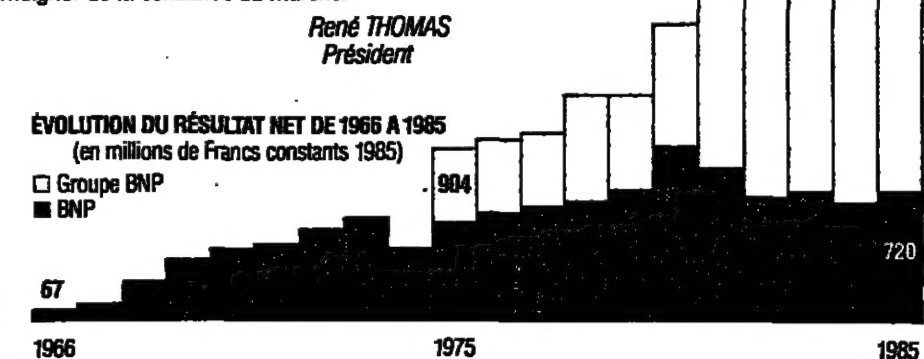
BANQUE  
NATIONALE  
DE PARIS

## 20 ANS DE CROISSANCE

L'année 1985 a été riche en changements tant en France que dans le monde. La BNP s'y est parfaitement adaptée. C'est le propre d'une banque jeune qui a vingt ans.

L'exercice 1985 a été caractérisé par une double croissance de la BNP. Croissance de ses résultats, puisque le bénéfice consolidé du Groupe, part des tiers exclus, s'approche des 2 milliards de francs, en progression de 21,7 %. Croissance de ses fonds propres, puisqu'au 31 décembre ils atteignent 18,5 milliards de francs en progression de 14,3 %, les fonds propres et provisions totalisant quant à eux 45,8 milliards de francs, en hausse de 13,6 %.

Enfin, l'émission de Certificats d'Investissement, intervenue en mai 1986 pour un montant supérieur à 5 milliards de francs, est venue renforcer encore nos structures financières et témoigner de la confiance du marché.



## Les résultats 1985

|  | Résultats BNP |        | Résultats consolidés |        |
|--|---------------|--------|----------------------|--------|
|  | (millions F)  | %      | (millions F)         | %      |
| Produit net bancaire et produits accessoires           | 22 357        | + 4,1  | 27 647               | + 4,9  |
| Frais généraux et amortissements                       | 16 563        | + 4,6  | 18 869               | + 3,6  |
| Résultats avant provisions, impôts et divers           | 5 794         | + 2,7  | 8 778                | + 7,8  |
| Provisions pour créances douteuses et risques généraux | 3 922         | - 11,4 | 4 876                | - 5,2  |
| Résultat net   | 720           | + 16,3 | 2 114                | + 19,6 |

BÉNÉFICE NET GROUPE BNP :  
F 2 114 MILLIONS (+ 19,6 %)

BÉNÉFICE NET BNP :  
F 720 MILLIONS (+ 16,3 %)

FONDS PROPRES :  
F 18,5 MILLIARDS (+ 14,3 %)

Après mise en réserve des résultats, les fonds propres

confortés par l'émission de F 2 milliards de Titres Subordonnés à Durée Indéterminée, atteignent un total de 18,5 milliards en hausse de 14,3 % par rapport au 31.12.1984.

FONDS PROPRES ET PROVISIONS :  
45,8 MILLIARDS (+ 13,6 %)

Face aux engagements, fonds propres et provisions totalisent au 31.12.1985 F 45,8 milliards, en progression de 13,6 %.

BNP. la banque est notre métier

## MARCHÉS FINANCIERS

### BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

| ACTIF  | 28 juin |
|--|---------|
| 1) OR ET CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER                     | 431 937 |
| Or   | 210 163 |
| Disponibilités à vue à l'étranger                    | 137 137 |
| ECU  | 67 037  |
| Avances au Fonds de stabilisation des changes        | 17 589  |
| 2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR                            | 33 504  |
| Comptes au Trésor public                             | 25 640  |
| 3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT  | 138 674 |
| Effets escomptés                                     | 76 885  |
| 4) OR ET AUTRES ACTES DE RÉSERVE A RECÉVOIR DU FÉCOM | 64 537  |
| 5) Divers  | 17 796  |
| Total  | 686 451 |

| PASSIF   | 28 juin |
|--|---------|
| 1) BILLET EN CIRCULATION   | 209 186 |
| 2) COMPTES CRÉDITEURS EXTÉRIEURS   | 12 651  |
| 3) COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC                                       | 47 774  |
| 4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS               | 100 219 |
| Comptes courants des établissements soumis à la constitution de réserves | 51 227  |
| 5) ECU A LIVRER AU FÉCOM   | 62 683  |
| 6) RÉSERVE DE RÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR                       | 242 888 |
| 7) CAPITAL ET FONDS DE RÉSERVE   | 3 129   |
| 8) DIVERS  | 7 927   |
| Total  | 686 452 |

### LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES)

Indice général de base 100 : 28 décembre 1984

27 juin 4 juillet

|  |       |       |
|--|-------|-------|
| Indice général                                   | 123,4 | 140   |
| Indice des valeurs industrielles                 | 130,3 | 136,8 |
| Indice des valeurs étrangères                    | 107,4 | 108,1 |
| Indice des valeurs de l'énergie                  | 132,1 | 130,5 |
| Indice des valeurs de l'équipement               | 125,9 | 122,8 |
| Indice des valeurs de l'industrie chimique       | 127,1 | 125,4 |
| Indice des valeurs de l'industrie métallurgique  | 141,1 | 135,4 |
| Indice des valeurs de l'industrie textile        | 123,7 | 121,7 |
| Indice des valeurs de l'industrie électrique     | 126,2 | 122,8 |
| Indice des valeurs de l'industrie aéronautique   | 128,9 | 126,7 |
| Indice des valeurs de l'industrie automobile     | 137   | 144,9 |
| Indice des valeurs de l'industrie pharmaceutique | 158   | 154,4 |
| Indice des valeurs de l'industrie chimique       | 168,8 | 174,8 |
| Indice des valeurs de l'industrie métallurgique  | 128,3 | 121,5 |
| Indice des valeurs de l'industrie textile        | 129,9 | 131,2 |
| Indice des valeurs de l'industrie électrique     | 138,5 | 130,4 |
| Indice des valeurs de l'industrie aéronautique   | 109,3 | 108,8 |
| Indice des valeurs de l'industrie automobile     | 104,9 | 107,2 |
| Indice des valeurs de l'industrie pharmaceutique | 110,4 | 110,8 |
| Indice des valeurs de l'industrie chimique       | 102,2 | 102,5 |
| Indice des valeurs de l'industrie métallurgique  | 302,5 | 317,1 |
| Indice des valeurs de l'industrie textile        | 345,8 | 360   |

|  |          |          |
|--|----------|----------|
| Indice des valeurs de l'énergie                  | 426,9    | 457,5    |
| Indice des valeurs de l'équipement               | 408,3    | 451,3    |
| Indice des valeurs de l'industrie chimique       | 125,8    | 128      |
| Indice des valeurs de l'industrie métallurgique  | 122,1    | 122,5    |
| Indice des valeurs de l'industrie textile        | 127      | 127,5    |
| Indice des valeurs de l'industrie électrique     | 126,7    | 128      |
| Indice des valeurs de l'industrie aéronautique   | 353,7    | 372      |
| Indice des valeurs de l'industrie automobile     | 238,5    | 238,9    |
| Indice des valeurs de l'industrie pharmaceutique | 322,1    | 340,5    |
| Indice des valeurs de l'industrie chimique       | 314,1    | 333,8    |
| Indice des valeurs de l'industrie métallurgique  | 421,7    | 444,4    |
| Indice des valeurs de l'industrie textile        | 408,1    | 438,2    |
| Indice des valeurs de l'industrie électrique     | 352,2    | 371,9    |
| Indice des valeurs de l'industrie aéronautique   | 314,8    | 324,3    |
| Indice des valeurs de l'industrie automobile     | 507,8    | 501,9    |
| Indice des valeurs de l'industrie pharmaceutique | 308,8    | 318,8    |
| Indice des valeurs de l'industrie chimique       | 325,5    | 335      |
| Indice des valeurs de l'industrie métallurgique  | 1 357,57 | 1 355,31 |

### CHANGES

#### PARIS

Dollar : 6,91 F ↓

Le glissement du dollar s'est poursuivi lundi 7 juillet, à 6,91 F contre 6,9450 F à la veille du week-end. Ce glissement s'est accentué après l'annonce de la victoire électorale de M. Nakasone, premier ministre japonais, qui a provoqué de nouvelles ventes à Tokyo, sur la crainte d'une chute ultérieure du dollar.

|                 |           |           |
|-----------------|-----------|-----------|
| FRANCFORT       | 4 juillet | 7 juillet |
| Dollar (en DM)  | 2,4728    | 2,4648    |
| TOKYO           | 4 juillet | 7 juillet |
| Dollar (en yen) | 160,98    | 159       |

|                      |                 |
|----------------------|-----------------|
| MARCHÉ MONÉTAIRE     | (effets privés) |
| Paris (7 juillet)    | 7 3/8           |
| New-York (4 juillet) | clos            |

### INDICES BOURSIERS

#### PARIS

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1985)

3 juillet 4 juillet

Indice général ... 365,3 372

Indice des valeurs industrielles ... 386,3 396,3

Indice des valeurs étrangères ... 106,3 106,3

Indice des valeurs de l'énergie ... 132,1 130,5

Indice des valeurs de l'équipement ... 125,9 122,8

Indice des valeurs de l'industrie chimique ... 127,1 125,4

Indice des valeurs de l'industrie métallurgique ... 141,1 135,4

Indice des valeurs de l'industrie textile ... 123,7 121,7

Indice des valeurs de l'industrie électrique ... 126,2 122,8

Indice des valeurs de l'industrie aéronautique ... 128,9 126,7

Indice des valeurs de l'industrie automobile ... 137 144,9

Indice des valeurs de l'industrie pharmaceutique ... 158 154,4

Indice des valeurs de l'industrie chimique ... 168,8 174,8

Indice des valeurs de l'industrie métallurgique ... 128,3 121,5

Indice des valeurs de l'industrie textile ... 129,9 131,2

Indice des valeurs de l'industrie électrique ... 138,5 130,4

Indice des valeurs de l'industrie aéronautique ... 109,3 108,8

Indice des valeurs de l'industrie automobile ... 104,9 107,2

Indice des valeurs de l'industrie pharmaceutique ... 110,4 110,8

Indice des valeurs de l'industrie chimique ... 102,2 102,5

Indice des valeurs de l'industrie métallurgique ... 302,5 317,1

Indice des valeurs de l'industrie textile ... 345,8 360

Indice des valeurs de l'industrie électrique ... 426,9 457,5

Indice des valeurs de l'industrie aéronautique ... 408,3 451,3

Indice des valeurs de l'industrie automobile ... 125,8 128

Indice des valeurs de l'industrie pharmaceutique ... 122,1 122,5

Indice des valeurs de l'industrie chimique ... 127 127,5

Indice des valeurs de l'industrie métallurgique ... 126,7 128

Indice des valeurs de l'industrie textile ... 353,7 372

Indice des valeurs de l'industrie électrique ... 238,5 238,9

Indice des valeurs de l'industrie aéronautique ... 322,1 340,5

Indice des valeurs de l'industrie automobile ... 314,1 333,8

Indice des valeurs de l'industrie pharmaceutique ... 421,7 444,4

Indice des valeurs de l'industrie chimique ... 408,1 438,2

Indice des valeurs de l'industrie métallurgique ... 352,2 371,9

Indice des valeurs de l'industrie textile ... 314,8 324,3

Indice des valeurs de l'industrie électrique ... 507,8 501,9

Indice des valeurs de l'industrie aéronautique ... 308,8 318,8

Indice des valeurs de l'industrie automobile ... 325,5 335

Indice des valeurs de l'industrie pharmaceutique ... 1 357,57 1 355,31

Indice des valeurs de l'industrie chimique ... 308,4 270,3

Indice des valeurs de l'industrie métallurgique ... 308,4 270,3

Indice des valeurs de l'industrie textile ... 308,4 270,3

Indice des valeurs de l'industrie électrique ... 308,4 270,3

Indice des valeurs de l'industrie aéronautique ... 308,4 270,3

Indice des valeurs de l'industrie automobile ... 308,4 270,3

Indice des valeurs de l'industrie pharmaceutique ... 308,4 270,3

Indice des valeurs de l'industrie chimique ... 308,4 270,3

Indice des valeurs de l'industrie métallurgique ... 308,4 270,3

Indice des valeurs de l'industrie textile ... 308,4 270,3

Indice des valeurs de l'industrie électrique ... 308,4 270,3

Indice des valeurs de l'industrie aéronautique ... 308,4 270,3

Indice des valeurs de l'industrie automobile ... 308,4 270,3

Indice des valeurs de l'industrie pharmaceutique ... 308,4 270,3

Indice des valeurs de l'industrie chimique ... 308,4 270,3

Indice des valeurs de l'industrie métallurgique ... 308,4 270,3

Indice des valeurs de l'industrie textile ... 308,4 270,3

Indice des valeurs de l'industrie électrique ... 308,4 270,3

Indice des valeurs de l'industrie aéronautique ... 308,4 270,3

Indice des valeurs de l'industrie automobile ... 308,4 270,3

Indice des valeurs de l'industrie pharmaceutique ... 308,4 270,3

Indice des valeurs de l'industrie chimique ... 308,4 270,3

Indice des valeurs de l'industrie métallurgique ... 308,4 270,3

Indice des valeurs de l'industrie textile ... 308,4 270,3

Indice des valeurs de l'industrie électrique ... 308,4 270,3

Indice des valeurs de l'industrie aéronautique ... 308,4 270,3

Indice des valeurs de l'industrie automobile ... 308,4 270,3

Indice des valeurs de l'industrie pharmaceutique ... 308,4 270,3

Indice des valeurs de l'industrie chimique ... 308,4 270,3

Indice des valeurs de l'industrie métallurgique ... 308,4 270,3

Indice des valeurs de l'industrie textile ... 308,4 270,3

Indice des valeurs de l'industrie électrique ... 308,4 270,3

Indice des valeurs de l'industrie aéronautique ... 308,4 270,3

Indice des valeurs de l'industrie automobile ... 308,4 270,3

Indice des valeurs de l'industrie pharmaceutique ... 308,4 270,3

Indice des valeurs de l'industrie chimique ... 308,4 270,3

Indice des valeurs de l'industrie métallurgique ... 308,4 270,3

Indice des valeurs de l'industrie textile ... 308,4 270,3

Indice des valeurs de l'industrie électrique ... 308,4 270,3

Indice des valeurs de l'industrie aéronautique ... 308,4 270,3

Indice des valeurs de l'industrie automobile ... 308,4 270,3

Indice des valeurs de l'industrie pharmaceutique ... 308,4 270,3</



## MARCHÉS FINANCIERS

## MARCHÉS FINANCIERS

## BOURSE DE PARIS

## 4 JUILLET

[illegible]**Comptant** (sélection)

## Second marché (sélection)

| VALEURS      | % du nom. | % du coupon | VALEURS            | Cours préc. | Dernier cours | VALEURS         | Cours préc. | Dernier cours | VALEURS           | Cours préc. | Dernier cours | VALEURS        | Cours préc. | Dernier cours | VALEURS       | Cours préc. | Dernier cours |
|--------------|-----------|-------------|--------------------|-------------|---------------|-----------------|-------------|---------------|-------------------|-------------|---------------|----------------|-------------|---------------|---------------|-------------|---------------|
| Obligations  |           |             | Ch Industrielle    | 3360        | 3380          | Navig. Plat. d. | 180         | .....         | A.E.P. S.A.       | 1588        | 1605          | Dauphin G.T.A. | 1785        | 1785          | Holier        | 335         | 335           |
|              |           |             | Comp. Lyonn.-Alain | 432         | 416           | OPR Publiat.    | 405         | 405           | Alain Marseillais | 702         | 700           | Dawson         | 1355        | 1350          | Neuve-Orléans | 670         | 648 c         |
|              |           |             | Compt. Ind. L.     | 1270        | 1240          | Orangy          | 180         | .....         | Aynard            | 324         | 320 50        | Dawson         | 1355        | 1350          | Neuve-Orléans | 670         | 648 c         |
| Exp. 75 1975 | 2045      | 1 087       | CAMP.              | 24 50       | 22 50         | Orangy          | 180         | .....         | B.A.P.F.          | 1485        | 1485          | Dawson         | 1355        | 1350          | Neuve-Orléans | 670         | 648 c         |
| 8,00 % 75/80 | 105 40    | 8 812       | CAMP.              | 24 50       | 22 50         | Orangy          | 180         | .....         | B.A.P.F.          | 1485        | 1485          | Dawson         | 1355        | 1350          | Neuve-Orléans | 670         | 648 c         |
| 8,00 % 75/80 | 105 40    | 8 812       | CAMP.              | 24 50       | 22 50         | Orangy          | 180         | .....         | B.A.P.F.          | 1485        | 1485          | Dawson         | 1355        | 1350          | Neuve-Orléans | 670         | 648 c         |
| 8,00 % 75/80 | 105 40    | 8 812       | CAMP.              | 24 50       | 22 50         | Orangy          | 180         | .....         | B.A.P.F.          | 1485        | 1485          | Dawson         | 1355        | 1350          | Neuve-Orléans | 670         | 648 c         |
| 8,00 % 75/80 | 105 40    | 8 812       | CAMP.              | 24 50       | 22 50         | Orangy          | 180         | .....         | B.A.P.F.          | 1485        | 1485          | Dawson         | 1355        | 1350          | Neuve-Orléans | 670         | 648 c         |
| 8,00 % 75/80 | 105 40    | 8 812       | CAMP.              | 24 50       | 22 50         | Orangy          | 180         | .....         | B.A.P.F.          | 1485        | 1485          | Dawson         | 1355        | 1350          | Neuve-Orléans | 670         | 648 c         |
| 8,00 % 75/80 | 105 40    | 8 812       | CAMP.              | 24 50       | 22 50         | Orangy          | 180         | .....         | B.A.P.F.          | 1485        | 1485          | Dawson         | 1355        | 1350          | Neuve-Orléans | 670         | 648 c         |
| 8,00 % 75/80 | 105 40    | 8 812       | CAMP.              | 24 50       | 22 50         | Orangy          | 180         | .....         | B.A.P.F.          | 1485        | 1485          | Dawson         | 1355        | 1350          | Neuve-Orléans | 670         | 648 c         |
| 8,00 % 75/80 | 105 40    | 8 812       | CAMP.              | 24 50       | 22 50         | Orangy          | 180         | .....         | B.A.P.F.          | 1485        | 1485          | Dawson         | 1355        | 1350          | Neuve-Orléans | 670         | 648 c         |
| 8,00 % 75/80 | 105 40    | 8 812       | CAMP.              | 24 50       | 22 50         | Orangy          | 180         | .....         | B.A.P.F.          | 1485        | 1485          | Dawson         | 1355        | 1350          | Neuve-Orléans | 670         | 648 c         |
| 8,00 % 75/80 | 105 40    | 8 812       | CAMP.              | 24 50       | 22 50         | Orangy          | 180         | .....         | B.A.P.F.          | 1485        | 1485          | Dawson         | 1355        | 1350          | Neuve-Orléans | 670         | 648 c         |
| 8,00 % 75/80 | 105 40    | 8 812       | CAMP.              | 24 50       | 22 50         | Orangy          | 180         | .....         | B.A.P.F.          | 1485        | 1485          | Dawson         | 1355        | 1350          | Neuve-Orléans | 670         | 648 c         |
| 8,00 % 75/80 | 105 40    | 8 812       | CAMP.              | 24 50       | 22 50         | Orangy          | 180         | .....         | B.A.P.F.          | 1485        | 1485          | Dawson         | 1355        | 1350          | Neuve-Orléans | 670         | 648 c         |
| 8,00 % 75/80 | 105 40    | 8 812       | CAMP.              | 24 50       | 22 50         | Orangy          | 180         | .....         | B.A.P.F.          | 1485        | 1485          | Dawson         | 1355        | 1350          | Neuve-Orléans | 670         | 648 c         |
| 8,00 % 75/80 | 105 40    | 8 812       | CAMP.              | 24 50       | 22 50         | Orangy          | 180         | .....         | B.A.P.F.          | 1485        | 1485          | Dawson         | 1355        | 1350          | Neuve-Orléans | 670         | 648 c         |
| 8,00 % 75/80 | 105 40    | 8 812       | CAMP.              | 24 50       | 22 50         | Orangy          | 180         | .....         | B.A.P.F.          | 1485        | 1485          | Dawson         | 1355        | 1350          | Neuve-Orléans | 670         | 648 c         |
| 8,00 % 75/80 | 105 40    | 8 812       | CAMP.              | 24 50       | 22 50         | Orangy          | 180         | .....         | B.A.P.F.          | 1485        | 1485          | Dawson         | 1355        | 1350          | Neuve-Orléans | 670         | 648 c         |
| 8,00 % 75/80 | 105 40    | 8 812       | CAMP.              | 24 50       | 22 50         | Orangy          | 180         | .....         | B.A.P.F.          | 1485        | 1485          | Dawson         | 1355        | 1350          | Neuve-Orléans | 670         | 648 c         |
| 8,00 % 75/80 | 105 40    | 8 812       | CAMP.              | 24 50       | 22 50         | Orangy          | 180         | .....         | B.A.P.F.          | 1485        | 1485          | Dawson         | 1355        | 1350          | Neuve-Orléans | 670         | 648 c         |
| 8,00 % 75/80 | 105 40    | 8 812       | CAMP.              | 24 50       | 22 50         | Orangy          | 180         | .....         | B.A.P.F.          | 1485        | 1485          | Dawson         | 1355        | 1350          | Neuve-Orléans | 670         | 648 c         |
| 8,00 % 75/80 | 105 40    | 8 812       | CAMP.              | 24 50       | 22 50         | Orangy          | 180         | .....         | B.A.P.F.          | 1485        | 1485          | Dawson         | 1355        | 1350          | Neuve-Orléans | 670         | 648 c         |
| 8,00 % 75/80 | 105 40    | 8 812       | CAMP.              | 24 50       | 22 50         | Orangy          | 180         | .....         | B.A.P.F.          | 1485        | 1485          | Dawson         | 1355        | 1350          | Neuve-Orléans | 670         | 648 c         |
| 8,00 % 75/80 | 105 40    | 8 812       | CAMP.              | 24 50       | 22 50         | Orangy          | 180         | .....         | B.A.P.F.          | 1485        | 1485          | Dawson         | 1355        | 1350          | Neuve-Orléans | 670         | 648 c         |
| 8,00 % 75/80 | 105 40    | 8 812       | CAMP.              | 24 50       | 22 50         | Orangy          | 180         | .....         | B.A.P.F.          | 1485        | 1485          | Dawson         | 1355        | 1350          | Neuve-Orléans | 670         | 648 c         |
| 8,00 % 75/80 | 105 40    | 8 812       | CAMP.              | 24 50       | 22 50         | Orangy          | 180         | .....         | B.A.P.F.          | 1485        | 1485          | Dawson         | 1355        | 1350          | Neuve-Orléans | 670         | 648 c         |
| 8,00 % 75/80 | 105 40    | 8 812       | CAMP.              | 24 50       | 22 50         | Orangy          | 180         | .....         | B.A.P.F.          | 1485        | 1485          | Dawson         | 1355        | 1350          | Neuve-Orléans | 670         | 648 c         |
| 8,00 % 75/80 | 105 40    | 8 812       | CAMP.              | 24 50       | 22 50         | Orangy          | 180         | .....         | B.A.P.F.          | 1485        | 1485          | Dawson         | 1355        | 1350          | Neuve-Orléans | 670         | 648 c         |
| 8,00 % 75/80 | 105 40    | 8 812       | CAMP.              | 24 50       | 22 50         | Orangy          | 180         | .....         | B.A.P.F.          | 1485        | 1485          | Dawson         | 1355        | 1350          | Neuve-Orléans | 670         | 648 c         |
| 8,00 % 75/80 | 105 40    | 8 812       | CAMP.              | 24 50       | 22 50         | Orangy          | 180         | .....         | B.A.P.F.          | 1485        | 1485          | Dawson         | 1355        | 1350          | Neuve-Orléans | 670         | 648 c         |
| 8,00 % 75/80 | 105 40    | 8 812       | CAMP.              | 24 50       | 22 50         | Orangy          | 180         | .....         | B.A.P.F.          | 1485        | 1485          | Dawson         | 1355        | 1350          | Neuve-Orléans | 670         | 648 c         |
| 8,00 % 75/80 | 105 40    | 8 812       | CAMP.              | 24 50       | 22 50         | Orangy          | 180         | .....         | B.A.P.F.          | 1485        | 1485          | Dawson         | 1355        | 1350          | Neuve-Orléans | 670         | 648 c         |
| 8,00 % 75/80 | 105 40    | 8 812       | CAMP.              | 24 50       | 22 50         | Orangy          | 180         | .....         | B.A.P.F.          | 1485        | 1485          | Dawson         | 1355        | 1350          | Neuve-Orléans | 670         | 648 c         |
| 8,00 % 75/80 | 105 40    | 8 812       | CAMP.              | 24 50       | 22 50         | Orangy          | 180         | .....         | B.A.P.F.          | 1485        | 1485          | Dawson         | 1355        | 1350          | Neuve-Orléans | 670         | 648 c         |
| 8,00 % 75/80 | 105 40    | 8 812       | CAMP.              | 24 50       | 22 50         | Orangy          | 180         | .....         | B.A.P.F.          | 1485        | 1485          | Dawson         | 1355        | 1350          | Neuve-Orléans | 670         | 648 c         |
| 8,00 % 75/80 | 105 40    | 8 812       | CAMP.              | 24 50       | 22 50         | Orangy          | 180         | .....         | B.A.P.F.          | 1485        | 1485          | Dawson         | 1355        | 1350          | Neuve-Orléans | 670         | 648 c         |
| 8,00 % 75/80 | 105 40    | 8 812       | CAMP.              | 24 50       | 22 50         | Orangy          | 180         | .....         | B.A.P.F.          | 1485        | 1485          | Dawson         | 1355        | 1350          | Neuve-Orléans | 670         | 648 c         |
| 8,00 % 75/80 | 105 40    | 8 812       | CAMP.              | 24 50       | 22 50         | Orangy          | 180         | .....         | B.A.P.F.          | 1485        | 1485          | Dawson         | 1355        | 1350          | Neuve-Orléans | 670         | 648 c         |
| 8,00 % 75/80 | 105 40    | 8 812       | CAMP.              | 24 50       | 22 50         | Orangy          | 180         | .....         | B.A.P.F.          | 1485        | 1485          | Dawson         | 1355        | 1350          | Neuve-Orléans | 670         | 648 c         |
| 8,00 % 75/80 | 105 40    | 8 812       | CAMP.              | 24 50       | 22 50         | Orangy          | 180         | .....         | B.A.P.F.          | 1485        | 1485          | Dawson         | 1355        | 1350          | Neuve-Orléans | 670         | 648 c         |
| 8,00 % 75/80 | 105 40    | 8 812       | CAMP.              | 24 50       | 22 50         | Orangy          | 180         | .....         | B.A.P.F.          | 1485        | 1485          | Dawson         | 1355        | 1350          | Neuve-Orléans | 670         | 648 c         |
| 8,00 % 75/80 | 105 40    | 8 812       | CAMP.              | 24 50       | 22 50         | Orangy          | 180         | .....         | B.A.P.F.          | 1485        | 1485          | Dawson         | 1355        | 1350          | Neuve-Orléans | 670         | 648 c         |
| 8,00 % 75/80 | 105 40    | 8 812       | CAMP.              | 24 50       | 22 50         | Orangy          | 180         | .....         | B.A.P.F.          | 1485        | 1485          | Dawson         | 1355        | 1350          | Neuve-Orléans | 670         | 648 c         |
| 8,00 % 75/80 | 105 40    | 8 812       | CAMP.              | 24 50       | 22 50         | Orangy          | 180         | .....         | B.A.P.F.          | 1485        | 1485          | Dawson         | 1355        | 1350          | Neuve-Orléans | 670         | 648 c         |
| 8,00 % 75/80 | 105 40    | 8 812       | CAMP.              | 24 50       | 22 50         | Orangy          | 180         | .....         | B.A.P.F.          | 1485        | 1485          | Dawson         | 1355        | 1350          | Neuve-Orléans | 670         | 648 c         |
| 8,00 % 75/80 | 105 40    | 8 812       | CAMP.              | 24 50       | 22 50         | Orangy          | 180         | .....         | B.A.P.F.          | 1485        | 1485          | Dawson         | 1355        | 1350          | Neuve-Orléans | 670         | 648 c         |
| 8,00 % 75/80 | 105 40    | 8 812       | CAMP.              | 24 50       | 22 50         | Orangy          | 180         | .....         | B.A.P.F.          | 1485        | 1485          | Dawson         | 1355        | 1350          | Neuve-Orléans | 670         | 648 c         |
| 8,00 % 75/80 | 105 40    | 8 812       | CAMP.              | 24 50       | 22 50         | Orangy          | 180         | .....         | B.A.P.F.          | 1485        | 1485          | Dawson         | 1355        | 1350          | Neuve-Orléans | 670         | 648 c         |
| 8,00 % 75/80 | 105 40    | 8 812       | CAMP.              | 24 50       | 22 50         | Orangy          | 180         | .....         | B.A.P.F.          | 1485        | 1485          | Dawson         | 1355        | 1350          | Neuve-Orléans | 670         | 648 c         |
| 8,00 % 75/80 | 105 40    | 8 812       | CAMP.              | 24 50       | 22 50         | Orangy          | 180         | .....         | B.A.P.F.          | 1485        | 1485          | Dawson         | 1355        | 1350          | Neuve-Orléans | 670         | 648 c         |
| 8,00 % 75/80 | 105 40    | 8 812       | CAMP.              | 24 50       | 22 50         | Orangy          | 180         | .....         | B.A.P.F.          | 1485        | 1485          | Dawson         | 1355        | 1350          | Neuve-Orléans | 670         | 648 c         |
| 8,00 % 75/80 | 105 40    | 8 812       | CAMP.              | 24 50       | 22 50         | Orangy          | 180         | .....         | B.A.P.F.          | 1485        | 1485          | Dawson         | 1355        | 1350          | Neuve-Orléans | 670         | 648 c         |
| 8,00 % 75/80 | 105 40    | 8 812       | CAMP.              | 24 50       | 22 50         | Orangy          | 180         | .....         | B.A.P.F.          | 1485        | 1485          | Dawson         | 1355        | 1350          | Neuve-Orléans | 670         | 648 c         |
| 8,00 % 75/80 | 105 40    | 8 812       | CAMP.              | 24 50       | 22 50         | Orangy          | 180         | .....         | B.A.P.F.          | 1485        | 1485          | Dawson         | 1355        | 1350          | Neuve-Orléans | 670         | 648 c         |
| 8,00 % 75/80 | 105 40    | 8 812       | CAMP.              | 24 50       | 22 50         | Orangy          | 180         | .....         | B.A.P.F.          | 1485        | 1485          | Dawson         | 1355        | 1350          | Neuve-Orléans | 670         | 648 c         |
| 8,00 % 75/80 | 105 40    | 8 812       | CAMP.              | 24 50       | 22 50         | Orangy          | 180         | .....         | B.A.P.F.          | 1485        | 1485          | Dawson         | 1355        | 1350          | Neuve-Orléans | 670         | 648 c         |
| 8,00 % 75/80 | 105 40    | 8 812       | CAMP.              | 24 50       | 22 50         | Orangy          | 180         | .....         | B.A.P.F.          | 1485        | 1485          | Dawson         | 1355        | 1350          | Neuve-Orléans | 670         | 648 c         |
| 8,00 % 75/80 | 105 40    | 8 812       | CAMP.              | 24 50       | 22 50         | Orangy          | 180         | .....         | B.A.P.F.          | 1485        | 1485          | Dawson         | 1355        | 1350          | Neuve-Orléans | 670         | 648 c         |
| 8,00 % 75/80 | 105 40    | 8 812       | CAMP.              | 24 50       | 22 50         | Orangy          | 180         | .....         | B.A.P.F.          | 1485        | 1485          | Dawson         | 1355        | 1350          | Neuve-Orléans | 670         | 648 c         |
| 8,00 % 75/80 | 105 40    | 8 812       | CAMP.              | 24 50       | 22 50         | Orangy          | 180         | .....         | B.A.P.F.          | 1485        | 1485          | Dawson         | 1355        | 1350          | Neuve-Orléans | 670         | 648 c         |
| 8,00 % 75/80 | 105 40    | 8 812       | CAMP.              | 24 50       | 22 50         | Orangy          | 180         | .....         | B.A.P.F.          | 1485        | 1485          | Dawson         | 1355        | 1350          | Neuve-Orléans | 670         | 648 c         |
| 8,00 % 75/80 | 105 40    | 8 812       | CAMP.              | 24 50       | 22 50         | Orangy          | 180         | .....         | B.A.P.F.          | 1485        | 1485          | Dawson         | 1355        | 1350          | Neuve-Orléans | 670         | 648 c         |
| 8,00 % 75/80 | 105 40    | 8 812       | CAMP.              | 24 50       | 22 50         | Orangy          | 180         | .....         | B.A.P.F.          | 1485        | 1485          | Dawson         | 1355        | 1350          | Neuve-Orléans | 670         | 648 c         |
| 8,00 % 75/80 | 105 40    | 8 812       | CAMP.              | 24 50       | 22 50         | Orangy          | 180         | .....         | B.A.P.F.          | 1485        | 1485          | Dawson         | 1355        | 1350          | Neuve-Orléans | 670         | 648 c         |
| 8,00 % 75/80 | 105 40    | 8 812       | CAMP.              | 24 50       | 22 50         | Orangy          | 180         | .....         | B.A.P.F.          | 1485        | 1485          | Dawson         | 1355        | 1350          | Neuve-Orléans | 670         | 648 c         |
| 8,00 % 75/80 | 105 40    | 8 812       | CAMP.              | 24 50       | 22 50         | Orangy          | 180         | .....         | B.A.P.F.          | 1485        | 1485          | Dawson         | 1355        | 1350          | Neuve-Orléans | 670         | 648 c         |
| 8,00 % 75/80 | 105 40    | 8 812       | CAMP.              | 24 50       | 22 50         | Orangy          | 180         | .....         | B.A.P.F.          | 1485        | 1485          | Dawson         | 1355        | 1350          | Neuve-Orléans | 670         | 648 c         |
| 8,00 % 75/80 | 105 40    | 8 812       | CAMP.              | 24 50       | 22 50         | Orangy          | 180         | .....         | B.A.P.F.          | 1485        | 1485          | Dawson         | 1355        | 1350          | Neuve-Orléans | 670         | 648 c         |
| 8,00 % 75/80 | 105 40    | 8 812       | CAMP.              | 24 50       | 22 50         | Orangy          | 180         | .....         | B.A.P.F.          | 1485        | 1485          | Dawson         | 1355        | 1350          | Neuve-Orléans | 670         | 648 c         |
| 8,00 % 75/80 | 105 40    | 8 812       | CAMP.              | 24 50       | 22 50         | Orangy          | 180         | .....         | B.A.P.F.          | 1485        | 1485          | Dawson         | 1355        | 1350          | Neuve-Orléans | 670         | 648 c         |
| 8,00 % 75/80 | 105 40    | 8 812       | CAMP.              | 24 50       | 22 50         | Orangy          | 180         | .....         | B.A.P.F.          | 1485        | 1485          | Dawson         | 1355        | 1350          | Neuve-Orléans | 670         | 648 c         |
| 8,00 % 75/80 | 105 40    | 8 812       | CAMP.</            |             |               |                 |             |               |                   |             |               |                |             |               |               |             |               |

**SICAV** (sélection)

**4/7**

[illegible]

|                  |       |         |
|------------------|-------|---------|
| <b>Hors-cote</b> |       |         |
| .....            | 18 50 | 17 10 0 |

|       |        |        |
|-------|--------|--------|
| ..... | 82     | .....  |
| ..... | 384    | 415    |
| ..... | 690    | 690    |
| ..... | 302    | .....  |
| ..... | 280    | .....  |
| ..... | 585    | 540    |
| ..... | 234    | 280    |
| ..... | 140    | 140 30 |
| ..... | 212    | 152 40 |
| ..... | 250    | .....  |
| ..... | 365    | .....  |
| ..... | 136 50 | .....  |

## Droits et bons

### Cote des changes

## Marché libre de l'or

| VALEURS          | Cours<br>préc. | Dernier<br>cours | MARCHÉ OFFICIEL  | COURS<br>préc. | COURS<br>4/7 | COURS DES BILLETS<br>Ach. et Ventes | MONNAIES ET DEVISES | COURS<br>préc. | COURS<br>4/7 | COURS<br>préc.   | COURS<br>4/7 | Autres           |
|------------------|----------------|------------------|------------------|----------------|--------------|-------------------------------------|---------------------|----------------|--------------|------------------|--------------|------------------|
| Attribution      |                |                  |                  |                |              |                                     |                     |                |              |                  |              |                  |
| Escompte (5 %)   | 6 325          | 6 345            | Escompte (5 %)   | 6 325          | 6 345        | Escompte (5 %)                      | Escompte (5 %)      | 6 325          | 6 345        | Escompte (5 %)   | 6 325        | Escompte (5 %)   |
| Escompte (10 %)  | 6 354          | 6 374            | Escompte (10 %)  | 6 354          | 6 374        | Escompte (10 %)                     | Escompte (10 %)     | 6 354          | 6 374        | Escompte (10 %)  | 6 354        | Escompte (10 %)  |
| Escompte (15 %)  | 6 382          | 6 402            | Escompte (15 %)  | 6 382          | 6 402        | Escompte (15 %)                     | Escompte (15 %)     | 6 382          | 6 402        | Escompte (15 %)  | 6 382        | Escompte (15 %)  |
| Escompte (20 %)  | 6 410          | 6 430            | Escompte (20 %)  | 6 410          | 6 430        | Escompte (20 %)                     | Escompte (20 %)     | 6 410          | 6 430        | Escompte (20 %)  | 6 410        | Escompte (20 %)  |
| Escompte (25 %)  | 6 438          | 6 458            | Escompte (25 %)  | 6 438          | 6 458        | Escompte (25 %)                     | Escompte (25 %)     | 6 438          | 6 458        | Escompte (25 %)  | 6 438        | Escompte (25 %)  |
| Escompte (30 %)  | 6 466          | 6 486            | Escompte (30 %)  | 6 466          | 6 486        | Escompte (30 %)                     | Escompte (30 %)     | 6 466          | 6 486        | Escompte (30 %)  | 6 466        | Escompte (30 %)  |
| Escompte (35 %)  | 6 494          | 6 514            | Escompte (35 %)  | 6 494          | 6 514        | Escompte (35 %)                     | Escompte (35 %)     | 6 494          | 6 514        | Escompte (35 %)  | 6 494        | Escompte (35 %)  |
| Escompte (40 %)  | 6 522          | 6 542            | Escompte (40 %)  | 6 522          | 6 542        | Escompte (40 %)                     | Escompte (40 %)     | 6 522          | 6 542        | Escompte (40 %)  | 6 522        | Escompte (40 %)  |
| Escompte (45 %)  | 6 550          | 6 570            | Escompte (45 %)  | 6 550          | 6 570        | Escompte (45 %)                     | Escompte (45 %)     | 6 550          | 6 570        | Escompte (45 %)  | 6 550        | Escompte (45 %)  |
| Escompte (50 %)  | 6 578          | 6 598            | Escompte (50 %)  | 6 578          | 6 598        | Escompte (50 %)                     | Escompte (50 %)     | 6 578          | 6 598        | Escompte (50 %)  | 6 578        | Escompte (50 %)  |
| Escompte (55 %)  | 6 606          | 6 626            | Escompte (55 %)  | 6 606          | 6 626        | Escompte (55 %)                     | Escompte (55 %)     | 6 606          | 6 626        | Escompte (55 %)  | 6 606        | Escompte (55 %)  |
| Escompte (60 %)  | 6 634          | 6 654            | Escompte (60 %)  | 6 634          | 6 654        | Escompte (60 %)                     | Escompte (60 %)     | 6 634          | 6 654        | Escompte (60 %)  | 6 634        | Escompte (60 %)  |
| Escompte (65 %)  | 6 662          | 6 682            | Escompte (65 %)  | 6 662          | 6 682        | Escompte (65 %)                     | Escompte (65 %)     | 6 662          | 6 682        | Escompte (65 %)  | 6 662        | Escompte (65 %)  |
| Escompte (70 %)  | 6 690          | 6 710            | Escompte (70 %)  | 6 690          | 6 710        | Escompte (70 %)                     | Escompte (70 %)     | 6 690          | 6 710        | Escompte (70 %)  | 6 690        | Escompte (70 %)  |
| Escompte (75 %)  | 6 718          | 6 738            | Escompte (75 %)  | 6 718          | 6 738        | Escompte (75 %)                     | Escompte (75 %)     | 6 718          | 6 738        | Escompte (75 %)  | 6 718        | Escompte (75 %)  |
| Escompte (80 %)  | 6 746          | 6 766            | Escompte (80 %)  | 6 746          | 6 766        | Escompte (80 %)                     | Escompte (80 %)     | 6 746          | 6 766        | Escompte (80 %)  | 6 746        | Escompte (80 %)  |
| Escompte (85 %)  | 6 774          | 6 794            | Escompte (85 %)  | 6 774          | 6 794        | Escompte (85 %)                     | Escompte (85 %)     | 6 774          | 6 794        | Escompte (85 %)  | 6 774        | Escompte (85 %)  |
| Escompte (90 %)  | 6 802          | 6 822            | Escompte (90 %)  | 6 802          | 6 822        | Escompte (90 %)                     | Escompte (90 %)     | 6 802          | 6 822        | Escompte (90 %)  | 6 802        | Escompte (90 %)  |
| Escompte (95 %)  | 6 830          | 6 850            | Escompte (95 %)  | 6 830          | 6 850        | Escompte (95 %)                     | Escompte (95 %)     | 6 830          | 6 850        | Escompte (95 %)  | 6 830        | Escompte (95 %)  |
| Escompte (100 %) | 6 858          | 6 878            | Escompte (100 %) | 6 858          | 6 878        | Escompte (100 %)                    | Escompte (100 %)    | 6 858          | 6 878        | Escompte (100 %) | 6 858        | Escompte (100 %) |
| Souscription     |                |                  |                  |                |              |                                     |                     |                |              |                  |              |                  |
| Escompte (5 %)   | 6 325          | 6 345            | Escompte (5 %)   | 6 325          | 6 345        | Escompte (5 %)                      | Escompte (5 %)      | 6 325          | 6 345        | Escompte (5 %)   | 6 325        | Escompte (5 %)   |
| Escompte (10 %)  | 6 354          | 6 374            | Escompte (10 %)  | 6 354          | 6 374        | Escompte (10 %)                     | Escompte (10 %)     | 6 354          | 6 374        | Escompte (10 %)  | 6 354        | Escompte (10 %)  |
| Escompte (15 %)  | 6 382          | 6 402            | Escompte (15 %)  | 6 382          | 6 402        | Escompte (15 %)                     | Escompte (15 %)     | 6 382          | 6 402        | Escompte (15 %)  | 6 382        | Escompte (15 %)  |
| Escompte (20 %)  | 6 410          | 6 430            | Escompte (20 %)  | 6 410          | 6 430        | Escompte (20 %)                     | Escompte (20 %)     | 6 410          | 6 430        | Escompte (20 %)  | 6 410        | Escompte (20 %)  |
| Escompte (25 %)  | 6 438          | 6 458            | Escompte (25 %)  | 6 438          | 6 458        | Escompte (25 %)                     | Escompte (25 %)     | 6 438          | 6 458        | Escompte (25 %)  | 6 438        | Escompte (25 %)  |
| Escompte (30 %)  | 6 466          | 6 486            | Escompte (30 %)  | 6 466          | 6 486        | Escompte (30 %)                     | Escompte (30 %)     | 6 466          | 6 486        | Escompte (30 %)  | 6 466        | Escompte (30 %)  |
| Escompte (35 %)  | 6 494          | 6 514            | Escompte (35 %)  | 6 494          | 6 514        | Escompte (35 %)                     | Escompte (35 %)     | 6 494          | 6 514        | Escompte (35 %)  | 6 494        | Escompte (35 %)  |
| Escompte (40 %)  | 6 522          | 6 542            | Escompte (40 %)  | 6 522          | 6 542        | Escompte (40 %)                     | Escompte (40 %)     | 6 522          | 6 542        | Escompte (40 %)  | 6 522        | Escompte (40 %)  |
| Escompte (45 %)  | 6 550          | 6 570            | Escompte (45 %)  | 6 550          | 6 570        | Escompte (45 %)                     | Escompte (45 %)     | 6 550          | 6 570        | Escompte (45 %)  | 6 550        | Escompte (45 %)  |
| Escompte (50 %)  | 6 578          | 6 598            | Escompte (50 %)  | 6 578          | 6 598        | Escompte (50 %)                     | Escompte (50 %)     | 6 578          | 6 598        | Escompte (50 %)  | 6 578        | Escompte (50 %)  |
| Escompte (55 %)  | 6 606          | 6 626            | Escompte (55 %)  | 6 606          | 6 626        | Escompte (55 %)                     | Escompte (55 %)     | 6 606          | 6 626        | Escompte (55 %)  | 6 606        | Escompte (55 %)  |
| Escompte (60 %)  | 6 634          | 6 654            | Escompte (60 %)  | 6 634          | 6 654        | Escompte (60 %)                     | Escompte (60 %)     | 6 634          | 6 654        | Escompte (60 %)  | 6 634        | Escompte (60 %)  |
| Escompte (65 %)  | 6 662          | 6 682            | Escompte (65 %)  | 6 662          | 6 682        | Escompte (65 %)                     | Escompte (65 %)     | 6 662          | 6 682        | Escompte (65 %)  | 6 662        | Escompte (65 %)  |
| Escompte (70 %)  | 6 690          | 6 710            | Escompte (70 %)  | 6 690          | 6 710        | Escompte (70 %)                     | Escompte (70 %)     | 6 690          | 6 710        | Escompte (70 %)  | 6 690        | Escompte (70 %)  |
| Escompte (75 %)  | 6 718          | 6 738            | Escompte (75 %)  | 6 718          | 6 738        | Escompte (75 %)                     | Escompte (75 %)     | 6 718          | 6 738        | Escompte (75 %)  | 6 718        | Escompte (75 %)  |
| Escompte (80 %)  | 6 746          | 6 766            | Escompte (80 %)  | 6 746          | 6 766        | Escompte (80 %)                     | Escompte (80 %)     | 6 746          | 6 766        | Escompte (80 %)  | 6 746        | Escompte (80 %)  |
| Escompte (85 %)  | 6 774          | 6 794            | Escompte (85 %)  | 6 774          | 6 794        | Escompte (85 %)                     | Escompte (85 %)     | 6 774          | 6 794        | Escompte (85 %)  | 6 774        | Escompte (85 %)  |
| Escompte (90 %)  | 6 802          | 6 822            | Escompte (90 %)  | 6 802          | 6 822        | Escompte (90 %)                     | Escompte (90 %)     | 6 802          | 6 822        | Escompte (90 %)  | 6 802        | Escompte (90 %)  |
| Escompte (95 %)  | 6 830          | 6 850            | Escompte (95 %)  | 6 830          | 6 850        | Escompte (95 %)                     | Escompte (95 %)     | 6 830          | 6 850        | Escompte (95 %)  | 6 830        | Escompte (95 %)  |
| Escompte (100 %) | 6 858          | 6 878            | Escompte (100 %) | 6 858          | 6 878        | Escompte (100 %)                    | Escompte (100 %)    | 6 858          | 6 878        | Escompte (100 %) | 6 858        | Escompte (100 %) |
| Autres           |                |                  |                  |                |              |                                     |                     |                |              |                  |              |                  |
| Escompte (5 %)   | 6 325          | 6 345            | Escompte (5 %)   | 6 325          | 6 345        | Escompte (5 %)                      | Escompte (5 %)      | 6 325          | 6 345        | Escompte (5 %)   | 6 325        | Escompte (5 %)   |
| Escompte (10 %)  | 6 354          | 6 374            | Escompte (10 %)  | 6 354          | 6 374        | Escompte (10 %)                     | Escompte (10 %)     | 6 354          | 6 374        | Escompte (10 %)  | 6 354        | Escompte (10 %)  |
| Escompte (15 %)  | 6 382          | 6 402            | Escompte (15 %)  | 6 382          | 6 402        | Escompte (15 %)                     | Escompte (15 %)     | 6 382          | 6 402        | Escompte (15 %)  | 6 382        | Escompte (15 %)  |
| Escompte (20 %)  | 6 410          | 6 430            | Escompte (20 %)  | 6 410          | 6 430        | Escompte (20 %)                     | Escompte (20 %)     | 6 410          | 6 430        | Escompte (20 %)  | 6 410        | Escompte (20 %)  |
| Escompte (25 %)  | 6 438          | 6 458            | Escompte (25 %)  | 6 438          | 6 458        | Escompte (25 %)                     | Escompte (25 %)     | 6 438          | 6 458        | Escompte (25 %)  | 6 438        | Escompte (25 %)  |
| Escompte (30 %)  | 6 466          | 6 486            | Escompte (30 %)  | 6 466          | 6 486        | Escompte (30 %)                     | Escompte (30 %)     | 6 466          | 6 486        | Escompte (30 %)  | 6 466        | Escompte (30 %)  |
| Escompte (35 %)  | 6 494          | 6 514            | Escompte (35 %)  | 6 494          | 6 514        | Escompte (35 %)                     | Escompte (35 %)     | 6 494          | 6 514        | Escompte (35 %)  | 6 494        | Escompte (35 %)  |
| Escompte (40 %)  | 6 522          | 6 542            | Escompte (40 %)  | 6 522          | 6 542        | Escompte (40 %)                     | Escompte (40 %)     | 6 522          | 6 542        | Escompte (40 %)  | 6 522        | Escompte (40 %)  |
| Escompte (45 %)  | 6 550          | 6 570            | Escompte (45 %)  | 6 550          | 6 570        | Escompte (45 %)                     | Escompte (45 %)     | 6 550          | 6 570        | Escompte (45 %)  | 6 550        | Escompte (45 %)  |
| Escompte (50 %)  | 6 578          | 6 598            | Escompte (50 %)  | 6 578          | 6 598        | Escompte (50 %)                     | Escompte (50 %)     | 6 578          | 6 598        | Escompte (50 %)  | 6 578        | Escompte (50 %)  |
| Escompte (55 %)  | 6 606          | 6 626            | Escompte (55 %)  | 6 606          | 6 626        | Escompte (55 %)                     | Escompte (55 %)     | 6 606          | 6 626        | Escompte (55 %)  | 6 606        | Escompte (55 %)  |
| Escompte (60 %)  | 6 634          | 6 654            | Escompte (60 %)  | 6 634          | 6 654        | Escompte (60 %)                     | Escompte (60 %)     | 6 634          | 6 654        | Escompte (60 %)  | 6 634        | Escompte (60 %)  |
| Escompte (65 %)  | 6 662          | 6 682            | Escompte (65 %)  | 6 662          | 6 682        | Escompte (65 %)                     | Escompte (65 %)     | 6 662          | 6 682        | Escompte (65 %)  | 6 662        | Escompte (65 %)  |
| Escompte (70 %)  | 6 690          | 6 710            | Escompte (70 %)  | 6 690          | 6 710        | Escompte (70 %)                     | Escompte (70 %)     | 6 690          | 6 710        | Escompte (70 %)  | 6 690        | Escompte (70 %)  |
| Escompte (75 %)  | 6 718          | 6 738            | Escompte (75 %)  | 6 718          | 6 738        | Escompte (75 %)                     | Escompte (75 %)     | 6 718          | 6 738        | Escompte (75 %)  | 6 718        | Escompte (75 %)  |
| Escompte (80 %)  | 6 746          | 6 766            | Escompte (80 %)  | 6 746          | 6 766        | Escompte (80 %)                     | Escompte (80 %)     | 6 746          | 6 766        | Escompte (80 %)  | 6 746        | Escompte (80 %)  |
| Escompte (85 %)  | 6 774          | 6 794            | Escompte (85 %)  | 6 774          | 6 794        | Escompte (85 %)                     | Escompte (85 %)     | 6 774          | 6 794        | Escompte (85 %)  | 6 774        | Escompte (85 %)  |
| Escompte (90 %)  | 6 802          | 6 822            | Escompte (90 %)  | 6 802          | 6 822        | Escompte (90 %)                     | Escompte (90 %)     | 6 802          | 6 822        | Escompte (90 %)  | 6 802        | Escompte (90 %)  |
| Escompte (95 %)  | 6 830          | 6 850            | Escompte (95 %)  | 6 830          | 6 850        | Escompte (95 %)                     | Escompte (95 %)     | 6 830          | 6 850        | Escompte (95 %)  | 6 830        | Escompte (95 %)  |
| Escompte (100 %) | 6 858          | 6 878            | Escompte (100 %) | 6 858          | 6 878        | Escompte (100 %)                    | Escompte (100 %)    | 6 858          | 6 878        | Escompte (100 %) | 6 858        | Escompte (100 %) |
| Autres           |                |                  |                  |                |              |                                     |                     |                |              |                  |              |                  |
| Escompte (5 %)   | 6 325          | 6 345            | Escompte (5 %)   | 6 325          | 6 345        | Escompte (5 %)                      | Escompte (5 %)      | 6 325          | 6 345        | Escompte (5 %)   | 6 325        | Escompte (5 %)   |
| Escompte (10 %)  | 6 354          | 6 374            | Escompte (10 %)  | 6 354          | 6 374        | Escompte (10 %)                     | Escompte (10 %)     | 6 354          | 6 374        | Escompte (10 %)  | 6 354        | Escompte (10 %)  |
| Escompte (15 %)  | 6 382          | 6 402            | Escompte (15 %)  | 6 382          | 6 402        | Escompte (15 %)                     | Escompte (15 %)     | 6 382          | 6 402        | Escompte (15 %)  | 6 382        | Escompte (15 %)  |
| Escompte (20 %)  | 6 410          | 6 430            | Escompte (20 %)  | 6 410          | 6 430        | Escompte (20 %)                     | Escompte (20 %)     | 6 410          | 6 430        | Escompte (20 %)  | 6 410        | Escompte (20 %)  |
| Escompte (25 %)  | 6 438          | 6 458            | Escompte (25 %)  | 6 438          | 6 458        | Escompte (25 %)                     | Escompte (25 %)     | 6 438          | 6 458        | Escompte (25 %)  | 6 438        | Escompte (25 %)  |
| Escompte (30 %)  | 6 466          | 6 486            | Escompte (30 %)  | 6 466          | 6 486        | Escompte (30 %)                     | Escompte (30 %)     | 6 466          | 6 486        | Escompte (30 %)  | 6 466        | Escompte (30 %)  |
| Escompte (35 %)  | 6 494          | 6 514            | Escompte (35 %)  | 6 494          | 6 514        | Escompte (35 %)                     | Escompte (35 %)     | 6 494          | 6 514        | Escompte (35 %)  | 6 494        | Escompte (35 %)  |
| Escompte (40 %)  | 6 522          | 6 542            | Escompte (40 %)  | 6 522          | 6 542        | Escompte (40 %)                     | Escompte (40 %)     | 6 522          | 6 542        | Escompte (40 %)  | 6 522        | Escompte (40 %)  |
| Escompte (45 %)  | 6 550          | 6 570            | Escompte (45 %)  | 6 550          | 6 570        | Escompte (45 %)                     | Escompte (45 %)     | 6 550          | 6 570        | Escompte (45 %)  | 6 550        | Escompte (45 %)  |
| Escompte (50 %)  | 6 578          | 6 598            | Escompte (50 %)  | 6 578          | 6 598        | Escompte (50 %)                     | Escompte (50 %)     | 6 578          | 6 598        | Escompte (50 %)  | 6 578        | Escompte (50 %)  |
| Escompte (55 %)  | 6 606          | 6 626            | Escompte (55 %)  | 6 606          | 6 626        | Escompte (55 %)                     | Escompte (55 %)     | 6 606          | 6 626        | Escompte (55 %)  | 6 606        | Escompte (55 %)  |
| Escompte (60 %)  | 6 634          | 6 654            | Escompte (60 %)  | 6 634          | 6 654        | Escompte (60 %)                     | Escompte (60 %)     | 6 634          | 6 654        | Escompte (60 %)  | 6 634        | Escompte (60 %)  |
| Escompte (65 %)  | 6 662          | 6 682            | Escompte (65 %)  | 6 662          | 6 682        | Escompte (65 %)                     | Escompte (65 %)     | 6 662          | 6 682        | Escompte (65 %)  | 6 662        | Escompte (65 %)  |
| Escompte (70 %)  | 6 690          | 6 710            | Escompte (70 %)  | 6 690          | 6 710        | Escompte (70 %)                     | Escompte (70 %)     | 6 690          | 6 710        | Escompte (70 %)  | 6 690        | Escompte (70 %)  |
| Escompte (75 %)  | 6 718          | 6 738            | Escompte (75 %)  | 6 718          | 6 738        | Escompte (75 %)                     | Escompte (75 %)     | 6 718          | 6 738        | Escompte (75 %)  | 6 718        | Escompte (75 %)  |
| Escompte (80 %)  | 6 746          | 6 766            | Escompte (80 %)  | 6 746          | 6 766        | Escompte (80 %)                     | Escompte (80 %)     | 6 746          | 6 766        | Escompte (80 %)  | 6 746        | Escompte (80 %)  |
| Escompte (85 %)  | 6 774          | 6 794            | Escompte (85 %)  | 6 774          | 6 794        | Escompte (85 %)                     | Escompte (85 %)     | 6 774          | 6 794        | Escompte (85 %)  | 6 774        | Escompte (85 %)  |
| Escompte (90 %)  | 6 802          | 6 822            | Escompte (90 %)  | 6 802          | 6 822        | Escompte (90 %)                     | Escompte (90 %)     | 6 802          | 6 822        | Escompte (90 %)  | 6 802        | Escompte (90 %)  |
| Escompte (95 %)  | 6 830          | 6 850            | Escompte (95 %)  | 6 830          | 6 850        | Escompte (95 %)                     | Escompte (95 %)     | 6 830          | 6 850        | Escompte (95 %)  | 6 830        | Escompte (95 %)  |
| Escompte (100 %) | 6 858          | 6 878            | Escompte (100 %) | 6 858          | 6 878        | Escompte (100 %)                    | Escompte (100 %)    | 6 858          | 6 878        | Escompte (100 %) | 6 858        | Escompte (100 %) |
| Autres           |                |                  |                  |                |              |                                     |                     |                |              |                  |              |                  |
| Escompte (5 %)   | 6 325          | 6 345            | Escompte (5 %)   | 6 325          | 6 345        | Escompte (5 %)                      | Escompte (5 %)      | 6 325          | 6 345        | Escompte (5 %)   | 6 325        | Escompte (5 %)   |
| Escompte (10 %)  | 6 354          | 6 374            | Escompte (10 %)  | 6 354          | 6 374        | Escompte (10 %)                     | Escompte (10 %)     | 6 354          | 6 374        | Escompte (10 %)  | 6 354        | Escompte (10 %)  |
| Escompte (15 %)  | 6 382          | 6 402            | Escompte (15 %)  | 6 382          | 6 402        | Escompte (15 %)                     | Escompte (15 %)     | 6 382          | 6 402        | Escompte (15 %)  | 6 382        | Escompte (15 %)  |
| Escompte (20 %)  | 6 410          | 6 430            | Escompte (20 %)  | 6 41           |              |                                     |                     |                |              |                  |              |                  |

- o : coupon détaché
- o : offert
- o : droit détaché
- d : demandé
- ◆ : prix précédent
- ★ : marché continu.

## CHANGES

**PARIS**  
**Dollar : 6.91 F**

Le gouvernement du Japon a communiqué lundi 7 juillet, à 8.51 F contre 8.8850 F à la veille du départ. Ce Japon n'est pas apprécié de la communauté internationale pour sa politique de non-alignement. Les Etats-Unis ont déclaré que le Japon est le deuxième plus grand fournisseur de la Chine, ce qui est une source d'inquiétude pour les Etats-Unis.

| Marché | Unité | Jul 7 | Jul 6 |
|--------|-------|-------|-------|
| London | £ 100 | 1.17  | 1.18  |
| Tokyo  | ¥ 100 | 1.17  | 1.18  |
| Yen    | ¥ 100 | 1.17  | 1.18  |

**MARCHÉ MONÉTAIRE**  
(en francs)

| Marché | Unité | Jul 7 | Jul 6 |
|--------|-------|-------|-------|
| London | £ 100 | 1.17  | 1.18  |
| Tokyo  | ¥ 100 | 1.17  | 1.18  |
| Yen    | ¥ 100 | 1.17  | 1.18  |

## INDICES

**FIRST NAME** \_\_\_\_\_  
**MIDDLE NAME** \_\_\_\_\_  
**LAST NAME** \_\_\_\_\_  
A-6  
**ADDRESS** \_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
**CITY** \_\_\_\_\_  
**STATE** \_\_\_\_\_  
**ZIP CODE** \_\_\_\_\_

**MAT:f**

|      |      |
|------|------|
| 1.00 | 1.00 |
| 1.00 | 1.00 |

## AUTOUR DE LA COMMISSION

1. **RELEVÉ DES DÉBITAIRES**  
 2. **RELEVÉ DES CREDITAIRES**  
 3. **RELEVÉ DES TITRES**  
 4. **RELEVÉ DES BILANS**  
 5. **RELEVÉ DES COMPTES**  
 6. **RELEVÉ DES BILANS**  
 7. **RELEVÉ DES COMPTES**  
 8. **RELEVÉ DES BILANS**  
 9. **RELEVÉ DES COMPTES**  
 10. **RELEVÉ DES BILANS**  
 11. **RELEVÉ DES COMPTES**  
 12. **RELEVÉ DES BILANS**  
 13. **RELEVÉ DES COMPTES**  
 14. **RELEVÉ DES BILANS**  
 15. **RELEVÉ DES COMPTES**  
 16. **RELEVÉ DES BILANS**  
 17. **RELEVÉ DES COMPTES**  
 18. **RELEVÉ DES BILANS**  
 19. **RELEVÉ DES COMPTES**  
 20. **RELEVÉ DES BILANS**  
 21. **RELEVÉ DES COMPTES**  
 22. **RELEVÉ DES BILANS**  
 23. **RELEVÉ DES COMPTES**  
 24. **RELEVÉ DES BILANS**  
 25. **RELEVÉ DES COMPTES**  
 26. **RELEVÉ DES BILANS**  
 27. **RELEVÉ DES COMPTES**  
 28. **RELEVÉ DES BILANS**  
 29. **RELEVÉ DES COMPTES**  
 30. **RELEVÉ DES BILANS**  
 31. **RELEVÉ DES COMPTES**  
 32. **RELEVÉ DES BILANS**  
 33. **RELEVÉ DES COMPTES**  
 34. **RELEVÉ DES BILANS**  
 35. **RELEVÉ DES COMPTES**  
 36. **RELEVÉ DES BILANS**  
 37. **RELEVÉ DES COMPTES**  
 38. **RELEVÉ DES BILANS**  
 39. **RELEVÉ DES COMPTES**  
 40. **RELEVÉ DES BILANS**  
 41. **RELEVÉ DES COMPTES**  
 42. **RELEVÉ DES BILANS**  
 43. **RELEVÉ DES COMPTES**  
 44. **RELEVÉ DES BILANS**  
 45. **RELEVÉ DES COMPTES**  
 46. **RELEVÉ DES BILANS**  
 47. **RELEVÉ DES COMPTES**  
 48. **RELEVÉ DES BILANS**  
 49. **RELEVÉ DES COMPTES**  
 50. **RELEVÉ DES BILANS**  
 51. **RELEVÉ DES COMPTES**  
 52. **RELEVÉ DES BILANS**  
 53. **RELEVÉ DES COMPTES**  
 54. **RELEVÉ DES BILANS**  
 55. **RELEVÉ DES COMPTES**  
 56. **RELEVÉ DES BILANS**  
 57. **RELEVÉ DES COMPTES**  
 58. **RELEVÉ DES BILANS**  
 59. **RELEVÉ DES COMPTES**  
 60. **RELEVÉ DES BILANS**  
 61. **RELEVÉ DES COMPTES**  
 62. **RELEVÉ DES BILANS**  
 63. **RELEVÉ DES COMPTES**  
 64. **RELEVÉ DES BILANS**  
 65. **RELEVÉ DES COMPTES**  
 66. **RELEVÉ DES BILANS**  
 67. **RELEVÉ DES COMPTES**  
 68. **RELEVÉ DES BILANS**  
 69. **RELEVÉ DES COMPTES**  
 70. **RELEVÉ DES BILANS**  
 71. **RELEVÉ DES COMPTES**  
 72. **RELEVÉ DES BILANS**  
 73. **RELEVÉ DES COMPTES**  
 74. **RELEVÉ DES BILANS**  
 75. **RELEVÉ DES COMPTES**  
 76. **RELEVÉ DES BILANS**  
 77. **RELEVÉ DES COMPTES**  
 78. **RELEVÉ DES BILANS**  
 79. **RELEVÉ DES COMPTES**  
 80. **RELEVÉ DES BILANS**  
 81. **RELEVÉ DES COMPTES**  
 82. **RELEVÉ DES BILANS**  
 83. **RELEVÉ DES COMPTES**  
 84. **RELEVÉ DES BILANS**  
 85. **RELEVÉ DES COMPTES**  
 86. **RELEVÉ DES BILANS**  
 87. **RELEVÉ DES COMPTES**  
 88. **RELEVÉ DES BILANS**  
 89. **RELEVÉ DES COMPTES**  
 90. **RELEVÉ DES BILANS**  
 91. **RELEVÉ DES COMPTES**  
 92. **RELEVÉ DES BILANS**  
 93. **RELEVÉ DES COMPTES**  
 94. **RELEVÉ DES BILANS**  
 95. **RELEVÉ DES COMPTES**  
 96. **RELEVÉ DES BILANS**  
 97. **RELEVÉ DES COMPTES**  
 98. **RELEVÉ DES BILANS**  
 99. **RELEVÉ DES COMPTES**  
 100. **RELEVÉ DES BILANS**

LE MANIFESTE INTERNATIONAL DES CEI

[illegible]

**THE ROMANES**

[illegible]



# Le Monde

APRÈS LE MEURTRE D'UN GENDARME DANS LE VAUCLUSE

## Le conseiller municipal était un truand

Un conseiller municipal de Carros (Alpes-Maritimes), élu sur une liste du Parti républicain, M. Denis Canovas, a été arrêté, le samedi 5 juillet, à la suite de la fusillade de Bollène dans laquelle un gendarme auxiliaire avait été tué et un autre blessé (le Monde daté 6-7 juillet). Responsable de la section locale du parti de M. François Létard, M. Canovas, représentant, âgé de trente-six ans, a été interpellé à Nice alors qu'il circulait à bord d'une Renault-18 volée, recherchée depuis le hold-up contre la Banque populaire de Pierrelatte (Drôme) (le Monde daté 6-7 juillet).

Son frère, M. Michel Canovas, vingt-sept ans, arrêté sur les lieux de la fusillade, a été inculpé, dimanche, de « vol à main armée avec prise d'otage ». Leurs deux complices, en fuite, ont été identifiés. MM. Denis et Michel Canovas sont soupçonnés

d'avoir participé à une quinzaine de hold-up.

Le maire socialiste de la commune de Carros, M. Pierre Jaboulet, a décidé de demander l'exclusion de M. Canovas, élu en 1983 - du conseil municipal. M. Canovas, selon le maire, s'était fait remarquer par ses prises de position sécuritaires, demandant notamment une délibération municipale en faveur du rétablissement de la peine de mort, ce que le conseil avait rejeté.

D'autre part, le gendarme auxiliaire Sylvain Bugel, tué lors de la fusillade - qui appartenait au peloton de surveillance et d'intervention d'Orange, était bien armé lorsqu'il a été mortellement blessé. Il était incorporé depuis le 1<sup>er</sup> mars et avait effectué un stage de formation de quatre mois.

En République sud-africaine

## Cinq fonctionnaires noirs tués par un commando

Cinq fonctionnaires noirs ont été tués et douze autres blessés, le samedi 5 juillet, au cours de deux embuscades tendues par trois « maquisards » - dont deux ont ensuite été tués par la police - dans les cités de Kaituma et Vosloorus, situées à environ 40 kilomètres au sud-ouest de Johannesburg. Selon le bureau gouvernemental d'information, les trois assaillants, armés de fusils d'assaut AK-47 et circulant à bord d'une voiture, ont ouvert le feu sur un groupe de fonctionnaires du bureau local de développement, eux aussi à bord d'une voiture.

Les forces de sécurité sud-africaines ont, d'autre part, tué un jeune homme dans la cité noire de Soweto et un Noir a été brûlé vif à Nespuit, dans l'est du Transvaal. Ces neuf morts portent à cent douze le bilan officiel des personnes tuées

depuis l'instauration de l'état d'urgence, le 12 juin dernier. L'Institut des relations raciales a publié, la semaine dernière, un bilan des violences politiques, selon lequel deux mille vingt personnes sont mortes en Afrique du Sud, entre septembre 1984 et juin 1986.

Le dirigeant zoulou Mangosuthu Buthezi, accusé samedi, au cours du onzième Congrès de l'Inkhata (le mouvement politico-culturel dont il est président), l'ANC (Congrès national africain) d'avoir « ordonné son assassinat » et de chercher à le brouiller avec M. Nelson Mandela, le chef historique de l'ANC, emprisonné à vie. L'évêque anglican Desmond Tutu a annoncé qu'il avait demandé une nouvelle entrevue avec le président Pieter Botha. - (AFP, Reuters.)

En Malaisie

## Deux trafiquants de drogue australiens ont été pendus

Kuala-Lumpur (AFP). - Deux Australiens, Kevin Barlow, vingt-sept ans, et Brian Chambers, vingt-huit ans, qui avaient été arrêtés en novembre 1983 à l'aéroport de Penang (sud-ouest de la Malaisie), en possession de 179 grammes d'héroïne, ont été pendus ce 7 juillet à l'aube, à la prison de Pudu, à Kuala-Lumpur, a-t-on appris de source officielle. Ils avaient été condamnés à mort en août dernier, en Malaisie, peine confirmée par la Cour suprême de Malaisie en décembre.

Kevin Barlow, qui possédait la double nationalité australienne et britannique, et Brian Chambers, sont les premiers Occidentaux exécutés depuis que le gouvernement malaisien, il y a trois ans, a rendu possible de la peine de mort toute personne arrêtée en possession de plus de 15 grammes d'héroïne ou de morphine.

Ils ont été exécutés en dépit des appels à la clémence de dernière minute du premier ministre britannique, M. Thatcher, et de son collègue australien, M. Hawke. Ce der-

nier a qualifié, lundi, les pendaisons de « barbaries ».

L'avocat de Kevin Barlow, M. Karpal Singh, les juge « scandaleux », soulignant qu'il était déçu que le gouvernement malaisien ait choisi de faire exécuter les deux hommes alors que tous les recours légaux n'avaient pas été épuisés. La Haute Cour de Malaisie était saisie d'une demande d'invalidation du rejet de l'appel par un tribunal de la province de Penang. M. Singh a indiqué que, en dépit des exécutions, il réclamerait une décision de la justice sur cet ultime recours. Il a précisé que K. Barlow avait, à sa demande, rencontré pendant un court instant son frère Christopher, dans la nuit de dimanche à lundi, en présence d'un responsable australien. Les deux hommes avaient pu s'entretenir avec des membres de leur famille dimanche matin.

Trente-six Malaisiens et Asiatiques ont été pendus pour trafic de drogue en Malaisie depuis 1975, et cent dix-huit condamnés à mort attendent actuellement le résultat de leur appel, selon les responsables malaisiens chargés de la lutte antidrogue.

Bourse de la matinée

## LÉGER EFFRÈMENT : - 0,05 %

La Bourse de Paris a connu un léger effrètement le 7 juillet, à la séance du matin, où l'indice instantané perdait 0,05 %. On notait dix hausses, dix-huit baisses, et six valeurs inchangées. Parmi les titres les mieux orientés, figuraient Dumez (+ 4,6 %), suivi par Havas (+1,1 %), Alstom (+ 0,93 %) et Lafarge (+ 0,75 %). En repli, on signalait Louis Vuitton (- 2,6 %), Leroy-Somer (- 2 %), Pernod-Ricard (-1,2 %) et la Compagnie Bancaire (- 1,1 %).

## A LA BOURSE DE PARIS

Valeurs françaises négociées dans la matinée du 7 JUILLET

Indicateur de séance (%) : - 0,05

| VALEURS          | Cours précédent | Premier cours | Dernier cours |
|------------------|-----------------|---------------|---------------|
| Accor            | 443,20          | 443           | 441           |
| Agencas          | 1700            | 1710          | 1700          |
| Air Liquide (L)  | 808             | 808           | 808           |
| Alstom           | 431             | 432           | 436           |
| Banque Paribas   | 1143            | 1143          | 1130          |
| Bouygues         | 1900            | 1905          | 1901          |
| Bourgeois        | 1205            | 1205          | 1205          |
| B.S.M.           | 2185            | 2185          | 2185          |
| Carrefour        | 3210            | 3210          | 3195          |
| Chargers S.A.    | 1245            | 1245          | 1245          |
| Cit Méditerranée | 570             | 570           | 565           |
| Dumet            | 1385            | 1385          | 1385          |
| Euro (G&L)       | 1385            | 1380          | 1370          |
| E.F. Aquitaine   | 285             | 285           | 283           |
| Endo             | 2800            | 2800          | 2800          |
| Lafarge-Capelle  | 1340            | 1340          | 1350          |
| Michels          | 3050            | 3038          | 3030          |
| Midi (C&I)       | 6020            | 5920          | 5980          |
| Mob-Hennessy     | 2185            | 2230          | 2175          |
| Navig. Marit.    | 1120            | 1120          | 1110          |
| Oréal (L)        | 3745            | 3735          | 3735          |
| Pernod-Ricard    | 1175            | 1175          | 1180          |
| Peugeot S.A.     | 895             | 895           | 890           |
| Santel           | 733             | 730           | 730           |
| Saurer           | 770             | 770           | 770           |
| Télécom          | 3420            | 3420          | 3420          |
| Thomson-C.S.F.   | 1380            | 1360          | 1350          |
| Toutat           | 368             | 368           | 365           |
| T.S.T.           | 2870            | 2870          | 2870          |
| Veolia           | 500             | 499           | 500           |

Le numéro du « Monde » daté 6-7 juillet 1986 a été tiré à 446 042 exemplaires

## A la recherche du 3<sup>e</sup> âge

éléments de gérontologie sociale

MAXIMILIEN LEVET-GAUTRAT

Un regard neuf, informatif, rassurant sur la vieillesse et la place du 3<sup>e</sup> âge dans nos sociétés industrielles

68 F

ARMAND COLIN

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel 36-15-91-77 + ISLM

A B C D F G H

## La Chine a dévalué sa monnaie pour réduire son déficit commercial

La dévaluation du yuan, à laquelle a procédé la Chine à la veille du week-end (le Monde daté 6-7 juillet), est qualifiée, par les diplomates occidentaux, de « victoire du bon sens » dans la lutte contre l'augmentation du déficit de la balance commerciale chinoise. Ce déficit a atteint un montant record de 7,61 milliards de dollars en 1985 (14 milliards selon les douanes, qui utilisent une méthode de calcul différente), et s'élève déjà à 4,4 milliards de dollars pour les quatre premiers mois de 1986, contre 3,9 milliards pour la même période de 1985. Cette aggravation est due, pour une bonne part, à la chute des prix des matières premières qu'exporte la Chine, notamment le pétrole (20 % du total) et les produits agricoles.

La dévaluation favorisera les exportations et renchérrira les importations, notamment celles de produits de consommation (téléviseurs, voitures, etc.), qui constituent le gros de ces importations. « La Chine a fait ce que n'importe quelle nation occidentale aurait décidé dans la même situation », commentait un de ces diplomates. La comparaison est d'autant plus valable que les

**LATREILLE**  
SPÉCIALISTE DES BIJOUX  
saldes d'été  
QUALITÉS IRREPROCHABLES  
PRIX EXCEPTIONNELS  
62 rue St André-des-Arts 6<sup>e</sup>  
Tél : 43.29.44.10  
PARKING ATTENDANT À NOS MAGASINS

## "J'étais un publicitaire qui n'avait aucune mémoire"

Jusqu'au jour où j'ai suivi le training Borg

Serveurs en veste blanche et plateau à la main. Un cocktail comme tant d'autres. Mais, qui pour un peu se serait terminé par un divorce avec ma femme.

Je l'avais vexée, reniée, balayée de ma vie pour ne pas l'avoir présentée aux trois ou quatre personnes qui invitaient. Mais, pour présenter ma femme, il fallait que je les présente, eux. Et que je dise leurs noms. Et ces noms que je connaissais parfaitement, se cachaient obstinément dans un coin de ma mémoire. Impossible de me les rappeler. Certes, j'étais coutumier du fait. "Tu ne te souviens jamais de rien". Mais cette fois, je décidais de réagir.

Publicitaire, donc mieux qu'un autre, je connaissais la Méthode Borg depuis des années. Pourquoi ne pas essayer de suivre son training pour améliorer la mémoire ?

J'écrivais. Je m'inscrivais. Et alors là, je fus estomaqué. Car c'était vrai. Tout était vrai. On pouvait très bien ne plus rien oublier, tout retrouver, acquiescer une mémoire d'éléphant, jongler avec les chiffres. Mieux. Moi qui, en le sachant bien, suis au fond un grand timide, je me suis mis à me sentir totalement relaxé. Plus rien ne m'impressionnait. J'étais bien dans ma peau.

Ce qui m'a valu de convaincre des annonceurs irréductibles. Parce que, désormais, je me sentais le plus fort. Mais, pour en revenir à la mémoire, je stupéfiais mon assistant, ma femme, mes collègues. Un dossier, lu une fois, je me souvenais de tout, des mois plus tard. Une réunion, je n'en oubliais pas un mot. Et quand j'avais à prendre la parole, adieu les notes : tout était dans la tête, jusqu'au moindre chiffre.

En annexe (merci de vous inquiéter de moi), j'ai doublé mon salaire. Enfin, je suis un homme heureux.

J'aurais pu contacter W.R. Borg plus tôt. Mais je croyais le dixième du quart de ce qu'il racontait depuis des années. Mea maxima culpa. Mais j'avais tort.

"Tiens, viens, chérie, que je te présente au Président..." Elle a souri. Merci pour cela aussi, W.R. Borg!

Vous souhaitez avoir son adresse ? Écrivez simplement : Méthode W.R. Borg, chez Aubanel, dpt 870, 6 place Saint-Pierre, 84057 Avignon Cedex.

## BON GRATUIT

A remplir en lettres majuscules en donnant votre adresse permanente et à retourner à : Méthode W.R. Borg, chez Aubanel, dpt 870 - 6, place Saint-Pierre, 84057 Avignon Cedex, France, pour recevoir, sans engagement de votre part et sous pli fermé, "Les Lois Éternelles du Succès", de W.R. Borg.

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_  
N° \_\_\_\_\_ Rue \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_  
Code postal \_\_\_\_\_ Profession \_\_\_\_\_  
Age \_\_\_\_\_  
Aucun démarcheur ne vous rendra visite

## DÉCÈS DU COMPOSITEUR LIBANAIS ASSI RAHBANI

L'un des principaux rénovateurs de la musique orientale, l'un de ceux qui firent passer la chanson arabe au stade du chant, le compositeur libanais Assi Rahbani, est mort fin juin dans son pays, le Liban. Il y était né en 1923, au sein de la communauté chrétienne arabo-pharise de rite grec orthodoxe, et c'est aidé par ses deux frères, Mansour et Elias, toujours vivants, qu'il prit la tête au début des années cinquante, avec ses pairs égyptiens, du mouvement de renouveau musical arabe, créant notamment le style baptisé « rahbani » par la vox populi.

Également musicien, poète parolier et producteur de films, Assi avait épousé en 1955 la jeune chanteuse libanaise chrétienne Nohab Haddad, bientôt célèbre sous le nom de Feyrouz (« Turquoise ») et considérée depuis la disparition de l'Égyptienne Oum Kouloum comme la première voix arabe. Le couple, qui s'était séparé il y a quelques années, avait fait entendre les beaux jours du Festival international de Baalbek, dans la plaine libanaise de la Bekaa aujourd'hui en partie occupée par les intégristes iraniens ou pro-iraniens, qui ont banni toute musique, tout chant qui ne soit pas directement lié à la foi islamique. En revanche, souligne la presse de Beyrouth-Est, l'Occident vient de rendre hommage à l'« école Rahbani » sous forme de la médaille d'or de la SACEM accordée en juin à Assi et à son frère Mansour.

J.-P. P.-H.

**SOLDES FRETENQUES POUR LES FEMMES FANATIQUES DU BEAU TISSUS RODIN**  
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

Cours par correspondance cours oraux et conférences à Paris Sessions de formation

**ÉCOLE DE PSYCHO-GRAPHOLOGIE**  
ORGANISME PRIVÉ D'ENSEIGNEMENT À DISTANCE, FONDÉ EN 1953  
12, villa Saint-Pierre  
8. 3 - Dépt. LM  
94220 CHARENTON  
Tél. : (1) 43-76-72-01

Préparation à la profession de graphologue  
Conventions de formation permanentes  
Inscriptions reçues toute l'année  
Documentation gratuite  
Analyses et lectures par professeur

**INTERNATIONAL GEMMOLOGICAL INSTITUTE**  
Certificats reconnus et reconnus dans le monde entier

ANTWERP NEW YORK

**COURS INTENSIFS D'UNE SEMAINE ET - PIERRES DE COULEUR**

Pour toutes informations :  
Séances 1/77 - 2016 Antwerp  
Tél. : 03/232.07.98 - Belgique

## NOUVELLES BRÈVES

● **Chili : un étudiant brûlé à mort par des militaires.** - Un jeune étudiant chilien ayant le statut de résident américain, et récemment arrivé de Washington, est mort le dimanche 6 juillet à Santiago des suites de brûlures reçues pendant les manifestations du 3 juillet. Selon des témoins, il aurait été aspergé d'un liquide inflammable par des militaires. Une jeune fille qui l'accompagnait a également été gravement brûlée. L'armée a démenti toute implication dans cet incident - mais le ministre de l'Intérieur a décidé d'ouvrir une enquête. - (AFP, Reuters.)

● **Tchad : visite de M. Aurillac.** - Le ministre de la coopération commence ce lundi 7 juillet, à N'Djamena une visite de quatre jours, qui le conduira successivement à Kalaï (l'une des bases les plus importantes des forces gouvernementales dans le nord du pays), Abéché (à l'est), puis Mongo (centre), Moundou et Sarh (sud). Une délégation de sept parlementaires, dirigée par M. François Fillon, président de la commission de la défense de l'Assemblée nationale, se trouve actuellement au Tchad.

● **Le président Chadli souffrant.** - Le président Chadli souffrant est souffrant depuis quelques jours. Ses médecins lui ont prescrit un repos complet de deux semaines, a annoncé, samedi 5 juillet, en fin de matinée, un communiqué de la présidence de la République. L'Agence Algérie Presse Service a publié un bulletin de santé, signé de quatre

médecins, précisant que le président souffrait d'une sciatique par hernie discale. Le repos forcé du président, s'il devait se prolonger, risquerait de compromettre la visite que doit effectuer M. Jacques Chirac à Alger dans deux semaines. - (Corresp.)

● **Entretiens sur Mayotte.** - Le ministre comorien des affaires étrangères et de la coopération, M. Saïd Kaïf, est arrivé, le dimanche 6 juillet, à Paris, où doivent avoir lieu cette semaine, des entretiens sur la question de Mayotte. Il est l'archevêque des Comores qui jouit du statut de collectivité territoriale française. Le président comorien, M. Ahmed Abdallah, est lui-même attendu, mercredi, à Paris.

● **Pyralène : la décontamination commence.** - Une semaine après l'incendie du transformateur de Villeurbanne et la fuite de 400 litres de pyralène dans le sol, les travaux de décontamination vont commencer sur le site. Le bâtiment va être rasé puis la terre elle-même, après congélation à l'azote liquide, découpée en blocs et transportée à l'usine d'incinération de Saint-Vulbas (Ain). De son côté, la mairie de Villeurbanne va procéder à une inspection complète et détaillée des transformateurs dont elle est propriétaire, soit une vingtaine. La commune ne fait ainsi qu'appliquer les instructions du ministère de l'environnement prescrivant le recensement complet des transformateurs en France et leur mise en conformité avec un certain nombre de règles de sécurité.

(Publicité)

## LIQUIDATION AU CNRS

Suite communiquée ministérielle, on solde 450 chercheurs toutes disciplines. Admissibles CNRS cuvée 86, diplômés universités, grandes écoles, expérience professionnelle garantie. A saisir avant départ à l'étranger.

## COLLECTIF DES ADMISSIBLES, Loi CNRS, INSERM 107

Hôpital Saint-Louis, 75475 Paris Cedex 10  
Tél. : (1) 42-09-33-50 poste 621

مكتبة ابن خلدون